

**LES TROTSKISTES
ET LA GUERRE
1940-1944**

DU MEME AUTEUR

Trotsky et le trotskisme. A. Colin, 1971.

Que lire : bibliographie de la révolution. Ouvrage collectif. Études et documentation internationales, 1975.

La Vérité : réédition en fac-similé de la Vérité clandestine (1940-1944). Présentation et notes analytiques en collaboration avec Michel Dreyfus, Jean-Michel Brabant. Études et documentation internationales, 1978.

Qui a peur de l'autogestion ? Liberté ou terreur. Ouvrage collectif. Union générale d'éditions (10/18), 1978.

La Presse trotskiste en France de 1926 à 1968 : essai bibliographique. Presses universitaires de Grenoble, Maison des sciences de l'homme, 1978.

Jacqueline PLUET-DESPATIN

les trotskistes et la guerre 1940-1944

éditions anthropos

12, Avenue du Maine, 75015 Paris

Studienbibliothek
zur Geschichte der
Arbeiterbewegung
Zürich



VERWIJDERD UIT
BIBL. I.J.G.



AVANT-PROPOS

L'histoire de la seconde guerre mondiale en France a fait — comme on pouvait s'y attendre — une large place aux travaux sur la Résistance. De nombreux ouvrages ont été consacrés aux maquis, à la vie des « combattants de l'ombre », aux grands partis politiques et à leur action dans la clandestinité. De même les études sur la collaboration et le régime de Vichy ne manquent pas. En revanche, on ne sait quasiment rien sur ce que sont devenus les militants révolutionnaires et les minorités d'extrême-gauche, ce qu'on peut expliquer, en partie seulement, par leur faiblesse numérique.

Bien que l'extrême-gauche dans son ensemble voit dans la guerre une affaire de la bourgeoisie dans laquelle le prolétariat n'a rien à gagner, elle se montre hésitante et partagée sur la position concrète qu'il convient d'adopter dans le conflit : les uns soutiennent le pacifisme intégral et tel Louis Lecoin, sont emprisonnés pendant les deux premières années de la guerre ; les autres soucieux de s'abstenir dans le conflit impérialiste sont cependant convaincus de la nécessité de s'opposer au fascisme : c'est ainsi que d'anciens membres du Parti socialiste ouvrier et paysan (P.S.O.P.) — scission de gauche du parti socialiste — rejoignent les Francs-Tireurs et Partisans (F.T.P.), en compagnie d'autres militants révolutionnaires, et participent dans les rangs de la

Résistance au combat contre le nazisme. Certains, peu nombreux il est vrai, persuadés qu'une ère de domination fasciste va s'étendre sur l'Europe, abandonnent la lutte ou comme on le voit dans la gauche traditionnelle, se rallient à Vichy et parfois entrent dans le Rassemblement national populaire de Marcel Déat. Le P.S.O.P., comme les petites formations d'extrême-gauche en général, ne résiste pas à la guerre : les militants désorientés, souvent atteints par la répression, s'éparpillent. Quelques regroupements nouveaux s'effectuent qui rallieront la Résistance, comme celui qui naît à Paris en 1941 autour du bulletin clandestin *Notre révolution*, qui devient *Nos combats* puis *Libertés* avec parmi ses animateurs l'un des anciens directeurs de *Clarté*, Marcel Fourrier. A Lyon, un militant du P.S.O.P., Marie-Gabriel Fugère fonde avec d'autres de ses camarades le journal *L'Insurgé*, où se retrouvent en 1943 Gilles Martinet et Pierre Stibbe. A Toulouse *Libérer et fédérer* rassemble autour d'un groupe qui s'intitule à ses débuts, en 1942, «mouvement révolutionnaire pour la libération et la reconstruction de la France» d'anciens militants socialistes, comme l'italien Silvio Trentin, et communistes. Partisan d'un socialisme démocratique, l'organisation fusionne en avril-mai 1944 avec *l'Insurgé*.

Au milieu de cet éclatement de ce qui fut l'ancienne extrême-gauche, les groupes trotskistes parviennent, bien qu'au prix de nombreuses difficultés, à reconstituer leurs structures d'organisation et cherchent à renouer avec le défaitisme révolutionnaire. Quelles que soient leurs erreurs de prévision, leur sectarisme souvent, les militants trotskistes ont le mérite durant cette période, de mettre au premier plan de leur action, l'internationalisme prolétarien, se voulant en cela fidèles à Lénine, Liebknecht et Rosa Luxemburg. Certains de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire, ils appellent à la fraternisation avec le peuple allemand sous l'uniforme et refusent de participer à la Résistance dont, passant sous silence la lutte contre le nazisme, ils ne retiennent que les objectifs «bourgeois» et «démocratiques» qui ne peuvent selon eux, que détourner le prolétariat de ses buts de classe. Saisissant mal l'immense aspiration populaire à secouer le joug hitlér-

rien, ils appréhendent surtout une «libération» qui ne serait qu'un retour à l'ordre ancien. Ce faisant, ils sous-estiment la nécessité de s'opposer à l'oppression et à la terreur que fait peser le nazisme. Les militants de la IVème Internationale savent pourtant que cette forme de domination de la bourgeoisie qu'est le fascisme, comme ils l'expliquent eux-mêmes, a pour résultat d'atomiser le prolétariat, de détruire à sa racine l'initiative ouvrière et de paralyser avec l'efficacité que l'on sait, toute capacité de lutte sociale. Cela ne crée-t-il pas le désir justifié d'un retour à la «démocratie», cet autre gouvernement de la bourgeoisie, qui malgré le caractère *formel* de ses libertés, a l'avantage de permettre à la classe ouvrière de prendre conscience de sa destinée et de pouvoir s'organiser ? Ne craignant pas de se situer à contre-courant, ce qui leur sera par la suite à juste titre reproché, les militants sont avant tout préoccupés de donner une issue révolutionnaire à la guerre et de mobiliser la classe ouvrière contre son véritable ennemi, la bourgeoisie — de quelque nationalité qu'elle soit — oubliant que pour l'heure l'adversaire immédiat est l'hitlérisme. C'est ce que tiennent à affirmer les organisations ouvrières traditionnelles, à la tête desquelles se trouve le parti communiste, en s'engageant en priorité dans la lutte armée pour abattre le fascisme et en remettant à plus tard les perspectives de la révolution. Lorsqu'à la Libération, malgré l'important appui populaire dont elles bénéficient, les forces de gauche se laissent déposséder d'un pouvoir chèrement acquis et se joignent à la bataille de la production sous la direction du général De Gaulle, la voix des trotskistes appelant à briser l'Union sacrée et à constituer un gouvernement ouvrier et paysan, ne manque pas d'apporter une note discordante que tente d'étouffer *L'Humanité*, en rappelant l'attitude des trotskistes pendant la guerre.

Cet ouvrage tente donc de faire connaître ce que fut précisément la position des trotskistes durant le second conflit mondial, face à l'occupation hitlérienne. Il s'agit moins d'ailleurs d'une description de l'action que purent mener les militants dans la clandestinité — celle-ci reste à faire par ceux-là même qui l'ont vécue — que d'une présentation des idées à travers les écrits et quelques témoignages

oraux. Il va sans dire que cette étude, par l'éclairage «extérieur» qu'elle jette sur le sujet, ne prétend pas épuiser une histoire où bien des points encore restent à approfondir et à élucider. Il est à espérer cependant que cette contribution permette une vision d'ensemble d'un mouvement, dont les motivations politiques et les comportements ont été jusqu'à présent oubliés par l'historien ou déformés par ses ennemis politiques.

Paris, 1977

INTRODUCTION

La IVème Internationale en France jusqu'en 1939.

Dès son expulsion d'U.R.S.S., en 1929, Trotski s'efforce de rassembler ses partisans sur le plan international et surtout en France où ils sont les plus nombreux. Il n'est pas alors question pour Trotski de rompre avec l'Internationale communiste, mais d'organiser un mouvement d'opposition qui soit capable de lutter contre la politique stalinienne pour la réformer. En France la «bolchevisation» du Parti communiste entreprise par l'Internationale depuis 1924 a provoqué de violents remous : de nombreux groupes créés à l'initiative de militants communistes ou d'ex-communistes, mènent à l'intérieur du parti ou à sa périphérie, une active campagne d'opposition. Bien que Trotski ne réussisse pas, contrairement à ce qu'il espérait, à unifier en un courant unique l'ensemble des oppositionnels — dont les motivations sont en fait loin d'être identiques — un petit nombre de ses partisans, venu en majorité du Parti communiste, parvient à s'organiser autour du journal *La Vérité* qui est fondé en août 1929. A l'exception d'Alfred Rosmer, figure marquante de Zimmerwald et des débuts de la IIIème Internationale et qui quittera bientôt le mouvement, en novembre 1930, la plupart des «bolcheviks-léninistes» sont de très jeunes militants, en général sans grande expérience pratique, que ce soit Pierre Naville, Gérard Rosenthal, Pierre

Frank ou Raymond Molinier. Cela explique l'ascendant qu'exerce Trotski sur ses disciples français, même si ses thèses font souvent l'objet d'âpres discussions et sont loin de recueillir une unanimité systématique.

Victimes de la virulente propagande anti-trotskiste du Parti communiste, les militants se trouvent rapidement coupés des milieux ouvriers auxquels ils appartiennent dans l'ensemble assez peu ; ils vont avoir tendance à s'isoler dans des débats théoriques internes et à s'épuiser dans des conflits de personnes que facilite la faiblesse de leurs effectifs. Pourtant l'évolution de la situation politique leur donne le plus souvent raison. C'est l'époque, rappelons-le, où l'Internationale communiste qui voit dans le fascisme et la social-démocratie «deux frères jumeaux», refuse le front unique avec les directions socialistes. Hostiles à cette tactique qu'ils jugent «criminelle» les trotskistes défendent le front unique des organisations ouvrières, qui seul — estiment-ils — permettrait en Allemagne de lutter efficacement contre le nazisme.

Vers une nouvelle Internationale révolutionnaire.

Ce n'est pourtant qu'après la victoire de Hitler en janvier 1933, que l'I.C. se décide à effectuer un tournant radical et recommande le 5 mars 1933 à ses sections nationales, sans entreprendre d'ailleurs la moindre autocritique, d'adresser des propositions de front unique aux directions social-démocrates (1). Pour Trotski la défaite du prolétariat allemand est la preuve que l'Internationale a définitivement failli à sa tâche. L'Opposition internationale réunie en août 1933 estime désormais inutile de poursuivre une tentative de redressement d'un organisme condamné et propose de s'orienter vers la création d'une véritable Internationale révolutionnaire, la Quatrième (2). Chaque section nationale,

(1) «Prolétaires de tous les pays unissez-vous. Appel de l'I.C. pour l'organisation de la lutte commune des travailleurs socialistes et communistes», *La Correspondance internationale*, n. 21, 8 mars 1933, pp. 289-290.

(2) «L'Opposition internationale et l'Internationale communiste». Résolution. *La Vérité*, n. 170, 1er septembre 1933.

tournant le dos au travail de réforme, devra se considérer comme l'embryon d'un véritable parti communiste.

Lorsqu'en février 1934 le fascisme se fait en France plus menaçant cependant que les perspectives de guerre se rapprochent, les trotskistes français regroupés dans la Ligue communiste internationaliste dénoncent le manque d'ardeur du Parti communiste et de la S.F.I.O. à mettre en œuvre l'unité d'action, à laquelle semble au contraire aspirer profondément la classe ouvrière. Malgré leur petit nombre — une centaine tout au plus — les militants de la Ligue déploient une activité inlassable et participent au coude à coude avec les socialistes à l'implantation à la base de l'unité d'action. Leur dynamisme et leur volonté unitaire leur valent d'obtenir quelques succès, particulièrement dans la Fédération de la Seine, où ils acquièrent une véritable audience parmi les Jeunesses socialistes.

L'essor des luttes et les possibilités d'action qu'elles ouvrent pour la Ligue conduisent Trotski, alors à Barbizon (1), à penser que c'est en France que va se décider le sort de l'Europe et du monde entier. Selon lui l'heure est venue de construire une nouvelle Internationale qui doit s'appuyer sur le front unique prolétarien, ce front unique n'étant toutefois qu'une stratégie pour réaliser la révolution socialiste. Il est donc indispensable de mettre en avant un *programme* qui dans les conditions historiques que connaît la France, ouvre une *transition* vers le socialisme (2). Mais la Ligue dispose-t-elle de forces suffisantes pour défendre et populariser le «programme des bolcheviks-léninistes» (3) ? Si ses militants ont joué un rôle actif dans plusieurs «comités d'alliance ouvrière», l'organisation a malheureuse-

(1) Malgré les protestations de la presse de droite et de *l'Humanité*, Trotski a été autorisé par le gouvernement Daladier à séjourner en France, où il est arrivé le 24 juillet 1933.

(2) «Manifeste des communistes internationalistes au prolétariat mondial», *La Vérité*, n. 196, 9 mars 1934. Reproduit dans L. Trotski, *le Mouvement communiste en France*, textes choisis et présentés par Pierre Broué. Paris, Éditions de Minuit, 1967, pp. 424-432.

(3) Le Programme d'action des bolcheviks-léninistes qui a été rédigé par Pierre Naville et Élie Kamoun, sur des notes de Trotski, constitue la première mouture du *Programme de transition*. Publié dans un numéro spécial de *la Vérité*, il sera reproduit dans *Quatrième internationale*, juin-juillet 1946, pp. 34-42.

ment peu profité, en effectifs, du mouvement de radicalisation qui se manifeste dans la classe ouvrière et la jeunesse depuis février. De plus, le changement d'orientation du Parti communiste à partir de juin 1934, a pour la Ligue, des conséquences désastreuses.

Sous la pression de l'Internationale communiste, le Parti communiste s'est résolu à abandonner la politique défendue jusque là de front unique à la base et s'est prononcé pour l'unité d'action avec les socialistes (1). Le pacte «d'unité d'action contre le fascisme» signé par le P.C. et la S.F.I.O. le 27 juillet 1934, suscite parmi les militants un renouveau de confiance envers leurs organisations traditionnelles. La Ligue, désormais privée du bénéfice de son principal mot d'ordre — le front unique — se trouve rejetée dans l'isolement, en marge du courant unitaire où fraternisent communistes et socialistes.

L'entrée dans la S.F.I.O.

Trop faible, pour exister à titre indépendant, la Ligue ne peut, selon Trotski, que prendre place à l'intérieur du front unique afin de donner à celui-ci le «contenu actif» que les deux organisations signataires ne semblent guère, à son avis, disposées à lui communiquer. Trotski conseille alors aux membres de la Ligue — et cela fait partie pour lui, d'une tactique internationale — d'entrer dans le parti socialiste pour y tenter un «regroupement révolutionnaire» (2). Malgré de très vives oppositions, la majorité des militants avec Pierre Frank, Raymond Molinier, Yvan Craipeau, Jean Rous votent la dissolution de la Ligue et sous le nom de «bolcheviks-léninistes» entrent dans le parti socialiste afin d'y constituer une tendance. Une minorité repousse violemment cette décision qu'elle qualifie d'opportuniste et rompt avec la majorité. L'autre partie de la minorité réunie autour de Pierre Naville, considère également l'entrée

(1) Voir la lettre adressée par la Conférence nationale à la S.F.I.O. «Nouvelles propositions au P.S.», *L'Humanité*, 24 juin 1934.

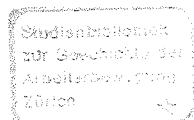
(2) «S.F.I.O. et S.F.I.C. : la voie du débouché», *La Vérité*, n. 220 spécial, septembre 1934. Reprod. dans L. Trotski, *Le Mouvement communiste en France*, op. cit., pp. 433-441.

dans la S.F.I.O. comme une capitulation et estime que la Ligue devrait poursuivre une existence indépendante en constituant seulement une *fraction* dans le Parti socialiste. Le débat sur la S.F.I.O. est aussi pour Pierre Naville l'occasion de se séparer de la «fraction Frank-Molinier» qui bénéficie alors du soutien de Trotski. Se décidant pourtant à faire l'expérience de la S.F.I.O., les militants rejoignent les rangs socialistes où en tant que «communistes – internationalistes», ils mènent une activité indépendante de celle des bolcheviks-léninistes jusqu'au congrès de Mulhouse du P.S. en juin 1935 : là s'effectue non pas une réunification, mais un «rapprochement» qui est dû, expliquera Pierre Naville, aux modifications intervenues dans le groupe bolchevik-léniniste à la suite de l'arrivée de nouveaux militants issus du Parti socialiste.

Car le groupe bolchevik-léniniste obtient au début certains succès dans le Parti et surtout dans la Fédération de la Seine des Jeunesses. Comme l'écrira Daniel Guérin, même si les conceptions trotskistes de l'organisation heurtèrent les penchants libertaires des socialistes, les bolcheviks-léninistes par leur «lucidité révolutionnaire» et leur «courage», réussirent à accomplir une «propagande en profondeur» et eurent une «influence heureuse sur Marceau Pivert qu'ils poussèrent vers l'extrême gauche» (1).

Pourtant le succès de curiosité et de sympathie qui entoure les bolcheviks-léninistes à leur arrivée, va s'épuiser assez rapidement. En octobre 1934 Maurice Thorez a proposé au Parti socialiste d'élargir l'unité de la classe ouvrière aux classes moyennes pour constituer un vaste rassemblement populaire avec les radicaux. Le programme du «Front populaire» révèle selon les bolcheviks-léninistes la volonté du P.C. de passer d'un front de classe à une «défense républicaine» de type parlementaire. Il faut voir dans cette politique, écrira bientôt Trotski, l'intervention de l'I.C. dont le souci principal est de soutenir les impératifs de sécurité de l'U.R.S.S. : celle-ci ne tient pas en effet à ce qu'un mouvement révolutionnaire à l'Ouest laisse à l'Allemagne les mains libres à

(1) Daniel Guérin, *Front populaire, révolution manquée*, Paris, Julliard, 1963, pp. 82-89.



l'Est. L'hostilité des bolcheviks-léninistes à l'égard d'une unité dont ils estiment qu'elle a perdu tout contenu de classe, fait naître dans les organes dirigeants de la S.F.I.O. le projet d'éliminer les trotskistes qui sont maintenant un obstacle dans leur politique de rapprochement avec le P.C. L'exclusion sera chose faite au congrès de Lille des Jeunesses socialistes en juillet 1935 où 13 dirigeants jeunes sont exclus (1).

L'exclusion par la S.F.I.O. d'une partie de son aile gauche n'est pas une surprise pour Trotski. Dès le 10 juin 1935 après la signature du pacte Laval-Staline et avant de quitter la France d'où il est expulsé pour la Norvège, il écrit que les possibilités d'intervention dans le parti socialiste sont épuisées. Il est d'autre part persuadé que la conclusion du pacte franco-soviétique va révéler à ceux qui en doutaient la « trahison » de Staline et précipiter ainsi la crise du mouvement communiste. Il faudra bien alors que les bolcheviks-léninistes offrent un débouché politique aux ouvriers révolutionnaires qui vont inévitablement se détacher de leurs organisations politiques et syndicales (2). Trotski conseille aux bolcheviks-léninistes de quitter la S.F.I.O. pour concentrer leurs efforts sur la dénonciation stalinienne et mettre en route la création d'un parti révolutionnaire qui leur permettra d'intervenir d'une manière indépendante. Car la présence des bolcheviks-léninistes dans le Front populaire les ligote et les place à contre-courant de la volonté de lutte qui semble alors se manifester dans la classe ouvrière. Si certains militants comme Pierre Naville et Jean Rous sont théoriquement partisans de construire le nouveau parti, Pierre Frank penche plutôt pour la conciliation, car quitter la S.F.I.O. lui paraît une démarche prématurée, la « Vieille maison » pouvant encore à ses yeux servir de lieu

(1) Sont exclus : David Rousset, Fred Zeller, Maria et Yvan Craipeau, Robert Bresler, Braudo, Mathias Corvin, Rigal, Genia, Lissansky, Van [Heijenoort], Makarovsky, Péro. D'après « La Vérité sur la conférence nationale des J.S. », *La Vérité*, n. 246, 2 août 1935.

(2) L. Trotski, « Un nouveau tournant est nécessaire », Lettre au Secrétaire international, 10 juin 1935, *Bulletin international*, n. 6, [juin 1935]. Reprod. dans L. Trotski, *Le Mouvement communiste en France*, op. cit., pp. 513-515.

de «cristallisation». La création en octobre 1935 au sein de la S.F.I.O. de la Gauche révolutionnaire par Marceau Pivert, accroît encore l'hésitation des militants, qui ne considèrent pas la sortie du parti comme une chose facile : ils ne veulent pas cette fois d'un départ qui s'effectue sans débat de fond et qui se réalise dans les mêmes conditions de précipitation que l'entrée. Le problème est de «capitaliser» les résultats acquis et de ne pas se couper brutalement des militants proches des idées bolcheviks-léninistes. La lutte pour la réintégration des exclus ne se conçoit pas non plus, selon ce que croit Trotski, comme un désir de rester dans la social-démocratie et de pratiquer avec sa tendance de gauche une politique de conciliation. Cette lutte vise au contraire à démontrer à des militants socialistes encore attachés à leur organisation et qui hésitent à la quitter, combien celle-ci est pervertie. C'est en apportant la preuve qu'il ne règne dans ses rangs aucune démocratie réelle que les bolcheviks-léninistes peuvent espérer entraîner avec eux les éléments révolutionnaires de la S.F.I.O. qu'ils auront convaincus de la nécessité du nouveau parti. C'est pourquoi le départ de la S.F.I.O. tel que le préconise Trotski paraît à un certain nombre de militants, comme Pierre Frank, un mot d'ordre abrupt, rigide, «mécaniste» et en tous les cas fermé aux réalités concrètes de l'action militante. De même ce sont les modalités tactiques de la transition vers le nouveau parti, renforcées par des conflits de personnes, qui, en envenimant les discussions à l'intérieur du groupe, vont être l'occasion de sa scission. Reprochant au groupe son «manque de perspective», le «chaos d'organisation», le «manque d'autorité des instances dirigeantes» (1) Pierre Frank et Raymond Molinier passent outre aux décisions de la majorité du Comité central du G.B.L. et entreprennent la publication «fractionnelle» d'un nouveau journal *La Commune*, qui doit remplacer *La Vérité* (2). *La Commune* se présente comme l'organe

(1) *La Crise de la section française de la Ligue communiste internationaliste* (1935-1936). Paris, Ed. du Comité pour la IVème Internationale (B.L.), 1936, p. 30.

(2) Depuis l'entrée dans la SFIO, *La Vérité* est devenue l'organe de la tendance B.L. comme l'y autorisent les statuts du parti.

d'un large regroupement révolutionnaire, lequel doit être mis en œuvre à travers des «groupes d'action révolutionnaires» (G.A.R.), ouverts à tous les militants sur un programme minimum (1). Certes, reconnaît *La Commune*, les G.A.R. ne sont pas le parti comme le leur reprochent la majorité et Trotski qui y voient une entreprise de confusion politique, mais ils ne veulent point l'être. Ils n'ont d'autre ambition que d'être des organes intermédiaires, des structures de transition pour d'anciens militants socialistes qui ne sont pas encore prêts à se rallier à une organisation centralisée de type bolchevique. L'exclusion des militants de *La Commune* par la majorité du groupe bolchevik-léniniste en décembre 1935 suit de peu celle des principaux dirigeants B.L. prononcée définitivement le 17 novembre par le Conseil national de la S.F.I.O. *La Commune* entraîne avec elle la moitié des militants, dont beaucoup sont liés aux ouvriers du parti. Les sympathisants, désorientés et lassés par ces querelles qui leur échappent, hésitent à rejoindre les trotskistes et préfèrent rester dans le parti en se ralliant à la Gauche révolutionnaire. Les Jeunesses socialistes, dont les dirigeants bolcheviks-léninistes Yvan Craipeau et David Rousset ont été exclus, se décident en janvier 1936 à rompre avec la S.F.I.O. pour se constituer en organisation indépendante, les Jeunesses socialistes révolutionnaires. L'ancien organe de jeunesse *Révolution* assure la continuité du mouvement en tant qu'organe du «rassemblement révolutionnaire» formé par les J.S.R. et le groupe bolchevik-léniniste. Une course de vitesse s'engage alors entre *La Commune* et *Révolution* pour qui déclarera le premier la fondation du nouveau parti. La transformation les 7-8 mars 1936 du groupe de *La Commune* en Parti communiste internationaliste «section française de la IVème Internationale», constitue pour Trotski un tournant politique : quelles que soient les erreurs antérieures commises par *La Commune*, explique-t-il, celle-ci est devenue l'organe d'un groupement qui a mis à son programme la construction de la IVème Internationale. Le Se-

(1) Voir *La Commune*, n. 1, 6 décembre 1935.

crétariat international envisage dès lors la réunification des deux groupes français, réunification que les militants jugent eux-mêmes indispensable face à la poussée du Front populaire.

Une brève unification.

Le 2 juin à l'issue de deux conférences tenues séparément où sont abordées d'épineuses questions de personnes, le Parti ouvrier internationaliste est fondé avec comme organe *la Lutte ouvrière* cependant que *La Commune* cesse sa publication. L'unification est pourtant de courte durée et prend fin en octobre 1936 : la minorité — ex-P.C.I. — qui considère que le congrès de fusion a été préparé fractionnellement et en dehors de tout véritable contrôle des mandats refuse d'entériner l'unification et se retire du P.O.I. Ce qu'elle explique dans *La Commune* qui reparait comme organe du P.C.I. «pour la construction de la IVème Internationale» (1). Car dès ce moment le P.C.I. se trouve exclu du mouvement pour la IVème.

Jusqu'à la guerre, les deux groupes vont se livrer une polémique acharnée, où domineront les querelles personnelles plutôt que des divergences profondes sur le programme. Les efforts entrepris à plusieurs reprises par Trotski pour tenter des solutions de compromis, montreront que les désaccords réels n'ont pas lieu sur le fond, mais sont l'aboutissement d'un vieux débat portant sur le régime d'organisation et sur le «cas Molinier» (2). Pierre Frank expliquera cette situation par les conditions qui ont présidé à la naissance des deux formations : lorsque les bolcheviks-léninistes entrèrent dans le Parti socialiste, la majorité d'entre eux provenaient du Parti communiste ou de ses organisations de jeunesse et ce furent ces mêmes militants

(1) Déclaration du P.C.I. dans *La Commune*, n. 28, 23 octobre 1937.

(2) Aux dires de ses ennemis politiques (Rosmer, Naville), Raymond Molinier n'était pas un militant communiste, mais un «homme d'affaires» et un «aventurier». Il possédait un petit cabinet d'affaires que Trotski ne put lui faire abandonner et qu'il utilisa largement pour financer l'organisation à l'avantage surtout de sa fraction, prétendirent certains.

qui pour la plupart rejoignirent le groupe de *La Commune* puis le P.C.I. Le P.O.I. se constitua plutôt à partir des Jeunesses socialistes recrutées lors du passage des bolcheviks-léninistes dans la S.F.I.O. De sorte qu'au vieux noyau communiste et souvent sectaire du P.C.I. s'opposa un certain opportunisme du P.O.I., dont les jeunes militants issus du socialisme n'avaient pas les mêmes rigidités organisationnelles (1).

Divisés, les trotskistes ne parviennent pas, non plus que l'ensemble des autres minorités révolutionnaires, à profiter de l'élan ouvrier qui se manifeste durant les années du Front populaire. L'échec des trotskistes est dû pour une part à leurs querelles internes et à leurs divisions qui les empêchent de constituer une force d'intervention sérieuse. Leurs mots d'ordre revêtent un contenu essentiellement théorique et n'ont à peu près aucune pénétration dans la classe ouvrière. Il est vrai que le recrutement surtout intellectuel des militants place le mouvement à l'écart des usines et des syndicats ouvriers, là où a lieu l'action.

Cependant la crise aigüe que connaissent les deux groupes trotskistes à partir de 1937-1938 ne peut être seulement imputée à leurs insuffisances organisationnelles. On ne doit pas oublier que cette crise se situe dans une période de reflux ouvrier, qui s'accompagne chez certains militants troublés par les procès de Moscou, d'une déception profonde à l'égard du régime soviétique. Il est compréhensible dans ces conditions que la période d'incertitude et de doute qui atteint le mouvement ouvrier n'épargne pas le trotskisme, qui a en outre à surmonter le handicap d'être une jeune organisation.

La fondation de la quatrième Internationale.

C'est à cette époque que Trotski du Mexique où il est réfugié propose à ses partisans de réunir un congrès qui proclame la fondation de la IVème Internationale. A cette conférence, le P.C.I. n'est pas invité et cela malgré la demande qu'il a adressée au Centre pour la IVème Internationale,

(1) Entretien avec Pierre Frank, 25 novembre 1975.

le 22 juillet 1938 (1). Convoqué par le Secrétariat international pour une «prise de contact», le P.C.I. a préparé un texte dans lequel il se déclare prêt sur la base d'une «identité de conception politique et d'organisation», à accepter la «loi d'une légitime majorité». Des membres du P.C.I. dont Pierre Frank, rencontrent les dirigeants du *Socialist workers party* américain, James P. Cannon et Max Shachtman de passage à Paris à l'occasion de la conférence, mais le rapprochement que ces derniers tentent d'esquisser entre les deux formations, certainement avec le mandat de Trotski (2), se heurte à l'hostilité du P.O.I. Tenu à l'écart de la conférence, le P.C.I. n'a plus qu'à demander son adhésion à la IVème Internationale une fois fondée. Cette demande qui a d'ailleurs peu de chance de lui être accordée, restera sans lendemain dès lors que le P.C.I. prendra la décision en octobre 1938 de se dissoudre et d'entrer dans le Parti socialiste ouvrier et paysan (P.S.O.P.).

La conférence a lieu le 3 septembre 1938 à Périgny, en région parisienne, dans la maison qu'Alfred Rosmer, qui ne participe pas à la réunion, a mise à la disposition des délégués. Parmi la trentaine de représentants de douze pays, tous ne sont pas favorables à ce que la conférence proclame la fondation de la IVème Internationale. Estimant le moment mal choisi, les deux délégués polonais craignent que la crise qui atteint le mouvement ouvrier n'épargne pas la nouvelle Internationale, ce qui est d'autant plus grave pour elle qu'au contraire des vieilles organisations, elle n'a pas encore d'enracinement dans la classe ouvrière. Ils remarquent également que les précédentes Internationales se sont constituées en des périodes de soulèvements populaires mettant en péril la bourgeoisie, alors qu'aujourd'hui le capitalisme, malgré son déclin, n'a jamais été aussi agressif. Ils mettent enfin en garde contre le danger qu'il y a à sous-estimer l'emprise qu'exercent encore les deux Inter-

(1) *La Commune*, n. 139, 5 août 1938.

(2) Dans un texte écrit en janvier 1940 «D'une égratignure au danger de gangrène», Trotski explique qu'au congrès de fondation en 1938, il fut partisan d'admettre de nouveau Molinier dans les rangs de la IVème Internationale, mais il ajoute que la tentative ne donna aucun résultat. Cf. L. Trotski, *Défense du marxisme*. U.R.S.S., marxisme et bureaucratie. Paris, Études et documentation internationales, 1972, p. 243.

nationales sur le prolétariat (1). La conférence passe outre et conformément aux vœux de Trotski décide de se constituer en congrès de fondation de la IVème.

A Daniel Guérin (2) qui, au début de 1939 dira son scepticisme quant au succès d'une Internationale créée sans que les masses soient convaincues de sa nécessité (3), Trotski rappellera que l'éducation des masses se fait par l'expérience, par la pratique du mouvement et non pas un enseignement théorique, ni par des combinaisons politiques. Or la IVème se veut un parti révolutionnaire qui, si jeune soit-il, intervienne avec son *programme* dans la lutte des classes. Et c'est seulement à travers cette lutte concrète, menée «sur le tas» que la IVème pourra espérer rallier les masses vers elle. Peu importe la faiblesse initiale de cette avant-garde. Personne n'ayant jamais nié l'inégale maturité du prolétariat sous le capitalisme, il est normal que la conscience de classe se développe d'abord au sein d'une minorité, voire d'une secte, comme en témoigne d'ailleurs toute l'histoire du mouvement ouvrier (4). Si après Munich dans la perspective d'une guerre qui se rapproche, Trotski envisage l'isolement momentané de la IVème face à un mouvement d'union sacrée, il garde cependant son optimisme quant à l'avenir de la IVème, persuadé qu'au milieu de «l'épidémie patriotique», elle saura seule s'imposer par la cohérence de son programme et la force de son internationalisme. Il pense que les difficultés d'une guerre dont les moyens d'extermination seront accrus, provoqueront assez vite une violente réaction des masses ouvrières contre le

(1) Cf. Isaac Deutscher, *Trotsky*, vol. 3 : le prophète hors la loi (l'exil). Paris, Julliard, 1965, pp. 559-563.

(2) Après avoir adhéré à la S.F.I.O. en 1930, puis milité dans les rangs de la Gauche révolutionnaire, Daniel Guérin fait partie depuis 1938 du Bureau politique du P.S.O.P. Tout en se définissant comme un «socialiste libertaire», assez éloigné des conceptions «autoritaires» du bolchevisme, il lui arrive à plusieurs reprises d'engager un dialogue politique avec Trotski. Au congrès du P.S.O.P. à Saint-Ouen en mai 1939, il s'allie aux bolcheviks-léninistes, ce qui lui vaut certains ennuis au sein du parti. Il est l'un des artisans du Front ouvrier international contre la guerre, créé le 12 septembre 1938 à l'initiative du P.S.O.P. Il se trouve proche du mouvement trotskiste pendant la guerre, sans jamais y adhérer.

(3) Daniel Guérin, *op. cit.*, p. 251.

(4) L. Trotski, «Lettre à Daniel Guérin» (10 mars 1939), *New International*, mai 1939, reprod. in L. Trotski, *Le Mouvement communiste en France*, pp. 623-630.

«bourrage de crâne chauviniste», réaction dont les premières victimes seront la IIème et la IIIème Internationales.

«Leur effondrement sera la condition nécessaire d'un mouvement révolutionnaire déclaré qui ne trouvera pour sa cristallisation d'autre axe que la IVème Internationale. Ses cadres trempés conduiront les travailleurs à la grande offensive» (1).

En fait, Trotski et ses partisans se décident à proclamer la IVème Internationale en raison des menaces que fait peser une guerre qu'ils jugent imminente. A une époque où se déchaîne le chauvinisme, ils estiment nécessaire de mettre en place une organisation cohérente, même si elle n'est encore qu'un cadre théorique, bâtie autour d'un programme qui ouvre au prolétariat des perspectives de lutte contre la guerre. Le *Programme de transition* rédigé par Trotski et adopté par la conférence constitue une pièce-clé dans la stratégie de la IVème Internationale. Constatant la contradiction qui existe entre la «maturité des conditions objectives de la révolution et la non maturité du prolétariat et de son avant-garde», Trotski aboutit à la conclusion qu'il :

«faut aider les masses dans le processus de leur lutte quotidienne, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat» (2).

Pour le mouvement trotskiste, l'avant-garde révolutionnaire doit définir un ensemble de revendications qui, tenant compte des conditions objectives et de la conscience des masses, soient susceptibles d'entraîner la grande majorité des travailleurs ; mais le programme doit faire en sorte que la lutte pour ces revendications fasse apparaître comme nécessaire, dans la conscience des travailleurs comme dans

(1) L. Trotski, «Après Munich, Staline cherchera un accord avec Hitler» (7 octobre 1938), *New International*, 1er décembre 1938, reprod. in L. Trotski, *Sur la deuxième guerre mondiale*, Paris, Le Seuil, 1974, p. 55.

(2) «L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IVème Internationale». Programme de transition, in *Quatrième internationale*, n. 12-13, septembre-octobre 1938. Reprod. Paris, F. Maspero, 1970, p. 19.

leur pratique, le passage à la lutte pour le pouvoir. Le Programme de transition joue en quelque sorte un rôle *tactique* dans la stratégie socialiste, son caractère transitoire provenant du fait qu'il lie *organiquement* les revendications minimales au programme de la révolution socialiste.

Lorsqu'en 1938, Trotski écrit le *Programme de transition*, il est convaincu que les prémices objectives de la révolution socialiste sont réunies : les forces productives ont cessé de croître, la bourgeoisie aux abois se trouve contrainte dans certains pays de se tourner vers le fascisme et tout en participant au processus du conflit impérialiste, s'inquiète du danger que celui-ci fait peser sur elle. Face à la bourgeoisie, le prolétariat se trouve réduit à l'impuissance par ses appareils bureaucratiques conservateurs. Dans cette période qualifiée de pré-révolutionnaire, la IVème Internationale, sans renoncer à son programme fondamental qui est le renversement du capitalisme, doit défendre les revendications du programme minimum, c'est-à-dire les droits démocratiques des ouvriers et leurs conquêtes sociales, mais dans le cadre d'une perspective révolutionnaire. Les revendications transitoires s'articulent autour des mots-d'ordre connus : échelle mobile des salaires et des heures de travail, abolition du secret commercial et contrôle ouvrier sur des terres. Dans la lutte pour les revendications transitoires, les syndicats ont une place indispensable et à ce titre il est nécessaire que les militants y participent, mais il faut craindre que leurs tendances conciliatrices et bureaucratiques se transforment, en période de lutte de classe aigüe, en frein du mouvement. Ainsi, certaines initiatives des masses comme la grève avec occupation pourront rencontrer l'hostilité des syndicats ; cependant l'apparition de conseils d'usines à l'assise plus large permettra de les déborder et aura pour résultat d'établir face au capitalisme un régime de dualité de pouvoir.

Le caractère offensif de la lutte du prolétariat une fois que celui-ci aura su gagner l'alliance de la paysannerie et de la petite bourgeoisie, a pour conséquence d'aiguiser les méthodes de résistance de la bourgeoisie qui va faire appel, en plus de la police et de l'armée officielles, à des «bandes fascistes». Il paraît donc vital pour la classe ouvri-

ère qu'elle organise son auto-défense sous la forme de milices armées. La lutte pour les revendications transitoires doit trouver son aboutissement dans le mot d'ordre anti-capitaliste de gouvernement ouvrier et paysan, ou gouvernement des travailleurs, conçu comme un pont vers la dictature du prolétariat. Comme il est à penser que les organisations ouvrières traditionnelles ne pourront ni ne voudront se séparer totalement de la bourgeoisie, le prolétariat se trouvera obligé de rompre avec elles pour établir, en commun avec les paysans, leur propre pouvoir. Lorsque le mouvement des masses entrera dans une phase ouvertement révolutionnaire, le surgissement des soviets ouvrira une période de dualité de pouvoir, dont l'issue sera soit la défaite de la révolution et de la dictature fasciste de la bourgeoisie, soit le pouvoir des soviets, c'est-à-dire la dictature du prolétariat.

Face aux menaces de guerre, le *Programme de transition* rappelle que les thèses du Secrétariat international adoptées le 1er mai 1934 sous le titre «*La Quatrième Internationale et la guerre*» (1) gardent toute leur valeur : la guerre, en tant qu'elle est la continuation de la politique par d'autres moyens, ne change rien aux antagonismes de classe et la tâche du prolétariat sera de lutter contre l'impérialisme sur la base du défaitisme révolutionnaire. Quant aux pays coloniaux et l'U.R.S.S., s'ils se trouvent engagés dans une guerre, le prolétariat international devra les aider, sans toutefois se solidariser avec le gouvernement bourgeois du pays colonial, ni avec la bureaucratie en U.R.S.S. Un programme de revendications transitoires est établi à l'intention des pays «arriérés», et de ceux sous domination fasciste.

Quant à l'U.R.S.S., *État ouvrier dégénéré*, son évolution peut emprunter deux voies distinctes :

«Ou la bureaucratie, devenant de plus en plus l'organe de la bourgeoisie mondiale dans l'État ouvrier, renverse les nouvelles formes

(1) *La Quatrième Internationale et la guerre*. Thèse approuvée par le Secrétariat international de la Ligue communiste internationaliste (bolchevik-léniniste), Genève, 1er mai 1934. Paris, Ligue communiste, 1934.

de propriété et rejette le pays vers le capitalisme ; où la classe ouvrière écrase la bureaucratie et ouvre une issue vers le socialisme» (1).

La principale tâche en U.R.S.S. à l'époque de transition est le renversement de la bureaucratie par l'insurrection des masses guidées par la IVème Internationale.

Mais la fondation de la IVème Internationale n'a pas résolu pour autant les problèmes intérieurs du mouvement trotskiste. Craignant que le reflux ouvrier n'amointrisse leurs forces déjà faibles, les militants suivent avec la plus grande attention les premiers pas du Parti socialiste ouvrier et paysan (P.S.O.P.) qui vient de se constituer le 8 juin 1938.

L'adhésion au P.S.O.P.

La naissance du P.S.O.P. est l'aboutissement d'une longue crise née entre la direction de la S.F.I.O. et la tendance animée par Marceau Pivert, la Gauche révolutionnaire, au lendemain de l'arrivée au pouvoir de Léon Blum comme président du Conseil (2). Favorable au gouvernement de front populaire qui doit selon elle, préparer les bases de la conquête du pouvoir, la Gauche révolutionnaire prend assez vite ses distances par rapport au gouvernement Blum auquel elle reproche ses concessions au capitalisme. A partir de janvier 1937, Gauche révolutionnaire et direction du parti s'affrontent ouvertement : la Gauche révolutionnaire dénonce l'abandon par la direction du parti de toute politique socialiste et Marceau Pivert s'estime contraint, malgré ses hésitations, à abandonner ses fonctions gouvernementales. La violente rébellion qui éclate parmi les jeunesses socialistes de la Seine et dans la Gauche révolutionnaire à la suite

(1) «L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IVème Internationale», *op. cit.*, p. 50.

(2) Cf. Jean-Paul Joubert, *Révolutionnaires de la S.F.I.O.* : Marceau Pivert et le pivertisme. Paris, Presses de la F.N.S.P., 1977.

de la fusillade de Clichy du 16 mars 1937 (1), décide la direction du parti à prononcer la dissolution de l'Entente, puis de la Gauche révolutionnaire.

Sous le nom de «minorité de la Commission administrative permanente», l'ex-Gauche révolutionnaire continue de progresser en province et surtout dans la Seine où elle devient majoritaire au congrès fédéral du 23 mars 1938. L'action qu'elle mène contre la politique de paix sociale et d'union sacrée de Léon Blum, qui vient de constituer un éphémère gouvernement (13 mars-8 avril), conduit de nouveau la direction socialiste à dissoudre la Fédération de la Seine. Jusqu'au congrès de Royan, deux mois plus tard, la Fédération mène une existence indépendante du parti qui ne la reconnaît plus et qui a entrepris la reconstruction d'une nouvelle fédération. Ce n'est qu'à l'issue du Congrès de Royan le 8 juin 1938 qui confirme la dissolution de la Fédération de la Seine, que Marceau Pivert se décide à la scission, poussé par son aile gauche.

Bien que Trotski s'en prenne avec vivacité à la Charte et au programme du P.S.O.P. auquel il reproche son «centrisme», il est favorable à une fusion du P.O.I. avec la nouvelle formation de Marceau Pivert, qui seule peut constituer un lieu d'intervention suffisamment large pour la formation d'une avant-garde révolutionnaire. La majorité du P.O.I. qui pense que cette fusion est inutile et sera en outre refusée par le P.S.O.P. rejette d'avance toute perspective d'adhésion individuelle qu'envisagent déjà Trotski et l'organisation internationale. Il paraît préférable à la majorité de conserver face à la guerre qui vient, un noyau soudé, plutôt que de voir diluer son programme dans un parti avec lequel les points de désaccord sont nombreux.

Le 8 octobre 1938, le Comité central du P.O.I. envoie néanmoins au P.S.O.P. une proposition d'unification des deux organisations en quatre points : fusion des deux par-

(1) Le 16 mars 1937 doit se tenir à Clichy le meeting d'une organisation d'extrême-droite, le Parti social français. Le Comité local de Front populaire qui a demandé en vain au Ministre de l'Intérieur Max Dormoy, d'interdire la réunion, invite la population à une contre-manifestation devant la mairie. Les affrontements violents avec la police font cinq morts parmi les manifestants et des centaines de blessés.

tis par la voie d'un congrès préparé en commun, ouverture d'une discussion sur la base du *programme de transition*, possibilité pour chaque courant une fois la fusion effectuée, de posséder ses propres organes de presse et ses affiliations internationales, respect de la règle majoritaire (1). Le 29 octobre, la Commission administrative permanente repousse comme il était prévisible pour le P.O.I., une fusion qu'elle estime inopportune, mais propose de passer un accord de front unique (2). Le Conseil national réuni les 17 et 18 décembre confirme le refus de fusion avec le P.O.I., tout en acceptant l'adhésion individuelle de ses membres, à condition toutefois que ceux-ci ne publient pas d'organe de tendance. Cette clause est censée déjouer toute tentative de «noyautage» de la part des trotskistes dont le passage à la S.F.I.O. semble avoir laissé de biens mauvais souvenirs.

Au 3ème congrès du P.O.I. le 15 janvier 1939, la majorité avec Pierre Naville, maintient ses positions et le 3 février, une minorité encouragée par Trotski se décide à adhérer individuellement au P.S.O.P. Pour les membres de cette minorité, à la tête de laquelle se trouvent Jean Rous et Yvan Craipeau, le P.S.O.P. est devenu le centre essentiel de regroupement des militants révolutionnaires et bien qu'ils aient été obligés d'abandonner leur affiliation à la IVème Internationale, ils ne perdent pas l'espoir d'y rallier le P.S.O.P. La majorité, toujours hostile à l'adhésion, maintient le P.O.I. jusqu'à ce que le 15 juin celui-ci cesse d'être reconnu comme section française de la IVème Internationale par le Secrétariat international. La majorité exclue de la IVème Internationale, se résigne, à l'exception encore d'une petite minorité de réfractaires, à rejoindre le P.S.O.P. Pour Naville qui entre dans le parti à titre indépendant, il s'agira d'une adhésion formelle : jamais il n'écrira dans *Juin 36* et n'assistera guère qu'à quelques assemblées.

A l'inverse du P.O.I., le P.C.I. écarte d'emblée l'éventualité d'une fusion : à quoi bon, estime-t-il, éterniser des

(1) «Pour l'unité organique avec le P.S.O.P.», *La Lutte ouvrière*, n. 94, 14 octobre 1938.

(2) Cf. Bulletin intérieur du P.S.O.P., n. 1, novembre 1938 (Papiers des «Amis de Marceau Pivert», Archives nationales 22 AS 35).

négociations au demeurant formelles, il vaut mieux se préparer à une adhésion individuelle. Le terrain a déjà été quelque peu préparé avant même la dissolution de la Fédération de la Seine en avril 1938 puisque le P.C.I. a envoyé plusieurs de ses jeunes, dont Rodolphe Prager, en éclaireurs dans la Fédération autonome des jeunesses socialistes. Si bien que lorsque les membres du P.O.I. entreront dans le P.S.O.P., ils trouveront le P.C.I. déjà implanté dans le parti grâce à la présence de jeunes militants, en bonne position dans les Jeunesses socialistes ouvrières et paysannes (J.S.O.P.), comme Morgat et Roger Foirier — Rodolphe Prager étant parti entre-temps faire son service militaire. Dès octobre 1938 le P.C.I. prend la décision de se dissoudre et de faire entrer ses membres dans le P.S.O.P. qu'il considère comme un « creuset pour le développement d'un parti révolutionnaire » (1), et annonce en décembre 1938 l'adhésion individuelle de ses membres. Cependant le Conseil national du P.S.O.P. réuni les 17 et 18 décembre, en même temps qu'il oppose une fin définitive de non-recevoir à la demande de fusion du P.O.I., refuse à Pierre Frank et Raymond Molinier, le droit d'entrer dans le parti et soumet leur cas à une commission d'enquête présidée par Alfred Rosmer. Le fait pour le P.S.O.P. de s'en prendre aux « affaires financières » de Raymond Molinier avec les mêmes arguments que le P.O.I., laisse supposer que celui-ci n'est pas entièrement étranger à ce refus. Selon certains témoignages, la vieille animosité de Rosmer à l'égard de Molinier et l'influence de Jean Rous ont été directement à l'origine de la méfiance suscitée dans le P.S.O.P. par les deux représentants du P.C.I. (2).

A l'intérieur du P.S.O.P. les deux groupes trotskistes se rencontrent en vue du prochain congrès qui doit se tenir à Saint-Ouen du 27 au 29 mai 1939, pour tenter de mettre sur pied un comité de coordination : celui-ci est chargé d'élaborer un « projet de programme », qui sera présenté au congrès par un membre de l'ancien P.C.I. Jacques Desnots. A Saint-Ouen où se mène une vigoureuse offen-

(1) *La Commune*, n. 156, décembre 1938.

(2) Selon Daniel Guérin, d'après Rodolphe Prager.

sive contre le trotskisme, les participants votent à la quasi-unanimité le rapport de la commission d'enquête. Celui-ci non seulement confirme la nécessité d'exclure Raymond Molinier du P.S.O.P., mais interdit à tout adhérent, sous peine d'exclusion, d'avoir la moindre relation avec lui. Une réunion des membres de l'ex-P.C.I. ayant eu lieu le lendemain en présence de Molinier, la direction du P.S.O.P. prononce l'exclusion des militants qui ont enfreint les décisions du parti. Parmi les anciens dirigeants de la Commission exécutive des J.S.O.P. qui sont ainsi exclus, se trouvent Roger Foirier, Pierre Andréi (Pierre Lambert) et Jacques Privas (1).

En fait il s'effectue dans le P.S.O.P. un processus de rejet du trotskisme, processus que Marceau Pivert justifie par la prétention à l'hégémonie des trotskistes ainsi que par leurs méthodes fractionnelles et de noyautage. De Coyoacan (au Mexique) Trotski tente d'instaurer un dialogue entre le P.S.O.P. et la IVème Internationale, dialogue auquel la guerre va brutalement mettre fin.

La déclaration de guerre (3 septembre).

Privé de son principal animateur, Marceau Pivert, parti en août 1939 pour les États-Unis, le P.S.O.P. se trouve divisé sur la conduite à tenir face à la guerre : à son congrès de Saint-Ouen, il n'a pu choisir entre le pacifisme intégral, le défaitisme révolutionnaire et la nécessité de refuser l'union sacrée, tout en combattant le fascisme. Le Front ouvrier international (F.O.I.) créé à son initiative le 12 septembre 1938 a bien tenté de prendre position contre la guerre impérialiste et s'est déclaré même prêt à poursuivre une politique de défaitisme révolutionnaire au cas où le conflit éclaterait. Mais le F.O.I., pas plus que la IVème Internationale, n'a de réelle implantation dans les masses. Comme en août 1914 le mouvement ouvrier se trouve divisé, impuissant, incapable de s'opposer à la stratégie des États occidentaux et paralysés par la direction stalinienne du Komintern. Si

(1) D'après *La Vérité*, n. 5, juillet 1939.

le pacte germano-soviétique signé le 23 août 1939 n'est pas une surprise pour les militants révolutionnaires et parmi eux, pour les trotskistes, il jette un profond désarroi dans les milieux syndicalistes et communistes. Le Parti communiste jusque là engagé dans le front anti-fasciste préconisé par l'U.R.S.S. durant sa politique d'alliance avec les démocraties occidentales, opère un tournant tactique radical. Bien que partisan auparavant d'une guerre préventive il ait voté les crédits militaires, il s'oriente résolument vers un pacifisme intégral. Le 27 août la presse du P.C. est interdite et le P.C. lui-même dissout le 26 septembre. Le P.S.O.P. qui a pourtant fait déjà l'objet de poursuites, persiste à conserver une existence et une presse légales. Celle-ci paraîtra, largement censurée, jusqu'au mois de février 1940.

La fraction trotskiste du P.S.O.P. comme plus tard la gauche de ce parti dont une partie se retrouvera dans *l'Insurgé* de Lyon, décide de rompre avec la discipline du parti et d'entrer dans la clandestinité, tout en maintenant quelques liens avec l'organisation légale. Yvan Craipeau, Marcel Gibelin, Jean Rous, auxquels se rallient quelques membres du P.S.O.P. favorables à l'idée d'une Internationale révolutionnaire, se regroupent en «Comité pour la IVème Internationale», qui publie un *Bulletin de la IVème Internationale et l'Étincelle*. L'existence autonome de ce comité qui enfreint les règles du parti, est condamnée par la Commission administrative permanente du P.S.O.P. qui prononce le 20 novembre l'exclusion de ses membres. Mais le P.S.O.P. lui-même a pratiquement cessé d'exister.

Dans cette période d'incertitude et d'attente de la «drôle de guerre», où les opérations militaires sur le Front occidental se font rares, le groupe s'en tient aux principes définis par la IVème Internationale, selon lesquels l'action révolutionnaire étant seule capable d'abattre le nazisme, le défaitisme révolutionnaire doit être l'unique riposte des travailleurs (1). A l'automne 1939, Barta (2), membre

(1) «Cette guerre ne sera pas la nôtre, *L'Étincelle*, organe des Comités de la IVème Internationale, n. 1, 15 septembre 1939 et «Leurs buts de guerre», n. 2, 15 décembre 1939.

(2) De son vrai nom David Korner, Barta était d'origine roumaine. Il est mort en 1976.

du mouvement trotskiste depuis 1933, date où il a adhéré à la Ligue communiste, et Louise Barta quittent les Comités pour la IVème, pour des raisons qui tiennent, semble-t-il, à la nervosité du moment et aussi à d'anciens désaccords de Barta avec le P.O.I., désaccords portant sur des problèmes d'organisation et de travail militant (1). Après trois numéros d'un Bulletin *l'Ouvrier* diffusé auprès des pacifistes de l'ex-P.S.O.P. mais interrompu par l'arrestation en janvier 1940 de Louise Barta, le groupe entreprendra de faire paraître en 1942 *la Lutte de classes*, qu'il réussira malgré des effectifs réduits, à publier avec une remarquable régularité. On verra comment et pourquoi en 1944 le groupe de *la Lutte de classes*, refusera de participer à la réunification des diverses fractions du trotskisme français.

Du fait de la clandestinité de plusieurs de ses militants, tels Pierre Frank condamné pour menées antimilitaristes, le P.C.I. — qui en fait n'existe plus formellement — mène depuis le printemps 1939 une activité des plus réduites. Il prend la décision fin août d'envoyer sa direction à l'étranger et constitue en Belgique la «Délégation internationale des communistes internationalistes pour la construction de la IVème Internationale», composée de Pierre Frank, Raymond Molinier, Maurice Segal (Salini), Brag (militant du syndicat des employés), Ernesto (ancien dirigeant du P.O.U.M. (2) et bolchevik-léniniste espagnol). Sur ordre du Comité central — certain que la Révolution est à l'ordre du jour — R. Prager abandonne l'armée où il fait son service militaire et rejoint la direction à Bruxelles, en tant

(1) D'après l'entretien avec Barta, 21 décembre 1968.

(2) Le *Partido obrero de unificación marxista* est fondé en 1935 en Espagne. Il résulte de la fusion du Bloc ouvrier et paysan, fraction marxiste influencée par le régionalisme catalan, dirigé par Joaquim Maurin, et de la gauche communiste animée par Andrés Nin. Sa participation au *Frente popular* en tant qu'aile gauche est violemment critiquée par Trotski, lequel reproche au P.O.U.M. par son indécision, son «centrisme» de n'avoir pas su mobiliser les masses contre les «chefs réformistes» et en ayant contribué à isoler l'avant-garde de la classe ouvrière, d'avoir été le principal obstacle à la construction d'un parti révolutionnaire. Cf. Victor Alba, *Histoire du POUM. Le Marxisme en Espagne, 1919-1939*. Paris, Ed. Champ libre, 1975. Cf. aussi Léon Trotski, *La Révolution espagnole, 1930-1940*. Textes recueillis, présentés et annotés par Pierre Broué. Paris, Editions de Minuit, 1975.

que délégué «jeune». La Délégation entreprend la publication en français d'un bulletin *Correspondance internationale*, collabore avec le groupe belge de Vereeken (1) et entretient quelques contacts avec l'organisation de Sneevliet (2). Le projet initial est de gagner l'Angleterre, mais seuls ont le temps d'y parvenir le jour de la déclaration de guerre, Pierre Frank et Raymond Molinier, lequel après un détour par la France, rejoindra l'Amérique latine. Jusqu'en juin 1940, Pierre Frank réussit à entretenir des relations clandestines avec la France, noue des contacts avec les bolcheviks-léninistes anglais et participe à la publication du bulletin de la Délégation. Il sera arrêté en octobre 1940, condamné à six mois de prison pour ne pas s'être fait inscrire à la police comme étranger, puis détenu administrativement jusqu'en 1943. Ce n'est qu'à la fin de 1945 qu'il pourra retourner en France, en passant par la Belgique (3).

Comme ils le reconnaîtront en 1940, les militants de l'ancien P.C.I. interviennent peu au début de la guerre, ce qu'ils expliquent par les difficultés dues à la faiblesse des effectifs et à la répression : en effet, neuf d'entre eux sont arrêtés le 13 février 1940, traduits le 7 mai devant le 2ème tribunal militaire de Paris pour propagande communiste nuisant à la défense nationale ainsi que pour l'un d'eux, pour travail antimilitariste, et sont condamnés à des

(1) Membre dès sa fondation de l'opposition de gauche en Belgique, Georges Vereeken se sépare de Trotski lorsque celui-ci préconise l'entrée des bolcheviks-léninistes dans les partis socialistes. Plus tard il rejoint la section belge de la IVème Internationale que de nouveau il quitte pour fonder son propre groupe.

(2) Le hollandais Henryk Sneevliet dit Maring, ouvrier des transports, exerce d'abord des responsabilités élevées à la tête de la centrale syndicale hollandaise. A la suite de désaccords, il quitte la direction du syndicat et part en 1912 en Indonésie où il mène jusqu'en 1917 une activité révolutionnaire qui lui vaut d'être expulsé du pays. Il compte parmi les fondateurs du parti communiste hollandais dont il est le représentant au 2ème congrès de l'Internationale communiste. Après avoir été délégué de l'I.C. en Chine, il quitte en 1927 le parti communiste et fonde le Revolutionnaire socialistische Partij qui en 1933 se prononce pour la construction de la IVème Internationale. Il rompt avec Trotski en 1937 à la suite de divergences portant en particulier sur le rôle du P.O.U.M. Activement internationaliste pendant la guerre, il sera arrêté en 1942, condamné à mort et exécuté le 13 avril.

(3) D'après Pierre Frank, *Information pour les membres du C [omité] C [entral] sur mon activité en exil*. S.l., 7 juin 1946, 7 p., multigr. (Archives Pierre Frank).

peines d'amende et de prison (1). Durant cette période, les militants se préoccupent surtout d'avoir les «yeux et les oreilles grands ouverts sur le mouvement ouvrier», d'être attentifs aux souffrances, aux revendications, aux révoltes, bref de «développer leur sensibilité pour enregistrer les moindres vibrations de la classe ouvrière». Ils entreprennent aussi d'approfondir leur formation politique à partir de lectures personnelles et de discussions en cercles restreints, entre camarades sûrs (2).

Comme Trotski l'avait prévu en avril 1939 (3), la guerre a fait perdre aux deux organisations les deux-tiers de leurs militants, ces derniers se retrouvant dispersés, isolés, mobilisés ou arrêtés. Aux anciennes divisions qui persistent, s'en ajoutent de nouvelles, des départs s'amorcent qui seront pour certains définitifs. C'est ainsi que Pierre Naville, mobilisé, puis prisonnier, ne renouera pas à son retour de captivité avec la IV^{ème} Internationale et tentera sous l'Occupation un rapprochement avec le Parti communiste.

Les militants des deux organisations sont pour l'essentiel concentrés à Paris, bien que des noyaux plus ou moins importants subsistent en province, à Marseille, Valence, Nice, Toulouse, Mazamet, Clermont-Ferrand, Bordeaux, Lyon, Nantes, Quimper et Brest. Malgré l'existence de liaisons clandestines, ces villes où prédomine le plus souvent la tendance P.O.I., resteront assez coupées de la région parisienne.

(1) Cf. *Correspondance internationaliste*, n. 1, nouvelle série [mai 1940]. Cf. aussi *Le Temps* du 9 mai 1940 qui présente un compte rendu du procès et donne les noms des prévenus : Charles Margne, Suzanne Symkhovitch, Bruno Nardini, Marie-Thérèse Coste, Pierre Bousset, [Pierre Lambert] André Corset, Maurice Guiguet, Jersy Mlynars, Mireille Foirier.

(2) «Travail de propagande ou provocation», *Correspondance internationaliste*, n. 1, nouvelle série, [mai 1940], p. 9.

(3) L. Trotski, «La Quatrième Internationale en France», interview par C.L.R. James, avril 1939, in L. Trotski, *Le Mouvement communiste en France*, p. 637.

Chapitre I

LA QUESTION NATIONALE

Le 10 mai 1940, après une relative inactivité sur le front occidental — les huit mois de la « drôle de guerre » — l'armée allemande engage une offensive simultanée contre la Hollande et la Belgique, perce les défenses françaises à Sedan et prend à découvert les arrières des troupes françaises parties au secours de la Belgique. Le 15 mai, la Hollande dépose les armes ; le 28, le Roi des Belges capitule sans condition, tandis qu'à Dunkerque, commence le rembarquement des unités britanniques encerclées. Le Front du Nord, malgré la « défense élastique » du général Weygand, cède de toutes parts et début juin, la rupture du Front de la Somme va ouvrir aux troupes allemandes la voie vers Paris.

Pour Trotski et la IVème Internationale, c'est un tournant dans la guerre d'autant plus important, que les victoires foudroyantes de Hitler vont susciter un peu partout une recrudescence du sentiment patriotique. A l'initiative du Secrétariat international, transféré depuis la guerre aux Etats-Unis, se réunit à New-York du 19 au 26 mai 1940 une conférence de diverses sections de la IVème Internationale, dite « conférence d'Alarme ». Celle-ci adopte le manifeste

rédigé par Trotski et intitulé «La révolution prolétarienne et la seconde guerre impérialiste mondiale» (1).

La Conférence d'Alarme.

On peut se demander dans quelle mesure les militants français ont eu en main le texte du *Manifeste*, car leur presse qui se réfère le plus souvent à *Après Munich*, qui date d'octobre 1938 y fait très peu allusion. Dans un document datant de juin 1946 Pierre Frank précise que d'Angleterre où il séjourna à partir de septembre 1939, il fit parvenir à ses camarades restés en France et cela tant que les relations avec eux purent être maintenues, c'est-à-dire jusqu'à la débâcle militaire de juin 1940, des informations, des articles, des matériaux de discussion et le *Manifeste* de la conférence d'Alarme (2).

On sait d'autre part que les difficultés de communication entre l'Europe et l'Amérique n'ont pas facilité la transmission des informations, mais n'ont pas empêché celles-ci de circuler des deux côtés de l'Atlantique, grâce à la complicité de marins français. C'est ainsi qu'un bulletin intitulé *la Vérité*, publié en français à New York, a pu parvenir en France, collé dans des journaux américains, et de la zone libre où il arrivait, être acheminé clandestinement en zone occupée (3). Pourtant c'est seulement dans le *Bulletin mensuel de la IVème*, localisé en zone libre, probablement dans la région de Lyon, que nous trouvons à la date de septembre 1941, la reproduction intégrale du *Manifeste*. Yvan Craipeau écrit que les «Comités français pour la IVème» ont dû avoir connaissance de la Conférence d'Alarme, mais il ne se souvient plus à quelle date, et ajoute qu'ils «ont dû publier» le *Manifeste* dans leur presse (4). Les

(1) *Socialist Appeal*, 29 juin 1940 in L. Trotski, *Sur la deuxième guerre mondiale*, op. cit., p. 143-188.

(2) Pierre Frank, *Information pour les membres du C [comité] C [central] sur mon activité en exil*, op. cit.

(3) D'après J. Van Heijenoort (entretien avec Jean Risacher, 11 novembre 1972).

(4) Yvan Craipeau, *Chronologie et questions concernant les trotskystes pendant la guerre*, Paris, C.E.S., n.d., p. 8.

militants parisiens sont certainement en contact avec le texte, au moins en juin 1942 puisque la revue *Quatrième internationale* dont les «Comités» entreprennent la publication à cette date, en publie dans son premier numéro, quelques conclusions. En novembre 1944, le bulletin intérieur du P.C.I. cite à la cinquième page de son n° 8, pour critiquer ses propres thèses, un court extrait du *Manifeste* où il est dit que le processus révolutionnaire s'étendra sur une période longue. Il faut attendre l'année 1970 pour que grâce à Daniel Guérin, dans son recueil d'écrits de Trotski sur la guerre (1), le public puisse prendre connaissance de ce texte que les organisations trotskistes françaises ont mis longtemps à publier *in extenso* : cela s'explique, dans la mesure où celles-ci ne pouvaient entreprendre une publication du *Manifeste*, isolée des discussions qui se tinrent durant la guerre à l'intérieur des groupes trotskistes. Il fallait pour cela rouvrir publiquement le débat et reprendre de vieilles controverses, considérées par beaucoup comme vaines et dépassées.

Le *Manifeste*, qui se situe dans la tradition léniniste du défaitisme révolutionnaire, s'inspire des thèses sur la guerre votées en 1934 par la IVème Internationale, qu'il actualise (2). Dressant la topographie du champ de bataille et l'analyse des forces en présence, le manifeste rappelle d'abord que les causes générales de la guerre résident dans les contradictions engendrées par les intérêts capitalistes internationaux. Puis il précise que les causes immédiates doivent en être trouvées dans la rivalité entre les empires coloniaux anciens et riches, comme la Grande-Bretagne et la France, et les «pillards attardés» que sont l'Allemagne et l'Italie. La guerre de 14-18 provoquée par la rivalité entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne – et dans laquelle les Etats-Unis ne jouèrent qu'un rôle préventif – mit fin aux visées dominatrices de l'Allemagne sur le continent européen et la réduisit momentanément à l'impuissance. Cependant le relèvement de l'Allemagne inévitable, fut encouragé par la Grande-Bretagne qui tint à lui accorder

(1) L. Trotski, *Sur la Deuxième guerre mondiale*, op. cit.

(2) *La quatrième Internationale et la guerre*, op. cit.

un soutien jugé nécessaire afin de sauvegarder l'équilibre européen menacé par les prétentions de la France et au deuxième plan, par celles de l'URSS. Il était normal que l'impérialisme allemand, contenu depuis 1918, ait manifesté un besoin d'expansion et ait pris l'initiative de revendiquer un nouveau partage du monde. La France et la Grande-Bretagne essayèrent bien avec Munich de concéder à l'Allemagne quelques contre-parties qui ne les gênaient pas — l'Autriche et la Tchécoslovaquie —, mais Hitler n'était pas décidé à s'en contenter. Avec la formidable avance technologique qui est la sienne, renforcée par l'ordre totalitaire, il semble à l'heure où en sont les opérations militaires en Europe occidentale que l'Allemagne n'ait trouvé en face d'elle dans sa course vers « l'espace vital » qu'un ennemi affaibli, enkylosé en quelque sorte par la paix de Versailles. Seuls les Etats-Unis par leur puissance économique et militaire sont capables de surpasser la machine de guerre allemande. A la question : les Etats-Unis interviendront-ils dans la bataille, il est évident qu'il faut répondre oui. Car le dynamisme du capitalisme américain éclate à l'intérieur de ses frontières et de ses zones traditionnelles d'influence ; pour résoudre sa crise intérieure, il n'a d'autre solution que de conquérir de nouveaux marchés. Or la victoire de l'Allemagne sur les « Alliés » aurait pour conséquence de fermer aux capitaux américains l'accès au continent européen et au marché colonial, et dans la mesure où l'Allemagne agirait en accord avec le Japon, le marché de l'Orient et de l'Extrême-Orient. Le *Manifeste* peut avancer avec certitude que les Etats-Unis interviendront dans la guerre, au moment qu'ils jugeront utile pour eux, mais sous le couvert de la lutte contre le fascisme et de la défense de la démocratie. Et c'est précisément dans ce domaine de l'idéologie que la IVème Internationale estime devoir faire porter l'essentiel de ses efforts, en tentant de démystifier aux yeux des travailleurs le contenu du discours « démocratique ». Il ne faudrait pas en effet que la classe ouvrière oublie que la défense des démocraties n'a pour elle aucune signification : les « soi-disantes » démocraties ne sont que des impérialismes qui vivent de l'asservissement de leurs colonies, et dans le cas

des Etats-Unis, de la confiscation à leur profit des richesses de tout un continent. D'autre part la fragile pellicule de démocratie des régimes parlementaires ne résistera pas à la crise du capitalisme et à la guerre. Ne voit-on pas déjà en dehors des pays où le fascisme a triomphé, se renforcer partout les groupes et les institutions réactionnaires ? De même assiste-t-on dans les « démocraties » à une offensive accrue contre la classe ouvrière et contre les militants et les organisations révolutionnaires.

Quant à la défense de la patrie, à laquelle la victoire-éclair de Hitler semble avoir donné un regain d'actualité, elle n'incombe pas davantage au prolétariat. Que signifie d'ailleurs l'entité « patrie », alors que depuis le XIX^{ème} siècle l'existence de la nation bourgeoise enfermée dans ses frontières est devenue un obstacle au développement des forces productives ? « Un socialiste qui se réclame aujourd'hui de la patrie joue le même rôle réactionnaire que celui joué jadis par les paysans vendéens prenant la défense du régime féodal, c'est-à-dire de leurs propres chaînes » (1). En outre, il est facile d'observer que la carte politique des patries se modifie sans cesse au gré des impérialismes victorieux et des intérêts de la bourgeoisie. Car la bourgeoisie, qui ne se soucie de la patrie que lorsque ses privilèges sont en jeu, ne voit dans le patriotisme qu'un camouflage commode de ses intérêts qu'elle persuade ainsi la classe ouvrière de prendre en charge lorsqu'ils sont menacés.

Ce piège, la classe ouvrière internationale doit se garder d'y tomber ; de même elle doit se rendre compte que la propagande nazie de « l'unification nationale » n'est rien moins qu'un mensonge, dans la mesure où Hitler a entrepris d'étendre sa domination sur des populations non allemandes et où sa « lutte pour l'espace vital » n'est en définitive qu'une expansion impérialiste. Il ne faut pas non plus se laisser abuser par Hitler quand il promet la « paix germanique » sur l'Europe pour plusieurs siècles, car la

(1) *La Révolution prolétarienne et la seconde guerre impérialiste mondiale*, in L. Trotsky, *Sur la Deuxième guerre mondiale*, op. cit., p. 151.

victoire de l'Allemagne, loin d'être tolérée par les Etats-Unis et le Japon, serait le début de la troisième guerre mondiale.

Si le *Manifeste* voit dans la rivalité des puissances impérialistes l'origine de la guerre, il s'attache aussi à souligner l'écrasante responsabilité que portent selon lui, les dirigeants ouvriers. Il estime que le succès de la révolution espagnole et du mouvement de juin 36 en France, aurait pu provoquer en Europe une série de révolutions en chaîne qui auraient empêché la naissance du conflit. Au lieu de cela, les deux Internationales, en étouffant toute initiative révolutionnaire, ont préservé le régime social existant et ont ainsi convaincu la bourgeoisie que le soutien de la classe ouvrière lui serait acquis lors de ses nouvelles entreprises guerrières. La IIème Internationale s'est rangée unanimement du côté des Alliés, dans la mesure où la démocratie dont ceux-ci se réclament est le régime qui lui convient le mieux, parce que lui rapportant le plus. La bureaucratie ouvrière compte en effet davantage sur une victoire des Alliés qui, en maintenant la démocratie et en la rétablissant dans les pays totalitaires, fera en sorte de préserver les postes et les revenus de ses fonctionnaires.

La IIIème Internationale, elle, n'a pas suivi jusqu'à présent la même ligne de conduite. Si jusqu'au pacte germano-soviétique, elle ne s'est pas fait faute d'accuser l'agresseur fasciste, depuis le 23 août 1939, elle s'en prend exclusivement à l'impérialisme menaçant des démocraties occidentales. La brusque flambée de défaitisme qui s'est abattue sur la section française n'est en réalité qu'une variété de patriotisme, c'est-à-dire de fidélité aveugle aux ordres du Kremlin, source d'un fructueux bien-être pour les dociles. Cette servilité a eu des conséquences désastreuses sur la classe ouvrière, qu'elle a conduite au patriotisme ou bien à la confusion et à la passivité. Il est d'ores et déjà à prévoir que si le Kremlin se rapproche des puissances occidentales, l'Internationale communiste invitera ses différentes sections à un nouveau tournant en faveur cette fois des démocraties.

Quant aux dirigeants opportunistes des syndicats, ils se sont mis aux ordres du pouvoir d'Etat, dont ils sont devenus les exécutants fidèles auprès de la classe ouvrière.

Parmi toutes ces organisations, seule la IVème Internationale a su préserver une ligne authentiquement prolétarienne, car seule elle a «prédit correctement le cours général des événements mondiaux», dénonçant la collaboration de classe des Fronts populaires en Espagne et en France, ainsi que les illusions du pacifisme. Dans la tradition révolutionnaire du bolchevisme, elle occupe cependant une position plus solide que n'avait celui-ci lors de la guerre de 14-18, plus solide à la fois par le nombre de ses militants et par l'expérience théorique qu'elle a acquise depuis Lénine.

Pour l'auteur du Manifeste, il ne fait pas de doute que l'avance brutale de Hitler et sa victoire prochaine sur la France, vont renforcer dans la classe ouvrière les illusions démocratiques et la persuader de voler au secours des démocraties contre le fascisme allemand. Il est donc impérieux pour la IVème Internationale de combattre l'influence patriotique de la social-démocratie aussi bien que le défaitisme «sans principe» du Komintern, en expliquant au prolétariat qu'il doit refuser de sacrifier, au nom de la démocratie ses propres intérêts historiques, et que pour lui la défaite militaire provoquée par le mouvement révolutionnaire est infiniment plus avantageuse que la victoire militaire obtenue par l'Union sacrée. D'ailleurs, affirme le Manifeste, «la victoire des impérialismes de Grande-Bretagne et de France, ne serait pas moins effroyable pour les destins ultimes de l'Humanité que celle de Hitler ou de Mussolini» (1).

La tâche essentielle incombant au parti prolétarien est donc la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire. Cela signifie que la IVème Internationale, insouciante du cours de la guerre, refuse d'aligner sa politique sur les résultats militaires obtenus par les Etats capitalistes et qu'elle se consacre au travail de préparation révolutionnaire dans les usines, les campagnes, les casernes, mobilisant contre l'impérialisme et appelant la fraternisa-

(1) *Ibid.*, p. 186.

tion. La révolution mondiale constitue en outre le seul moyen de défendre l'URSS contre l'impérialisme et de libérer l'Etat ouvrier de la domination stalinienne.

Mais, interroge le *Manifeste*, la révolution ne sera-t-elle pas à nouveau trahie par des organisations ouvrières apparemment toute dévouées à l'impérialisme ? Et les éléments révolutionnaires, en nombre insuffisant, auront-ils la force de prendre en charge la direction de la révolution ? Car pour qu'une révolution réussisse, il faut réunir quatre conditions : l'incapacité de la bourgeoisie à résoudre ses fonctions de gouvernement, le mécontentement d'une petite bourgeoisie désorientée et prête au changement, la radicalisation du prolétariat et enfin la fermeté d'une direction révolutionnaire armée d'un programme clair.

«Il est indispensable — affirme le Manifeste — de posséder une organisation de l'avant-garde prolétarienne soudée par une discipline de fer, une sélection authentique de révolutionnaires de tempérament prêts à se sacrifier eux-mêmes et inspirés par une invincible volonté de vaincre» (1).

Sera-t-il cependant possible de constituer ce parti à temps ? Oui, répond le *Manifeste*, dans la mesure où la révolution loin d'être un «simple soulèvement», sera un processus de longue durée, où le prolétariat ne remportera pas la victoire du premier coup. «L'agonie du capitalisme» ouvrira une longue période révolutionnaire, peut-être des décennies de soulèvements, que le prolétariat abordera avec d'autant plus de force que l'organisation du parti aura été plus poussée et la préparation de ses cadres plus approfondie.

L'occupation de la France

Le 14 juin 1940, les troupes allemandes font leur entrée dans Paris, dont la garnison remet sa capitulation aux autorités de la Wehrmacht. Au sein du gouvernement, qui s'est replié à Bordeaux, la question de l'armistice est aussitôt

(1) *Ibid.*, p. 179.

dé battue. Paul Reynaud, chef du gouvernement, propose que celui-ci gagne l'Algérie, ce qui permettrait à la France de poursuivre le combat. La majorité — bien qu'il n'y ait pas eu formellement de vote — à l'initiative du général Weygand et du maréchal Pétain, se prononce pour une demande immédiate d'armistice. Il est vraisemblable que dans cette précipitation à obtenir un règlement de paix — sous le contrôle de l'Allemagne — les mobiles de politique intérieure ont joué un rôle non négligeable : le Front populaire n'a pas encore cessé de faire peur et la crainte est grande dans cette période intermédiaire, que l'armée ne se décompose et ne dispose plus de la force nécessaire pour maintenir l'ordre. Paul Reynaud se trouve contraint de démissionner et le président de la République Albert Lebrun appelle, à sa demande, le maréchal Pétain pour le remplacer. Le Maréchal, qui a été le premier ambassadeur auprès du général Franco, fait engager des négociations avec l'Allemagne par l'intermédiaire de l'ambassadeur d'Espagne auquel il est très lié et annonce officiellement, le 17 juin, son intention de demander « dans l'honneur », l'armistice à Hitler.

La capitulation française est signée le 22 juin 1940 à Rethondes. La convention d'armistice prévoit le désarmement total de la France, à l'exception d'une force armée de 100.000 hommes chargée de maintenir l'ordre, la livraison des armes et des munitions, l'envoi dans les camps allemands d'un million et demi de prisonniers de guerre et le paiement de frais d'occupation d'un montant quotidien de 400 millions de francs (de l'époque). En outre, la convention enregistre la division de la France en deux zones : la « zone occupée », la plus vaste, puisqu'elle s'étend sur les deux tiers du territoire français, est placée directement sous le contrôle de l'autorité militaire allemande. L'administration française doit se conformer aux règlements édictés par les forces d'occupation et collaborer avec elles. Dans la zone non occupée ou « zone libre » est installé le gouvernement du maréchal Pétain. Une ligne de « démarcation » qui englobe toute la côte atlantique et remonte à travers l'Indre et Loire, le Cher, l'Allier, l'Ain jusqu'à la Haute-Savoie, rend en principe impos-

sible la circulation des personnes et de la correspondance entre les deux zones. Le Nord, déclaré «zone interdite» au retour des réfugiés est rattaché au gouvernement militaire allemand de Bruxelles. Quant à l'Alsace-Lorraine, elle sera officiellement annexée en novembre à l'Allemagne, qui rétablira ainsi ses frontières de 1914.

Le 10 juillet, l'assemblée nationale des députés et des sénateurs réunie à Vichy, vote par 569 voix contre 80 (1) et 17 abstentions les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Le 11 juillet, différents actes constitutionnels édictés par le maréchal Pétain, en même temps qu'ils attribuent à celui-ci le titre de «Chef de l'État français», avec la plénitude des pouvoirs législatif et exécutif, prononcent l'abolition de la constitution de 1875 et mettent fin à la République, en ajournant *sine die* les deux chambres. Le gouvernement français, théoriquement indépendant, ne peut en fait prendre aucune décision sans l'assentiment des autorités allemandes. Le maintien d'un gouvernement français, fonctionnant en territoire français en même temps qu'il évite à Hitler le risque d'un gouvernement français en exil qui poursuivrait la guerre, permet à l'Allemagne d'avoir en face d'elle un «interlocuteur» habilité à négocier et lui permet aussi de se décharger des tâches d'administration directe. Il est en effet commode pour Hitler d'avoir à sa disposition un gouvernement qui administre à sa place et à son profit.

L'occupation de la France et sa demi-colonisation par l'Allemagne posent de sérieuses difficultés théoriques — et donc *pratiques* — aux militants trotskistes, qui ont alors à se demander si la régression de la France au rang de nation opprimée — à condition qu'une telle régression ait eu lieu — ne donne pas une nouvelle actualité aux tâches de libération nationale et de lutte démocratique.

Pour Trotski, la France est bien «en train» de devenir une «nation opprimée», mais les tâches du prolétariat n'en sont pas changées pour autant (2). La victoire de Hitler a

(1) En dehors des communistes exclus, l'Assemblée nationale comptait 175 députés et sénateurs socialistes.

(2) Cf. L. Trotski, «Notre Voie resté inchangée» [30 juin 1940] in L. Trotski, *Sur la deuxième guerre mondiale*, op. cit., p. 261.

révélé la «pourriture» de la démocratie, qui s'est trouvée incapable de défendre ses frontières contre l'impérialisme adverse. Si la classe ouvrière se solidarise aujourd'hui avec la bourgeoisie et «lie son destin à la démocratie», elle va au devant d'une nouvelle série de défaites qui hâteront la victoire du régime totalitaire à l'échelle mondiale. L'argument selon lequel il faut d'abord abattre Hitler — et par conséquent aider la Grande-Bretagne et les États-Unis — pour qu'ensuite puisse se développer une situation révolutionnaire, est sans fondement pour Trotski, qui estime que dans le cas où le prolétariat renoncerait à mener une politique révolutionnaire indépendante, il se trouverait incapable de mettre à profit la situation révolutionnaire issue de la défaite de Hitler. Trotski est convaincu, même dans l'hypothèse d'une victoire totale de l'Allemagne contre la Grande-Bretagne, que le «pendule de la politique» oscillera vers la gauche, et qu'une situation révolutionnaire ne manquera pas de se présenter sans qu'il soit nécessaire que les armées impérialistes «créent» cette situation et sans qu'il soit par conséquent du devoir du prolétariat «d'aider» cette armée. Quant au régime du Maréchal Pétain qui a surgi de la démoralisation de la classe ouvrière, il est un «bonapartisme sénile» (1), d'une stabilité beaucoup plus fragile que celle que connaît généralement le fascisme et il sera rapidement balayé par un soulèvement révolutionnaire des masses.

L'orientation politique que dessine Trotski à l'intention de la section française semble donc très claire : il s'agit pour le prolétariat de mener une action de classe indépendante de celle de la bourgeoisie et de ne pas tomber dans l'erreur qui consisterait à se battre aux côtés de celle-ci et des alliés pour vaincre d'abord Hitler, dans l'espoir que la défaite en Allemagne permettra d'engager le processus révolutionnaire. Il est permis cependant de se demander comment Trotski aurait réagi face à l'évolution des luttes en France et au développement de ce qu'on peut véritablement appeler une conscience nationale. Car à l'époque où Trotski écrit son article, soit le 30 juin 1940 et quelles que

(1) Cf. L. Trotski, «Bonapartisme, fascisme, et guerre» [20 août 1940], *Fourth international*, octobre 1940, in L. Trotski, *Sur la deuxième guerre mondiale*, op. cit., p. 211.

soient les informations dont il dispose, la situation de la France semble encore assez floue, faite d'une inertie étonnée, mêlée d'une sorte de «honteux» soulagement. Le régime de Vichy vient à peine de s'installer et les forces d'occupation font preuve d'une discrétion, d'un désir presque bienveillant de collaboration, qui va pour un temps susciter de vastes illusions dans de nombreux milieux. Mais à partir des premiers coups de main contre l'occupant menés à la suite de l'appel du général De Gaulle par une Résistance naissante, la cohabitation entre les troupes allemandes et la population française va rapidement se détériorer. Une haine solide contre l'armée d'occupation et ses exactions, auxquels les attentats terroristes des partisans donneront une violence croissante, va se développer, encouragée par l'unanimité patriotique de la Résistance que rejoint à partir de 1941 le parti communiste. Les méthodes de Vichy et de la Gestapo ne seront pas longues à dresser contre Hitler la majorité des français, même si ces derniers, qui ne sont pas tous des héros engagés dans la lutte, se soucient surtout de survivre.

Cette situation que Trotski n'aura pas évidemment le temps de connaître, puisqu'il sera assassiné par un agent de Staline le 20 août 1940, amène à poser la question de savoir dans quelle mesure Trotski, s'il avait vécu, n'aurait pas apporté en fonction des circonstances, des modifications de *tactique* dans l'énoncé de ses formulations *théoriques*. On peut en voir la preuve dans les déclarations qu'il prononce entre le 12 et le 15 juin 1940 au cours d'un entretien avec des membres du *Socialist Workers party* (1). A ceux-ci venus lui demander quelle doit être l'attitude des révolutionnaires américains face à la militarisation, il répond d'abord que les États-Unis, à de nombreux indices, ne vont pas tarder à entrer dans la guerre. Il s'affirme d'ailleurs partisan de cette intervention, estimant que les coups portés à Hitler par les alliés aideront l'URSS à abandonner une politique qui ne peut que lui être néfaste. Il constate aussi que l'énorme effort de militarisation ac-

(1) «Discussion avec les visiteurs américains du Socialist Workers party» *S.W.P. National committee Bulletin*, juin 1940, in L. Trotski, *Sur la deuxième guerre mondiale*, op. cit., pp. 189-197.

compli aux États-Unis, recueille un soutien très large des masses ouvrières, qui vouent une haine profonde — «sentimentale» dit Trotski — à Hitler. S'il n'est pas question de profiter de l'anti-nazisme des ouvriers pour les appeler à «aider à vaincre le gangster», comme le font les «progressistes», il n'est pas davantage question de s'opposer à la militarisation au nom du pacifisme ou avec des phrases abstraites. Il faut au contraire profiter des conditions offertes par l'armée pour demander au gouvernement d'enseigner aux ouvriers l'art militaire et d'ouvrir à ses frais, des écoles qui seraient contrôlées par les syndicats, ceux-ci étant chargés comme en temps de paix de veiller sur les conditions de travail et la qualification des ouvriers. C'est de cette manière que les militants pourraient entrer en communication avec les travailleurs «patriotes à 95 ou 98%». Mais demande le leader du *Socialist workers party*, James P. Cannon (1), les trotskistes ne courent-ils pas le risque de se voir confondus avec les patriotes ? «Une confusion partielle est inévitable, spécialement au début», répond Trotski, bien que *l'agitation sur le terrain de classe* soit sans équivoque. Le fait de réclamer des *officiers ouvriers* pourra même rencontrer l'appui de la presse bourgeoise tout d'abord incertaine ; mais celle-ci ne tardera pas à s'inquiéter devant la ligne de classe que ne manquera pas de prendre l'action, et passera à l'attaque.

C'est dans le même sens que le mot d'ordre «pas un sou pour la guerre» doit être écarté par les marxistes, qui n'ont pas à boycotter les institutions bourgeoises, comme le font les anarchistes. «Nous sommes les ennemis de la bourgeoisie et de ses institutions, dit Trotski, mais nous les utilisons» (2). La guerre est une institution bourgeoise «mille fois plus puissante que toutes les autres institutions bourgeoises, que les marxistes se doivent d'utiliser comme les autres institutions». La conjoncture politique est telle aux yeux de Trotski qu'il estime une confusion avec les pa-

(1) James P. Cannon est mort en 1974.

(2) «Discussion avec les visiteurs américains du *Socialist workers party*», *op. cit.*, p. 194.

cifistes infiniment plus dangereuse qu'une confusion *provisoire* avec les militaristes bourgeois. «Pour combattre l'ennemi véritable, ajoute-t-il, nous devons nous porter sur son propre terrain qui est aujourd'hui le militarisme» (1). Il convient d'ailleurs que ses partisans puissent être appelés «militaristes», mais des «militaristes prolétariens socialistes révolutionnaires» qui expliqueront dans leurs syndicats que tout en étant pour la IVème Internationale et contre la guerre, ils ne «saboteront» pas la guerre, qu'ils seront les meilleurs soldats tout comme en temps de paix, ils étaient les ouvriers les meilleurs et les plus qualifiés de l'usine ; mais ils se réserveront le droit d'essayer de convaincre leurs camarades de la nécessité de «changer de société».

Trotsky va même plus loin dans un texte écrit le 13 août 1940, où il combat avec encore plus de netteté ce qu'il appelle les «préjugés et tromperies pacifistes» (2). En réponse aux libéraux et démocrates, partisans d'aider les démocraties par tous les moyens sauf par une intervention militaire en Europe, Trotsky, se plaçant sur leur propre terrain, explique que la meilleure manière de défendre la «démocratie américaine», c'est d'aider l'Angleterre à écraser Hitler. Selon lui, les militants révolutionnaires doivent être prêts à défendre avec les travailleurs, ce que ceux-ci estiment digne d'être défendu, c'est-à-dire les libertés civiles et «autres bonnes choses en Amérique». Si toutefois la défense de la «démocratie» est une tâche qui s'impose, elle ne doit pas être confiée à un nouveau maréchal Pétain, dont la «trahison» doit être dénoncée devant l'ensemble des travailleurs. C'est dans ce sens que doit porter l'essentiel de la propagande de guerre, avant même la propagande pour la révolution socialiste auprès des ouvriers avancés.

Car il est inadmissible de négliger le patriotisme de millions de travailleurs, qui en assumant logiquement les conséquences, précise Trotsky, puisqu'ils s'affirment en majorité favorables à la conscription. Il faut donc que les militants de la IVème Internationale ne se séparent pas de la majorité

(1) *Ibid.*, p. 195.

(2) L. Trotsky, «Lettre à des amis», *Fourth international*, octobre 1940, in L. Trotsky, *Sur la deuxième guerre mondiale*, op. cit., pp. 207-208.

des travailleurs, défendent à leurs côtés la «patrie» et la «démocratie», tout en montrant qu'il faut aller plus loin, et en engageant parallèlement une campagne pour opposer les travailleurs à leurs exploiters «sur le plan militaire».

Ce «défensisme» tel que Trotski l'exprime dans ses derniers écrits, s'explique en partie par son souci de défendre l'URSS qu'il estime très menacée et dont la défaite aboutirait selon lui, à la destruction de l'économie nationalisée et planifiée. Au-delà de sa fidélité inconditionnelle à l'État ouvrier même dégénéré, Trotski se rend compte qu'il serait dangereux de nier le sentiment patriotique qui prévaut dans la classe ouvrière américaine pour défendre la pureté de la doctrine, car ce serait se vouer à la solitude et se priver ainsi des moyens de faire pénétrer le programme socialiste de la IVème Internationale parmi les travailleurs.

Sans se complaire dans la fiction, il n'est pas impossible d'imaginer que Trotski, malgré la différence des conditions historiques entre les deux pays — en particulier l'existence d'une armée de métier aux États-Unis — serait peut-être parvenu à une analyse voisine en ce qui concerne la France et aurait pu préconiser une intervention tactique des militants français dans les mouvements de résistance. S'il est vain de s'attarder à recréer une histoire telle qu'elle aurait pu être, il reste toutefois à se demander si ces derniers écrits de Trotski ont pu être connus de ses partisans français. A lire les thèses nationales des «Comités français pour la IVème» de septembre 1940, on pourrait penser que Marcel Hic qui en fut l'inspirateur, prit connaissance de ces textes de Trotski et en donna une interprétation pour la France, qui suscita de nombreuses critiques. Il semble cependant plus probable que, vu les difficultés de communications entre l'Europe et l'Amérique et l'isolement de la France à partir de juin 1940, les militants français ne furent pas informés de ces dernières réflexions de Trotski parues dans la presse américaine. Ceci étant, ces textes, s'ils avaient été connus des militants, auraient-ils eu quelque chance de modifier la ligne politique qui fut *dans l'ensemble* la leur ? Cela n'est pas certain, car les conditions dans lesquelles se déroulèrent les luttes de libération auraient selon eux très difficilement permis aux militants de la

IVème Internationale, étant donné leur petit nombre, de se faire entendre et les auraient au contraire noyés définitivement dans le courant patriotique. Ce ne sera pas cependant comme on le verra, l'opinion de tous les militants, dont une partie s'efforcera de trouver une voie entre les impératifs de classe et les aspirations libératrices des masses et sera partisan d'un soutien «gauchiste» à la Résistance.

Trotskisme et collaboration

Face à une opinion accablée par la soudaineté de la défaite et par le chaos économique qui en résulte, il semble qu'une certaine hésitation se fasse jour parmi les trotskistes français et que s'esquissent durant la première année de l'Occupation, des orientations quelque peu divergentes des thèses soutenues jusqu'alors par Trotski.

Les membres de la Délégation restés en Belgique repassent clandestinement en France et gagnent la zone libre en direction de Marseille. Arrêté et emprisonné par la police belge en décembre 1939 pour la publication de *Correspondance internationaliste*, R. Prager a été libéré en mai 1940 et parvient à rejoindre Paris en juillet où il retrouve ses anciens camarades du P.C.I. Ceux-ci à partir de l'Occupation, resserrent leur organisation clandestine et avec de jeunes militants comme R. Prager, Jacques Privas, Henri Molinier, Roger Foirier, Pierre Lambert, commencent un travail en direction des usines. En 1942 le groupe entreprendra la publication de *la Seule Voie*, bulletin théorique dont la diffusion ne dépassera guère, semble-t-il, le cercle des militants (1).

S'agissant de l'ex-P.C.I., qui deviendra en 1943 le Comité communiste internationaliste (C.C.I.) il est difficile de passer sous silence diverses informations en provenance des milieux trotskistes eux-mêmes ou de cercles qui leur sont proches, faisant état d'une participation de l'ex-P.C.I. ou du moins de certains de ses membres à des organismes de col-

(1) D'après Raoul, ancien militant du C.C.I. Entretien du 22 janvier 1975.

laboration pendant les débuts de l'Occupation. Un ancien responsable du P.S.O.P. Maurice Jaquier, qui ne cache pas son animosité à l'égard de ses anciens camarades trotskistes, affirme que :

«certains moliniéristes avaient décidé de faire de l'entrisme dans les groupements collaborateurs. Certains même vont jusqu'à se battre sur le front russe dans les rangs des volontaires français contre le bolchevisme» (1).

Des témoignages concordants sont recueillis par Jean Rabaut (2) auprès de Marcel Beaufrère et de Pierre Naville, qui insistent sur le rôle important qu'aurait joué Henri Molinier, comme rapporteur à un congrès du Rassemblement national populaire de Marcel Déat (3). Selon eux, les activités de l'ex-PCI dans ce domaine, auraient cessé peu après l'entrée en guerre de l'URSS. Un ancien militant du P.O.I., Jacques Gallienne affirme lui aussi que l'ex-P.C.I. fut en ses débuts — du moins «un grand nombre» de ses militants — favorable au «noyautage» des organisations fascistes, y compris le Rassemblement national populaire. Certains d'entre eux, comme Henri Molinier et Maurice Déglise, entrèrent dans le R.N.P. et «parlèrent» même à ses réunions. D'après Gallienne, les militants qui participèrent à ce travail auraient été «blanchis» à la Libération par les «comités d'épuration» car ils auraient pu prouver que leur action avait permis d'avertir des communistes de leur arrestation prochaine (4). Ce témoignage doit être cependant accueilli avec prudence, dans la mesure où son auteur mobilisé puis prisonnier en Allemagne de 1940 à 1941, n'est rapatrié en France que dans le courant de 1941, ce qui fait de lui un témoin plutôt tardif.

(1) Maurice Jaquier, *Simple militant*. Paris, Denoël, 1974, pp. 310-311.

(2) Jean Rabaut, *Tout est possible*, Paris, Denoël, 1974, p. 365.

(3) Marcel Déat a quitté la S.F.I.O. en 1933 pour fonder le Parti social de France qui se réclame d'une «socialisme national». Pacifiste convaincu à la veille de la guerre, il se rallie à Vichy et crée avec Pierre Laval le Rassemblement national populaire favorable au nazisme. Secrétaire d'État au travail dans le gouvernement de Vichy en 1944, il est condamné à mort par contumace à la Libération. Il trouve un refuge clandestin en Italie où il meurt en 1955.

(4) Interview de Gallienne d'avril 1974 par deux étudiants (Archives du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*).

Le dirigeant communiste Léo Figuères, dans son ouvrage sur le trotskisme, rapporte le court extrait d'une lettre que lui a envoyée un militant communiste, responsable du P.C.I. dans les années 50 : dans cette lettre, le militant raconte qu'il assista à une école de cadres au cours de laquelle Pierre Frank expliqua ainsi «l'entrisme» de certains trotskistes dans des organismes de collaboration :

«Nous pensons [...] que les allemands occuperaient pendant de nombreuses années l'Europe et il s'agissait donc d'être dans les seules organisations qui seraient autorisées» (1).

Il n'est pas évidemment permis, à propos d'un ouvrage essentiellement dirigé contre le trotskisme, de se satisfaire entièrement de l'argumentation qu'il contient et des preuves qu'il apporte ; cela paraît d'ailleurs d'autant plus malaisé que L. Figuères croit trouver une confirmation de ce qu'il avance dans un article de l'organe trotskiste *la Lutte de classes* paru en février 1968, qui explique et justifie la position du trotskisme dans la seconde guerre mondiale. Mais contrairement à ce qu'on pourrait en attendre, l'article, dont L. Figuères cite un court extrait, loin de faire l'apologie de la collaboration des trotskistes avec le nazisme, se contente de rappeler comment les militants, soutenant le point de vue prolétarien, se sont refusé à adhérer à la Résistance et à appeler à la lutte contre l'envahisseur au nom de l'indépendance nationale. Le fait de ne pas se livrer à des attentats contre les soldats isolés ou au sabotage contre des trains de permissionnaires «au nom de l'intérêt du prolétariat dans son ensemble» est ainsi assimilé par L. Figuères à une action concertée et organisée de collaboration avec les hitlériens. La démonstration réussit mal cependant à emporter l'adhésion, non plus d'ailleurs que les arguments mis en avant par des militants provenant d'un tout autre horizon politique, c'est-à-dire de ce qu'il est convenu d'appeler «l'ultra-gauche». Dans un texte da-

(1) L. Figuères, *Le Trotskisme cet anti-léninisme*, P. Ed. sociales, 1969, p. 195. D'après Privas (entretien du 7 décembre 1974) Pierre Frank n'a jamais fait une telle déclaration ; selon lui, il n'aurait pu d'autant moins la faire, que pendant la guerre, il n'était pas en France.

tant probablement de 1946, les Revolutionären Kommunisten Deutschlands dressent une vue d'ensemble des groupes «à gauche du trotskisme en France» (1). Les Revolutionären Kommunisten Deutschlands se sont séparés du trotskisme en 1938-39 sur la question du défaitisme révolutionnaire dans les pays capitalistes. Outre leurs divergences concernant l'entrisme et la proclamation de la IVème (contre laquelle les délégués autrichiens se sont prononcés à la conférence de Périgny), ils abandonnent en 1941 le principe de la défense *inconditionnelle* de l'URSS, pour s'orienter en 1942 vers le défaitisme révolutionnaire en Union soviétique. Ils se distinguent d'autre part des trotskistes et aussi des bordiguistes par le rôle qu'ils attribuent au parti durant la dictature du prolétariat : favorable au système des *conseils*, ils estiment que ceux-ci, du fait de la démocratie dont ils procèdent, doivent permettre la libre expression de toutes les organisations politiques et ne laisser au parti communiste qu'un rôle de direction idéologique. Selon les RKD, les cadres des deux principales fractions trotskistes passent en 1940-41 du côté «fasciste-allemand». On verra brièvement ce qu'il en est pour le P.O.I. et surtout pour l'un de ses responsables Jean Rous ; en ce qui concerne l'ex-P.C.I. ses dirigeants restés en France, entrent suivant les R.K.D., dans le Rassemblement national populaire (R.N.P.). Ce qui pourrait jeter quelque soupçon sur la partialité du propos, c'est la manière dont les R.K.D. expliquent ensuite comment «après leur aventure fasciste», les trotskistes se seraient mis à participer «activement à la guerre patriotique contre l'occupation allemande, à la Résistance impérialiste-chauvine, à la défense inconditionnelle de l'URSS», (2) toutes affirmations, sauf en ce qui concerne le dernier point, en totale contradiction avec les positions prises par l'ex-P.C.I. durant la guerre.

(1) *Les Groupes à gauche du trotskisme en France* (vue d'ensemble brève et aussi objective que possible) 5 feuillets dactylographiés. [Am IISG, archives Scheuer, Documents C.R. dossier IV].

(2) *Ibid.*, p. 1.

Ce texte des R.K.D. sera plus tard jugé «surprenant» par d'anciens membres de l'ex-P.C.I. qui l'expliqueront, dans la mesure où les deux courants entretenaient pendant la guerre de bonnes relations, par la «fièvre fractionnelle».

Du côté des représentants de l'ancien P.O.I., les témoignages ne semblent pas non plus exempts d'une certaine passion. Rappelant la confusion et le désarroi qui règnent après juin 1940 parmi les milieux de gauche et dans les rangs des révolutionnaires, Yvan Craipeau écrit que seuls les militants venus du P.O.I. savent immédiatement, malgré quelque hésitation tactique, engager l'action contre le fascisme «sous le drapeau de l'internationalisme et de la révolution prolétarienne» (1). Il n'en est pas de même, affirme-il des «futurs donneurs de leçon de bolchevisme» qui se taisent — c'est une allusion aux communistes — et des anciens responsables de *la Commune* dont plusieurs entrent dans le parti fasciste de Marcel Déat. «Bien entendu — ajoute Y. Craipeau — il s'agit d'une tactique, mais significative du degré de confusion politique». Il est cependant révélateur que cette dernière précision, qui a son importance, soit rejetée en note à la fin du chapitre, là où bien des lecteurs pressés ne feront jamais l'effort de l'y découvrir.

Dans un ouvrage consacré à Marcel Déat (2), l'auteur Claude Varennes rappelle que le Rassemblement national populaire, fondé à la fin du mois de janvier 1941, s'il a rallié un certain nombre de personnalités socialisantes et radicales, est composé, surtout en ses débuts, des «cagoulards» de Deloncle : c'est seulement dans l'été 1942, lorsque s'effectue la rupture de Déat avec Deloncle, que le R.N.P., en même temps qu'il prend sa figure de parti néo-socialiste, républicain, national, autoritaire, se voit renforcé par des militants «très expérimentés» qui selon Claude Varennes, ont «autrefois bien connu le bolchevisme» (3). Mais au congrès national qui se tient en juillet 1943, Claude

(1) Yvan Craipeau, *Le Mouvement trotskiste en France*, Paris, Syros, 1971, p. 198.

(2) Claude Varennes, *Le Destin de Marcel Déat*, s.l., Ed. Janmary, 1948.

(3) *Ibid.*, p. 83.

Varennnes ne signale aucune participation trotskiste aux côtés des vieux militants anarchistes, syndicalistes révolutionnaires, anciens communistes et socialistes qui se sont retrouvés autour de Marcel Déat. De toutes façons, les informations recueillies semblent s'accorder sur le fait que la participation des trotskistes à des organismes de collaboration aurait cessé en 1941, au moment de l'entrée en guerre de l'URSS. Dans ce cas, le passage des trotskistes dans le R.N.P. aurait été de très courte durée, si l'on considère la date de création de ce parti ? Quant à l'éventuelle entrée des trotskistes dans la Légion des volontaires français (L.V.F.), à laquelle Maurice Jaquier fait allusion, elle est pour le moins problématique dans la mesure où la Légion a été créée à l'initiative de Jacques Doriot au début de juillet 1941, immédiatement après l'entrée en guerre de l'URSS, à un moment où les témoignages reconnaissent en général la fin de la « période d'erreur » des trotskistes. En outre, l'adhésion à ce mouvement dirigé contre le bolchevisme, se concilie mal avec le principe de la défense de l'URSS auquel l'attaque allemande ne peut que donner une nouvelle actualité.

L'information n'est pas totalement inexacte cependant, compte-tenu de la disparition du principal témoin Henri Molinier (1), si l'on écoute l'un des responsables du groupe de *la Seule Voie*, Jacques Privas, mais qui tient à situer les faits à leur juste place. Il est vrai, explique Jacques Privas que Henri Molinier au début de l'Occupation défend la thèse selon laquelle les allemands vont gagner définitivement la guerre et le fascisme s'installer pour une longue période en Europe. C'est d'ailleurs une même perspective qui pousse un certain courant d'hommes de gauche à se rallier au régime de Vichy. L'idée de Henri Molinier est qu'il faut apprendre à vivre dans un monde fasciste et chercher à savoir ce qui se passe dans les mouvements fascistes, appelés à devenir des organisations de masse. Selon Privas, Henri Molinier abandonne très vite cette

(1) Henri Molinier est tué en août 1944 lors des combats pour la libération de Paris.

thèse qu'il est le seul à défendre et qui n'a jamais rassemblé la moindre tendance (1).

En réalité, explique aujourd'hui R. Prager (2), les thèses d'Henri Molinier ont rencontré un écho non négligeable dans le groupe de *La Seule Voie*, où apparaît à partir de l'occupation, un certain flottement. L'hypothèse d'Henri Molinier, selon laquelle le nazisme va exercer une domination prolongée sur l'Europe est acceptée, surtout au début, et l'analyse qu'il formule dès août 1940 sur le caractère « progressif » du fascisme, successeur historique du capitalisme, est prise en considération. En octobre 1940, un commencement de critique s'effectue dans le Comité central, critique qui va s'accentuer et s'approfondir durant les mois suivants. En janvier 1941, les positions d'Henri Molinier qui considère alors le fascisme comme un « nouveau réformisme », le font écarter de la direction.

Toujours selon R. Prager, le cas de Maurice Déglise est différent. Il n'est pas vrai, comme d'aucuns l'affirment, que Déglise soit allé se battre dans les légions de volontaires français. Certes, il devint membre du R.N.P., et en se ralliant au fascisme, suivit un itinéraire assez proche de celui de Doriot : ancien militant du Parti communiste, où il fut avant 1935 responsable anti-militariste, Déglise adhéra au trotskisme — ce que ne fit pas Doriot — par anti-stalinisme. Comme le souligne Prager, Déglise fit partie de cette génération de jeunes communistes dont beaucoup se trouverent brisés par la déception et le ressentiment.

Quant à Roger Foirier, il fit effectivement partie pendant la guerre du Centre laïque des auberges de jeunesse (C.L.A.J.), organisme vichyste, financé par le R.N.P. Accusé à la Libération d'intelligence avec l'ennemi, il bénéficia d'un non lieu, en prouvant qu'il n'avait pas appartenu au R.N.P. ni à son organisation de jeunesse, la J.N.P. et que le groupe dont il avait fait partie — le C.L.A.J. — n'avait comme seules perspectives que le sport et les problèmes de la jeunesse. Lui-même n'avait exercé dans cet organisme qu'une « acti-

(1) Entretien avec Jacques Privas du 7 décembre 1974.

(2) Série d'entretiens de 1975 à 1977.

vité artistique et folklorique» (1). Avant d'être ainsi officiellement «blanchi», Foirier avait eu à affronter de violentes attaques de la part de ses adversaires politiques. Déjà le P.C.I. réuni en congrès en novembre 1944 avait nommé une commission d'enquête qui avait alors conclu à la non-culpabilité de Foirier. Le Secrétariat général du P.C.I. dut cependant publier en février 1947 une «Mise au point» destinée à démontrer une nouvelle fois la parfaite honnêteté avec laquelle Roger Foirier avait exercé ses activités au sein du mouvement des Auberges de Jeunesse (2).

Ces positions théoriques et pratiques du C.C.I. ne furent pas sans gêner ensuite considérablement la section française réunifiée de la IVème Internationale. On peut en voir la preuve dans les arguments contradictoires qu'utilisa le P.C.I., à plusieurs années d'intervalle, pour défendre une cause à laquelle il ne croyait manifestement pas. Il n'est que de comparer la «Mise au point» de 1947 avec le texte de compromis passé en mars 1944, avant l'unification, entre le C.C.I. et le P.O.I. et signé par une «commission du Secrétariat européen».

Dans la «mise au point» de 1947, il est dit que Roger Foirier n'était plus membre de la IVème Internationale en 1940, ce qui était formellement exact puisque le P.C.I. d'avant guerre, auquel appartenait Foirier, n'avait pu adhérer à la IVème lors de sa fondation en 1938 et s'était ensuite dissout pour permettre à ses militants d'entrer dans le P.S.O.P. Mais Foirier faisait partie du groupe organisé qui publia à partir de 1942 *La Seule Voie* et devint en 1943 le C.C.I. Cette «habileté» permet au P.C.I. de se laver de ce péché et de se désolidariser de cette entreprise. Ce en quoi il se contredit lui-même en affirmant un peu plus loin avoir réintégré Roger Foirier (le 19 juillet 1946) et ainsi avoir assumé la «responsabilité de son attitude pen-

(1) Ordonnance de non-lieu du Tribunal militaire de Paris du 18 décembre 1947, [Archives R. Prager].

(2) Parti communiste internationaliste, secrétariat général, *Mise au point concernant l'attitude du camarade Roger Foirier à l'égard des organisations anti-fascistes de jeunes et du mouvement de la IVème Internationale depuis 1940*. Paris, 22 février 1947, 2 p. multigr. [Archives R. Prager].

dant la guerre». Or cette responsabilité, le P.C.I. se refuse en fait à la prendre en charge, même s'il reconnaît qu'à l'intérieur des «organisations populaires de jeunesse», Roger Foirier a eu une conduite «irréprochable du point de vue anti-fasciste et prolétarien». Il a rendu des services «au péril de sa vie» à la IVème, la renseigna sur ses adversaires de classe, lui procura des pièces d'identité, hébergea et aida des militants clandestins, favorisa les liaisons. Tout cela, en n'étant pas membre de l'organisation, c'est-à-dire en n'étant pas lié par la discipline. C'était, avouons-le, beaucoup demander, en période de clandestinité, à un simple sympathisant, qui de surcroît, n'hésita pas à se soumettre «spontanément» au contrôle de la IVème — c'est-à-dire du C.C.I. — qu'il consulta étroitement pour son activité «anti-fasciste et anti-vichyste dans les organisations populaires» (1). On sait d'autre part que ce fut avec l'appui du mouvement trotskiste que Roger Foirier, recherché par la police, passa dans la clandestinité en mars 1944.

Manifestant son embarras, le P.C.I. hésite en 1947 à reconnaître des décisions qu'il a pourtant bel et bien prises, du moins par l'intermédiaire de l'une de ses composantes, le C.C.I. et qu'il a d'une certaine manière entérinées du fait de l'unification. Car c'est le bureau politique du C.C.I. qui est nommément désigné et condamné en mars 1944 par le Secrétariat européen, pour avoir chargé de «mission à l'intérieur d'une organisation fasciste et dans ses milieux dirigeants des militants connus et responsables de la IVème (camarades L et R [Henri Molinier et Roger Foirier])» (2). Contrairement à ce qu'assure le P.C.I. en 1947, il s'agit d'une décision prise par l'organisation en tant que telle, décision à laquelle se sont soumis les militants et qu'ils ont «strictement» exécutée. Cela n'empêche pas le Secrétariat européen de reconnaître que dans le cadre des missions qui leur ont été imparties — «espionnage, sécurité» — ces militants «n'ont pas un instant cessé d'être fidèles à la cause des B-L [bolcheviks-léninistes] et du

(1) *Ibid.*, p. 2.

(2) Secrétariat européen, commission, texte manuscrit, n.d. [mars 1944], 2 p. [Archives R. Prager].

prolétariat international ; ils ont donné la preuve de cette fidélité absolue par l'accomplissement sans reproches de toutes les tâches de l'organisation qui leur étaient confiées» (1).

On ne saurait être plus clair. Les responsabilités sont situées à leur véritable niveau par le Secrétariat européen qui refuse néanmoins à ces militants le droit de faire partie du P.C.I. réunié :

«Les militants resteront à la disposition du Secrétariat européen pour toutes les missions compatibles avec le crédit de nos organisations devant la classe ouvrière. Ces missions viseront à utiliser au maximum leurs capacités et leur donner la possibilité maximum d'expression dans l'organisation internationale».

Le Secrétariat européen entend ainsi rappeler que les militants n'ont fait qu'exécuter les ordres du parti, qu'ils peuvent encore accomplir du bon travail mais en dehors de l'organisation française dont ils pourraient mettre en cause le «*crédit*» (2) auprès du prolétariat. Foirier et Molinier n'en sont pas cependant absouts pour autant. Ils ont à faire «la preuve de leur rupture publique avec le parti fasciste [...] Un camarade sera chargé de voir avec eux les conditions de cette rupture compatible avec la sécurité des militants du parti et des autres organisations ouvrières» (3). Ce qui laisse sous-entendre qu'à la date où ce texte a été rédigé, en mars 1944, Foirier et Molinier poursuivent encore leur activité «entraine» au sein des organisations fascistes et aux échelons dirigeants auxquels ils requrent mission d'accéder. L'affaire pourtant sera loin d'être close puisque le P.C.I. réunié devra à son 1er congrès en novembre 1944, revenir une nouvelle fois sur ce problème en créant, comme on l'a vu, une commission d'enquête.

L'Occupation de la France par les armées allemandes et l'installation du gouvernement de Vichy qui met fin au régi-

(1) *Ibid.*, p. 1.

(2) Souligné par moi [J.P.].

(3) Texte manuscrit du Secrétariat européen, p. 2.

me parlementaire, apparaissent suffisamment graves aux derniers récalcitrants du P.O.I. qui refusèrent d'adhérer au PSOP, comme Marcel Hic, David Rousset, Rigal, pour qu'ils se décident à rejoindre dans les Comités pour la IVème, ceux qu'ils accusèrent d'avoir «sabordé» le POI. Les Comités français pour la IVème reprennent alors pour leur nouvel organe clandestin, l'ancien titre de *la Vérité*.

La victoire foudroyante du nazisme, qui établit ainsi avec la plus grande facilité, un véritable pouvoir colonial sur la France, suscite des réactions diverses, contradictoires, à l'intérieur des Comités pour la IVème. Si la majorité des Comités pour la IVème, adopte dans un premier temps sous l'impulsion de Marcel Hic, des positions que certains qualifieront de «nationales», une petite minorité avec Jean Rous et quelques anciens membres du PSOP (1), se sépare des Comités pour la IVème pour élaborer une curieuse théorie de la collaboration avec l'Allemagne, et dans cette perspective, jeter les bases d'un «mouvement national révolutionnaire français». Le groupe de militants réuni autour du bulletin clandestin *La Révolution française* (2), constate d'abord que dans les pays industriels avancés de l'Occident, les forces productives ont cessé de croître et que le capitalisme, en plein déclin, ne fait que se survivre : d'autre part, le prolétariat a prouvé qu'il était incapable d'abattre le régime défaillant et de prendre le pouvoir à sa place. La révolution prolétarienne étant ainsi impossible, le capitalisme subira nécessairement, selon les partisans du MNR, un processus de «dépassement», c'est-à-dire qu'à la «dictature de l'oligarchie parasitaire», succèdera un système politique, économique et social fondé sur la «dictature du travail, conçue sous l'angle producteur» (3). C'est «l'évolution

(1) Selon Jean Rabaut, *Tout est possible*, op. cit., p. 343, le MNR aurait regroupé entre autres Jean Rous, Maurice Jaquier, Lucien Weitz, Fred Zeller, Henri Barré.

(2) *La Révolution française*, bulletin pour un mouvement national révolutionnaire français. n. 1, sept.-oct. 1940 — n. 3, janvier 1941 [pa BN Rés. G. 1470 (769)]. Devient *Le Combat national-révolutionnaire*, organe du mouvement révolutionnaire français; puis organe clandestin du mouvement national-révolutionnaire [n. 1, mars 1941 — n. juin 1941] [pa BN, Rés. 1940 (75)].

(3) *La Révolution française*, [n. 1], sept.-oct. 1940.

sociale» elle-même qui se trouve porteuse de ce «dépassement réciproque du rôle dévolu aux deux classes antagonistes» (1).

Le MNR est pour un «vrai» socialisme, «inséré dans la tradition et le génie français» (2), où la production s'appuyant sur un large secteur nationalisé et planifié, sera prise en mains par des «comités directeurs» : ceux-ci seront «l'émanation directe du monde du travail, organisé dans ses assises professionnelles, c'est-à-dire des ouvriers, des patrons qui travaillent, particulièrement des petits et moyens patrons, des techniciens, des artisans, des paysans» (3). Le MNR souhaite un État fort, hiérarchisé, où la régulation entre les divers éléments de la population soit établie par des «corporations». Hostile au régime parlementaire pseudo-démocratique, au totalitarisme et au racisme, le MNR est favorable à l'unité impériale de la France et à son indépendance nationale, qui parce qu'elle n'implique aucune sujétion à un État-major international ou à un pays déterminé, est tout à fait compatible avec un internationalisme véritable. C'est pourquoi, la «collaboration» qui existe alors, aux dires de l'Allemagne, entre elle et la France, ne satisfait pas le MNR, qui estime au contraire qu'il s'agit d'une colonisation de la France par l'Allemagne. Pour le MNR, une collaboration sans oppression, pour la paix, à vocation européenne, est possible, mais elle ne peut dépendre de la bonne volonté de l'occupant. Il faut donc opposer une résistance farouche à l'Allemagne quand elle se fait oppressive, en lui rappelant comme l'écrit *Mein Kampf*, qu'un «pays conquérant ne doit pas sous peine de mort, vouloir s'emparer d'ethnies différentes» (4). De même, il faut profiter de tous les coups portés par l'Angleterre à l'Allemagne, car «dans les contradictions croissantes de la situation nouvelle, peut commencer par se glisser une politique de libération française» (5). Le gouvernement qui réussirait à se libérer des «ploutocraties vendues aux allemands ou aux

(1) *Ibid.*

(2) *Le Combat national-révolutionnaire*, n. 1, mars 1941.

(3) *Ibid.*

(4) Voir *La Révolution française*, [n. 1], sept.-oct. 1940.

(5) *Ibid.*

anglo-américains», pourrait demander en «utilisant les premières difficultés de l'Allemagne», une «libération partielle du territoire et des prisonniers». Certes une compensation pourrait être exigée par l'Allemagne sous la forme d'une aide économique, mais celle-ci devrait être acceptée, afin d'assurer le redressement de la France «dans son intérêt et dans celui de l'Europe», ce qui inaugurerait une sorte de «collaboration à la russe». Bien sûr, le «compromis de collaboration» devrait avoir des limites et devrait notamment comporter le refus d'une aide militaire, directe ou indirecte, à l'Allemagne, qui permettrait à celle-ci d'écraser la Grande-Bretagne : ce serait dans cette dernière hypothèse, assure le MNR, la fin de la France, car l'Allemagne ne parlerait plus de collaboration (1).

Quelles motivations ont pu pousser d'authentiques militants révolutionnaires à se rallier à un tel programme politique, en tous points semblable à la charte fasciste du RNP de Marcel Déat, dont par ailleurs le MNR fait l'éloge ? A l'occasion d'un colloque organisé en mars 1970 par la Fondation nationale des sciences politiques sur le thème «Le Gouvernement de Vichy et la révolution nationale», Françoise Laurent étudie le rôle qu'ont joué auprès de Vichy certains hommes de gauche (2), tels Belin, Lagardelle, etc... et se demande pourquoi ils ont accepté de travailler pour un régime apparemment fort éloigné de leur idéologie. Pour beaucoup, conclut-elle, ce fut la perspective d'être engagé pour une durée indéterminée dans un système politique européen dominé par l'Allemagne qui les conduisit à accepter des postes officiels à l'intérieur du régime de Pétain, afin de «sauver les meubles», comme l'expliqua Belin. En ce qui concerne les ex-trotskistes du MNR, s'ils n'eurent qu'une action propagandiste et déclinèrent même les avances qui leur furent faites par Vichy, ils éprouvèrent devant la victoire à leurs yeux définitive et bientôt planétaire du nazisme, le sentiment que c'était, là, la nouvelle réalité sociale avec laquelle il

(1) *Ibid.*

(2) Françoise Laurent, «les Hommes de gauche». In *Le Gouvernement de Vichy et la révolution nationale, 1940-1942*, colloque des 6 et 7 mars 1970. Paris, F.N.S.P., 1970, multigr.

faudrait compter, et qu'il valait mieux, en profitant des « traits plébéiens du nazisme », se trouver du côté du pouvoir (1). Pour ses partisans, le MNR était aussi, — comme l'affirmera plus tard l'un de ses protagonistes et comme cela découle très clairement, quoique d'une manière inattendue, des textes sur la collaboration —, l'esquisse d'un « mouvement de résistance qui cherchait sa voie en reprenant les mots d'ordre nationalistes » (2). C'est d'ailleurs dans la Résistance que se retrouvent peu après les adhérents du MNR, lorsque celui-ci est dissout en juin 1941 par les autorités allemandes. L'expérience est sévèrement jugée par *la Vérité* qui écrit : « Devant les succès militaires allemands, un certain nombre d'ex-militants révolutionnaires révélant ce qu'ils valaient, ont tourné casaque et se sont plus ou moins ouvertement transformés en fascistes, apôtres de la collaboration des bourreaux des peuples allemands et français. Ceux-là sont jugés définitivement et quelle que puisse être leur attitude ultérieure, nous saurons un jour les traiter comme ils le méritent » (3).

Avec le recul de l'histoire, il est facile aujourd'hui, de constater l'erreur de pronostic, dont les militants trotskistes — du moins certains d'entre eux — se rendirent coupables. Sans doute cette vision apocalyptique trouvait-elle alors son explication dans le désarroi causé par l'irruption soudaine du nazisme et dans la déception engendrée par l'écroulement des forces révolutionnaires ? Quoi qu'il en soit, ce bref épisode, où d'aucuns puisent la condamnation définitive du trotskisme, révèle les difficultés qu'éprouve parfois le petit groupe politique, sans grande pratique sociale et guetté par les déformations sectaires, à franchir le cercle clos de la théorie. La projection d'un schéma théorique sur une réalité qui lui échappe et qui plus est, ne coïncide pas avec ce qu'il voudrait qu'elle soit, conduit le groupe à commettre des erreurs de jugement, dont les conséquences

(1) Voir ce qu'écrit à propos du MNR, Y. Craipeau in *Chronologie et questions concernant les trotskystes pendant la guerre* [Document provisoire], Paris, CES, n.d., p. 10.

(2) Jean Rabaut, *op. cit.*, p. 344.

(3) *La Vérité*, n. 26, 5 décembre 1941.

pratiques, étant donné sa faiblesse d'intervention, ne comportent heureusement pas de bien grands risques. Il reste néanmoins que ces démarches quelles qu'en aient été les motivations, ont jeté sur le trotskisme une ombre qu'il a été trop facile à ses ennemis politiques d'exploiter.

Une action propagandiste

A la déclaration de guerre, les formations françaises se réclamant de la IV^{ème} Internationale ne sont pas encore parvenues à dépasser le stade propagandiste. Leur situation à contre-courant dans le mouvement patriotique de l'époque, ajoutée à la faiblesse de leurs effectifs ne leur permet pas davantage d'émerger de ce rôle propagandiste et de sortir du cercle étroit des discussions théoriques dans lesquelles elles ont trop tendance à s'enfermer, à l'écart des préoccupations réelles de la population.

Comment les trotskistes peuvent-ils en effet espérer faire entendre leur voix ? Il y a d'abord les difficultés économiques, les problèmes de ravitaillement, dont se fait largement l'écho *la Vérité*, diffusée clandestinement auprès des sympathisants, qui propose d'organiser des «comités de ménagères». Pour combattre les rigueurs du rationnement, les militants mettent sur pied un réseau de fausses cartes d'alimentation qui sera d'ailleurs responsable de plusieurs arrestations (1). Dans les usines, dont une partie de la production est envoyée en Allemagne et où les conditions de travail et de salaires ont empiré depuis la guerre, les militants peu nombreux en raison de leur faible recrutement ouvrier, tentent de se lier aux travailleurs. Mais les grèves, les mouvements revendicatifs et de protestation de toutes sortes qui éclatent à cette époque reçoivent la plupart du temps l'impulsion du parti communiste clandestin qui, comme il l'explique lui-même, s'efforce dès les débuts de l'Occupation d'utiliser les possibilités légales d'intervention, par exemple les syndicats corporatistes créés par Vichy et les chantiers de jeunesse, pour se rapprocher des masses. C'est surtout

(1) Cf. Interview de Jeanine Morel, du 27 décembre 1969.

à partir de 1943 que les trotskistes estiment être parvenus à «s'enraciner» dans la classe ouvrière ; cela est dû selon eux, à la montée révolutionnaire qui, depuis la création en septembre 1942 du Service du travail obligatoire (S.T.O.) et les premières défaites de l'Allemagne, soulève le prolétariat et «porte» les trotskistes (1) : ceux-ci vont jusqu'à prendre une «part sérieuse» dans des mouvements déclenchés contre le «relève» en octobre 1942 chez Erikson à Paris (2) et à diriger un débrayage suivi de grève le 20 septembre 1943 à la S.I.G.M.A. de Lyon (3).

Si les trotskistes ont du mal cependant à sortir de leur isolement, ils le doivent aussi au fait qu'ils se sont mis volontairement en marge des lieux où s'incarne la résistance à l'occupant. Avec la création du S.T.O., un nombre croissant de travailleurs requis pour le départ en Allemagne refusent de se prêter au simulacre de la «relève» et rejoignent la lutte armée des maquis : même s'il est vrai qu'une infime partie seulement des français participent à la Résistance et aux maquis, ceux-ci bénéficient d'un soutien réel dans la population. Mais aux yeux des trotskistes les maquis s'insèrent dans une stratégie trop nationale et comptent moins, dans une perspective révolutionnaire, que les milices ouvrières des villes et des usines. Le fait pour les militants trotskistes de privilégier leur action dans les usines s'explique d'abord par leur stratégie politique d'ensemble : c'est en allant trouver la classe ouvrière chez elle, c'est-à-dire sur ses lieux de travail, qu'ils risquent de mieux la convaincre de la nécessité de transformer la guerre impérialiste en révolution prolétarienne. De plus pour ces militants qui connaissent l'état réel de leurs forces, l'intervention dans les entreprises constitue le seul moyen de donner une ligne de classe à leur lutte et aussi le meilleur terrain d'éducation des jeunes. C'est pourquoi ils éprouvent une grande méfiance à l'égard de la Résistance officielle, gouvernée selon eux par les impératifs exclusivement nationalistes et contre-révolutionnaires de Londres.

(1) *Les Enseignements de notre histoire.*, op. cit., p. 40.

(2) Yvan Craipeau, *Chronologie et questions concernant les trotskystes pendant la guerre*, op. cit., p. 12.

(3) *Les Enseignements de notre histoire*, p. 41.

Ne fallait-il pas pourtant, comme l'affirmera plus tard la IVème Internationale, «profiter du dynamisme révolutionnaire inhérent à la résistance des masses et [...] empêcher la bourgeoisie alliée et la bureaucratie soviétique de l'utiliser pour leurs visées réactionnaires ?» (1). N'y-eut-il pas là une erreur grave de la part des trotskistes qui ne comprirent pas que c'était aussi dans les maquis, où se concentraient les aspirations libératrices de la plus grande partie de la population, que pouvaient se jouer les luttes futures ? La tactique consistant à entrer dans les maquis pour y défendre le point de vue prolétarien n'aurait eu en réalité — selon l'opinion de nombreux militants — aucune chance de réussite. Si l'on en croit les anciens du P.C.I., le rapport de forces entre communistes et trotskistes interdisait à ces derniers toute action «à découvert» : réduits à l'initiative isolée de petits groupes clandestins, les trotskistes auraient perdu toute efficacité et se seraient retrouvés rapidement paralysés. C'était, en outre, affirme Báta, responsable de la *Lutte de classes* pendant la guerre, courir au devant de trop gros risques car les communistes ne pouvaient consentir à briser l'unité nationale, dans laquelle ils avaient eu d'ailleurs tant de mal à se faire admettre (2). A cet égard, la disparition dans les maquis F.T.P. de l'ancien dirigeant communiste rallié à la IVème Internationale l'italien Pietro Tresso dit Blasco, n'a pu que justifier ces craintes (3).

Bien qu'il n'y ait pas eu de la part des trotskistes, de participation organisée et collective aux maquis, comme il n'y eut pas d'adhésion à la Résistance, il faut cependant citer des cas de militants, membres surtout des Comités français puis du

(1) «1938-1948. Dix années de combat (Rapport d'activité du Secrétariat international, adopté par le Deuxième congrès mondial)», in *Quatrième internationale*, 6ème année, nos 3-5, mars-mai 1948, p. 79.

(2) Entretien du 21 décembre 1968.

(3) En octobre 1943 un groupe de F.T.P. réussit à libérer tous les détenus de la prison du Puy-en-Velay. Parmi les prisonniers politiques se trouvaient les trotskistes Blasco, Albert Demazière, Jean Reboul, Maurice Segal [Pierre Salini], Abraham Sadek. Sur les cinq militants, seul Albert Demazière put revenir et parvint à rejoindre ses camarades du P.O.I. Sur le sort des quatre disparus, les organisations trotskistes n'obtinrent malgré leurs démarches, aucun éclaircissement. Sur ce sujet voir A. AZZARONI, *Blasco, Pietro Tresso, la vie d'un militant*, Paris, Commission pour la vérité sur les crimes de Staline, 1965.

P.O.I., qui réussirent à titre individuel à mettre sur pied des groupes de combattants, dont l'implantation exacte, en l'état actuel des sources, est très difficile à établir : certains travaux avancent la région parisienne, la Haute-Savoie, le Massif central, l'Ardèche, la Loire et surtout le «maquis rouge» de Bretagne, où se seraient retrouvés des soldats allemands gagnés à la désertion par les responsables du travail allemand du P.O.I. (1). Sur ce «maquis rouge» de Scrignac dans le Finistère, il convient d'être très prudent et de se demander comment un groupe de partisans avec une ligne politique trotskiste aurait pu être toléré par les F.T.P. de la région ? André Calvès, militant du P.O.I. pendant la guerre et membre F.T.P. de la colonne Fabien (Groupe tactique de Lorraine) affirme qu'il n'y a jamais eu de maquis trotskiste à Scrignac, ni de militaire allemand — «officier», écrit-il — déserteur (2). La confusion pourrait provenir, semble-t-il, de ce qu'après la guerre, l'ancien responsable F.T.P. de Scrignac, hostile à la politique suivie par le parti communiste, donna son adhésion au mouvement trotskiste, dont il fut même candidat lors d'une élection. D'autre part il n'apparaît pas, toujours d'après le témoignage d'André Calvès, que le travail de fraternisation entrepris à Brest par les militants du P.O.I. ait abouti à des désertions dans l'armée allemande. Après la dislocation en 1942 de la cellule de Nantes mise sur pied par les Comités français pour la IVème — ceux-ci n'avaient pas encore repris le nom du P.O.I. — les militants en fuite arrivèrent à Brest, avec parmi eux Robert Cruau qui parlait et écrivait l'allemand. C'est lui qui commença à entrer en contact avec les nombreux soldats, marins et ouvriers allemands de l'organisation Todt cantonnés à Brest. A partir d'un chantier du bâtiment où se trouvait un poste allemand, des relations suivies furent rapidement établies avec vingt-sept soldats — dont un sergent, fils d'un ancien député communiste — qui lisaient et «placèrent dans des lieux favorables» le bulletin en langue allemande *Arbeiter und Soldat* rédigé à Paris par Paul Widelin et Pavel Thalmann. Plus tard les militants de Brest sortirent

(1) D'après le mémoire de maîtrise de Marie-Noëlle ROUX, *Résistance et internationalisme dans la section française de la IVème Internationale*, Nanterre, 1972, 143 p., dactylogr.

(2) Lettre à Rodolphe Prager [Archives R. Prager].

une feuille ronéotée, *Zeitung für Soldat und Arbeiter im Westen* rédigée pour l'essentiel par leurs camarades allemands. Sur les vingt-sept soldats, six ou sept seulement, selon Calvès, se réunissaient régulièrement, parfois au domicile des militants français et s'informaient de ce qui constituait la « ligne trotskiste ». L'un des soldats réussit à voler des cachets à la Kommandantur ce qui permit de fabriquer des autorisations spéciales de séjour pour les militants et sympathisants de passage à Brest. Sur dénonciation d'un des allemands Konrad Leplow, le groupe fut démantelé en octobre 1943 et les militants arrêtés. A l'exception de Robert Cruau, gardé à la Gestapo de Brest où il fut exécuté — officiellement il se suicida —, les autres détenus furent transférés à Rennes, avant d'être acheminés, du moins certains d'entre eux, vers des camps de concentration en Allemagne. C'est à Rennes, au cours d'un interrogatoire, qu'un officier dit à Gérard Trévien que dix soldats allemands avaient été fusillés (1). La découverte du groupe de Bretagne entraîna le démantèlement de la direction du P.O.I. à Paris : Marcel Beaufrère, Roland Filiatre, David Rousset, Marcel Hic, furent arrêtés et déportés eux aussi en Allemagne, d'où certains comme Marcel Hic ne revinrent pas (2).

Sans vouloir apprécier, ce qui est sans doute difficile aujourd'hui, la portée concrète de cette entreprise de fraternisation menée par les trotskistes dans l'armée allemande, il importe toutefois d'en préciser la spécificité par rapport au « travail allemand » auquel se consacra aussi le parti communiste. Alors que pour le parti communiste il s'agissait de diffuser une propagande anti-fasciste qui visait à « démoraliser » le soldat allemand et à le convaincre de désertir pour ne pas rejoindre le front de l'Est, pour les trotskistes la fraternisation avec le « prolétaire sous l'uniforme » se situait dans la perspective prochaine de la révolution allemande et était inséparable d'un appel à la lutte révolutionnaire des ouvriers et soldats allemands. Dans cette tâche

(1) *Ibid.*

(2) La faible constitution physique de Marcel Hic ne résista pas au régime de Dora, où son transfert aurait été décidé par l'administration politique de Buchenwald dirigée par les communistes allemands.

souvent mal comprise et qui mériterait d'être davantage connue et expliquée, les trotskistes payèrent un lourd tribut que la brochure publiée en 1945 par la section française de la IVème Internationale, *La Lutte des trotskystes sous la terreur nazie* s'appliqua à faire connaître, dénombrant les noms de militants déportés, fusillés, morts dans les camps de concentration ou disparus.

I. LE PARTI OUVRIER INTERNATIONALISTE : POUR UNE LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE CONTRE L'OPPRESSION NATIONALE.

Pour les «Comités français de la IVème», qui reprennent en 1943 le sigle du P.O.I., la main-mise des nazis sur la France et sur une grande partie de l'Europe, met fortement à l'épreuve le principe du défaitisme révolutionnaire défendu jusque là par l'orthodoxie marxiste et réaffirmé par Trotski. Faut-il, dans cette guerre impérialiste, se demandent les militants, abandonner les «démocraties» à leur sort, face à l'agresseur fasciste, de crainte — en voulant prendre leur défense — de voler au secours de la bourgeoisie et de trahir ainsi le socialisme ? Mais la domination, de plus en plus lourde du nazisme en Europe, ne donne-t-elle pas au contraire dans ces pays, une nouvelle actualité à la lutte pour les libertés démocratiques ? C'est reprendre la vieille discussion sur la question nationale, close au moment de la première guerre mondiale par Lénine. Selon Lénine, à l'époque de l'impérialisme, seules les guerres de libération nationale, ayant pour but le renversement de la sujétion coloniale et du système féodal, présentent un caractère progressif, et les conflits entre pays capitalistes ne sont que des guerres d'esclavagistes pour la consolidation de l'esclavage. Ce ne serait par conséquent que mystification de la part des socialistes de vouloir entraîner le peuple dans le patriotisme, sous prétexte qu'il s'agit de défendre la liberté et l'existence de la nation. Si Marcel Hic s'affirme d'accord avec les principes essentiels, il considère néanmoins que, du fait de l'asservissement qui pèse sur la France, la stratégie marxiste doit être révisée et prendre en compte les aspirations nationales très fortes qui se font jour dans la

population. Il soumet au Comité central un rapport sur la «Question nationale et les États-Unis socialistes d'Europe» (1), rapport qui est voté à l'unanimité en septembre 1940.

La défense de l'indépendance nationale.

Selon Marcel Hic, on assiste à une extension sans précédent du fascisme allemand en Europe, dans le but de faire de celle-ci sa réserve économique. Au sein de cette nouvelle organisation du capitalisme, à l'échelle d'un continent, qu'est en train de mettre en place le nazisme, et qui sera un régime de barbarie par rapport au projet économique du socialisme, on va observer une vassalisation des bourgeoisies ainsi qu'un appauvrissement du prolétariat. Dès lors, va surgir une convergence entre les intérêts immédiats des deux classes, que renforcera le processus de paupérisation et de radicalisation qui atteint de larges couches de la population. Tout en reconnaissant la fin de la France comme grande puissance coloniale et la nécessité des États-Unis socialistes d'Europe et du monde, Marcel Hic tient à réaffirmer le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, c'est-à-dire dans le cadre d'une Europe unifiée par le socialisme, le droit des peuples à choisir leur organisation culturelle et administrative autonome. Face à la volonté d'unification autoritaire du nazisme, dont l'intention de dé-nationalisation en Europe s'est clairement exprimée, il importe de mettre en avant la défense de l'indépendance nationale. Une action commune du prolétariat avec la bourgeoisie s'avère possible, mais à condition qu'elle ne prenne pas la forme d'un front unique, comme dans les pays de statut colonial. Dirigée vers la destruction de l'impérialisme allemand, l'action commune n'a de sens que si elle suscite un «véritable mouvement des masses pour leurs propres revendications» et si elle se maintient dans le «cadre des objectifs du prolétariat, par la mobilisation des masses pour le programme prolétarien». Les mots d'ordre démocratiques, placés sous le signe de la défense des

(1) Cf. *Bulletin du Comité pour la IVème Internationale*, n. 2, 20 septembre 1940.

richesses nationales et de l'autodétermination politique, doivent être pris en charge par des organes de lutte baptisés «comités de vigilance nationale». En même temps la population doit utiliser la résistance passive pour s'opposer aux réquisitions et au pillage de l'économie par les nazis, et trouver le chemin de la fraternisation avec les soldats allemands. Mais il ne faut pas oublier que la diffusion de mots d'ordre nationaux, doit aller de pair avec une propagande active pour la révolution prolétarienne, en liaison avec le mouvement révolutionnaire européen et mondial et que la mobilisation de la classe ouvrière doit se faire par des méthodes de classe. Et Marcel Hic conclut :

«Nous intégrer dans le mouvement de patriotisme populaire, élargir notre base d'action tout en menant un travail constant pour notre programme d'action, pour la révolution socialiste, ne peut que nous permettre de progresser et d'enraciner notre activité dans les masses» (1).

Cette «intégration dans le patriotisme populaire» revêt en ses débuts une forme qui sera violemment critiquée lors de la réunification et qui rencontre au sein même des comités une opposition de plus en plus forte. Le combat qu'engage alors *la Vérité* la conduit en effet à écrire :

«C'est de l'initiative du peuple de France que dépend le relèvement du pays. C'est de sa volonté de se grouper, d'écouter toutes les suggestions, toutes les propositions qui se font jour dans ses rangs. C'est en désignant les meilleurs des siens, les plus intelligents, les plus décidés, les plus vigoureux, pour prendre la tête de l'action, qu'il créera la nouvelle machine d'État, fera renaître la production, organisera la solidarité. Seule l'initiative populaire peut rendre la vie à la France. Seuls, les comités créés pour la susciter, l'organiser, la diriger, peuvent remplacer les rouages de la France défunte [...]. La France ne sortira du pétrin que par l'initiative des masses populaires, unies dans la lutte pour une France nouvelle».

Mais *la Vérité* ajoute : «pour les États-Unis socialistes d'Europe» (2).

(1) *Ibid.*

(2) «Seul le peuple de France peut reconstruire la France», *La Vérité*, n. 3, 1er octobre 1940.

Après la manifestation interdite du 11 novembre à l'Arc de Triomphe qui fait plusieurs victimes et qui selon l'organe des Comités pour la IVème «révèle le vrai sens» de la collaboration de Pétain et de la Gestapo, *la Vérité* dégage les leçons qu'il convient d'en tirer (1) : elle insiste sur l'importance des manifestations de masse et sur la nécessaire liaison du mouvement étudiant (2) avec le mouvement ouvrier tout en soulignant aussi le caractère scrupuleux que doit prendre l'organisation de ce type d'action afin d'éviter les dangers de la répression. La solution semble être trouvée pour *la Vérité* dans les «comités de vigilance nationale» qui pourraient assurer la coordination des différentes organisations entre elles. Mais pour grouper de larges masses populaires, il ne suffit pas, remarque *la Vérité*, de crier «Vive la France», il est indispensable de lancer des mots d'ordre populaires concernant le ravitaillement, la production, le travail, les prisonniers, la paix, «autant de mots-d'ordre anti-hitlériens et capables de trouver une large audience». Il faut cependant prendre garde, ajoute *la Vérité*, qu'en criant «Vive la France ou vive De Gaulle», on soude «contre soi les rangs de l'armée allemande. En lançant des mots-d'ordre de paix, on doit trouver un écho dans son sein», et l'article prend soin de se terminer sur un appel à la fraternisation : «Il faut gagner l'armée allemande à la lutte contre l'hitlérisme».

Le remplacement au gouvernement de Pierre Laval, réputé pour son «pro-germanisme», par Pierre-Étienne Flandin, serait-il, s'interroge *la Vérité*, un signe de «résistance» de Vichy, qui tenterait ainsi de regarder vers Churchill (3) ? Le fait que la Grande-Bretagne participe à la lutte contre l'Allemagne et ait contribué, en repoussant l'offensive de Hitler, à dissuader celui-ci d'installer en France une dictature militaire, n'empêche pas *la Vérité* de répéter son *hostilité de classe* à Churchill :

«Ni Churchill, ni Hitler, écrit-elle, [...] la révolution ouvrière socialiste est la seule voie de salut mais aussi du réalisme» (4).

(1) «11 novembre. Laval a eu sa journée» *La Vérité*, n. 6, 15 novembre 1940.

(2) La manifestation avait été organisée par les étudiants.

(3) «Les leçons de la crise gouvernementale», *La Vérité*, n. 9, 1er février 1941.

(4) *Ibid.*

Cependant la perspective révolutionnaire ne supprime pas pour autant la nécessité réaffirmée par *la Vérité* de lutter contre l'oppression hitlérienne ; c'est au contraire la critique essentielle que le journal adresse au régime de Vichy, qu'il accuse d'incapacité irrémédiable à « grouper les énergies du pays dans la lutte contre l'occupant ».

Les trois thèses des I.K.D.

Il n'est pas inutile de rapprocher ici les thèses alors défendues par les « comités français », de celles élaborées à la même époque par la section trotskiste allemande réfugiée en France et de constater le parallélisme de leurs conclusions, tout en notant de la part des *Internationalen Kommunisten Deutschlands*, une remise en cause encore plus radicale de la stratégie marxiste classique. Les « Trois thèses » des I.K.D. mises au point en octobre 1941, voient dans la guerre, un processus de longue durée, auquel il ne semble guère que la force armée puisse mettre fin :

« La guerre a transformé l'aspect économique, politique et social du monde. Dans les pays occupés ou annexés, le système des prisons, de la déportation, des ghettos, du travail obligatoire, ne sont pas que des organisations politico-militaires transitoires, mais représentent autant de formes de la nouvelle exploitation économique qui accompagne l'extension vers un État esclavagiste moderne et sont conçues comme le destin permanent d'une proportion considérable d'êtres humains » (1).

Dans cette Europe asservie, les mouvements ouvrier et anti-fasciste organisés ont été anéantis ou réduits à l'illégalité. De sorte que la protestation spontanée qui émane de toutes les couches sociales, ne peut, pour s'exprimer, que s'en prendre au « seul ennemi visible et corporellement présent, le conquérant allemand ». Les I.K.D. considèrent d'ailleurs que plus la guerre durera, « plus le fascisme allemand apparaîtra comme l'ennemi principal des peuples asservis et exploités, tout se réduira à un désir de se débarrasser de cet ennemi », et ils reconnaissent que tant que ces pays ne se seront pas libérés du fascisme, il ne saura être question d'un changement dans les conditions d'exis-

(1) In *Quatrième internationale*, n.s., n. 25-26, décembre 1945-janvier 1946.

tence. De même que les «comités français» sont soucieux de ne pas se couper de la lutte de masses, de même les I.K.D. craignent que le socialisme révolutionnaire perde sa chance auprès des masses, s'il reste en face de la lutte, sans y prendre part. C'est pourquoi il importe que la libération des pays asservis, qui constitue la seule tâche urgente, se fasse *avec l'aide et au nom du socialisme international*, et cela pour trois raisons : d'abord parce que les revendications démocratiques sont indispensables à la victoire du socialisme, ensuite parce que le socialisme ne pourra pas mobiliser pour la lutte finale, si, durant une période déterminée, il s'est tenu à l'écart des revendications de la population, enfin parce que seul le socialisme révolutionnaire peut réaliser le programme démocratique et donner un sens au mouvement. Or il existe aujourd'hui un «gouffre» entre le programme de la révolution socialiste et la maturité des conditions objectives d'une part, et d'autre part la conscience des masses ainsi que la préparation du prolétariat et de son avant-garde. Il appartient à un système de revendications transitoires de faire en sorte que le socialisme ne reste pas une utopie, c'est-à-dire de mettre en œuvre une étape intermédiaire entre le fascisme et le socialisme, qui se trouve être dans ses fondements équivalente à une révolution démocratique. Les thèses des I.K.D., opérant ce que la conférence européenne de 1944 qualifiera une «révision du marxisme», vont ainsi plus loin que celles des Comités français, puisqu'elles concluent à une régression *coloniale* dans les pays européens soumis à la domination fasciste et assignent au mouvement socialiste la tâche primordiale de lutter pour la révolution nationale démocratique, en préalable à toute mobilisation sur le programme prolétarien. De toutes façons, croire qu'il soit possible de participer à la vie politique en se tenant à l'écart des revendications démocratiques est selon les I.K.D. une illusion dangereuse, comme est d'ailleurs dangereux, le fait de prétendre que la libération nationale ne favorisera pas les intérêts socialistes.

Si la lutte nationale n'a pas pour les comités français le même caractère prioritaire et ne constitue pas pour eux le *programme immédiat* de l'époque, elle joue néanmoins

un rôle de premier plan, servant en quelque sorte de tremplin pour une action qui se doit de sauvegarder la perspective prolétarienne et les méthodes de classe. Il est vrai que durant cette première année de l'occupation, les comités semblent surtout préoccupés de faire appel au sentiment patriotique et de mettre l'accent sur l'unité nationale, même s'ils ne cessent pas pour autant de rappeler que la libération du pays doit se faire au profit des travailleurs. Sans doute estiment-ils de bonne guerre de réveiller d'abord une opinion quelque peu « anesthésiée » par la soudaineté de la défaite et par la propagande de Vichy, pour susciter en elle un désir de révolte et la volonté de lutter ? C'est pourquoi, ils se tournent avec une sévérité extrême du côté du parti communiste, pour condamner la « discrétion » jugée excessive dont celui-ci fait preuve vis-à-vis de l'occupant.

Le P.C.F. et le pacte Germano-Russe.

Un coup d'œil rapide sur l'itinéraire que traverse le P.C. de 1939 à 1941 permet de mieux situer le trotskisme par rapport au mouvement communiste officiel, auquel il reste par tradition et malgré l'âpreté de ses critiques, étroitement lié et auprès duquel il tente, sans grand succès d'ailleurs, d'instaurer un dialogue. Le reproche habituellement formulé contre le P.C. durant cette période fort controversée de son histoire, est d'avoir entièrement subordonné son action à la sauvegarde de l'alliance germano-russe et par conséquent d'avoir attendu la rupture de l'alliance par l'Allemagne en juin 1941 pour s'engager dans la lutte nationale contre l'occupant. De ces accusations le P.C. s'est défendu énergiquement, en démontrant que sa stratégie était liée à l'évolution du caractère de la guerre et que ses militants n'attendaient pas juin 1941 pour commencer le combat.

Le parti communiste explique aujourd'hui son revirement pacifiste en 1939, après des années de campagne anti-fasciste, par le caractère impérialiste que revêt la guerre, du moins jusqu'à 1940. Il s'agit certes pour le P.C. d'une guerre impérialiste, mais qui implique de par la nature des impérialismes opposés à la France et à la Grande-Bretagne, la nécessité d'une défense anti-fasciste. C'est ainsi

que l'orientation anti-hitlérienne que semble prendre en ses débuts, la politique du gouvernement français, pousse le P.C., malgré ses réticences, à se joindre aux partisans de la défense nationale : Maurice Thorez rejoint son régime, et le groupe communiste à l'Assemblée, après avoir publié une déclaration proclamant la «résolution inébranlable des communistes de se placer au premier rang de la résistance à l'agression du fascisme hitlérien», vote le 3 septembre les crédits militaires. Dans leur ouvrage consacré au P.C.F., qui se veut un «contre-manuel» de l'histoire «officielle», les rédacteurs communistes oppositionnels du groupe *Unir* analysent cette attitude «encore» défensiste du P.C., comme le retard provisoire d'un appareil mal libéré de la politique anti-fasciste précédente (1). Selon *Unir*, le P.C.F. rectifie d'ailleurs rapidement sa ligne de conduite pour se conformer à la doctrine fixée par l'I.C. et qu'exprime Molotov dans son discours au Soviet suprême de l'URSS (2). Pour les dirigeants soviétiques, la crainte de voir un jour l'Allemagne se retourner contre l'URSS impose à celle-ci de gagner du temps et donc d'utiliser à l'adresse de cet ennemi en puissance qu'est l'Allemagne, un langage susceptible de lui convenir. Dans ce sens, l'analyse de la situation politique en Europe est modifiée, de même que le concept «d'agresseur», qui est censé avoir reçu un «contenu concret nouveau». Contre l'Allemagne qui n'aspire qu'à la paix, s'affirme le bellicisme de la Grande-Bretagne et de la France qui, sous prétexte de rétablir l'ancienne Pologne, tiennent à maintenir leur hégémonie coloniale menacée, selon elles, par une Allemagne libérée des contraintes du traité de Versailles. L'alignement sur la politique de l'URSS explique, selon *Unir*, le tournant pacifiste qu'opère alors le P.C.F., sans grand souci d'autre part d'informer ses militants des raisons profondes qui motivent cette nouvelle orientation.

(1) Histoire du parti communiste français, Paris, Éd. Veridad puis Éd. unir, s.d. - 3 vol.

(2) Cf. *Cahiers du Bolchevisme*. 2ème semestre 1939. Ce n. a été tiré à 20 000 exemplaires. En outre, une brochure a été diffusée à 30 000 exemplaires. D'après *Rapport du C.C. pour le Xème Congrès national*, cité dans *Histoire du Parti communiste français*, tome 2, Paris, Éd. Unir, p. 15.

Pour les historiens communistes, le changement d'attitude du P.C. provient de ce que la guerre, dès la fin de septembre 1939, a perdu son aspect anti-hitlérien : avec la dissolution du P.C., prononcée le 26 septembre par le gouvernement Daladier, commencent les persécutions contre les militants et les élus communistes. Alors que la presse fasciste s'étale au grand jour, les journaux communistes restent interdits. La bourgeoisie, en même temps qu'elle adopte un violent anti-soviétisme, poursuit l'offensive entreprise en 1938 contre les forces populaires. Non seulement il n'est plus possible pour le parti de soutenir une telle guerre, mais il lui faut la dénoncer et rassembler ses efforts pour l'arrêter. Le défaitisme révolutionnaire ne peut s'appliquer contrairement à 1917, à la situation de 1939, car le risque d'une conquête rapide de la France par l'Allemagne est trop grand et il ne convient pas, en face d'un adversaire aussi puissant, de désarmer la France. Ce qu'il faut, c'est éviter le massacre, arrêter la réaction, mettre fin aux projets anti-soviétiques, empêcher toute conquête par les armées allemandes, bref, obtenir la paix. Cette tactique vraisemblablement «dictée» au P.C.F. par l'Internationale communiste, affirme «Unir», — conduit le parti à défendre exclusivement un programme de paix et à centrer sa démarche politique sur la classe ouvrière, qu'il s'efforce de sensibiliser, au moyen d'actions revendicatives, pour la regrouper et la mettre en mouvement (1).

Selon l'histoire officielle du P.C., l'occupation de la France en juin 1940, ouvre une nouvelle orientation dans la politique du parti, qui diffuse alors par centaines de milliers d'exemplaires un tract intitulé «Appel au peuple de France», dit Appel du 10 juillet, signé par Maurice Thorez et Jacques Duclos (2). Le texte, peut-être inspiré

(1) Cette tactique fait alors l'objet d'une appréciation fort élogieuse de la part de Trotsky, qui déclare que «les 'staliniens' font preuve de courage contre leur gouvernement. Ils sont toujours inspirés par Octobre. Ils constituent une sélection d'éléments révolutionnaires trompés par Moscou, mais honnêtes», in : «Discussion avec les visiteurs américains du Socialist workers party», *National Committee bulletin*, juin 1940. Reprod. in Trotsky, *Sur la deuxième guerre mondiale*, op. cit., p. 197.

(2) Reprod. in *Histoire du P.C.F.*, éd. par Unir, tome 1, pp. 270-280.

aux dirigeants clandestins du parti par le représentant de l'I.C. Eugène Fried (1), s'il se situe dans une perspective anticapitaliste de renaissance nationale, ne contient comme le relève *Unir* aucun «membre de phrase contre l'occupant nommément désigné» (2). Mais il témoigne, ainsi que le rappellent les historiens communistes qui en font le premier appel en faveur de la résistance, d'une volonté certaine de lutter pour une «France libre et indépendante». En même temps se manifeste dans le parti, parmi de nombreux militants de la base et parmi certains noyaux dirigeants à Paris, à Bordeaux, dans le Nord, dans le Limousin, un désir d'en finir avec ce qui est considéré comme une politique d'expectative, et de passer à la lutte contre l'occupant. Des groupes refusant ainsi de limiter leur activité à la seule propagande illégale, commencent à constituer des dépôts d'armes et à prendre l'initiative d'actions locales, qui débordent les directives centrales, celles-ci préoccupées surtout de rester fidèles à la ligne fixée par l'I.C.

Le souci des dirigeants communistes de respecter l'esprit du pacte se manifeste dans la presse, où l'on ne trouve aucun mot d'ordre faisant allusion aux forces d'occupation. Est-ce une façon de ne pas «désigner» son ennemi, afin de convaincre celui-ci, comme le suggère *Unir*, qu'on ne se battra pas contre lui ?

La confiance dans la durée du pacte germano-soviétique ainsi que l'espoir d'un retour prochain à la légalité, dictent en effet au P.C. une tactique légaliste qui ménage largement l'Allemagne, et qui le conduit à une politique attentiste dont les résultats sont assez désastreux. Les arrestations de militants se multiplient, d'autant plus que les initiatives locales échappant aux consignes centrales, provoquent une répression accrue. *Unir* explique la politique suivie par le parti durant cette période par les directives qu'il reçoit alors de l'Exécutif de l'I.C., celui-ci espérant voir les P.C. autorisés à l'action légale dans les pays occupés. Ce n'est que lorsque cette perspective sera devenue irréalisable,

(1) Cf. le témoignage du fils aîné de Maurice Thorez, publié dans *le Monde* du 15 mai 1968.

(2) *Histoire du parti communiste français* de *Unir*, tome 2, p. 31.

ajoute *Unir*, que M. Thorez sera acheminé clandestinement en URSS. Pour l'historienne communiste Germaine Willard, ce légalisme du P.C. est une tactique pour préparer la résistance populaire : il faut dire la vérité en se montrant, prendre des risques pour toucher les masses et conquérir leur confiance (1). Et c'est la nécessité impérieuse pour le parti de « parler » qui est à l'origine de la démarche entreprise par certains militants parisiens auprès des autorités allemandes pour faire paraître légalement *l'Humanité* (2). À côté de cette tactique légaliste, Germaine Willard explique comment le P.C. s'efforce de mobiliser la classe ouvrière pour la résistance en centrant son action autour des revendications des travailleurs, dans la mesure où il ne lui paraît pas encore possible d'appeler à la lutte directe contre l'appareil militaire allemand. C'est ainsi, souligne Germaine Willard, que le P.C. jette les bases de son combat futur, n'entreprenant que ce qui est « possible et nécessaire » (3). Malgré le tournant amorcé en décembre 1940, où dans la brochure « Le P.C. a vingt ans », l'impérialisme allemand est mis en cause clairement pour la première fois (4), le parti hésite encore au début de 1941 à s'engager dans la voie que voudraient lui faire prendre ses militants, et son appel « Pour le salut du peuple de France » diffusé en mars 1941 à 200 000 exemplaires est encore largement tributaire de la doctrine du pacte (5). Il faut attendre avril 1941, à un moment où une série d'alertes semblent faire craindre le renversement de la politique de Hitler à l'égard de l'URSS pour que le parti communiste prenne contact

(1) Germaine Willard, *De Munich à Vichy*, La drôle de guerre, Paris, Éd. Sociales, 1969, p. 154.

(2) Cette « erreur opportuniste » immédiatement blâmée par le parti selon Germaine Willard, découle directement pour *Unir* des directives de légalisation données par M. Thorez et J. Duclos.

(3) *Ibid.*, p. 159.

(4) *Le Parti communiste a vingt ans*. Sl., Éd. du Parti communiste français (S.F.I.C.), décembre 1940, 33 p. [na BDIC S pièce 413 Rés].

(5) Extraits in *Histoire du parti communiste français*, tome 2, Éd. Unir, pp. 59-68. Reproduit in extenso in Pierre NICOLLE, *Cinquante mois d'armistice*, 2 juillet 1940 – 20 avril 1944, Paris, A. Bonne 1947, pp. 492-510. P. Nicolle date l'appel de mai 1941, contrairement à « Unir » qui écrit que le texte rédigé en février 1941 a été diffusé en mars.

avec des personnalités non communistes pour la création d'un front national. L'appel pour le «Front national de lutte pour l'indépendance de la France» (1), est lancé le 27 mai 1941, mais annoncé dans *l'Humanité* des 25 et 26 mai il semble qu'il n'ait pu être diffusé dans les quelques semaines qui le séparent du 22 juin (2), date de l'attaque allemande contre l'URSS. Selon Germaine Willard, l'appel au Front national «se concrétise aussi rapidement que le permettent les conditions de la clandestinité» (3), cependant que pour Unir, le nouveau mot d'ordre «esquissé vaguement» avant juin 1941, ne se déploie vraiment qu'après l'entrée en guerre de l'URSS. La rupture du pacte germano-soviétique «stimule» en effet, comme le reconnaît Maurice Thorez (4), un tournant dans le P.C. : désormais la présence de l'URSS dans le camp anti-nazi transforme le caractère de la guerre, qui devient une guerre de la démocratie contre le fascisme agresseur et va permettre aux militants de reprendre la lutte anti-fasciste pour l'indépendance nationale «sans équivoque ni indiscipline», tout en apportant leur soutien au premier pays socialiste. La coopération des communistes dans les groupes de résistance et les réseaux gaullistes devient possible, et en juillet 1941, le P.C. peut constituer le «Comité clandestin d'organisation du Front national», dont les mots d'ordre patriotiques exerceront une influence politique certaine.

Il est pour le moins paradoxal de voir pendant la première année de l'occupation, les groupes trotskistes de *la Vérité* s'en prendre avec vigueur au pacifisme et au neutralisme officiels du parti communiste vis-à-vis de l'Allemagne, alors qu'eux-mêmes s'écartant des principes du défaitisme révolutionnaire, se voient défendre avec insistance des revendications «nationales». Dans la période suivante, du fait de l'engagement du parti communiste

(1) Publié dans *les Cahiers du bolchevisme*, 2ème et 3ème trimestres 1941.

(2) D'après A. ROSSI, *Sous l'Occupation*. La guerre des papillons. Quatre ans de politique communiste (1940-1944). Paris, les Iles d'Or, 1954, p. 207.

(3) G. WILLARD, *op. cit.*, p. 263.

(4) Maurice THOREZ, *Fils du peuple*, Paris, Éd. sociales, 1949, p. 185.

aux côtés des forces patriotiques et de l'évolution des comités français, ce sera le reproche inverse qui sera adressé par les comités français et l'ensemble des trotskistes au parti communiste, qui sera accusé cette fois d'exciter le chauvinisme anti-allemand et de faire ainsi le jeu des impérialismes alliés.

S'adressant en septembre 1940 au militant communiste, *la Vérité* s'efforce de convaincre celui-ci que son parti «ment» en se faisant passer pour le parti de la Paix et le défenseur des ouvriers (1). Elle rappelle que de mai 1935 à août 1939 le parti a été à la tête de la croisade anti-fasciste et qu'il a voté les crédits de guerre. Mais le principal reproche qu'elle fait au P.C. concerne «l'aide» que celui-ci est censé apporter à Hitler, en ne mentionnant aucune attaque contre lui dans sa presse, en n'écrivant aucune ligne contre l'occupation allemande. Elle s'étonne en outre que Staline ait livré du pétrole à l'Allemagne et demande au militant communiste si son parti «ne joue pas avec la vie des ouvriers». En janvier 1941, alors que le P.C. a pourtant esquissé un tournant dans sa politique vis-à-vis de l'Allemagne, *la Vérité* continue de lui reprocher de ne rien dire contre le «pillage hitlérien» et sur les misères de l'occupation. Elle accuse même la direction du parti d'être responsable des nombreuses arrestations de militants communistes, qui «paient la politique de flirt avec les hitlériens qu'elle a menée au début de l'occupation» (2). Il semble toutefois que cette proposition de *la Vérité* souffre d'un certain illogisme, car on comprend mal que le parti soit, selon elle, puni en raison précisément de la «bonne volonté» qu'il a manifestée à l'égard des autorités allemandes. En fait les arrestations de militants ont lieu d'abord parce que la réorganisation clandestine du parti s'opère avec un certain retard — rappelons qu'il s'agit de la période «légaliste» du parti communiste — et parce que de nombreux militants n'ayant pas attendu les ordres du parti, pour prendre les armes contre l'armée allemande, se trouvent subir des mesures de représailles.

(1) «Lettre à un camarade communiste». *La Vérité*, n. 2, 15 septembre 1940.

(2) «Lettre à un camarade communiste». *La Vérité*, n. 8, 1er janvier 1941.

Lutte anti-fasciste, mais lutte prolétarienne.

L'entrée en guerre de l'URSS donne un coup de fouet à l'activité des «comités français», qui s'engagent immédiatement dans le soutien révolutionnaire à l'État ouvrier. Certes *la Vérité* reconnaît que l'affaiblissement du nazisme en Europe occidentale ne peut que renforcer la résistance des travailleurs soviétiques et qu'il peut être utile de briser l'arme que constitue l'industrie allemande, mais elle entend rappeler, conformément à l'analyse de Trotski, que le meilleur soutien à l'URSS réside dans le progrès du mouvement ouvrier et de la révolution mondiale (1). A cet égard la critique que le mouvement trotskiste adresse au parti communiste français, comme à tous les partis «staliniens», est d'entendre la défense de l'URSS dans le sens exclusivement voulu par la bureaucratie soviétique et qui est de servir les intérêts de Moscou dans ses rapports avec les États capitalistes. Ayant pour objectif principal la défaite de l'Allemagne, les dirigeants soviétiques ont besoin de s'allier avec les démocraties qui poursuivent pour leur propre compte le même but, de sorte qu'en échange d'une aide de l'Occident, ils font un devoir aux partis communistes de «composer» avec l'impérialisme anti-allemand, en abandonnant toute politique de classe. C'est ainsi que le parti communiste français devient le principal animateur d'un mouvement national dirigé par la bourgeoisie anti-allemande et par l'impérialisme anglo-saxon et que Staline «offrira» aux Alliés en mars 1943, la dissolution de l'I.C. (2).

Au congrès des «comités français» qui se tient en août 1941 (3) la solidarité ouvrière avec le peuple soviétique est réaffirmée, mais il est souligné que la coopération doit se faire par les méthodes de classe et que la lutte contre le nazisme n'est que la première étape de la lutte

(1) «Il faut défendre l'URSS». *La Vérité*, n. 18, 1er août 1941.

(2) Cf. en particulier «La Politique des partis staliniens pendant la guerre». *Quatrième internationale*, n. 3, janvier 1944.

(3) Voir *Thèses votées par les délégués au congrès des Comités français pour la IVème. s.l.n.d.*, (Archives du C.D.I.).

internationale pour la révolution socialiste. En même temps, sans doute sous la pression de la minorité dite «Opposition internationaliste», certains échos défaitistes assez nouveaux se font entendre. Les «comités français» expliquent qu'en l'absence de révolution, la guerre aboutira inévitablement à un régime d'oppression impérialiste pire encore que celui de Versailles. Deux solutions seront possibles : ou bien la France sera colonisée, «écrasée sous la botte militaire» de Hitler au profit du capital allemand, ou bien elle connaîtra les bienfaits de la «libération anglo-saxonne» et dans ce cas se trouvera soumise à la domination ouverte des vainqueurs «au profit de Wall Street», sans plus de respect des formules wilsoniennes de paix et d'humanité. La tâche consiste donc pour les prolétaires de tous les pays à préparer à travers la crise militaire, la révolution prolétarienne. Et le texte ajoute :

«Ils [les prolétaires] doivent mener toute lutte économique et politique qui conduit à cet objectif, quelles que soient les conséquences militaires immédiates».

Mais cette dernière phrase est vite emportée par le flot d'une doctrine soucieuse avant tout d'être à l'écoute des masses. En effet les Comités observent que le mécontentement populaire prend le plus souvent la forme d'un mouvement de résistance nationale à l'oppression et que celui-ci constitue ainsi la première étape inorganisée, petite bourgeoise d'un authentique élan révolutionnaire. Dans la mesure où du fait des difficultés intérieures allemandes, s'effectue un rapprochement de plus en plus étroit de Berlin et de Vichy, il est prévisible que le sentiment national français opposera de plus en plus les masses à Vichy. Il faut donc orienter toute lutte directe anti-fasciste vers la lutte prolétarienne anti-capitaliste et, tout en admettant l'utilité des sabotages, refuser le terrorisme individuel. Celui-ci, parce qu'il déclenche de violentes vagues de répression, risque de paralyser la montée révolutionnaire et de profiter ainsi à l'impérialisme anglo-saxon ; de plus, en tendant à creuser un fossé entre les prolétaires des deux camps, le terrorisme rend impossible une fraternisation avec les soldats allemands, sans la collaboration desquels la révolution sera impossible en Europe. La tâche politi-

que la plus urgente, selon les «Comités français», est de «mettre au point un programme d'action qui lie les préoccupations immédiates des masses aux revendications socialistes fondamentales (contrôle ouvrier, comités, armement du peuple, États-Unis socialistes d'Europe)», c'est-à-dire d'adapter à la période actuelle le programme de transition de la IV^{ème} Internationale. Pour cela, il faut rendre à la classe ouvrière sa cohésion, «recréer son unité organique sur la base de la conscience politique de ses buts en tant que classe» en utilisant toutes les possibilités légales de regroupement et en organisant des «groupes d'initiative ouvriers» ou des «comités de rassemblement ouvrier». Nous voici loin des «comités de vigilance nationale», préconisés dans les débuts de l'occupation. Si les «comités français» apportent ainsi de sérieuses corrections à leurs formulations initiales, et mettent au premier plan de leurs préoccupations une activité de classe, ils n'en restent pas moins sensibles à ce qu'ils appellent le «phénomène le plus important de la période actuelle» : le gaullisme des masses. Et tout en reconnaissant qu'il y a autant de gaullismes que de classes sociales, ils accordent au «gaullisme des ouvriers, des paysans et des petits-bourgeois, quelque chose de fondamentalement sain [qui] signifie la volonté de lutter pour libérer le pays du joug hitlérien et rétablir les libertés démocratiques et les conquêtes sociales». Les comités français se disent en conséquence prêts à «lutter au coude à coude» avec le courant gaulliste et à donner leur adhésion à «tout mouvement gaulliste populaire qui vise à établir un large front pour les libertés». Bien que le programme de Londres n'ait à leurs yeux d'autre but que de restaurer le capitalisme libéral et de mettre en tutelle les peuples d'Europe, ils acceptent de participer «au premier rang» à un tel mouvement, «en dépit de sa confusion et des dangers qu'il renferme», à la condition toutefois de conserver leur liberté de critique et d'action, ceci «afin de faire évoluer les masses vers les solutions socialistes».

Ces premières affirmations sont cependant assez vite tempérées par les «comités français» qui reconnaissent que l'alliance avec De Gaulle ne peut qu'aboutir à une défaite, et à une défaite plus grave cette fois que celle qui

résulta de l'alliance avec Herriot dans le Front populaire (1). *La Vérité* s'efforce d'expliquer aux travailleurs français auprès desquels elle sent que De Gaulle bénéficie d'une audience certaine, que celui-ci est au même titre que Laval l'ennemi de la classe ouvrière et qu'il ne représente que la volonté de l'impérialisme anglo-saxon de dominer le monde en se débarrassant de son rival le plus dangereux, l'impérialisme allemand. D'ailleurs ajoute l'organe des «Comités français», si les États-Unis sont victorieux, De Gaulle sera en France le «dictateur militaire rêvé sauveur de l'ordre, pour la joie et les profits des messieurs de Wall Street et de la Bourse» (2). En fait l'analyse du monde contemporain montre qu'il n'y a place que pour deux régimes, le fascisme ou le socialisme, note *la Vérité*, et la crise du capitalisme est trop profonde pour que la classe ouvrière impose des réformes durables sans porter atteinte aux bases économiques du régime. Il est donc indispensable que le prolétariat comprenne qu'il ne lui est pas possible de lutter pour la révolution «la main dans la main avec la bourgeoisie» et que la défaite de Hitler ne sera pas acquise en se ralliant aux principes de la défense nationale (3).

Les thèses de 1942.

Ces principes sont affirmés une fois de plus en juillet 1942, lors d'une réunion des Comités français avec des militants belges, sous l'égide du Secrétariat européen nouvellement créé. Mais si les thèses qui sont alors développées mettent en garde contre les illusions nationales, elles tiennent aussi à souligner l'importance que revêt le mouvement national des masses et la nécessité pour les révolutionnaires d'y prendre part, sous certaines conditions (4).

(1) «Seul, un nouveau juin 36 peut abattre Hitler». *La Vérité*, n. 33, juin 1942.

(2) «Deux ennemis des travailleurs français : Laval et De Gaulle», *La Vérité*, n. 32, 20 mai 1942.

(3) «Seul un nouveau juin 36 peut abattre Hitler», *op. cit.*

(4) «Thèses sur la question nationale (adoptées à l'unanimité en juillet 1942 par des sections européennes de la IV^{ème} Internationale)» in : *Quatrième Internationale*, organe théorique du Secrétariat européen de la IV^{ème} Internationale, n.s., n. 2, n.d.

Selon ces thèses adoptées à l'unanimité, la renaissance du nationalisme s'explique par le « profond mouvement *social* qui dresse les masses petites-bourgeoises contre l'ordre capitaliste, au nom du capitalisme lui-même » (1). Car l'impérialisme, en brisant les cadres nationaux de production, provoque inévitablement l'oppression nationale de tous ceux agriculteurs, commerçants, industriels, financiers, qui se trouvent soumis au contrôle du grand capital international et souvent ruinés par lui. Il en résulte une exaspération des sentiments nationaux qui par certains aspects peuvent paraître révolutionnaires, dans la mesure où ils poussent au renversement de l'ordre actuel, mais qui sont aussi fortement réactionnaires par les objectifs « utopiques » qu'ils contiennent. Utopique est à cet égard l'espoir de la petite-bourgeoisie de vouloir apporter sa solution propre à la crise du capitalisme, car elle en est incapable *socialement*. Elle ne peut que se « rallier au grand capital contre le prolétariat et constituer la troupe de choc de la contre-révolution, ou se ranger aux côtés du prolétariat dans la lutte des ouvriers et des paysans pour le pouvoir et le socialisme. En soi, le mouvement national de la petite-bourgeoisie comme sa révolte anti-capitaliste n'est ni progressif ni réactionnaire : il ne devient l'un ou l'autre qu'en fonction de la classe à laquelle se ralliera la petite-bourgeoisie » (2).

Pour les Comités français qui sont à l'initiative de ces thèses, la résistance française contre l'Occupant s'analyse principalement comme un mouvement anti-impérialiste de la petite-bourgeoisie. Totalement différent du nationalisme « réactionnaire et impérialiste » de Londres, le mouvement national en France est « une des forces fondamentales qui préparent et mûrissent la crise révolutionnaire. Au stade actuel, c'est tout naturellement contre la domination sur l'Europe du capital financier allemand et de la Gestapo que se tourne la rage de la petite et moyenne bourgeoisie. Le mouvement national des masses, loin d'avoir des racines strictement nationalistes, plonge dans

(1) *Ibid.*, p. 5.

(2) *Ibid.*

l'une des contradictions les plus fondamentales du système capitaliste à l'époque impérialiste ; il est avant tout la manifestation sous la forme du nationalisme de la radicalisation de la petite-bourgeoisie, une expression nouvelle de la révolte des classes moyennes contre le grand capital financier» (1). En dépit du caractère réactionnaire de ses revendications, il joue un rôle progressif dans la crise révolutionnaire qui se prépare, par le fait qu'il jette de larges masses de la population dans l'arène politique et qu'il les dresse «pratiquement» contre l'impérialisme. Dans la période actuelle, il constitue même l'un des leviers les plus puissants pour le renversement du capitalisme. Il convient donc de ne pas négliger les revendications nationales mises en avant par les masses en lutte ni de les opposer au programme internationaliste de la révolution prolétarienne. Les militants de la IVème Internationale doivent faire «entièrement leur», les revendications nationales des masses, revendications pour lesquelles ils doivent combattre «au premier rang». Ils soutiennent le mot d'ordre de «droit des peuples à disposer d'eux-mêmes» qui implique concrètement le droit pour le peuple français de s'organiser en «État pleinement indépendant», mais aussi le droit à l'autodétermination pour les Alsaciens-Lorrains et le droit de libre administration et d'enseignement pour les communautés linguistiques. Avec les masses opprimées, les militants révolutionnaires concourent à la défaite de l'impérialisme allemand et à l'effondrement de l'armée «dont les baïonnettes sont les plus sûrs garants de la domination de la bourgeoisie dans les divers pays d'Europe» (2). «Ils participent à toute action de caractère insurrectionnel quelle qu'en soit l'occasion, quels qu'en soient les chefs et le mot d'ordre, quelles qu'en soient les perspectives ; quelles qu'en soient les chances de victoire pourvu seulement [qu'elle] mette les masses en mouvement» (3).

Si l'avant-garde a le devoir de lutter *aujourd'hui* contre la Gestapo, elle ne doit pas oublier cependant que son

(1) *Ibid.*, p. 12.

(2) *Ibid.*, p. 15.

(3) *Ibid.*, p. 17.

objectif principal demeure la préparation de la crise révolutionnaire. Il importe en effet qu'au sein du mouvement national, le prolétariat ne perde pas la conscience de ses «butts historiques propres». C'est pourquoi il faut faire en sorte de rompre le bloc que forme la petite-bourgeoisie avec la bourgeoisie impérialiste de son pays, en mettant en avant des revendications qui frappent le capital financier allemand, mais aussi le grand capital français, et en liant la lutte pour les revendications nationales à la lutte pour les revendications *économiques*. L'avant-garde doit «savoir approfondir sans cesse le contenu de la lutte, placer au premier rang de la lutte nationale, la fraternisation avec les ouvriers, les paysans et les soldats allemands. Elle doit inlassablement expliquer que seule la révolution prolétarienne peut apporter effectivement aux masses, le pain, la paix, la liberté» (1). Le mouvement national étant d'essence petite-bourgeoise, peut aussi bien ouvrir la voie à la révolution prolétarienne qu'à la contre-révolution impérialiste et autoritaire ; or, le rapport des forces entre la bourgeoisie, les classes moyennes et le prolétariat est actuellement en faveur de ce dernier. L'impérialisme anglo-saxon essaie bien d'exploiter à son profit le mouvement national des masses, mais sa capacité effective à l'utiliser dépend du rapport des forces militaires des deux camps en présence.

Au milieu de 1942 la situation des belligérants est sensiblement la même — la contre-offensive soviétique n'a pas encore commencé — et si le mouvement trotskiste envisage néanmoins la victoire des anglo-saxons, il estime que ceux-ci auront tellement «épuisé» leurs capacités de production, qu'il leur sera difficile d'apporter une solution durable aux aspirations des masses, qui se retourneront alors contre leur domination. Pour les sections de la IVème Internationale signataires des thèses de 1942, la poursuite de la guerre diminue de toutes façons, les possibilités d'action de l'impérialisme : les difficultés alimentaires vont entraîner des explosions de colère et introduire dans le mouvement national une première division sociale, la dureté des condi-

(1) *Ibid.*, p. 14.

tions de vie et de travail vont déplacer les luttes vers les lieux de travail, et le S.T.O. transférer l'axe du combat vers l'Allemagne. En se liant ainsi à la révolution allemande, le mouvement national a toutes les chances de perdre son caractère réactionnaire pour se charger d'un contenu révolutionnaire. D'ailleurs le mouvement ouvrier d'abord regroupé derrière les bourgeoisies nationalistes, a vite repris son autonomie si l'on en croit les grèves d'Oslo, d'Amsterdam, du Borinage, des Sudètes, du Nord de la France.

Lorsque les militants de la IV^{ème} Internationale défendent le mot d'ordre de «droit des peuples à disposer d'eux-mêmes», c'est bien entendu à condition d'en préciser *le contenu social*, c'est-à-dire le contenu *de classe*, sans lequel ces revendications ne seraient que de pure forme. L'indépendance politique implique d'abord l'émancipation des colonies et le «soutien intégral» à la lutte des peuples coloniaux contre l'impérialisme. L'indépendance politique suppose en second lieu l'indépendance économique, ce qui signifie les nationalisations, l'expropriation du grand capital et la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme. Il va de soi enfin que l'indépendance économique ne se conçoit pas dans l'isolement, si tant est que le développement des forces productives a pris les dimensions d'un processus international. Le «droit des peuples à disposer d'eux-mêmes», s'inscrit donc dans la lutte pour l'expropriation du capital international, dans la lutte pour la révolution prolétarienne mondiale. De même, le combat pour un État national indépendant n'a de sens que si l'on précise le contenu de classe de cet État. Pour Londres et l'Internationale communiste, il semble que ce mot d'ordre d'indépendance nationale corresponde à un «retour en place des politiciens sans situation et des généraux sans armée rassemblés à Londres [...] Sous sa forme stalinienne, ce mot d'ordre ne signifie pas autre chose qu'un gouvernement de front populaire élargi à droite, un gouvernement auquel les dirigeants ouvriers participent pour sauvegarder les intérêts du grand capital et des grands monopoles internationaux contre la classe ouvrière et les classes moyen-

nes» (1). Pour la IVème Internationale, l'indépendance nationale ne peut découler que d'un gouvernement des comités d'ouvriers et de paysans dans le cadre des États-Unis socialistes d'Europe. La tâche aujourd'hui n'est plus de forger la nation, «mais de préserver les droits de la nation dans le cadre d'une organisation internationale du monde. Cette tâche est celle de la révolution prolétarienne ; c'est pourquoi seule, elle peut donner à chaque pays un gouvernement véritablement national».

En réalité la bourgeoisie française, comme celle des autres pays occupés, cherche avant tout à restaurer sa grandeur passée et elle le fait par des moyens différents, que traduisent les différents courants qui se manifestent en son sein : ces moyens vont du «maquignonnage avec les grands trusts et cartels allemands jusqu'à la résistance par les armes» (2). Mais les masses préoccupées en priorité de leur sort immédiat, ne prêtent guère attention au contenu impérialiste du programme des différents clans de la bourgeoisie. Il appartient donc aux révolutionnaires, dans la lutte qu'ils mènent contre Hitler, de bien montrer que «l'oppression nationale n'est pas le fait d'une brutalité raciale ou d'une perversité doctrinale, mais l'essence même du capitalisme à l'époque de l'impérialisme», et que l'appareil de repression hitlérien n'est que la «clé de voûte» de l'oppression impérialiste en Europe. Certes le parti révolutionnaire préconise la lutte pour la défaite de l'impérialisme allemand, mais souligne que toute action défaitiste si elle n'exprime pas clairement ses buts de classe, risque de conduire à la pire réaction. Car le défaitisme révolutionnaire ne vise pas la victoire de l'un des deux camps impérialistes, mais la défaite de l'impérialisme mondial. De même la participation à l'insurrection nationale peut avoir lieu à condition que les révolutionnaires s'opposent à la «mainmise de l'impérialisme» sur le mouvement et qu'ils mettent en avant les solutions prolétariennes «qui conviennent seules aux aspirations profondes des masses». A l'action des groupes de combat isolés et aux

(1) *Ibid.*, p. 8.

(2) *Ibid.*, p. 10.

tentatives de reconstitution d'une armée bourgeoise, ils doivent défendre le mot d'ordre de milices ouvrières et d'armement du peuple, centrer le mouvement sur le prolétariat des usines, dans les villes et les villages arracher le pouvoir aux administrateurs réactionnaires pour le confier aux comités ouvriers, de paysans et de soldats. Parallèlement à la propagande pour la fraternisation, les militants doivent «mettre à nu le caractère véritable de la démocratie bourgeoise, ouvrir toutes grandes les perspectives de la révolution fût-ce au-delà d'une défaite militaire momentanée»

(1). Car les masses sont tentées, en l'absence de partis prolétariens véritables, de voir dans les démocraties l'instrument immédiat de leur libération. Il faut que la IVème Internationale dénonce la réalité de l'impérialisme anglais, démystifie la «grande démocratie» nord-américaine, tout comme elle doit démystifier le contenu réel du gouvernement de Londres. Quel que soit l'écho que celui-ci recueille auprès des masses petites-bourgeoises, la IVème doit démontrer qu'il ne représente que les intérêts des entreprises «françaises, belges, polonaises, norvégiennes» liées aux banques et aux trusts anglais. D'ailleurs les divisions violentes qui règnent parmi la bourgeoisie de Londres, prouvent déjà qu'en cas de victoire alliée, les différentes fractions de la bourgeoisie seraient «incapables pour une longue période de se présenter aux masses avec un programme intérieur et extérieur cohérent et de rassembler les forces de la petite bourgeoisie contre la classe ouvrière, autour du programme de l'impérialisme» (2). Seul l'échec total du prolétariat pourrait permettre aux différentes bourgeoisies «d'utiliser le mouvement national des masses pour l'instauration d'un État autoritaire» (3).

S'il apparaît donc comme indispensable de dénoncer «impitoyablement» le nationalisme de Londres, il convient aussi de lutter idéologiquement contre le poison nationaliste que le stalinisme s'efforce d'insuffler dans les rangs ouvriers. On n'aurait garde d'oublier en effet, estiment les *Thèses de 1942* que le nationalisme petit-bourgeois a été

(1) *Ibid.*, p. 17.

(2) *Ibid.*, p. 11.

(3) *Ibid.*, p. 12.

singulièrement renforcé par la tactique des partis stali-niens, dont le but est de défendre les intérêts immédiats de la bureaucratie russe. Il n'en demeure pas moins, que le «nationalisme des masses, l'influence que conserve le stalinisme parmi elles [...] est la démonstration la plus éclatante de la volonté révolutionnaire des masses» (1). Il reste donc aux militants de la IVème à démontrer que «l'Internationale communiste ne peut ni ne veut organiser la révolution en Europe, et qu'elle travaille au contraire à renforcer la domination de l'impérialisme». La tactique de la IVème Internationale s'annonce ainsi clairement : lutter contre le chauvinisme réactionnaire largement répandu dans la petite-bourgeoisie et la classe ouvrière, dénoncer les buts impérialistes de la propagande nationale de Londres, se défendre contre toute hégémonie «démocratique» ou hitlérienne, seuls les États-Unis socialistes d'Europe pouvant réaliser le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mener une propagande active pour la fraternisation, lier les revendications nationales aux revendications démocratiques et économiques, introduire le mot d'ordre de contrôle ouvrier dans la perspective de la révolution socialiste, associer la lutte nationale dans la métropole aux luttes de libération dans les colonies et aux luttes des minorités nationales opprimées, refuser d'adhérer aux organismes de «résistance» qui servent en fait les intérêts de l'impérialisme, mener des actions communes avec les organes de la petite-bourgeoisie et du parti communiste pour des objectifs *déterminés* (contre la repression, la déportation des travailleurs, les mesures antisémites, la fermeture des universités, les persécutions contre les intellectuels, etc) sans que le parti renonce pour autant à sa physionomie propre. En résumé l'organisation révolutionnaire doit s'enraciner dans les préoccupations immédiats des masses, être partout où agissent la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie, mais en mettant en avant ses propres mots d'ordre, de manière

(1) *Ibid.*, p. 17. Cette thèse, apparemment paradoxale, sera encore soutenue par le parti réunifié à la fin de 1944.

à orienter le mouvement dans la voie des solutions de classe. Tout en luttant contre le chauvinisme, elle doit participer «à fond» au mouvement qui dresse petits-bourgeois et ouvriers contre le grand capital, s'efforcer d'en prendre la tête afin de le détourner d'une nouvelle alliance avec l'impérialisme et de le diriger vers la révolution internationale.

Ces thèses élaborées pour l'essentiel, par les Comités français, susciteront de nombreuses critiques de la part de *la Lutte de classes* et de *la Seule Voie*, ainsi qu'à l'intérieur même des Comités français, puis du P.O.I. où elles seront considérées par la minorité — l'Opposition internationaliste — comme un abandon du défaitisme révolutionnaire et comme un «stalinisme de gauche» (1). Sans nier les tendances anti-capitalistes de la petite-bourgeoisie, à l'égard desquelles elle se montrera très méfiante, l'Opposition internationaliste affirmera avec quelque raison que ces tendances ne prouvent rien : l'anti-capitalisme de la petite-bourgeoisie allemande ne fut-il pas le berceau du nazisme ? C'est pourquoi, selon l'Opposition internationaliste, le mouvement national de la petite-bourgeoisie n'est qu'un mouvement réactionnaire dont il est erroné de soutenir les revendications. De même, la défense du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'a en soi aucun contenu révolutionnaire : que vient faire en effet ce mot d'ordre dans le système capitaliste, où règne comme on sait la domination du plus fort ? Seule la révolution prolétarienne sera capable de changer la destinée des peuples et de leur accorder une véritable liberté. Et que dire de ce mot d'ordre lorsqu'il est utilisé par les forces réactionnaires «après la révolution» pour appeler les nationalités à se séparer de celle-ci ? (2). En donnant une importance exagérée aux revendications nationales et démocratiques, les thèses de 1942 abandonnent en fait, estime l'Opposition internationaliste, le programme de la révolution prolétarienne pour

(1) Voir «Retour à Lénine» [10 février 1943] in *Bulletin intérieur du P.O.I.*, n. 12, février 1943.

(2) Voir «Réflexions critiques sur les thèses nationales», in *Bulletin intérieur du P.O.I.*, n. 15, avril 1943.

celui du rétablissement des libertés démocratiques, censé permettre l'avènement du socialisme. Ce n'est là, ajoute l'Opposition internationaliste, que la répétition de la tactique stalinienne en Espagne : cette tactique qui consista à « vaincre Franco d'abord », ne pouvait permettre d'assurer la défaite du *Caudillo* et l'aurait-elle pu, qu'elle n'aurait réussi qu'à installer au pouvoir une « bourgeoisie pseudo-libérale fusilleuse d'ouvriers » (1). Le but des révolutionnaires, poursuit l'Opposition internationaliste, ne doit pas être la défaite de Hitler, car celle-ci n'est pas une étape sur la voie de la démocratie soviétique, mais la défaite du capitalisme, et dans cette perspective le seul travail à accomplir est d'organiser la classe ouvrière pour l'action. La nécessité d'être « avec les masses » dont prend prétexte la majorité pour se jeter dans la lutte nationale, ne signifie pas que l'avant-garde doive partager les illusions et les erreurs des masses et les exprimer dans sa presse. Si être avec les masses s'entend comme la manière de comprendre leurs préoccupations, de savoir les exprimer, les concrétiser, de rechercher avec elles les meilleures armes de combats, cela n'empêche que l'Avant-garde, en tant qu'elle est la conscience de la classe, doive se situer *en avant* des masses.

« Il ne faut pas craindre — écrit l'Opposition internationaliste — d'être en avant des masses. Il faut leur dire aujourd'hui ce que leur expérience les amènera à penser demain, leur suggérer des initiatives qu'elles réaliseront alors » (2).

Ne pas se couper des préoccupations immédiates des masses demeure effectivement un souci permanent des « Comités français ». Mais il n'est pas question pour eux d'en rester là. Ils entendent parallèlement s'efforcer de radicaliser le contenu des luttes et de pousser le mouvement vers des revendications socialistes. Cet objectif n'est possible que si la classe ouvrière prend conscience de ses forces et de ses tâches historiques et réussit à s'or-

(1) Voir le double dactylographié d'un texte émanant de l'Opposition internationaliste, datant approximativement de mai 1943, puisqu'il fait allusion à la dissolution de l'I.C. [na BDIC, F 132, Rés/2].

(2) « Être avec les masses (une fois de plus sur la question nationale) », in *Bulletin intérieur du P.O.I.*, n. 18, mai 1943.

ganiser de façon autonome sur la base de son programme de classe. C'est dans cette direction que travaillent les Comités français qui ne négligent pas pour autant, en dépit des reproches qui lui sont faits sur ce sujet par l'Opposition internationaliste, la nécessaire construction du parti. Au cours de la conférence nationale qu'ils tiennent les 26 et 27 décembre 1942, les «Comités français» reprennent le nom de l'ancien Parti ouvrier internationaliste. C'est pour eux l'occasion d'affirmer leur volonté de faire du groupe «autre chose qu'un cercle propagandiste étroit» et de bâtir une organisation de structure illégale qui s'appuie sur des révolutionnaires professionnels. Pour la Conférence nationale, il s'agit de «mettre au point les moyens politiques et organisationnels propres à intensifier et à élargir l'action de classe du prolétariat, à recréer son unité de lutte et à l'orienter au travers de l'élargissement de l'influence dans ses rangs, de l'avant-garde révolutionnaire, vers la prise du pouvoir et l'instauration des États-Unis socialistes d'Europe» (1). Selon la conférence, on assiste en ce début de l'année 1943, à la crise de l'impérialisme mondial ainsi qu'à une crise en URSS, du fait de la bureaucratie. L'essor naissant des luttes prolétariennes tel qu'il se manifeste en même temps, va inévitablement se heurter à la politique délibérément contre-révolutionnaire des anglo-saxons. Quant à la France, il est à craindre que la politique de «front national» et de terrorisme menée par le parti communiste n'ait eu de graves répercussions sur la cohésion de la classe ouvrière. Pour le P.O.I. cependant, le parti communiste, «malgré l'énorme appareil et le prestige dont il dispose, n'est pas parvenu à entraîner la grande masse ouvrière dans la voie sans issue du chauvinisme et de l'action individuelle» (2). Au contraire il semble, selon le P.O.I., que les travailleurs se soient engagés spontanément dans l'action de classe, ce qui justifie qu'il faille redoubler d'efforts pour «politiser la classe ouvrière dans la lutte pour ses objectifs

(1) «Sous le signe du Front ouvrier, la conférence nationale du P.O.I.», *La Vérité*, n. 40, 15 janvier 1943.

(2) «Deux ennemis des travailleurs français : Laval et De Gaulle», *La Vérité*, n. 32, 20 mai 1942.

propres et entraîner derrière elle la masse de la petite-bourgeoisie». Mais tout en reconnaissant que seuls les États-Unis socialistes d'Europe et du Monde peuvent apporter une solution à la question nationale, le P.O.I. n'en reste pas moins soucieux de lutter «au premier rang pour les revendications nationales des masses», à condition de lier cette lutte à l'action des travailleurs pour leurs revendications propres. Dès lors la tâche principale qui s'ouvre au P.O.I. est de lutter pour que la classe ouvrière retrouve son autonomie de classe et son unité, sans lesquelles le mouvement qui s'amorce restera vain. Le moyen pour parvenir à ce résultat, est de rassembler les militants les plus conscients dans un «solide» front ouvrier.

Le Front ouvrier.

Le Front ouvrier, dont le mot d'ordre domine la conférence de janvier 1943 du P.O.I. (1); se veut d'abord une alternative au Front national animé par le parti communiste. Pour le P.O.I. l'union sacrée des «forces antiboches» telle qu'elle se réalise selon lui dans le front national, c'est-à-dire l'union de la classe ouvrière avec les bourgeois et les patrons, les «officiers revanchards» et les «flics patriotes», ne peut que «paralyser l'action de la classe ouvrière contre la bourgeoisie, soumettre d'avance les travailleurs à la domination économique et politique de leurs exploiters» (2), bref prolonger le règne du capitalisme et par conséquent de la barbarie. Le Front ouvrier au contraire, ouvre la voie aux soviets, sans les remplacer, en posant la question du pouvoir en termes ouvriers, en «insistant sur le fait que le pouvoir ouvrier n'est pas celui d'un parti ou de sa bureaucratie sur le dos des ouvriers et sans contrôle de leur part, parce qu'il est au contraire le pouvoir des masses démocratiquement organisées». S'il est sûr que la bourgeoisie et les patrons français constituent l'ennemi véritable, il reste que

(1) Parti ouvrier internationaliste, *Le Front ouvrier*. Pourquoi ? Comment ? — s.l.n.d. [1943], multigr. [archives du C.D.I.].

(2) *Ibid.*

les *luttres principales* aujourd'hui à travers lesquelles la classe ouvrière commence à prendre conscience de son unité, ont lieu «contre ceux qui font peser le plus directement sur les ouvriers l'oppression capitaliste et la tyrannie de la guerre : la machine de guerre hitlérienne et les fascistes français, l'État vichyssois, les bourgeois qui ' collaborent ' ou bénéficient du régime». A ces luttres le P.O.I. entend participer en essayant de les «dévier des voies du chauvinisme, du terrorisme contre les soldats allemands, des actions coûteuses en vie humaine qui servent seulement les états-majors alliés». Il s'efforce de démontrer que la victoire ne sera obtenue que par l'action prolétarienne et la fraternisation des ouvriers français avec les travailleurs de l'Axe.

Quant à la stratégie du Front ouvrier, avant d'être un moyen de propagande pour la révolution prolétarienne, elle représente la forme *actuelle* du «front unique des masses opprimées contre leurs oppresseurs». Le front unique des organisations étant difficile du fait de la disparition ou de la clandestinité des partis et du nombre infime des ouvriers organisés, c'est par le Front ouvrier que l'unité d'action a le plus de chances de se réaliser. S'adressant à tous les travailleurs sans exclusive et surtout aux sans partis, le Front ouvrier présente en outre l'avantage de permettre aux ouvriers de se libérer de la tutelle «paralysante» des organisations syndicales et politiques affaiblies, et de se préparer à l'organisation directe dans les comités ouvriers. Mais il est clair pour le P.O.I. que la lutte pour le Front ouvrier puisqu'elle fait appel à toutes les tendances, exige que soit mis sur pied concrètement et malgré les difficultés dues à la clandestinité et à la répression, un front unique d'organisations. Dans le cadre de la politique de front ouvrier, le P.O.I., adresse des propositions d'action commune au parti communiste et à toutes les organisations ouvrières ; il se dit même prêt lorsqu'existent des «comités populaires», animés par les communistes, à considérer ces organes comme l'amorce du front ouvrier, à condition bien sûr que ces comités représentent démocratiquement l'ensemble

des courants ouvriers et qu'ils n'exaltent pas le chauvinisme anti-allemand (1).

Car la propagande pour le front ouvrier, si elle doit en effet prendre naissance dans les luttes contre le nazisme telles que les mènent actuellement les travailleurs, se doit aussi de développer ces luttes «dans le sens de l'anti-capitalisme et de l'internationalisme» et de tenter de les organiser, de les coordonner pour «faire prendre conscience à l'avant-garde des tâches qui lui incombent».

Contrairement au programme de parti qui forme un ensemble indivisible, le programme du front ouvrier peut être complété, fractionné ou modifié :

«Il est mouvant et variable selon les circonstances. L'essentiel est qu'il unisse les masses ouvrières, qu'il permette un embryon d'organisation, qu'il rassemble derrière la lutte des ouvriers, les masses prolétariées et qu'il les oriente vers une action prolétarienne révolutionnaire et internationaliste» (2).

Ce programme prévoit la défense des intérêts économiques immédiats des travailleurs et une «offensive systématique» pour l'extension des libertés ouvrières. Il entend ensuite organiser la résistance collective aux mesures nazies ainsi que la solidarité aux victimes de la répression fasciste, établir des liaisons avec les ouvriers partis en Allemagne dans le cadre du Service du travail obligatoire afin d'étendre la lutte aux usines allemandes et mettre en œuvre une action de fraternisation avec les ouvriers et les troupes des pays fascistes. Le programme envisage aussi des actions tendant à désorganiser systématiquement la production de guerre hitlérienne par exemple le sabotage et la préparation de la lutte insurrectionnelle des masses. Le P.O.I. n'écarte pas non plus la possibilité d'une lutte armée contre le fascisme, lutte dont il s'affirme solidaire et à laquelle il s'annonce prêt à participer, malgré la confusion politique qu'elle contient, «pour en élever la conscience», que ce soit sur la base des usines ou dans les maquis. Dans ce der-

(1) «Lettre ouverte au C.C. du P.C. (S.F.I.C.)» *La Vérité*, n. 44, 25 avril 1943.

(2) P.O.I., *Le Front ouvrier*, op. cit.

nier cas, les réfractaires bolcheviks-léninistes doivent faire en sorte que ces groupes armés, démocratiquement organisés, ne soient pas l'embryon d'une nouvelle armée bourgeoise, mais le « détachement du front ouvrier et paysan ».

La participation des trotskistes dans les maquis sera, à quelques exceptions près, insignifiante ; elle sera même d'autant plus freinée que la majorité du Parti communiste internationaliste — qui réunira en 1944 les deux principales fractions du mouvement trotskiste — y sera fortement hostile. Quant à la stratégie du front ouvrier, elle sera aux dires mêmes de ses partisans, un échec : les groupes dits de front ouvrier ne rassembleront en réalité que des militants du P.O.I. ou de ses sympathisants sans jamais parvenir à compter dans leurs rangs des ouvriers sans partis ou venus comme il était prévu, de divers horizons politiques (1). Il est vrai que le mot d'ordre de front ouvrier contient une large part d'ambiguïté dans la mesure où il semble vouloir concilier des ambitions antagonistes : d'un côté il est conçu de l'aveu même de ses initiateurs, comme un moyen de déborder les organisations ouvrières traditionnelles, et d'un autre côté il a besoin, pour se constituer, de faire appel à l'unité d'action avec ces mêmes organisations. Comment le parti communiste — car il s'agit surtout de lui — pourrait-il ne pas se méfier de ces offres non dénuées d'arrière pensée politique et d'autre part, quel intérêt verrait-il à conclure un front unique avec une organisation aussi réduite que le P.O.I., ce que celui-ci reconnaît d'ailleurs explicitement, même s'il considère que la rareté des cadres ouvriers ne doit pas permettre de négliger un nombre même relativement faible de militants (2). Mais c'est là méconnaître la méfiance traditionnelle des communistes à l'égard des militants trotskistes.

A l'argument du Comité communiste internationaliste qui estime que le front ouvrier déborde les possibilités de

(1) C'est notamment ce qu'affirme un bulletin intérieur du P.O.I. de la région bretonne, en 1943 (Archives du C.D.I.). Yvan Craipeau écrit aussi que les organes de *Front ouvrier* publiés à travers la France « étaient le plus souvent les seules publications des régions et tenaient lieu d'organes régionaux » du parti (Lettre du 26 novembre 1968).

(2) « Lettre ouverte au C.C. du P.C. (S.F.I.C.) », *op. cit.*

réalisation du parti et qu'il vaut donc mieux travailler à former des cadres, le P.O.I. répond que les cadres ne peuvent se former par l'étude abstraite des principes marxistes-léninistes et qu'ils doivent au contraire apprendre à appliquer ces principes dans la réalité concrète de la situation présente. C'est un peu la même critique, par rapport à celle du Comité communiste internationaliste, qu'adresse l'Opposition internationaliste à la direction du P.O.I., lorsqu'elle lui reproche de vouloir remplacer l'action du *parti* par celle d'un «front». Car l'objectif du *Front ouvrier*, qui est de mettre sur pied un appareil technique pratique de liaison des luttes ouvrières, n'est pas suffisant, et ne dispense pas de mener la *lutte politique*. Or celle-ci ne peut émaner que du parti ; elle pourrait à la rigueur résulter d'un «front», à la condition que celui-ci soit structuré par une plate-forme précise, ce qui est loin d'être le cas du *Front ouvrier*. Persuadé que la direction politique du prolétariat ne peut actuellement être assumée par un seul parti, mais par un «bloc des meilleurs combattants», le P.O.I. fait ainsi, de l'avis de l'Opposition internationaliste, du «mauvais travail», car il masque dans ses propres rangs «l'absolue nécessité du parti et de sa construction» (1). Pourtant l'Opposition internationaliste ne nie pas complètement l'utilité du *Front ouvrier*. Il permet, selon elle, de ressouder les rangs ouvriers, de donner à la classe son organisation et d'atteindre la confiance de couches plus larges. S'il n'y a pas antinomie entre *Front ouvrier* et *parti* et si celui-ci dépend même du premier, il est clair cependant que les efforts des militants doivent s'orienter en priorité vers la construction du parti. Le *Front ouvrier* reste toutefois un bon moyen de s'implanter dans la classe ouvrière, à condition qu'il se maintienne sur le terrain de la lutte de classe, qu'il ne naisse pas bureaucratiquement mais «fédère» des groupes locaux déjà existants et que surtout, cette politique soit contrôlée par un parti solidement organisé.

(1) Voir le texte dactylographié, daté approximativement de mai 1943, déjà cité.

II. LE COMITÉ COMMUNISTE INTERNATIONALISTE ET LA VOIE PROLÉTARIENNE :

Avec le groupe de *la Seule Voie* issu du parti communiste internationaliste d'avant-guerre et devenu en mars 1943 le Comité communiste internationaliste, on se trouve en présence d'un travail politique radicalement différent de celui du P.O.I. Le C.C.I. qui se veut fidèle à l'analyse léniniste de la question nationale, considère en effet que la seule tâche indispensable qui s'impose aux révolutionnaires, dans les conditions présentes est le «réarmement» théorique et politique du mouvement ouvrier, qu'il estime délabré par la guerre et par la trahison de ses dirigeants (1). Le matériel qu'il diffuse, destiné surtout à former des cadres militants, se ressent de cette vocation pédagogique par un contenu théorique appuyé qui ne fait écho que de loin aux conditions de vie des français et à leurs luttes.

Pour le C.C.I., la guerre impérialiste qui a commencé en 1939, en même temps qu'elle est l'aboutissement inévitable de la période précédente, marque le début d'une nouvelle étape historique. La rivalité des impérialismes les plus forts — les États-Unis et l'Allemagne — contraint les impérialismes «secondaires» à choisir entre les deux parties et la bourgeoisie internationale à se diviser. Mais ce que recherche cette bourgeoisie, même si elle ne sait pas encore bien où est son intérêt, c'est au travers de la guerre, reconstruire un nouvel équilibre international suffisamment solide pour s'opposer à la révolution prolétarienne. Car le rapport des classes laisse aujourd'hui prévoir un changement révolutionnaire dont l'issue dépendra, pour le C.C.I., de la direction révolutionnaire, c'est-à-dire du parti bolchevique. La guerre, en creusant les contradictions du régime, accentue les antagonismes de classe, cependant que l'État bonapartiste fasciste de Vichy, en butte à l'hostilité de la majeure partie de la population, tend à s'élever au-dessus des classes, et, en perdant toute racine sociale, à s'affaiblir. La situation révo-

(1) «Les Bolcheviks-léninistes et la seconde guerre mondiale», *La Seule Voie*, n. 1, mars 1942.

lutionnaire qui en résultera à brève échéance se jouera entre les deux classes «capables d'exprimer des intérêts autonomes : la bourgeoisie dirigée par sa fraction la plus consciente, les monopoleurs, et le prolétariat dirigé par sa fraction la plus consciente, le parti révolutionnaire» (1). Le fait que la bourgeoisie engage la lutte contre l'appareil d'État et le nazisme en s'unissant avec le prolétariat ne doit pas dissimuler, observe le C.C.I., qu'elle le fait seulement à des fins démocratiques, petites bourgeoises, avec l'intention de vaincre le prolétariat et de restaurer le pouvoir des monopoles. C'est pourquoi, affirme le C.C.I. les révolutionnaires se doivent d'exclure de leur programme tout mot d'ordre de lutte pour les revendications nationales et démocratiques qui ne peuvent que faire le jeu de la bourgeoisie. La guerre de 14-18 a marqué la fin de la période de croissance du capitalisme et a montré que la bourgeoisie ayant terminé sa mission historique est devenue un obstacle au développement des forces productives. Aujourd'hui, l'économie mondiale est mûre pour le socialisme et le prolétariat constitue la seule force révolutionnaire capable de libérer la société des contradictions dans lesquelles elle est enfermée. Il apparaît donc nécessaire de définir l'objectif de la lutte et de savoir si l'on veut combattre pour la «renaissance nationale» ou pour la révolution prolétarienne.

La France, nation opprimée ?

Pour *la Seule Voie*, la débacle militaire et l'occupation de la France n'ont pas pour autant fait disparaître l'impérialisme français et «l'oppression à laquelle sont soumises les masses ouvrières et paysannes françaises n'est que l'oppression du capital financier, des monopoles, de l'impérialisme [...] Le fait que l'impérialisme allemand se charge aujourd'hui de la plus grande partie d'une répression féroce, sanguinaire, ne peut changer en rien la nature de l'oppression impérialiste. Il est l'expression de la prédominance

(1) *Ibid.*

actuelle en Europe de l'impérialisme allemand sur les autres impérialismes. C'est-à-dire que l'impérialisme qui, demain, reprendra le dessus le relayera en même temps de ses fonctions répressives qui ne sont pas spécialement «allemandes», mais qui répondent à une nécessité vitale de préservation pour la sauvegarde du capitalisme financier au travers de cette guerre. Il s'agit d'une campagne systématique préventive, destinée à empêcher la transformation de la seconde guerre impérialiste en guerre civile» (1). Il en découle pour *la Seule Voie* que le «programme nationaliste en France ne peut avoir aujourd'hui objectivement un autre objet que celui de faire reprendre à l'impérialisme français un meilleur rôle dans le rang mondial, et de reposer sa candidature au poste de gendarme en Europe, à la fonction remplie actuellement par l'impérialisme allemand. C'est pourquoi une insurrection de la «France» contre l'opprimeur allemand ne peut être aujourd'hui qu'une insurrection de la classe réactionnaire» (2).

Afin d'appuyer sa démonstration, *la Seule Voie* tient à rappeler les positions de Lénine sur la question nationale. Si Lénine est partisan du droit des nations à l'autodétermination, il n'en fait pas un droit absolu, et par exemple soutient que l'invasion de la Pologne en 1920-21 par l'armée rouge s'est faite «pour les intérêts généraux du socialisme». Appliquant les principes léninistes à la guerre russo-finlandaise de 1939, *la Seule Voie* ne peut que se féliciter de l'avance de l'armée rouge, et souhaiter la défaite de la Finlande. «[Les révolutionnaires] — écrit-elle — seront entièrement du côté des occupations et de la guerre révolutionnaire de l'U.R.S.S. violant l'auto-détermination des peuples» (3). *La Seule Voie* explique son soutien à l'armée rouge par le «rôle progressif» que celle-ci joue «en soustrayant de nouveaux territoires à la domination capitaliste, en y supprimant la propriété privée, principal frein réactionnaire de la société contemporaine». Cependant, *la Seule*

(1) «La question nationale et la révolution prolétarienne», *La Seule Voie*, n. 4, août-septembre 1942, p. 17.

(2) *Ibid.*, p. 17.

(3) *Ibid.*, p. 10.

Voie condamne Staline pour avoir «noyé dans le sang tous les espoirs que l'avance de l'armée rouge avaient suscités dans les pays occupés» et pour avoir «écrasé la soviétisation réelle par l'intervention de sa bureaucratie bonapartiste». Mais il n'en demeure pas moins, pour *la Seule Voie*, que les «intérêts de la révolution mondiale exprimés dans son bastion russe (intérêt général) sont supérieurs aux intérêts particuliers de la nation», et que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne peut être que subordonné à la révolution prolétarienne. Dans le cas où le nationalisme bourgeois menace la révolution internationale du prolétariat comme on peut l'observer en France, alors *la Seule Voie* ne craint pas de lancer :

«A bas le nationalisme, à bas le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, instrument de la réaction impérialiste. [...] A bas De Gaulle, à bas le pire ennemi de la révolution mondiale : le gaullisme-américanophile» (1).

La lutte en France aujourd'hui pour la «libération nationale» ne peut, ajoute *la Seule Voie*, «qu'ouvrir la porte à la pire des réactions bonapartistes et militaristes» (2).

Rappelant la thèse de Lénine selon laquelle une guerre nationale reste possible en Europe au cas où le prolétariat subirait une défaite irrémédiable, provoquant ainsi un énorme retour en arrière, *la Seule Voie* se refuse néanmoins dans la situation actuelle à faire sienne cette hypothèse, car elle demeure convaincue de l'imminence d'un soulèvement révolutionnaire. Pour elle, être nationaliste ou poser la question nationale, c'est «consciemment ou inconsciemment avoir une position de défaite avant la bataille, une position de vaincu à l'avance» (3). Citant Trotski, elle précise :

«Les craintes de calamités nationales futures, pour prêcher le soutien de telle ou telle bourgeoisie impérialiste, procèdent du renoncement tacite à la perspective révolutionnaire et à la politique révolutionnaire».

(1) *Ibid.*, p. 11.

(2) *Ibid.*, p. 13.

(3) *Ibid.*, p. 23.

Pourtant *la Seule Voie* s'interroge : l'occupation de l'Europe, la déportation de la main-d'œuvre, l'internement de prisonniers, les persécutions contre les juifs, le régime de terreur, tout cela ne peut-il pas signifier que le monde est déjà entré, et pour de très longues années dans le règne de la barbarie ? *La Seule Voie* toutefois ne le pense pas car loin d'accepter cette thèse qui, selon elle, équivaldrait à une rupture avec le marxisme, elle reste persuadée que c'est l'issue de la prochaine bataille sociale, c'est-à-dire le rapport de force entre le prolétariat et la bourgeoisie, qui décidera du sort de l'humanité, «qui réduira à néant les tentances au retour à la barbarie ou qui en fera un fait accompli».

Pour *la Seule Voie*, il ne fait aucun doute que la révolution qui s'annonce sera purement socialiste ; certes, il sera nécessaire pour mobiliser les masses de lancer des mots d'ordre tirés du programme démocratique comme la liberté de réunion, de la presse, etc... afin de permettre aux ouvriers de s'exprimer et de s'organiser, mais cela ne signifiera en aucune sorte la prise en charge du *programme démocratique* (1). Car la révolution ne passera pas par une étape démocratique. Le schéma de la révolution permanente que Trotski prévoit pour les pays arriérés ou coloniaux, c'est-à-dire la «trans-croissance» de la révolution démocratique en révolution socialiste, ne peut s'appliquer à l'Europe qui n'a pas connu un recul historique tel qu'elle puisse apparaître comme un pays arriéré. Le prolétariat n'a pas par conséquent à combattre pour des objectifs nationaux démocratiques et c'est sur ce point essentiel que porte la discussion avec le P.O.I.

Selon *la Seule Voie*, le P.O.I. considère que la France est une nation opprimée et que le programme de la révolution socialiste inclut le programme de libération nationale. Ce que dénonce *la Seule Voie* en montrant que la lutte pour la révolution socialiste ne peut se faire que contre ce programme, qu'elle estime contre-révolutionnaire. Il semble pour le P.O.I. — toujours d'après *la Seule Voie* —

(1) «Les perspectives américanisme contre bolchevisme à l'épreuve des événements», *La Seule Voie*, n. 11, 1er novembre 1943.

que ce soit l'occupation de la France par les armées allemandes qui ait entraîné une «rétrogradation historique» de la France, qui, du rang de nation libre, est retombée au rang de nation opprimée. Ce que le P.O.I. expliquerait en disant que la débâcle de l'impérialisme français a mis la France et les français, y compris les industriels, le capitalisme financier et le gouvernement de Vichy à la merci de l'impérialisme nazi. Cela entraînerait aux yeux du P.O.I. une modification profonde des conditions de lutte de l'avant-garde prolétarienne qui devrait alors tenir compte d'un nouveau facteur positif dans la situation actuelle, le gaullisme.

Peut-on pourtant, interroger *la Seule Voie*, parler de la France en tant que nation «opprimée» au sens où l'entend Lénine ? Certes la France occupait avant la guerre une place qu'elle devait à son passé historique, et la défaite l'a jetée au rang d'une nation ordinaire, et qui plus est «à la traîne de l'impérialisme yankee». Dans cette mesure la France «tend» à devenir une nation opprimée ; mais la lutte pour la «renaissance nationale» ne peut avoir d'autre signification que de vouloir redonner à la France la «première place parmi les exploités du monde», de faire en sorte «qu'elle continue pour le plus grand bien de la bourgeoisie nationale à extraire non seulement la plus-value, mais d'en voler une partie à l'Allemagne par exemple» (1). La question nationale ne peut donc pas se poser en France, contrairement à ce que tendrait de faire croire le P.O.I., d'autant plus que ce problème a été radicalement résolu par la France lors de de sa grande révolution.

Revenant un peu plus tard sur la nature du recul historique que serait censée connaître la France selon le P.O.I., *la Seule Voie* (2) tente de démontrer que l'impérialisme allemand n'a pu faire «reculer dans l'histoire» ni la France ni aucun des pays occupés parce que la guerre n'étant pas terminée, il n'a pas eu la force d'établir un nouvel équilibre dans le monde entre les nations et les classes. Au moyen

(1) «De la nation bourgeoise aux États-Unis socialistes d'Europe. La question nationale et la révolution prolétarienne», *La Seule Voie*, n. 3, juillet 1942, p. 13.

(2) «Les perspectives américanisme contre bolchevisme à l'épreuve des événements», *La Seule Voie*, n. 11, 1er novembre 1943.

de la guerre, l'Allemagne espérait parvenir à la domination du monde. Pour cela, il lui fallait détruire les impérialismes concurrents afin de s'emparer de leurs marchés extérieurs et intérieurs. En ce qui concerne les pays européens, le processus de destruction des bases économiques, de l'indépendance et de l'unité nationales, a été largement amorcé. Mais cela n'est pas suffisant, car pour que la victoire de l'Allemagne soit complète, il lui faut non seulement abattre les impérialismes européens, mais mettre à merci les Etats-Unis. Or, estime *la Seule Voie*, l'incapacité d'Hitler à vaincre l'ensemble des impérialismes, ainsi que le premier Etat ouvrier, montre que le rapport des forces lui est défavorable et qu'il ne lui est pas possible de «faire retourner la France vers la barbarie». Selon *la Seule Voie*, Hitler se trouve même obligé de «laisser subsister la base des autres impérialismes pour pouvoir les utiliser» (1). Ainsi en est-il pour la France que l'on voit contrainte de «collaborer» avec l'Allemagne.

Les propositions prises par *la Vérité* surtout en ses débuts, estime *la Seule Voie*, proviennent d'une analyse incomplète et d'une appréciation erronée de la situation (2). Par exemple les mots d'ordre de libération nationale pris en charge par les Comités français pour la IVe en 1940 n'ont pu qu'obscurcir la conscience de classe du prolétariat déjà submergée par l'idéologie bourgeoise et petite bourgeoise. Car il est vrai que le prolétariat trahi par sa direction a perdu pour le moment «la conscience de sa mission historique». Même si la défense de la nation est d'une autre nature chez le prolétariat, comme le reconnaît *la Seule Voie* et exprime un «sentiment sain de révolte», il n'empêche que les aspirations des ouvriers se bornent au retour à la «bonne démocratie d'avant-guerre», et que la majorité d'entre eux, suivant en cela la bourgeoisie, ne voit que deux issues à la guerre : ou la victoire allemande ou la victoire anglaise. De sorte que pour ne pas risquer d'être rejetés du grand courant ouvrier, les «Comités français pour la IVe», choisissent de devenir gaullistes ou anglophiles. Or il faut savoir être à contre courant, affirme *la Seule Voie*. Le fait pour les

(1) *Ibid.*, p. 10.

(2) «De la nation bourgeoise aux Etats Unis socialistes d'Europe. La question nationale et la révolution prolétarienne», *La Seule Voie*, n° 3, juillet 1942.

«Comités français» de vouloir être à la tête des luttes de masses, sans avoir «tracé de perspectives claire, sans avoir déterminé le rythme dans lequel se développe la révolution qui vient, son caractère, son contenu, les classes en présence et les rapports de force réels» (1), les met «à la remorque» de ces masses et des «staliniens», dont les perspectives sont au demeurant fausses : il n'est pas vrai qu'un impérialisme soit capable de dominer le monde, car les contradictions du capitalisme sont insolubles et ne pourront se résoudre que par la victoire de la révolution. Du côté de l'Allemagne, *la Seule Voie* observe à l'intérieur de la bourgeoisie des antagonismes que le nazisme arrive à peine à contenir : les capitalistes de l'industrie légère sont en effet assez désireux de voir se terminer la guerre afin de pouvoir mettre en valeur les marchés conquis et reprendre la plus value monopolisée par l'industrie lourde. Quant aux cadres du parti nazi et de l'armée, la continuation de la guerre exaspère leurs dissensions internes. La poursuite du conflit a aussi pour conséquence de radicaliser le prolétariat allemand qui n'aspire qu'à la paix, et de donner une nouvelle intensité à la lutte de classe qui se mène dans les pays occupés, où apparaît une opposition plus ouverte. Dans la mesure où le renforcement du prolétariat est inscrit dans le développement de la production capitaliste — et celui-ci est vital pour la bourgeoisie — on assiste, selon *la Seule Voie*, à la réapparition du prolétariat sur la scène historique. Puisque ni la bourgeoisie allemande, ni la bourgeoisie française ne seront capables de satisfaire les «désirs du prolétariat de vivre comme avant», celui-ci sera bientôt contraint de s'opposer dans les *soviets* à la bourgeoisie, et c'est en Allemagne, «plaque tournante de la révolution européenne» qu'éclatera la première explosion sociale (2).

Mais pour l'instant, les revendications surtout nationales du prolétariat prouvent qu'il suit sa bourgeoisie, et qu'il ne conçoit pas encore de mettre fin à sa condition d'exploité. C'est pourquoi *la Seule Voie* estime absurde de la part des «Comités français» d'appeler à former des «Comités pour la

(1) *Ibid.*, p. 14.

(2) *Ibid.*, p. 16.

libération socialiste», de lancer le mot d'ordre de «soviets» alors que celui-ci ne peut se justifier que dans une situation où l'on voit s'opérer à la fois une scission dans la bourgeoisie et une rupture entre celle-ci et le prolétariat, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui. Pour *la Seule Voie*, la ligne politique suivie par les Comités français ne peut avoir pour résultat que d'entraîner les masses dans une politique aventuriste et «amener l'avant-garde vers la décapitation physique».

Former le parti

Quel doit donc être l'objectif des Bolcheviks-léninistes ? Si l'objectif final reste pour *la Seule Voie* la dictature du prolétariat, il lui paraît indispensable pour y arriver de former d'abord le noyau central du parti. La construction du parti lui-même étant difficile sous un régime totalitaire, c'est au renforcement idéologique et politique de «l'état-major de l'avant-garde» qu'il faut d'abord s'appliquer pour que dans le «brassage intense et confus que sera Février européen», ces nouveaux militants soient capables de «s'affermir et d'agréger autour d'eux les meilleurs éléments ouvriers» (1).

Lorsqu'il se réorganise après juin 1940, le groupe de *la Seule Voie* adopte une ligne d'action qu'il estime conforme au rapport de forces : il refuse les tâches d'agitation jugées inopportunes pour s'attacher à un travail d'explication et de propagande où il puisse apparaître comme la «nouvelle avant-garde révolutionnaire attachée sans compromission à la cause du prolétariat» (2). L'objectif immédiat est de suivre «scrupuleusement» l'évolution de la période et les modifications du rapport de forces entre les classes, dont le rythme s'accéléralant doit pouvoir trouver l'organisation prête à intervenir.

Si *la Seule Voie* reconnaît et déplore le poids de l'idéologie nationaliste bourgeoise sur le prolétariat, elle observe cependant que la classe ouvrière, après l'accablement de la

(1) *Ibid.*, p. 16.

(2) «Trois ans de guerre mondiale. Résolution : vers un tournant décisif», *La Seule Voie*, n° 4, août-septembre 1942.

débâcle, est en train de se politiser. Certes, de nombreux jeunes ouvriers ont rallié le «terrorisme stalinogaulliste», mais l'ensemble des ouvriers «sont restés délibérément sourds aux injonctions staliniennes au service de la réaction impérialiste gaulliste». Et pour *la Seule Voie*, le «refus instinctif de s'engager dans des actions qu'ils sentent vouées au pire désastre dénote clairement de la part des prolétaires, une maturité politique très élevée qui, il est vrai, est encore arrêtée pour le moment par l'influence prédominante de l'idéologie bourgeoise réactionnaire» (1). Mais cette maturité va croissant, et le prolétariat saura tirer la leçon des grandes défaites qu'il a subies et en faire son profit, à condition qu'il trouve une avant-garde «digne de lui». Persuadée que le stalinisme dont l'existence fut liée à l'équilibre des classes instauré à Versailles, ne pourra survivre à la guerre, *la Seule Voie* estime que la construction de la IV^e Internationale entre aujourd'hui dans une phase décisive. La période qu'a connue le mouvement trotskiste avant 1939 lui a permis de se délimiter théoriquement, de sélectionner ses militants, bref, d'accumuler un capital politique. Dans les luttes révolutionnaires qui se préparent, les trotskistes doivent franchir une nouvelle étape au cours de laquelle ils devront «prendre la succession de la direction du prolétariat tenue jusqu'ici par l'Internationale de Lénine, puis par le stalinisme» (2). Pour cela il est indispensable, affirme *la Seule Voie*, d'entreprendre la formation «intensive» de l'avant-garde dans un souci constant de «fermeté politique», «d'intransigeance, au risque même de se faire traiter de sectaires» (3).

Lorsqu'à la pré-conférence de mars 1943 le groupe de *la Seule Voie* prend le nom de Comité communiste internationaliste, celui-ci explique cette transformation par la nécessité, dans une période considérée comme pré-révolutionnaire, d'intervenir plus largement dans la lutte des classes, d'accélérer la maturation révolutionnaire du prolétariat, et de mettre au premier plan l'action pour la construction du

(1) *Ibid.*

(2) «Les bolcheviks-léninistes et la seconde guerre impérialiste», *la Seule Voie*, n° 1, mars 1942.

(3) *Ibid.*

parti (1). Le C.C.I. estime en effet que «l'existence et l'intervention de l'organisation revêtent une importance de plus en plus décisive à mesure que la situation approche de son dénouement révolutionnaire». Cependant il reconnaît que la formation des militants a pris jusqu'alors un «aspect livresque prépondérant» et que si les militants ont fait des progrès considérables, c'est parce que l'organisation s'est un peu trop transformée en «université rouge». Il admet que le travail de l'organisation a rencontré des critiques : «Parce que nous nous sommes retranchés délibérément sur des positions de défense acharnée du programme et de ses principes et d'un travail d'organisation méticuleux, certains en ont déduit que nous étions un cercle d'études abstrait et fermé et que nous entendions demeurer strictement à l'écart de la lutte des masses» (2). C'était, rétorque *la Seule Voie*, ne rien comprendre aux problèmes que posait le tournant historique de la guerre. Pour être en mesure de faire face aux luttes nouvelles que la guerre n'allait pas manquer de faire surgir, il fallait opérer un «ajustement politique et une refonte» de l'organisation, effectuer un «repli stratégique» indispensable pour construire une organisation suffisamment solide (3).

Le groupe de *la Seule Voie* apparaît donc surtout préoccupé d'exercer une fonction de formation théorique et d'établir des pronostics politiques qui doivent lui permettre d'ajuster en permanence son action à l'évolution de la situation. Si les appels à la fraternisation en restent le plus souvent au stade propagandiste et débouchent rarement sur des réalisations concrètes, au contraire de l'activité menée en ce domaine par le P.O.I., *la Seule Voie* ne manque pas de relever pourtant l'importance que revêt à ses yeux, dans la perspective de la révolution allemande, la fraternisation avec les soldats et les ouvriers allemands. Dès le milieu de 1942, elle prévoit en Allemagne et dans les pays occupés, l'aggravation des conditions de vie : la sévérité accrue des restrictions alimentaires, l'exploitation forcenée dans les

(1) «Le C.C.I. continue le P.C.I. dans sa lutte pour gagner l'avant-garde au programme de la IVe», *La Seule Voie*, n° 7, mars 1943.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

usines, la dureté de la répression policière vont créer des tensions qui ne tarderont pas à provoquer des révoltes sporadiques ayant tendance à se généraliser (1). Or, tant que l'Allemagne paraît soudée derrière son Führer, la classe ouvrière française hésite à s'engager dans la lutte. C'est pourquoi il faut profiter du mouvement de démoralisation qui se fait jour dans l'armée allemande pour tendre la main au «prolétaire sous l'uniforme» en l'invitant à lutter contre son oppresseur nazi. De même, le changement d'état d'esprit qui s'opère dans la classe ouvrière allemande doit encourager les travailleurs français à s'unir aux travailleurs des usines du Reich pour la défense de revendications communes. C'est dans la mesure où le peuple allemand commencera à se détacher de l'impérialisme nazi, que la classe ouvrière française trouvera elle-même la force d'entreprendre le combat révolutionnaire (2).

Avec la constitution du C.C.I. en mars 1943, le groupe signifie son intention d'intervenir d'une manière plus active dans la lutte des masses et de donner une nouvelle extension à ce qu'il considère comme le mot d'ordre central de l'époque, la formation de «groupes ouvriers». Organismes clandestins, les «groupes ouvriers» sont constitués par les éléments les plus avancés de la classe ouvrière et sont conçus comme «les embryons des soviets qui surgiront dans la période révolutionnaire» (3), c'est-à-dire les états majors des conseils ouvriers. Selon Jacques Privas, la théorie des «groupes ouvriers» s'inspire du schéma de la révolution russe, selon lequel la naissance des *soviets* ouvre la crise révolutionnaire (4). Il convient donc, dans la perspective de la révolution prochaine, de préparer la venue des soviets, d'en créer les «embryons» sous la forme de *groupes de front unique*. En fait, remarque Privas, ces «groupes ouvriers», loin de rassembler des militants de tous les horizons politiques, attirent surtout des sympathisants,

(1) «Trois ans de guerre mondiale. Résolution : vers un tournant décisif», *La Seule Voie*, n° 4, août-septembre 1942.

(2) *Ibid.*

(3) «Le C.C.I. continué le P.C.I. dans sa lutte pour gagner l'avant garde au programme de la IVe», *La Seule Voie*, n. 7, mars 1943.

(4) Entretien du 7 décembre 1974.

qui rapidement se rallient au C.C.I. Selon un autre témoignage, les «groupes ouvriers» réunissent le plus souvent, en particulier dans le «rayon» de Puteaux-Suresnes, des syndicalistes-révolutionnaires, des jeunesses communistes, mais aussi beaucoup de militants ayant déjà derrière eux une solide pratique syndicale (1).

La manière dont le C.C.I. implante ses «groupes ouvriers» dans les usines est intéressante à rappeler : en 1943, le C.C.I. qui connaît un nouvel élan, recrute de nombreux étudiants, filles et garçons. Il est mis alors comme condition à leur adhésion, qu'ils abandonnent leurs études pour aller travailler en usine. Des dizaines d'entre eux sont ainsi envoyés en apprentissage dans des centres spécialisés ou «sur le tas». Un certain nombre d'usines sont choisies, où les jeunes recrues militent clandestinement. Des «groupes ouvriers» sont créés à Argenteuil (dans les usines La Lorraine, Jumo) et dans le «rayon» de Puteaux-Suresnes chez Renaudin, Blériot, Farman, Morane, à la SACAM. Ce rayon semble d'ailleurs être le seul à avoir constitué une organisation militaire : à la Libération, les trotskistes de la SACAM se trouvent à la tête d'une milice armée de quatre-vingt ouvriers (2). Dès 1943 et surtout en 1944, ces groupes publient des bulletins intitulés en général *le Soviet* (suivi du nom de l'usine), qui témoignent d'une présence réelle à l'intérieur de l'usine et qui ne sont pas, comme le précise Jacques Privas, distribués de l'extérieur par des militants étrangers à l'entreprise. En réalité, la mise sur pied d'un «groupe ouvrier» permet au C.C.I. de s'implanter dans l'usine en recrutant des militants et en les formant, mais du fait de son caractère clandestin, le «groupe ouvrier», ne joue qu'un rôle limité et ambigu ; son recrutement ne pouvant être que restreint et sélectif, il n'aboutit qu'à créer le noyau d'une cellule ou un syndicat illégal. Des cellules, il s'en constitue ainsi une dizaine dans les usines de la région parisienne qui ne manquent pas de faire preuve d'une certaine efficacité face au parti communiste : celui-ci, qui

(1) Entretien du 22 janvier 1975 avec Raoul, militant du C.C.I. dans le «rayon» de Puteaux-Suresnes.

(2) D'après Raoul, *ibid.*

ne possède pas un appareil très important dans les usines, ne rallie pas encore les masses de militants qui viendront vers lui à la Libération.

L'Organisation communiste internationaliste qui comptera parmi elle plusieurs anciens membres du C.C.I., expliquera plus tard l'échec des «groupes ouvriers» par la confusion théorique qui présida à leur création (1). Selon elle, les groupes ouvriers ne pouvaient être des embryons de soviets dans la mesure où ceux-ci, expression de l'unité de la classe ouvrière, ne se décrètent pas mais naissent et se développent au gré du processus révolutionnaire. D'autre part, le rôle qui leur était attribué procédait de celui qui est dévolu au parti et qui est «d'assurer la victoire des soviets». L'erreur des groupes ouvriers, pour l'O.C.I., est ainsi d'avoir substitué d'une manière «bureaucratique» le parti à la lutte réelle des masses.

Americanisme contre Bolchevisme

Se consacrant surtout à des tâches d'éducation et de propagande, le C.C.I. n'intervient, malgré ses efforts, que faiblement sur le terrain des luttes, et ses tentatives d'implantation dans les usines, face à l'appareil clandestin du parti communiste, sans être négligeables, sont assez décevantes. Il est vrai que le refus du C.C.I. de prendre en compte les sentiments anti-fascistes des masses conduit l'organisation, comme le lui reproche l'O.C.I., à tourner le dos à la réalité et à s'enfermer dans l'isolement (2). Son opposition au courant jugé «nationaliste» et «américaniste» de la Résistance, pousse le C.C.I. à refuser toute action dans les maquis ; et contre ceux qui «attendent tout» de New-York ou de Londres, le C.C.I. explique que c'est des Etats-Unis mêmes que viendra la contre-révolution. Selon *la Seule Voie* en effet (3), l'ère des compromis entre puissances impérialistes est passée. L'Histoire en est arrivée au stade où un seul impérialisme doit dominer le

(1) «Les Enseignements de notre histoire», *op. cit.*, p. 38.

(2) *Ibid.*

(3) «Américanisme contre bolchevisme». *Résolution politique*, 25 février 1943, *La Seule Voie*, n° 7, mars 1943.

monde. L'Allemagne, malgré son énorme préparation militaire, n'a pu abattre que son obstacle le moins solide, la France. Il appartient maintenant aux Etats-Unis qui sont entrés en guerre pour la domination de l'ensemble du marché mondial, de conquérir le seul continent qui échappe encore à leur emprise, l'Europe. C'est d'ailleurs l'objectif que s'est fixé le débarquement allié en Afrique du Nord. Mais l'ouverture par les Etats-Unis d'un second front contre l'Allemagne, ne risque-t-il pas de « permettre à l'armée rouge de remporter la victoire contre Hitler, de déferler sur l'Europe, d'y rejoindre la révolution européenne de tous les pays et d'instaurer la propriété collective sur son passage » (1) ? Or les Etats-Unis, assure *la Seule Voie*, se battent essentiellement contre la révolution et ils ne s'engageront contre l'Allemagne, c'est-à-dire n'ouvriront un second front, que lorsqu'ils auront vaincu l'U.R.S.S., ce qu'ils ont toutes les chances de réaliser. En effet, la bureaucratie du Kremlin, parce qu'elle n'est pas une classe, se trouve selon *la Seule Voie*, dans l'incapacité de mener seule la guerre jusqu'à la victoire ; il lui faut s'appuyer sur le prolétariat ou sur la bourgeoisie. L'aide du prolétariat présentant de trop gros risques pour elle, la bureaucratie sera plutôt tentée de faire appel, bien qu'avec prudence, au capitalisme anglo-saxon. Mais l'aide de celui-ci « pour être effective ne peut qu'aboutir à la prédominance de la bourgeoisie et à la fin de la bureaucratie » (2). Pour n'avoir point voulu abdiquer, la bureaucratie en sera ainsi inévitablement conduite à perdre la guerre et à se perdre elle-même. Une fois Staline renversé et l'U.R.S.S. colonisée, les Etats-Unis se résoudront alors à attaquer l'Allemagne (3). Après la période de découragement que provoquera la disparition de l'U.R.S.S., au sein du prolétariat européen, celui-ci retrouvera une nouvelle combativité ; en même temps, le regain de la lutte aux colonies poussera plus loin la révolution européenne. L'écroulement de l'impérialisme allemand, en faisant

(1) *Ibid.*, p. 20.

(2) « Les ultimes convulsions du capitalisme et la révolution prolétarienne », *La Seule Voie*, n° 7, mars 1943, p. 8.

(3) « Américanisme contre bolchevisme », *op. cit.*, p. 20.

«jaillir» la révolution mondiale, suscitera une «lutte à mort» entre l'Europe révolutionnaire et les Etats-Unis, qui trouveront dans la bourgeoisie européenne leur alliée momentanée. Pour rétablir l'ordre en Europe, l'impérialisme américain devra «noyer la révolution dans le sang». Sa victoire ne pourra s'établir que sur les immenses ruines d'une guerre civile acharnée sans précédent dans l'Histoire. La victoire américaine signifierait la destruction de la base industrielle de la civilisation en Europe et d'une grande partie de la seule classe capable de sortir cette civilisation de la crise (1). La conquête de l'Europe par l'Amérique ouvrirait, pour *la Seule Voie*, la possibilité d'une «domination fasciste américanophile» dont la base de masse pourrait être trouvée, selon elle, dans le mouvement actuel nationaliste, gaulliste, pro-anglais de la petite bourgeoisie (2).

Pour le C.C.I. cependant, une issue révolutionnaire reste encore possible. Convaincu que l'heure de la IVe Internationale est arrivée, il prévoit que les couches ouvrières en entreprenant la bataille révolutionnaire vont se détourner des «vieilles organisations de trahison» (3). Le prolétariat aura besoin d'une nouvelle organisation et d'un nouveau programme qu'il trouvera dans la IVe Internationale. Comme la IVe ne pourra survivre que dans la dictature du prolétariat, si celui-ci est battu, la «IVe disparaîtra parce qu'alors seront pourries et détruites les bases objectives de la révolution socialiste en Europe et le programme de la IVe sera caduque» (4).

Cette perspective «américanisme contre bolchevisme» telle que la formule le C.C.I. au moment du débarquement allié en Afrique du Nord, perspective qui permet au C.C.I. de prédire que les Etats-Unis subordonneront la conquête de l'Europe à la conquête de l'U.R.S.S., apparaît d'un schématisme exagéré au P.O.I. Si celui-ci est convaincu que l'objectif essentiel des anglo-américains est de préserver

(1) *La Seule Voie* note aussi que la démocratie américaine peut être une tentation et une base passagère pour le réformisme européen (*Ibid.*).

(2) *Ibid.*, p. 25.

(3) «Américanisme contre bolchevisme». Résolution politique. 25 février 1943, *La Seule Voie*, n° 7, mars 1943.

(4) *Ibid.*, p. 27.

la domination capitaliste en Europe, et d'empêcher la classe ouvrière d'utiliser la défaite allemande pour balayer le pouvoir bourgeois, son analyse est plus nuancée que celle du C.C.I. Il estime que les américains vont essayer de détacher de l'Allemagne ses satellites, en sauvant la vie de leurs bourgeoisies. Avec le concours de celles-ci contre les masses, les américains espèrent obtenir la capitulation de l'Allemagne, sans pour autant risquer la révolution en Europe (1). Pour le P.O.I., le débarquement en Afrique du Nord semble avoir d'ailleurs surtout servi les intérêts américains : l'Allemagne s'est précipitée dans l'espace vital italien et le violent antagonisme germano-italien qui en est résulté, a provoqué une crise de la bourgeoisie italienne. Devant la menace d'effondrement du régime, Roosevelt a montré qu'il ne voulait pas de la révolution et s'est préparé à exercer une pression sur l'Italie pour chasser Mussolini et traiter avec le Roi, en pratiquant une sorte de « flirt » avec la bourgeoisie italienne (2).

Pour abattre l'Allemagne, il n'est pas non plus nécessaire, soutient le P.O.I., que les Etats-Unis se retournent d'abord contre l'U.R.S.S. tant il est vrai que celle-ci s'apprête à leur faire les plus importantes concessions. L'U.R.S.S. traverse en effet des difficultés économiques graves qui pourraient la pousser à choisir entre un compromis sans avenir avec Hitler ou la poursuite de la lutte aux côtés des alliés ; mais pour poursuivre le combat avec les alliés, l'U.R.S.S. a besoin de leur aide, aide que ceux-ci n'entendent pas lui accorder pour rien et espèrent au contraire monnayer contre des avantages industriels et miniers. C'est d'ailleurs pour donner des preuves de sa bonne volonté que l'U.R.S.S. a sacrifié le « deuxième front véritable », c'est-à-dire celui de la révolution prolétarienne, en lançant les partis communistes dans une lutte exclusivement militaire, subordonnée à celle de l'armée de De Gaulle (3).

(1) « Vers un nouveau juin 1936 ! La révolution vaincra ». Manifeste du 5e congrès du P.O.I. aux travailleurs de France, *la Vérité*, n° 47, 5 juillet 1943.

(2) « L'U.R.S.S. et le second front », *La Vérité*, n° 39, Décembre 1942.

(3) *Ibid.*

De son côté, la minorité du C.C.I., représentée par Pierre Lambert, formule de vives critiques à l'adresse de la majorité dont elle déplore «l'absence de fermeté doctrinale» et de «souplesse tactique», qui ont empêché entre autres choses, de faire progresser la minorité du P.O.I. avec laquelle le C.C.I. possède de nombreux points d'accord (1). La minorité reproche en particulier à la direction du C.C.I. d'avoir fait de l'antagonisme Etats-Unis/U.R.S.S. une «abstraction métaphysique», isolée de son cadre concret, qui a amené le pronostic de la «chute de Staline d'abord». Ce pronostic «anti-dialectique», explique la minorité, présenté non comme une «variante possible, mais comme une certitude de calendrier, prit une place extrêmement grave dans la vie du C.C.I., qui s'est ainsi trouvé aligné, non sur la perspective d'une poussée révolutionnaire des masses, mais sur la perspective d'un recul» (2). Car l'écroulement de la bureaucratie stalinienne sous les coups de l'impérialisme anglo-saxon, ne pourrait avoir pour résultat que la destruction des conquêtes d'Octobre, auxquelles Staline reste malgré tout attaché, puisqu'il y puise la source de son pouvoir. La disparition du régime issu de la première révolution prolétarienne, serait alors le signe d'un profond recul du mouvement ouvrier international.

En se défendant de vouloir «lire dans le marc de café» comme le lui reproche le P.O.I., le C.C.I. apporte néanmoins certains correctifs à ses thèses initiales, dont il considère cependant que le pronostic sur lesquelles elles se fondaient reste juste, à savoir la lutte des Etats-Unis contre l'U.R.S.S. (3). A l'époque où il établissait son pronostic, au début de 1943, le C.C.I. ne pouvait «prévoir en détails» comment se développerait l'antagonisme entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. : «A l'époque, dire que notre pronostic concret était possible, mais qu'il y avait des variantes non moins possibles, sans dire concrètement lesquelles, c'était ouvrir la

(1) «Le P.C.I. est l'embryon du parti de la révolution», in *Bulletin Intérieur*, n° 1, avril 1944, [Archives du C.E.S.]

(2) *Ibid.*

(3) «La perspective américaine contre bolchevisme à l'épreuve des événements», *La Seule Voie*, n° 11, 1er novembre 1943.

porte à tous les abandons principaux, c'était s'interdire toute assimilation du programme par les bolcheviks-léninistes. Seul notre pronostic en dévoilant concrètement le rôle des Etats-Unis, en gardant à l'U.R.S.S. son caractère d'Etat ouvrier, permettait de comprendre les événements qui se déroulaient et de les mettre à leur juste place, grâce à une juste perspective historique» (1). A la fin de 1943, le C.C.I. estime que la ligne principale de sa thèse — la lutte des Etats-Unis contre l'U.R.S.S. — conserve toute sa valeur pour comprendre les événements et guider l'action des bolcheviks-léninistes. Mais, objecte-t-on au C.C.I., il est faux de prétendre que les Etats-Unis voudront abattre en premier lieu l'U.R.S.S. Les Etats-Unis seront au contraire obligés de diriger d'abord leur action contre l'Allemagne qui constitue leur principal concurrent et préféreront occuper l'Allemagne pour y étouffer une révolution bien plus dangereuse pour eux que l'U.R.S.S. dégénérée. A cet argument, le C.C.I. répond que l'objectif des Etats-Unis étant d'écraser la révolution en Europe, ceux-ci déclencheront une offensive contre l'Allemagne en «utilisant l'U.R.S.S.». Il est prévisible que les défaites de l'Allemagne entraîneront la crise du capital financier qui soutient Hitler. Or la révolution qui en résultera en Allemagne et en Europe, sera susceptible d'apporter un soutien considérable à l'U.R.S.S. qui, en se libérant de l'étreinte américaine, donnera un élan nouveau à la révolution européenne. Il apparaît donc, conclut le C.C.I. que la lutte des Etats-Unis contre la révolution ne peut que passer par la lutte contre le «bastion de la révolution» que demeure encore l'U.R.S.S. malgré sa dégénérescence. C'est dans ce sens, affirme le C.C.I., qu'il faut interpréter sa thèse de mars 1943 selon laquelle les Etats-Unis ne créeraient pas de second front en Europe occidentale tant que l'U.R.S.S. existerait (2). Or, en novembre 1943, le second front est là, ne peut s'empêcher de constater le C.C.I. En effet, le débarquement des troupes anglo-américaines dans la région de Naples après l'armis-

(1) *Ibid.*, p. 3.

(2) *Ibid.*, p. 14.

tice signée le 3 septembre 1943 entre l'Italie et les Alliés, a ouvert dans ce pays le second champ de bataille réclamé par l'Union soviétique. Pourtant, ce second front, pour le C.C.I., n'en est pas un. Il suffit pour s'en convaincre de constater la lenteur et la faiblesse des opérations américaines, opérations qui, selon *la Seule Voie*, n'ont absolument pas gêné Hitler. Cela tendrait à prouver que le débarquement américain en Italie n'a pas pour but d'abattre Hitler, mais de stopper le mouvement révolutionnaire qui se prépare :

« Les Etats-Unis veulent conserver Hitler comme gendarme contre-révolutionnaire en Europe, aussi longtemps qu'ils devront vaincre la résistance de la bureaucratie stalinienne, dont l'existence ne leur permet pas d'avoir la liberté de manœuvre nécessaire contre la révolution européenne » (1).

Lorsque le capital allemand n'aura plus aucun espoir de dominer l'Europe ni l'U.R.S.S., il se débarrassera de Hitler et essaiera d'écraser son propre prolétariat, afin de conserver le marché allemand. Dès lors, soutient le C.C.I., qui révisé ainsi ses premières thèses, l'avance de l'armée rouge, combinée avec la révolution italienne qui commence entraîneront l'effondrement de l'Allemagne, avant que les Etats-Unis aient pu détruire l'U.R.S.S. et provoquer la chute de Staline. Il se peut aussi que la résistance de l'U.R.S.S. ayant accéléré la montée révolutionnaire, la lutte du prolétariat mondial contre la bourgeoisie entraîne la décomposition de la bureaucratie soviétique. Les Etats-Unis risqueraient-ils alors par une percée victorieuse, d'obtenir la subordination de l'U.R.S.S. et la restauration du capitalisme dans l'Etat ouvrier ? Reconnaissant que ses prévisions quant au rythme de la montée révolutionnaire et de la décomposition de l'impérialisme en Europe ont été insuffisantes, le C.C.I. avoue, face au processus d'accélération de l'Histoire que sont la révolution italienne et la résistance de l'U.R.S.S., être dans l'incapacité de répondre à cette question, comme de savoir qui de Hitler ou de Staline tombera le premier.

(1) *Ibid.*, p. 19.

Chapitre II

CONSTRUIRE LE PARTI

Le début de l'année 1944 ouvre pour le mouvement trotskiste une période-clé : l'avance de l'Armée rouge, qui refoule les troupes allemandes au-delà des frontières baltes et de la Pologne, la situation italienne sont pour lui des signes avant-coureurs de la crise révolutionnaire en Europe, crise qui prendra toute son ampleur avec l'écroulement de l'impérialisme allemand. Il est à craindre cependant, pour le mouvement trotskiste, que les anglo-saxons qui ont utilisé mollement leurs armes contre Hitler, se lancent cette fois avec toute leur puissance contre la révolution et le prolétariat. Il importe donc dans cette période d'explosion sociale, où s'affirme la nécessité d'un parti révolutionnaire, que les bolcheviks-léninistes ne se présentent pas en rangs dispersés et n'entrent pas « désarmés politiquement » dans le tournant décisif de la guerre (1). La réunification du mouvement français apparaît ainsi comme un problème central pour l'avenir de la IV^e Internationale, — dans la mesure où l'or-

(1) C'est ainsi que sera présentée l'unification du mouvement trotskiste français dans *la Vérité*, n° 1, 25 mars 1944.

ganisation française est la section européenne la plus importante, — que la conférence européenne qui se réunit en février 1944, inscrit en tête de son ordre du jour.

Dès 1939, le siège du Secrétariat international de la IVe a été transféré aux Etats-Unis et jusqu'à la fin de l'année 1944, c'est le Socialist Workers Party qui, avec l'aide de quelques réfugiés français, assure le fonctionnement du Secrétariat international. Celui-ci, dirigé de 1941 à 1943 par J. Van Heijenoort ne peut guère jouer le rôle d'une direction internationale collective et réellement représentative ; il s'efforce donc essentiellement de maintenir la continuité de l'Internationale. Coupé de l'Europe, il conserve encore quelques liens avec l'Amérique du sud, la Grande-Bretagne, l'Australie et les Indes (1). En fait, ses membres reconnaîtront que ce fut davantage le Secrétariat européen, qui fonctionna comme instance internationale pendant la guerre. Jusqu'à 1942, les sections européennes de la IVe se trouvent du fait de la guerre, éparpillées, isolées les unes des autres et n'ont pas réussi à mettre sur pied une coordination efficace. En 1942, sous l'impulsion de Marcel Hic, les Comités français pour la IVe décident de former un noyau européen destiné à réorganiser la IVe Internationale.

Le Secrétariat européen ainsi créé poursuit la publication du bulletin théorique *Quatrième internationale*, commencée en juin 1942 par les Comités français, mais son activité irrégulière ne lui permet guère d'obtenir des résultats marquants. Sans doute demeure-t-il encore trop dépendant des Comités français qui à cette époque en ont exclusivement le contrôle (2). C'est finalement lors d'une réunion tenue en août 1943 que l'organisation européenne prend son vrai départ sous le nom de Secrétariat provisoire européen, avec des représentants des différentes sections européennes : le français Marcel Hic, deux grecs Georges Vitsoris et Michel Pablo, les

(1) D'après «1938-1948. Dix années de combat (Rapport d'activité du Secrétariat international adopté pour le Deuxième congrès mondial)» in *op. cit.*, p. 76-85. Voir aussi le rapport d'activité présenté par Michel Pablo à la conférence d'avril 1946 in *Quatrième internationale*, avril-mai 1946.

(2) Cf. «Thèses sur la situation dans le mouvement ouvrier et les perspectives du développement de la IVe Internationale» in *Quatrième internationale*, nouvelle série, n° 6-7, avril-mai 1944.

belges Abraham Léon (1) et Ernest Mandel, un espagnol Nicasio, l'allemand Paul Widelin (2). Etabli en France sous la direction de Michel Pablo, le Secrétariat provisoire européen a, parmi ses premiers objectifs, la réunion d'une conférence des sections européennes qui doit permettre la confrontation et la critique des expériences récentes, ainsi que l'élaboration de thèses d'orientation à l'échelle européenne. Il est aussi dans ses attributions de reconstituer un groupe allemand en France qui doit remplacer les Internationalen Kommunisten Deutschlands (I.K.D.) après leur rupture «révisionniste» avec la IV^e Internationale et de contrôler le travail du groupe espagnol ainsi que des sections française et belge. Considérant que le renforcement du mouvement français passe par la réunification des deux principales fractions, avec lesquelles il se trouve d'ailleurs en désaccord, le Secrétariat provisoire européen s'attache à favoriser les relations entre elles et à accélérer les pourparlers de fusion. La publication de *Quatrième internationale* est reprise avec une nouvelle numérotation. La conférence européenne peut avoir lieu en février 1944, pendant six jours, dans la région de Beauvais, avec des représentants français, belges, grecs, allemands, espagnols mais sans aucune participation anglaise. Il n'y aura pas, selon M. Pablo, de contact réel avec les anglais jusqu'après la guerre. Cette conférence réunie clandestinement, avec un tout petit nombre de militants représentant un échantillonnage restreint de nationalités, exprime avec éloquence la volonté de poser les problèmes selon les dimensions internationales

(1) D'origine polonaise, Abraham Léon adhère d'abord aux jeunesses sionistes. Il rejoint le mouvement trotskiste belge au début de la guerre. Arrêté, il mourra à Auschwitz en septembre 1944 à l'âge de vingt-six ans. Auteur de *la Conception matérialiste de la question juive*, Paris, Etudes et documentation internationales, 1968.

(2) Martin Monat, dit Paul Widelin, est d'abord en Allemagne un jeune militant sioniste sous le nom de Monte. Il adhère au trotskisme en 1935 en Belgique. Il arrive en mai 1943 en France où en liaison avec le P.O.I. il devient responsable du groupe allemand de Paris. Connue aussi sous le nom de Victor, il édite à l'intention des soldats allemands le bulletin *Arbeiter und Soldat* juste avant d'être arrêté par la Gestapo en juillet 1944. Torturé et laissé pour mort, il est recueilli et soigné dans un hôpital. Là il réussit à renouer les contacts avec le P.C.I., mais l'évasion projetée échoue et il est repris par la Gestapo qui probablement le fusille.

et si modeste qu'elle soit, n'en constitue pas moins une tentative pour redonner vie, après la dissolution de la IIIe Internationale par Staline le 13 mai 1943, à un mouvement révolutionnaire international.

Puisque, selon les trotskistes, l'Europe est appelée à jouer un rôle fondamental dans la stratégie révolutionnaire (1), il ne faut pas s'étonner que la Conférence de 1944 attache une importance considérable à l'évolution de la situation française : depuis l'avènement du fascisme en Italie et en Allemagne, le pôle de l'activité révolutionnaire s'est en effet déplacé dans ce pays de vieille tradition ouvrière qu'est la France et où règne encore, dans les années d'avant-guerre, une démocratie relative, suffisante du moins pour accueillir nombre de révolutionnaires exilés, à l'exception de Trotski. En outre la force du mouvement prolétarien de Juin 36 a convaincu que c'est de la France que partira l'étincelle qui mettra le feu à la poudrière européenne, à condition toutefois, comme le soulignent les trotskistes, que la classe ouvrière sache placer à sa tête non pas une direction éprise du *statu quo*, mais une avant-garde résolue à aller jusqu'à la victoire. Or cette avant-garde, telle qu'elle apparaît en 1944, aux yeux de la Conférence, est faible et divisée ; s'il lui a été difficile jusqu'à présent, parce qu'elle luttait à contre courant, de se renforcer, le développement des luttes actuelles et la radicalisation des masses qui se manifestent, donnent de nouveau à espérer : dans cette formidable explosion révolutionnaire que doit engendrer la guerre, le programme de la IVe Internationale saura seul mobiliser les masses. Encore faut-il, estime la Conférence, que ce programme puisse être entendu, c'est-à-dire diffusé, popularisé, concrétisé par un parti organisé, qui sorte de son rôle de propagandiste confidentiel pour s'adresser cette fois aux plus larges couches du prolétariat et militer dans ses rangs.

(1) Voir par exemple l'adresse votée à l'intention du Secrétariat international par le 1er Congrès du P.C.I. en novembre 1944. Dans ce texte, le P.C.I. émet le vœu que dès le rétablissement des liaisons entre l'Europe et l'Amérique, le S.I. installe de nouveau son siège en Europe « clé de la situation internationale ». Cf. *Bulletin intérieur du P.C.I.*, n. 9, novembre 1944.

Mais comment le mouvement français se présente-t-il au début de 1944 ? On retrouve le P.O.I., section officielle de la IVe Internationale, le C.C.I., qui en tant qu'héritier du P.C.I. d'avant-guerre, se situe à l'extérieur de l'organisation internationale et le groupe indépendant de *la Lutte de classes*, déjà évoqué, qui se tient à l'écart des deux organisations précédentes. A côté de ces trois formations se réclamant du programme de la IVe Internationale, quelques militants internationalistes, réunis sous le vocable *d'Octobre*, se rapprochent en février 1944 des idées défendues par les trotskistes.

I. DÉBATS PRÉLIMINAIRES ENTRE LE P.O.I. ET LE C.C.I.

Si le problème de la réunification du mouvement se pose avec acuité dans ce début de l'année 1944, il est en réalité en discussion entre le P.O.I. et le C.C.I. depuis 1940. Aux environs d'avril 1940, le bureau des Comités pour la IVe adresse au groupe des anciens militants du P.C.I. une lettre analysant brièvement la situation politique depuis la guerre : le bureau constate que le tournant pacifiste du parti communiste a semé la confusion idéologique et que la politique de collaboration avec la bourgeoisie menée par le parti socialiste et la C.G.T. leur ont fait perdre tout crédit dans la classe ouvrière. Celle-ci enfin quoique fortement opposée à la guerre et dénuée de tout chauvinisme n'a eu jusqu'alors que des réactions primitives et isolées. Devant ce qui leur apparaît comme une «déroute politique et organisationnelle», les Comités pour la IVe estiment qu'il faut se garder aussi bien d'un «repliement révolutionnaire sur soi-même» que d'une «impatience révolutionnaire source d'agitation stérile et dangereuse pour l'existence même de l'organisation». La seule tâche concrète est l'édification du parti, ce qui impose le regroupement de tous les militants B.L. «Le temps n'est pas aux querelles de chapelle — concluent les comités — s'il [s'avère] dans la discussion qu'il n'y a pas entre nous de divergences de perspective, d'évaluation politique ou d'organisation graves, aucune considéra-

tion secondaire ne devrait [...] empêcher l'unité qui augmentera la force des 4e Internationalistes en France» (1).

Dans leur réponse aux Comités pour la IV, les militants de l'ex-P.C.I. reconnaissent l'importance que revêt la question de la réunification et s'ils s'affirment prêts à en discuter une nouvelle fois, ils se montrent toutefois très pessimistes quant à la disparition des anciennes divergences. Celles-ci peuvent bien pour les jeunes apparaître comme des «querelles de boutique» dépassées, il n'empêche estiment-ils qu'elles constituent toujours un obstacle et cet obstacle est d'autant plus difficile à surmonter qu'en raison de la guerre il faut particulièrement se méfier des compromis plus ou moins solides avec une tendance «même proche», surtout lorsque celle-ci n'hésite pas à manier la calomnie. En avril 1940 les Comités pour la IVe ne viennent-ils pas en effet de qualifier de «provocation» dans une période qui n'a selon eux rien de propice à l'agitation, l'appel lancé par l'ex-P.C.I. aux postiers pour constituer des «comités contre les 15%» ? (2). Or déclare l'ex-P.C.I., ce qu'omettent de préciser les Comités, c'est que ce travail de propagande a été entrepris en novembre 1939 à un moment où il se justifiait entièrement. «De qui se moquet-on ?» poursuit l'ex-P.C.I. «A la même période, les mêmes responsables expliquent à tous les lecteurs éventuels que nous sommes des bourriques et font aux jeunes camarades de chez nous des propositions d'unification ?» (3). Y-a-t-il vraiment un espoir de résoudre les divergences ? Car celles-ci existent et portent sur des causes «profondes» : divergences dans les méthodes de travail, divergences dans la tactique pour la construction du parti révolutionnaire : travail de masse et de propagande — les Groupes d'action révolutionnaires (G.A.R.) — vie financière de l'organisation, rythme de

(1) Cf. *Correspondance internationaliste*, n. 1, nouvelle série mai 1940, p. 11-12.

(2) Il s'agit d'une taxe de 15% instaurée sur les salaires par le gouvernement Daladier qui dès le commencement de la guerre a décidé d'élever la semaine de travail sans augmentation des rémunérations.

(3) «Travail de propagande ou provocation ?», in *Correspondance internationaliste*, n. 1, nouvelle série, mai 1940, p. 7.

travail, forme ou fréquence des journaux, etc. Pour l'ex-P.C.I., il n'y a rien à changer à ses positions passées : les exigences du travail révolutionnaire demeurent, de même que ne peuvent être négligées les règles élémentaires pour la formation du parti. Certes, il reconnaît que son activité depuis la guerre a été des plus discrètes, mais elle correspondait aux nécessités et aux difficultés du moment, aux rigueurs de la répression et aussi aux forces de ses militants. Il n'est pas souhaitable aujourd'hui, que ce « manque d'activité » soit remplacé par des discussions « plus ou moins stériles sur l'unité pour avoir l'air d'avoir fait quelque chose ». Estimant que les circonstances sont peu favorables à une discussion approfondie, l'ex-P.C.I. tient cependant à préciser à l'intention des Comités français les points sur lesquels devrait porter le débat : tirer les conclusions de l'échec du secrétariat international sur le plan international, à la suite des scissions intervenues en France, en Allemagne, en Belgique, en Hollande, en Espagne, au Mexique, aux Etats-Unis ; la IVe Internationale est-elle une organisation déjà construite ou à construire ? Que conclure de l'échec de la politique menée à l'intérieur du P.S.O.P. pour la conquête de sa majorité ? Enfin, discussion sur le maintien par le secrétariat international et la section française de l'exclusion de certains militants, comme condition préalable à l'unification (1).

Il s'agit là, bien entendu du cas de Raymond Molinier que ses anciens camarades du P.C.I. tiennent à rappeler, forts de l'appui qu'ils pensent avoir trouvé auprès de Trotski. A l'occasion d'une lettre adressée en janvier 1940 à Max Shachtman qui l'accuse de soutenir la « clique Cannon » comme il a soutenu en France la « clique Molinier », Trotski s'explique : ayant toujours trouvé dans Molinier un militant de valeur malgré ses défauts, il s'est efforcé dans l'intérêt de Molinier mais surtout dans l'intérêt de l'organisation elle-même « d'épuiser toutes les possibilités de le convaincre et de le rééduquer dans l'esprit de la discipline prolétarienne ». Si lors du lancement de *la Commune* en 1935 et de la

(1) Réponse au bureau des Comités pour la IVe in *Correspondance internationaliste*, p. 12.

création des Groupes d'action révolutionnaire, il fut fermement partisan d'exclure Molinier, au congrès de fondation de la IV^e, il proposa de le réintégrer avec son groupe dans l'organisation internationale pour les «mettre à l'épreuve» et pour voir «s'ils s'étaient convaincus de l'erreur de leur politique». Et Trotski ajoute : «Cette fois encore la tentative ne donna rien. Mais je ne renonce pas à la renouveler dans des conditions appropriées» (1).

Dans ce texte qui leur parvient alors qu'ils se trouvent en Angleterre, Raymond Molinier et Pierre Frank n'ont pas tort de voir, de la part de Trotski, une proposition de réintégration au sein de la IV^e Internationale. C'est pourquoi en accord avec leurs camarades restés en France, ils écrivent le 25 mai 1940 à Trotski pour envisager avec lui — puisque cela semble difficile avec la section française — une réunification de l'ensemble des militants se réclamant du même programme. Et autant les divergences semblent insolubles en France et les rapports entre les deux fractions crispés, autant la lettre adressée à Trotski par Molinier et Frank se montre prête à surmonter les tensions, à revenir sur le passé pour «renouer les relations familiales» (2). Après avoir témoigné leurs solidarités à Trotski qui vient d'échapper à un premier attentat, Molinier et Frank déclarent que les militants de l'ex-P.C.I. dans leur ensemble ont «tiré les leçons de la période passée» ; même si, reconnaissent-ils, ils ne sont pas encore unanimes, il y a cependant tout lieu de penser que les réticences vont devoir se dissiper : «En effet à la lueur tragique des événements et des épreuves actuelles, bien des appréciations qui ont contribué à rendre nécessaires notre rupture subissent et subiront encore une révision sérieuse».

A cette auto-critique un peu vague, comme le regrette Trotski, celui-ci répond le 1^{er} juillet avec une certaine perplexité : tout en insistant sur la nécessaire «loyauté» qui sera exigée des militants, il affirme qu'une réflexion

(1) L. Trotski, «D'une égratignure au danger de gangrène» (24 janvier 1940) in L. Trotski, *Défense du marxisme*, op. cit., p. 243.

(2) La correspondance qui est alors échangée entre Trotski, Molinier et Frank, est rédigée en un style particulier destiné à déjouer la censure. Voir P. Frank, *Information pour les membres du C.C. sur mon activité en exil*, op. cit., p. 1-2.

menée avec sérieux et précision devrait faciliter une «réconciliation sincère» et que ce ne serait qu'à cette condition — il s'avoue «dix fois plus prudent qu'auparavant» — qu'il accepterait de servir d'intermédiaire avec le Secrétariat international (1).

Pourvus d'un mandat régulier des militants, Molinier et Frank écrivent le 5 août à Trotski pour lui annoncer qu'ils acceptent «les droits et les devoirs définis dans [sa] lettre du 1er juillet et ce sans réserve et sans équivoque» et proposent de s'en remettre pour les modalités pratiques de la réconciliation à ce que décidera l'organisation internationale (2). Cette lettre n'aura pas cependant le temps de parvenir à Trotski avant sa mort et sera transmise au Secrétariat international qui répondra beaucoup plus tard, d'une manière très évasive et propre surtout, selon les termes de Pierre Frank, à «envenimer les choses».

En France, après l'échec des timides tentatives d'unification menées en avril 1940, l'occupation et les problèmes théoriques qu'elle suscite va multiplier les points de friction entre les bolcheviks-léninistes français. Pourtant malgré l'aggravation des divergences qui dépassent alors les problèmes de l'avant-guerre, les contacts ne cessent pas entre les deux principales fractions trotskistes et un accord est passé entre elles, prévoyant des discussions communes, des échanges d'information et la circulation des documents. Le P.O.I. à la fin de 1942 rappelle qu'il diffuse *la Seule Voie* à l'intérieur de ses cellules afin «d'élargir le cercle des discussions politiques» et que de la même manière il transmet son propre matériel au groupe de *la Seule Voie* (3). Certains militants du P.O.I. se plaignent pourtant de manquer d'information sur les positions du C.C.I. et en particulier les membres de la minorité, l'Opposition internationaliste, qui malgré leurs demandes répétées au C.C.I. n'ont jamais pu obtenir de celui-ci son matériel de propagande et ses bulletins intérieurs. Ils s'affirment néanmoins d'accord

(1) *Ibid.*, p. 2.

(2) *Ibid.*, p. 2-3.

(3) Cf. *Bulletin intérieur des «Comités français pour la IVe»*, oct.-nov. 1942 [Archives de la IVe, na, BDIC].

avec lui sur les questions essentielles et sur l'activité à mener dans les rangs ouvriers et proposent dans une lettre du 7 février 1943 adressée au C.C.I. de collaborer et d'unifier leur action dans la perspective du «redressement» de l'avant-garde et de son unification (1). Ils acceptent la suggestion du C.C.I. de créer un «comité de contact» composé de quatre militants appartenant à chacune des deux organisations pour préparer ensemble le congrès du P.O.I. : l'Opposition internationaliste espère ainsi que cette activité commune resserrera les liens entre les deux groupes et que le «Comité de contact» pourra devenir l'embryon d'une fraction unique.

Quant au C.C.I., il affirme qu'il a toujours été partisan de la réunification et n'a «cessé de proposer depuis la débâcle une voie précise pour le rassemblement et la coordination des forces bolcheviks-léninistes ou se disant telles tant internationalement (sur le plan européen) qu'en France même» (2). Dans ce but, il a adressé une lettre ouverte aux «Comités pour la IVe» en mai 1942 pour leur proposer la formation d'un comité de liaison bolchevik-léniniste français et européen, et la tenue d'une conférence européenne de tous les partisans de la IVe Internationale. A cette invitation, le P.O.I. a répondu : adhérez d'abord, nous discuterons ensuite. Le C.C.I. a ensuite demandé son affiliation au Secrétariat européen, mais celui-ci a pris prétexte, selon le C.C.I., de la récente décision de la conférence nationale du P.O.I. pour refuser. En effet, la Conférence nationale du P.O.I., tenue à la fin de 1942, s'est déclarée hostile à la participation du C.C.I. au Secrétariat européen, estimant que la solution n'était pas à trouver dans la représentation de deux organismes au Secrétariat européen, mais dans la réunification de ceux-ci. Le C.C.I., qui considère la participation — provisoire — au Secrétariat européen comme le meilleur moyen de clarification théorique pour une unification jugée difficile, réitère sa demande au Secrétariat européen mais sans davantage de succès. Acceptant

(1) Cf. Double manuscrit signé «la minorité du P.O.I.» Archives de la IVe, na BDIC, F Δ 132 Rés / 2.

(2) *La Seule Voie*, n. 7, mars 1943.

la proposition du P.O.I. de participer à son futur congrès et à sa préparation en vue de l'unification, il adresse le 17 février 1943 une lettre au Comité central du P.O.I., où il précise les points politiques qu'il considère comme importants : pour lui la lutte bolchevik-léniniste doit être centrée sur la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire ; la politique anti-hitlérienne nationaliste doit être répudiée, dans la certitude que les forces de libération nationale se retourneront contre la classe ouvrière. De plus, cette politique anti-hitlérienne «en faisant de Hitler l'ennemi principal en France, empêche de dénoncer le programme démocratique comme le pire ennemi du prolétariat révolutionnaire et de ses soviets»

(1) ; elle empêche aussi de «dénoncer les USA comme le pire ennemi de la révolution mondiale. Elle interdit en particulier de prévoir et de dénoncer le rôle des USA en URSS qui vont y détruire les derniers vestiges de la révolution d'Octobre base du pouvoir de Staline, dans la période présente de la guerre avant de s'attaquer à l'Allemagne»

(2). En conclusion de cette lettre qui se fait encore l'écho des thèses *Américanisme contre bolchevisme* dans leur première formulation, le C.C.I. estime que c'est «démoraliser l'avant-garde» que de «tenter de se lier aux masses» *aujourd'hui* au moyen d'une large politique populaire opportuniste. Il faut au contraire affirmer «avec intransigeance et sans compromission le programme bolchevik-léniniste afin de former les cadres capables de nous lier réellement aux larges masses révolutionnaires *de demain* et de les diriger vers la prise du pouvoir» (3).

Dans sa réponse à *la Seule Voie* (4), le P.O.I. s'explique longuement sur la nature de ses divergences avec le C.C.I., qui ne sont pas dues, assure-t-il, à des questions de personnes ni à des problèmes spécifiquement *nationaux*. Il s'affir-

(1) «Lettre au Comité central du P.O.I.», in *La Seule Voie*, n. 7, mars 1943, p. 31 ; voir aussi in *Bulletin intérieur au P.O.I.*, n. 15, avril 1943.

(2) *La Seule Voie*, n. 7, p. 31.

(3) *Ibid.*, p. 32.

(4) «Réponse aux camarades de *La Seule Voie*», *Bulletin intérieur au P.O.I.*, n. 15, avril 1943, p. 19-22.

me d'emblée favorable à la collaboration avec le C.C.I., à condition que celle-ci s'effectue au moyen d'une discussion démocratique et à condition que s'établisse «une action commune disciplinée selon la voie déterminée par les congrès et tracée par les directives à chaque échelon» (1). Si l'on retrouve là les anciennes méfiances à l'égard de l'ex-P.C.I., il faut bien dire que le C.C.I. ne se prive pas non plus d'adresser au P.O.I. de sévères reproches sur le plan de l'organisation ; mais lorsque le P.O.I. accuse le C.C.I. de bafouer la démocratie et la discipline bolchevique, le C.C.I. lui, critique l'insuffisante rigueur des méthodes d'organisation du P.O.I., ses imprudences, qui seront responsables selon lui, de multiples arrestations.

L'absence de sérieux de l'organisation est d'ailleurs l'un des multiples griefs que la minorité du P.O.I. manifeste à l'encontre du comité central, même si elle reconnaît que depuis la conférence nationale de décembre 1942 des efforts réels ont été faits, «sous sa pression», dans le sens d'une amélioration de l'éducation et de la propagande (2). Mais pour l'Opposition internationaliste les réformes concernant l'organisation resteront formelles si la politique elle-même n'est pas transformée : c'est en réalité la politique jugée petite bourgeoise, nationale, opportuniste de la majorité du P.O.I. qui fait que le journal est mauvais, l'organisation ouverte à tout venant, l'illégalité peu respectée et les militants négligents parce que sans perspective révolutionnaire (3).

Malgré les critiques qu'il formule à l'égard du C.C.I., le P.O.I. tient à préciser ses points d'accord avec lui : comme le C.C.I., il condamne le nationalisme, en tant qu'idéologie réactionnaire et reconnaît la justesse de l'alternative entre socialisme ou barbarie. Il considère l'impérialisme américain comme l'agent le plus puissant de la contre-révolution au-

(1) *Ibid.*, p. 19, souligné dans le texte.

(2) «Révolution populaire ou révolution prolétarienne». Double dactylographié non daté. Se situe dans le premier trimestre de 1943, puisque le texte est à peu près identique à celui intitulé «Retour à Lénine» et daté du 10 février 1943.

(3) «Retour à Lénine» [10 février 1943] in *Bulletin intérieur au P.O.I.*, n. 12, février 1943.

quel les «agences nationalistes» que sont les gaullistes et les partis ouvriers, apportent leur meilleur soutien par l'utilisation d'un chauvinisme exacerbé par la guerre. Il y a là, reconnaît le P.O.I., un risque très grand pour l'avenir de la révolution allemande et européenne.

Si le P.O.I. s'affirme d'accord avec le C.C.I. pour dire que le rôle essentiel des bolcheviks-léninistes est de construire le parti et de former des cadres, c'est sur la *tactique* à employer que commencent les divergences. Il n'y a pas à s'étonner de voir ainsi réapparaître ce qui constitue en fait le problème-clé des organisations trotskistes, celui des moyens à mettre en œuvre pour la construction du parti, sur lequel a toujours achoppé l'unité du mouvement. Pour le P.O.I., l'édification du parti ne se fera pas en enseignant à ses cadres la *théorie* marxiste, mais en les «trempant» dans la lutte réelle des masses, or cette lutte ne peut avoir lieu que contre *l'oppression actuelle*. Certes le P.O.I. s'efforce, comme le C.C.I., d'expliquer que l'ennemi décisif sera un jour Roosevelt et la bourgeoisie française pro-américaine ; cependant il est bien obligé d'admettre que les masses n'ont pas aujourd'hui en face d'elles Roosevelt, mais Hitler. Ce n'est donc que contre l'impérialisme oppresseur *d'aujourd'hui* et la «bourgeoisie à son service» que les masses et les militants ouvriers peuvent engager le combat. Entrer dans la lutte contre l'opprimeur allemand et la bourgeoisie de Laval, aux côtés des masses combattantes, est un devoir impérieux pour l'avant-garde : c'est même pour elle le meilleur apprentissage de la lutte prolétarienne. Et le P.O.I. ajoute : «Renoncer à la lutte contre l'impérialisme actuel sous prétexte que celui de demain est plus dangereux encore, aurait pour résultat de nous couper de tout militant ouvrier, lié à sa classe ; ce serait préparer non des cadres ouvriers, mais des pédants prétentieux, désespérément myopes dans les luttes réelles, attendant que les masses soulevées viennent les solliciter un jour de leur prêter leurs lumières théoriques et de se mettre à leur tête» (1). De plus, le P.O.I. reproche au C.C.I. de considérer le mouvement anti-hitlérien comme

(1) «Réponse aux camarades de *la Seule Voie*», *op. cit.*, p. 21.

un produit de la propagande de la B.B.C. Mais c'est le contraire qui est vrai, soutient le P.O.I. ; c'est l'impérialisme anglo-américain qui *profite* du mouvement spontané des masses contre le nazisme ainsi que les bourgeoisies pro-alliées, qui essaient d'orienter le mouvement dans le sens de leurs intérêts.

Lorsque le C.C.I. caractérise la lutte des forces de libération nationale et en premier lieu des partis ouvriers, comme étant dirigée essentiellement contre la classe ouvrière et vers l'écrasement de ses soviets, le P.O.I. convient que c'est là effectivement le rôle que jouera la bureaucratie communiste alliée aux autres forces réactionnaires ; mais il précise qu'elle trouvera alors contre elle une partie importante de ses propres militants et de ses alliés, emportés par la dynamique de leur mouvement. Aussi bien le P.O.I. reproche-t-il au C.C.I. son incapacité à comprendre dans une situation historique complexe le rôle des alliances de la classe ouvrière avec des courants non prolétariens, et son incapacité à les utiliser au service de la révolution prolétarienne. A cet égard, poursuit le P.O.I., l'exemple de Lénine en 1917 devrait être pour le C.C.I. un profond sujet de réflexion (1). Ces critiques n'empêchent cependant pas le P.O.I. qui se dit «encouragé» par l'expérience du travail accompli en commun avec sa propre minorité, de s'affirmer convaincu de l'intérêt qu'il y a pour les deux groupes à unir leurs forces pour «forger» le parti bolchevik-léniniste. Il propose, si le C.C.I. est d'accord, de désigner deux membres de chaque organisation qui auront pour tâche de mettre au point l'ordre du jour du prochain congrès du P.O.I., de préparer les convocations et d'éditer un bulletin commun de discussion (2). Dans ses bulletins intérieurs, le P.O.I. ne semble pas fai-

(1) Le P.O.I. souligne qu'en 1917, Lénine sut utiliser, contre l'avis des «ultra-gauches» le courant individualiste des petits bourgeois paysans et des nationalités opprimées, ainsi que d'une manière générale la volonté démocratique des masses et leurs aspirations parlementaires.

(2) Dans la brochure intitulée *Les problèmes du Parti mondial de la révolution et la reconstruction de la IVème Internationale*, parue en février 1966, le groupe «Voix ouvrière» fait allusion à un «bulletin commun P.O.I.-C.C.I. de juillet 43» (p. 8). D'après V.O., ce bulletin loin de condamner la politique du P.O.I. en 1940, approuverait ses positions dont la perspicacité aurait permis de prévoir dès 1940 la transformation du mouvement national en mouvement de classe.

re état pour la préparation de son 5ème congrès en juin 1943, d'une collaboration effective avec le C.C.I., ni d'une participation de celui-ci au congrès. De même Yvan Craipeau, pourtant à l'époque membre du comité central, est très évasif dans sa *Chronologie*, sur la manière dont s'est déroulé ce 5ème congrès, qui réuni à Paris, a rassemblé selon lui une trentaine de participants (1). Mais s'avouant incapable de se rappeler qui étaient ces militants et d'où ils venaient, Yvan Craipeau signale seulement que le «congrès a certainement donné des directives pour l'unification», mais sans préciser lesquelles.

D'après le témoignage d'anciens militants du C.C.I., deux de ses représentants Rodolphe Prager et Jacques Privas, assistent au congrès du P.O.I. qui se déroule clandestinement dans le quartier des Arts-et-Métiers. Le débat entre les deux organisations est très soutenu et même assez violent. A leur tour, Yvan Craipeau, Abraham Léon, et Michel Pablo pour certaines séances, participent au congrès du C.C.I. qui se tient à Suresnes à la fin de 1943. Certes les réticences sont plus vives du côté du P.O.I. et il est probable que l'arrestation en octobre 1943 de Marcel Hic et de David Rousset, de loin les plus méfiants à l'égard du C.C.I. a pour conséquence de favoriser le rapprochement entre les deux formations. Ces arrestations ainsi que celles de Roland Filiatre et Marcel Beaufrère entraînent un affaiblissement considérable du P.O.I. sur lequel Pablo, à travers le Secrétariat provisoire européen, peut alors exercer une pression plus étroite. Aux anciens membres de la direction Yvan Craipeau et Marcel Gibelin, qui ont échappé à la Gestapo, s'adjoignent André Essel, Paul Parisot et Marcoux, ce dernier proche selon Yvan Craipeau et Albert Demazière des thèses du C.C.I. En réalité Marcoux se situe davantage, aux dires du C.C.I., dans la ligne du Secrétariat provisoire européen et de Pablo et tout en étant favorable à l'unification, se montre très hostile à ce qu'il estime être les extravagances sectaires et schématiques du C.C.I. De sorte que le P.O.I., bien qu'il souhaite comme le dit Craipeau, le «renfort des camarades

(1) Yvan Craipeau, *Chronologie et questions concernant les trotskystes pendant la guerre*, op. cit., p. 19.

dévoués et rigoureusement organisés» (1), manifeste encore des hésitations. Il faut l'intervention de Pablo, qui fixe des échéances précises -- ce qui n'avait pas été le cas jusque là -- pour que le processus d'unification s'engage véritablement et cette fois avec des dimensions européennes.

L'indépendance de la Lutte de classes.

Il est assez curieux que dans sa *Chronologie* (2) Yvan Craipeau écrive que le P.O.I. n'a pas jusqu'à 1944 connaissance de l'activité menée par la *Lutte de classes*. Cela est d'autant moins compréhensible que, malgré les difficultés inhérentes à la clandestinité, l'avant-garde révolutionnaire n'est pas si nombreuse que les contacts soient impossibles entre des militants qui professent des opinions voisines, surtout quand ces militants sont d'anciens camarades de parti. Le P.O.I. ne tente-t-il pas durant cette période d'élargir ses bases et de nouer des alliances avec des groupes internationalistes, comme l'*Insurgé* de Lyon auquel participent d'ailleurs d'anciens membres du P.S.O.P. ? Il est vrai que les militants réunis autour de la *Lutte de classes* ne semblent guère désireux de se rapprocher d'anciens camarades avec lesquels ils ont rompu en 1939 et dont ils n'approuvent pas les options jugées nationalistes des premières années de l'occupation.

Le groupe de la *Lutte de classes* explique en effet sa rupture avec les Comités français pour la IVème en octobre 1939 par sa volonté de se séparer d'un milieu petit-bourgeois, dont les pratiques organisationnelles ressortent da-

(1) *Ibid.*, p. 25.

(2) Cette *Chronologie* fut diffusée en 1968 par le Centre d'étude des socialistes de la rue Descartes, auprès des «témoins» qui militèrent dans les organisations trotskistes durant la guerre. Ce document de travail, qui devait lancer une discussion entre les différentes organisations sur l'histoire du mouvement trotskiste pendant la guerre, fut très vivement critiqué par les militants, qui reprochèrent au projet élaboré par Y. Craipeau, de ne représenter que les positions personnelles de son auteur. Selon Barta, le texte eut surtout le tort de donner l'impression d'un mouvement fortement organisé, alors qu'il ne fut qu'un cotoiement restreint, laborieux, difficile de militants qui travaillèrent comme ont toujours travaillé les trotskistes : «coupés des travailleurs et de l'action» (Entretien avec Barta [David Korner] du 21 décembre 1968).

vantage de la social-démocratie que d'un bolchevisme vérifiable (1). Selon *la Lutte de classes*, les idées de l'opposition russe ont échoué dans les milieux ouvriers français, du fait de l'emprise sur le prolétariat de ce pays, de deux partis opportunistes, dont l'un, le parti communiste a gagné son prestige de la révolution d'Octobre. Les idées de l'Opposition se sont surtout répandues parmi les intellectuels, ces derniers sans véritable tradition communiste et sans lien avec l'usine. L'Opposition communiste a ainsi acquis un caractère petit-bourgeois, qui a fortement handicapé le développement ultérieur du mouvement, à un moment où au contraire la puissance de l'action prolétarienne des années 1934 à 1938 aurait dû permettre la diffusion de ses idées (2).

Avant d'entreprendre la publication de *la Lutte de classes* en octobre 1942, avec un noyau de jeunes militants formés par lui, Barta et Louise Barta font paraître à partir d'octobre 1939 trois numéros d'un bulletin *l'Ouvrier*, interrompu en janvier 1940 par l'arrestation de Louise Barta. Avec l'occupation de la France et les thèses qu'elle suscite dans les «Comités français pour la IVème», Barta croit utile de rappeler ce qu'il considère comme les principes intangibles de l'internationalisme prolétarien. Le texte qu'il rédige en novembre 1940 et dont les thèmes seront ensuite développés par *la Lutte de classes*, analyse les origines de la guerre impérialiste et montre comment les différents tournants de Staline, en ayant désorienté le prolétariat français, l'ont réduit à l'impuissance que l'on constate alors (3). Pour Barta, l'occupation de la France par les armées du Reich, ne donne aucune actualité au problème national : s'il estime qu'il faut abattre les bastions de la violence impérialiste que sont l'Allemagne et l'Italie, et refuser à Hitler le droit de parler en maître, il affirme que cela doit se faire au moyen de la lutte de classes. Il faut éviter de mener des actions qui

(1) Rapport sur l'organisation. — S.I., [*La lutte de classes*], juillet 1943, p. 1.

(2) *Ibid.*

(3) *La Lutte contre la 2ème guerre impérialiste mondiale*. — S.I.n.d. [novembre 1940], — 28 p.

renforcent le pouvoir de Hitler et qui renforcent aussi l'esprit nationaliste, dont l'exaltation ne peut avoir comme résultat que de resserrer les liens entre les soldats allemands et leurs officiers chargés de la répression. La défaite de Hitler ne pourra être obtenue que par la victoire des exploités. D'ailleurs la lutte des ouvriers et des paysans pauvres contre le pillage du pays par l'impérialisme allemand et contre la bourgeoisie française, se heurtera inévitablement au militarisme allemand ; c'est précisément en s'abstenant de tout contenu nationaliste, que ce combat réussira à provoquer des remous dans l'armée allemande, dont le « caractère impérialiste » se révélera à ceux qu'a pu tromper, en France et en Allemagne, le soi-disant socialisme de Hitler. Les moyens à mettre en œuvre sont, selon Barta, la résistance passive à l'égard de l'impérialisme allemand et la lutte active contre l'action anti-ouvrière de la bourgeoisie française. L'essentiel est d'ailleurs de ne pas oublier que le prolétariat d'Europe forme un « tout qui saura trouver une issue prolétarienne ».

Lorsque *la Lutte de classes* commence sa publication en octobre 1942, elle défend la même perspective, dont elle ne variera pas jusqu'en 1944. Contrairement à *la Seule Voie* par exemple, elle ne cherche pas à établir de pronostics audacieux, mais tente en général de dresser une analyse succincte de la situation, de démontrer les ressorts politiques qui font agir les principaux protagonistes, afin de faire découvrir à ses lecteurs ouvriers quels sont leurs véritables intérêts. Elle insiste sur la nécessité de se méfier du nationalisme et de l'esprit de revanche qui sont des moyens de domination de la bourgeoisie, et montre que la lutte qui doit être menée contre le fascisme, ne peut l'être que dans le cadre de la révolution socialiste. Elle précise que pour transformer la guerre impérialiste en lutte pour la révolution socialiste, l'ouvrier français trouvera des armes et des alliés chez le soldat allemand qui se dressera aussi contre son état-major (1). Pour *la Lutte de classes*, il ne fait pas de doute

(1) « Contre la guerre impérialiste, vive la guerre civile », *La Lutte de classes*, n. 15, 12 juillet 1943.

non plus que la révolution surgira de la guerre et que l'Allemagne connaîtra une crise sociale violente, dont le rôle-charnière dans le processus révolutionnaire européen est cependant mis en évidence avec moins d'insistance que dans *la Seule Voie*. *La Lutte de classes* ressent-elle déjà, à travers la tactique des alliés, l'épuisement du prolétariat allemand en 1945, que le mouvement trotskiste tiendra alors pour responsable de l'échec de la révolution en Allemagne ? (1) *La Lutte de classes* est cependant convaincue que le capitalisme européen sortira de la guerre, «mortellement affaibli» et que dans certains pays comme l'Allemagne, l'Italie, la Roumanie, l'effondrement risquera d'être total ; dans les autres pays, s'ouvrira une ère de guerres civiles et de révolution (2). Mais il est à craindre, remarque *la Lutte de classes*, que la confusion et la désorganisation des révolutionnaires ne permettent une «stabilisation éphémère» du capitalisme. «Dans ce cas la misère atroce et l'esclavage politique seraient pour une certaine période notre sort. Le capitalisme européen ne peut en fait se survivre après cette guerre qu'en rabaissant le niveau de vie à ses extrêmes limites et en instaurant un ordre politique dictatorial. Crises économiques plus longues et plus profondes que toutes celles que nous avons jusqu'à maintenant connues, chômage massif et permanent, salaires bas, vie chère, esclavage politique, voilà les perspectives d'après guerre si nous accordons au capitalisme encore un délai d'existence» (3).

Le seul moyen de «servir le peuple» consiste donc, estime *la Lutte de classes*, dans la lutte pour les États-Unis socialistes d'Europe et dans la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile pour le socialisme. Si elle reconnaît que la classe ouvrière approuve ceux qui ont pris les armes contre les «bourreaux français et allemands qui mar-

(1) «La guerre civile en Allemagne», *La Lutte de classes*, n. 22, 31 décembre 1943.

(2) «A la nouvelle victoire politique de l'impérialisme anglo-saxon, la dissolution de la IIIème Internationale, le prolétariat répondra par la lutte révolutionnaire sous le drapeau de la IVème Internationale» *La Lutte de classes*, n. 13 spécial, 24 mai 1943.

(3) *Ibid.*

tyrisent les peuples», elle s'étonne pourtant que certains militants révolutionnaires se battent sous le drapeau de la bourgeoisie internationale (1). C'est ainsi qu'elle qualifie la participation au combat de la Résistance : pour elle la lutte des partisans et du prolétariat s'opposent fondamentalement et alors que le Secrétariat provisoire européen de la IVème Internationale est amené en décembre 1943 (2) à prendre en considération le mouvement des partisans et à conseiller à ses militants d'y participer afin d'y faire pénétrer leur politique, *la Lutte de classes* marque longtemps ses réticences ; elle s'en tient à la théorie selon laquelle le combat de partisans regroupe une minorité de la classe ouvrière qui se trouve ainsi mêlée à d'autres couches sociales, contrôlées par des partis hostiles à la révolution prolétarienne dont l'unique but est d'apporter un soutien militaire aux adversaires de l'Allemagne.

Pour le Secrétariat européen le caractère de masse que connaissent les mouvements de partisans à partir de 1942-1943, tient au fait que de nombreux travailleurs et jeunes gens, refusant le travail obligatoire en Allemagne, préfèrent rejoindre les maquis. *La Lutte de classes* quant à elle, décrit une situation inverse, en montrant que si les maquis se sont peut-être au début constitués sur une base de classe, ils ont vite été noyautés et dirigés par des «officiers cagouleurs» (3). En dehors de la Résistance officielle qu'elle considère comme l'organe politique de la bourgeoisie «dirigé autant que l'État français de Pétain contre les travailleurs» (4) — et en cela *la Lutte de classes* ne se différencie guère de *la Seule Voie* ni même de *la Vérité* — elle envisage néanmoins la possibilité de résister à Vichy et à l'impérialisme allemand en restant «sous le drapeau rouge» : bien sûr il n'est pas question de s'enrôler dans l'armée gaulliste de libération

(1) «Défense des terroristes», *La Lutte de classes*, n. 25, 23 février 1944. A propos de «l'Affiche rouge» placardée sur les murs de Paris, et reproduisant les portraits de 24 terroristes — dont le communiste Marouchian — fusillés par les nazis.

(2) Cf. «La Résolution du Secrétariat provisoire européen sur le mouvement des partisans», in *Quatrième internationale*, n. 3, janvier 1944, pp. 10-11.

(3) «L'armée permanente et l'armée populaire», *La Lutte de classes*, n. 32, juillet 1944.

(4) «Qui l'emportera ?» *La Lutte de classes*, n. 31, 22 juin 1944.

ni de servir de « chair à canon » pour permettre à la France de prendre sa revanche et de retrouver son rôle de gendarme dans les colonies ; mais *la Lutte de classes* est bien obligée de constater que nombreux sont les ouvriers qui plutôt que de se soumettre au S.T.O., choisissent la clandestinité des maquis : à ceux-là, elle dit simplement de ne pas oublier qu'ils sont les « fils de la classe ouvrière qui lutte contre les capitalistes et qui fraternise avec les ouvriers et les paysans quel que soit leur uniforme ou leur langue » ; elle ne leur donne pas d'autre consigne politique que d'exiger un armement et l'élection démocratique des chefs. A ceux qui n'ont pu se soustraire au travail en Allemagne, elle conseille de se lier avec les travailleurs allemands pour saboter la machine de guerre nazie et pour les aider à renverser Hitler (1).

Il reste cependant que pour *la Lutte de classes* l'essentiel n'est pas là et que la première fonction du prolétariat est de mener à bien le renversement de sa bourgeoisie. En 1940, Barta considère que le prolétariat français, désemparé et divisé par la politique opportuniste de ses directions, doit avant tout se reconstituer en tant que classe, c'est-à-dire reconstruire ses organes de défense contre le capitalisme. Pour cela, il lui faut se réorganiser *syndicalement* sur la base de chaque usine, en s'affiliant non pas aux organisations ouvrières officielles, mais en militant dans les syndicats illégaux. Un programme de revendications transitoires est en même temps proposé : élection de comités de chômeurs, ceux-ci élisant leurs délégués à un congrès destiné à élaborer un plan ouvrier de reprise industrielle ; création de comités d'usines chargés des revendications salariales ; alliance de la ville et de la campagne par l'intermédiaire des coopératives ouvrières et des comités de petits paysans ; revendications démocratiques, gouvernement ouvrier et paysan. Il est intéressant de noter qu'à l'époque où Barta définit ce programme, en novembre 1940, il fait sien le mot d'ordre alors défendu par les communistes de « Thorez au pouvoir » et s'estime prêt à soutenir un tel gouvernement dans la mesure où il saura s'opposer à la bourgeoisie.

(1) « Jeunes, debout pour votre défense », *La Lutte de classes*, n. 24, 8 février 1944.

Or ce que constate *la Lutte de classes* c'est au contraire la politique d'union sacrée avec la bourgeoisie que mène le parti communiste depuis 1941. Il ne s'agit donc plus pour elle d'espérer en un illusoire comportement de classe de la part des organisations prolétariennes, mais de les amener à rompre avec la bourgeoisie et à combattre sous leurs propres drapeaux, sous la pression de la classe ouvrière, enfin convaincue qu'elle ne pourra se libérer que par la révolution (1). En effet, mettant à profit les premières défaites de Hitler, la classe ouvrière doit s'armer, créer dans tout le pays des conseils ouvriers et paysans afin de conquérir les libertés démocratiques indispensables à l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan appuyé sur les conseils.

Dans l'extension de la révolution au monde entier, *la Lutte de classes* pense que la victoire de l'Armée rouge jouera un rôle décisif. Car bien que Staline ait préféré l'alliance avec l'impérialisme et, en prononçant la dissolution du Komintern, ait mis fin à l'activité du mouvement communiste international, l'URSS, reste un État «rouge», puisque toujours fondé sur «l'économie planifiée» (2). La défense de l'État ouvrier, même rendu «méconnaissable» par la bureaucratie stalinienne, demeure pour le prolétariat international le mot d'ordre de l'époque. Dans les pays en guerre contre l'URSS, *la Lutte de classes* préconise avec la grève perlée et le refus quand il est possible de la «relève impérialiste», une action défaitiste, allant jusqu'au sabotage et à l'action armée contre l'appareil militaire allemand, à condition toutefois de ne pas confondre les officiers du Reich et les soldats allemands ouvriers et paysans (3). Mais ce n'est pas à une aide militaire directe en faveur de l'URSS que *la Lutte de classes* appelle principalement le

(1) «Au seuil de l'année sanglante», *La Lutte de classes*, n. 22, 31 décembre 1943.

(2) «Les victoires de l'Armée rouge seront la victoire du socialisme», *La Lutte de classes* n. 10, 28 février 1943. Dans ce texte de *La Lutte de classes*, les critères habituellement retenus pour définir le caractère socialiste de l'URSS se réduisent au seul critère du plan.

(3) «L'Avance soviétique rapproche l'heure de la révolution socialiste en Europe. Vivent les États-Unis socialistes d'Europe», *La Lutte de classes*, n. 8, 20 janvier 1943.

prolétariat des pays occupés, c'est à une lutte révolutionnaire de désagrégation de son propre impérialisme. C'est là pour la *Lutte de classes* la seule manière véritablement prolétarienne d'aider l'URSS, dont la victoire est indispensable à la victoire du socialisme.

En 1940, Barta, considère que les conditions objectives pour la prise du pouvoir existent, comme elles ont existé en 1936 : mais ce qui a alors manqué au prolétariat, c'est ce qu'il appelle le «facteur subjectif», c'est-à-dire la capacité politique de renverser la bourgeoisie, cette capacité s'exprimant dans le parti révolutionnaire, à la création duquel tend la IVème Internationale. Ne peut-on cependant objecter, que la IVème Internationale est bien faible «pour que ses idées s'emparent des masses» ? (1) A cela Barta répond que «si les militants ouvriers les plus avancés ne veulent pas capituler devant le fascisme ni suivre impuissants la diplomatie stalinienne, ils seront obligés de se mettre à l'école des idées de la IVème» (2). Et il ajoute : «Pour nous, l'avenir de la IVème en France est lié à la pénétration de ses idées parmi les militants communistes qui n'ont pas encore rompu avec Staline. Ceux-ci, — précise-t-il — n'ont pas besoin pour se transformer en militants de la IVème Internationale de changer de fond en comble : il leur suffit de prendre conscience du rôle politique joué par Staline, pour fournir à la IVème Internationale des cadres dont la psychologie soit véritablement communiste» (3).

Pour le groupe de la *Lutte de classes*, dont le principal animateur reste toujours Barta, le seul type d'organisation possible est le parti révolutionnaire bolchevique : c'est lui seul qui est capable d'élaborer une politique juste, en contact avec la classe ouvrière et par son poids organisationnel de conduire la lutte de classes à l'échelle d'un pays. C'est ainsi que la vague révolutionnaire que la *Lutte de classes*

(1) Cette formulation, que l'on peut imputer aux conditions difficiles dans lesquelles ces textes étaient rédigés, s'explique très bien, si l'on se réfère à la théorie du parti défendue à l'époque par Barta, selon laquelle le prolétariat est de lui-même incapable de parvenir à la claire conscience de sa vocation.

(2) *La Lutte contre la 2ème guerre impérialiste mondiale*, op. cit., p. 27.

(3) *Ibid.*, p. 27.

observe en décembre 1943 ne pourra selon elle se développer que si elle est guidée par un parti révolutionnaire. De même c'est à l'absence de parti révolutionnaire incarnant une volonté socialiste que *la Lutte de classes* attribue l'échec du prolétariat italien après la chute du régime de Mussolini (1). Car le prolétariat ne possède pas, assure *la Lutte de classes*, la capacité de construire tout seul le parti. S'affirmant fidèle aux enseignements de Lénine — pourtant conçus à une époque où le développement de la classe ouvrière était moins avancé — *la Lutte de classes* rappelle l'aide théorique que doivent apporter au prolétariat les communistes issus d'autres couches sociales, souvent mal libérés de leurs attaches bourgeoises ou petites-bourgeoises (2).

Le travail d'organisation auquel se livrent les militants de *la Lutte de classes* et qui semble être l'activité principale du groupe pendant la guerre, est donc conçu comme un travail *en direction* d'un parti bolchevik, dont la réalisation est encore à faire. Les quelques recrutements très faibles numériquement — avoue *la Lutte de classes* — s'effectuent parmi les militants du parti communiste et les jeunes gens entre seize et dix-huit ans qu'ils soient munis ou non de traditions politiques (3). Sur le plan du fonctionnement du groupe, un centralisme rigoureux est préconisé, allant de pair avec une démocratie véritable, celle-ci dépendant du niveau élevé de conscience des responsables. Relevant que le parti n'est pas la simple somme de ses militants, mais qu'il est une «qualité nouvelle», *la Lutte de classes* développe une «religion» de l'organisation, à laquelle doivent être subordonnées toutes les ressources morales, intellectuelles et matérielles du militant.

(1) «Le régime fasciste s'effondre en Italie. Les ouvriers italiens nous montrent la voie», *La Lutte de classes*, n. 16, 4 août 1943.

(2) Barta révisera plus tard cette opinion. Contrairement à ses «héritiers» de *Voix ouvrière*, puis de *Lutte ouvrière*, il estimera que le problème n'est pas de construire une organisation révolutionnaire qui *dirige* la lutte du prolétariat. Il faut que celui-ci *désire* la révolution. Les militants révolutionnaires ne peuvent reprendre et expliquer que ce qui existe déjà dans la classe ouvrière (entretien du 21 décembre 1968).

(3) Cf. *Rapport sur l'organisation*, op. cit.

C'est parmi les minoritaires du P.O.I. membres de l'Opposition internationaliste, que nous retrouvons ce même souci de l'organisation poussé jusqu'à la « mystique », qui les fera d'ailleurs surnommer « mystificateurs » (1). Mais lorsque les minoritaires du P.O.I. insistent sur la nécessaire éducation des militants, à laquelle ils reprochent au P.O.I. de ne pas consacrer d'efforts suffisants, ils pensent essentiellement à l'apprentissage marxiste-léniniste, pour lequel ils prévoient d'ailleurs un programme d'étude pour l'année (2). Le deuxième point sur lequel les minoritaires du P.O.I. jugent utile de mettre l'accent réside dans la liaison des militants avec le milieu social environnant. S'ils reconnaissent que leurs efforts d'agitation n'ont jusqu'à 1943 donné que peu de résultats, c'est d'abord à cause de la faiblesse de leurs effectifs et parce que les circonstances n'étaient guère favorables ; mais c'est surtout parce que leur implantation insuffisante dans la vie des quartiers ne leur permettait pas de contrôler l'efficacité véritable de leurs mots d'ordre : « Nos camarades ne vont pas au café avec ceux avec qui ils travaillent parce qu'ils ont de multiples occupations et ils ont tort. Ils déménagent souvent et l'accrochage local s'en ressent. Ce qui fait des bolcheviks-léninistes presque une catégorie sociale étrangère aux autres et n'ayant plus avec les autres que des points de contact rares et difficiles » (3). Il faut donc, estiment ces militants, que les membres du P.O.I. « vivent » dans leurs quartiers, dans les cafés proches de leurs usines, qu'ils deviennent des « techniciens de la vie sociale » : une étude sérieuse de tous les centres vitaux du quartier doit aboutir à une *carte* des lieux stratégiques : usines, grands magasins, maisons ouvrières, écoles, etc.

(1) « Scandale de l'éducation », *Bulletin intérieur du P.O.I.*, n. 11, janvier 1943.

(2) « Réflexion critique sur les thèses nationales », *Bulletin intérieur du P.O.I.*, n. 15, avril 1943. Les textes proposés sont : Marx, *Salaires prix, et profits* ; Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique, l'Origine de la famille* ; Lénine, *l'Etat et la révolution, l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme, la Maladie infantile du communisme, Que faire ?* ; de Trotski, *la Révolution trahie, Problèmes de la révolution allemande, Où va la France ?* D. Guérin, *Fascisme et grand capital*, et *Manifeste de la IV^{ème} aux travailleurs du monde*.

(3) « Réflexion critique sur les thèses nationales », *op. cit.*, p. 6.

Alors que l'Opposition internationaliste cherche à bâtir une organisation «opérationnelle» dont les militants liés à la population du quartier, soient informés, en spécialistes, de la topographie du champ de bataille, *la Lutte de classes* met davantage l'accent sur le *contenu moral* du bolchevisme, qu'elle oppose à la morale bourgeoise. Pour *la Lutte de classes*, la force de la morale prolétarienne vient en effet de ce qu'elle n'a pas pour origine une *abstraction*, mais la *science même*, celle-ci étant produite par la lutte de classes au moyen de la méthode marxiste (1). Si le parti doit assurer l'éducation théorique de ses militants, il a aussi pour fonction de former des hommes dans la perspective d'une éthique prolétarienne et de les amener à la «culture» dans la mesure où ils en ont été socialement privés (2).

La Lutte de classes veut des militants *professionnels* au sens où ils doivent être à l'entière disposition du parti, mais elle admet que le nombre des permanents sélectionnés et sous le contrôle du parti reste malgré tout limité, ceci afin d'empêcher le parti de rompre tout lien avec la production et de se couper de toute vie sociale. Appelé à jouer un rôle déterminant dans l'organisation, le militant professionnel doit savoir en assumer les difficultés, accepter les aspects souvent pénibles d'une vie toute entière consacrée au parti et soumise à sa discipline. «Mais ce qui caractérise le révolutionnaire, — conclut *la Lutte de classes* —, c'est qu'il n'attend de son activité qu'une seule récompense, c'est la reconnaissance tôt ou tard que celle-ci a été conforme aux intérêts véritables de l'humanité. C'est pourquoi il peut résister à toutes les épreuves : s'il est relativement facile de donner sa vie d'un seul coup, il faut savoir aussi la donner peu à peu dans la lutte opiniâtre que nécessite le renversement de la bourgeoisie. Ce type d'individu n'est pas rare. Le parti dégage ce sentiment de sacrifice total, de dignité et, si l'on veut, de félicité» (3).

(1) Cf. *Rapport sur l'organisation*, op. cit.

(2) Barta, lors des nombreuses discussions amicales que nous avons eues durant l'année 1972, nous a expliqué que cette formation des militants consista en une véritable initiation à l'art et à la musique, au moyen du musée et du concert.

(3) *Rapport sur l'organisation*, op. cit., p. 10.

Il est compréhensible qu'une conception si haute du parti, cette «forme supérieure d'association humaine» (1), ne prédispose guère *la Lutte de classes* aux nécessaires compromis qu'implique toute négociation entre deux organisations décidées à s'unifier. Mais le compromis avec le P.O.I. paraît en l'occurrence trop considérable à *la Lutte de classes* pour qu'elle accepte de s'y livrer.

Que le P.O.I. n'ait pas été suffisamment attentif aux problèmes organisationnels constitue certes pour *la Lutte de classes* un handicap sérieux, qui appelle la critique, mais ce qui est beaucoup plus grave à ses yeux, c'est le refus d'autocritique du P.O.I.

Encore sous le coup des thèses de Marcel Hic présentées dans le *Bulletin du Comité pour la IVème Internationale* et développées par *la Vérité*, Barta s'étonne en 1940 que l'occupation de la France ait fait naître des mots d'ordre nouveaux chez ces «éternels chercheurs de tactiques» que sont ses anciens camarades des Comités français pour la IVème (2). Car Barta estime que l'occupation de la France par les armées de Hitler n'a pas modifié le caractère impérialiste de la guerre ni attribué à la France, puissance impérialiste, un statut de type colonial, justifiant des revendications nationales. Si depuis la défaite de l'impérialisme français, l'ennemi «principal» est Hitler, il s'agit de le combattre par des moyens *de classe* et non par des combinaisons politiques qui ne peuvent faire de la classe ouvrière qu'un otage aux mains de la bourgeoisie et lui fermer pour longtemps toute perspective révolutionnaire.

Le prétexte de cette «exaltation patriotique», les «Comités français» le trouvent, selon Barta, dans le mouvement spontané de résistance qu'opposent les paysans aux réquisitions *allemandes*. Mais l'analyse est erronée, affirme Barta : cette révolte des paysans n'est qu'un des aspects des rapports entre la ville et la campagne ; la preuve d'ailleurs que cette lutte des paysans est avant tout une lutte «*anti-impérialiste*», se trouve démontrée par le fait que les paysans

(1) *Rapport sur l'organisation*, op. cit., p. 4.

(2) *La Lutte contre la seconde guerre impérialiste mondiale*, op. cit.

se battent de la même façon contre les réquisitions des autorités françaises. A cela, les «Comités français» pourraient répondre que c'est peut-être parce que les paysans se méfient du Gouvernement de Vichy — dont ils soupçonnent la soumission totale à l'Allemagne —, qu'ils refusent de lui livrer leur blé.

L'appel lancé par les «Comités français» à tous ceux «qui pensent français» — y compris la bourgeoisie — est une fois de plus l'occasion pour Barta de déplorer l'abandon par ses anciens camarades, des fondements du marxisme-léninisme. Comment peut-on concevoir une bourgeoisie soucieuse de la «patrie» alors qu'il n'y a qu'une bourgeoisie impérialiste qui se trouve, selon le choix qu'elle a fait de ses intérêts futurs, partagés entre deux camps, le camp de l'Allemagne et celui des anglo-saxons ? Il y a là une confusion théorique dont les conséquences risquent d'être fort dommageables pour l'avenir de l'avant-garde. De même, la création de «comités de vigilance nationale» constitue pour Barta une véritable «trahison de la lutte de classes et un affaiblissement de la lutte contre l'oppression nationale». L'activité de ces comités n'est-elle pas susceptible d'aboutir à des actions *politiques*, du type de la manifestation du 11 novembre 1940, qui n'ont d'autre résultat que d'exaspérer le chauvinisme sans pour autant porter atteinte à la puissance de l'hitlérisme ? Pour Barta, la manifestation du 11 novembre aux Champs-Élysées aurait dû provoquer non pas une approbation de la part de *la Vérité*, comme ce fut le cas, mais — tout en déniait à Hitler «le droit d'interdire quoi que ce soit dans un pays qui n'est pas le sien» — une mise en garde des ouvriers contre des manifestations qui ne contribuent en définitive qu'au renforcement de Hitler et du nationalisme.

En fait, l'attitude des «Comités français» après juin 1940 prônant un «front commun avec les nationalistes» sera la preuve aux yeux de Barta et de *la Lutte de classes*, de la composition petite-bourgeoisie des groupements de la IVème Internationale. Dans ces conditions, la réunification qui s'effectue en 1944 entre le P.O.I. et le C.C.I. n'apparaît guère à *la Lutte de classes* comme un regroupement positif, auquel elle juge utile de se joindre. Bien que

ses critiques visent surtout la politique jugée chauvine du P.O.I. en 1940 et qu'elle ne formule pas de reproches précis à l'encontre du C.C.I., ce qu'elle dénonce c'est le refus par les deux organisations, le P.O.I. aussi bien que le C.C.I., de réexaminer le passé et d'en faire la critique à l'occasion de la réunification.

Le ralliement d'Octobre.

Parmi les trois formations à l'origine du P.C.I., le groupe *Octobre* rassemble un petit nombre de militants, dont Henri Claude et Michel Lequenne, venus pour la plupart du mouvement abondanciste d'avant-guerre. Au sein du mouvement français abondanciste de Georges Duboin, quelques jeunes gens plus radicaux et plus politisés, décident de former en 1935 les «Jeunes équipes unies pour une nouvelle économie sociale» (J.E.U.N.E.S.) qui publient à partir de 1938 le journal *Libération* (1). Ces jeunes ont vécu la frustration du Front populaire, croyant alors que la révolution était possible. Certains d'entre eux ont été marqués très fortement par les procès de Moscou. A la déclaration de guerre, des militants des «Jeunes équipes» se retrouvent, pour la plupart issus des classes moyennes, ingénieurs, et cherchent à se définir politiquement en fondant le groupe «Octobre». Pour eux, la guerre est une guerre impérialiste, bien qu'à la différence de la guerre de 14-18, elle soit aussi une lutte contre le nazisme ; la défense de l'URSS s'est accompagnée, du moins pour certains, de l'acceptation du pacte germano-soviétique. Jeunes révolutionnaires, ils voient dans la guerre les prémices de la révolution et leurs préoccupations s'orientent surtout vers la

(1) Avant de publier *Libération*, les «Jeunes équipes» éditent un organe du même nom J.E.U.N.E.S. de 1935 à 1937, dont la collection conservée à l'I.I.S.G. d'Amsterdam, va du n. 5 (2ème année), fév.-mars 1936 au n. 16 mai 1937. Le «délégué général» des J.E.U.N.E.S. est Jean Nocher. *Libération* dont le sous-titre «par l'abondance, journal rédigé et diffusé par les J.E.U.N.E.S.», deviendra «Par la science et la technique dans l'abondance...», est publié de janvier 1938 à juillet 1939. Collaborateurs : Jean Nocher, A. Maurouard, Pierre Neuville, Henri Claude.

(2) D'après l'entretien que nous avons eu avec Henri Claude le 5 mars 1971.

préparation de cette révolution. Plutôt que vers le parti communiste, dont ils jugent la lutte contre l'occupant trop exclusive et insuffisamment chargée d'un contenu de classe, ils vont se tourner vers les militants trotskistes plus proches de leurs positions, avec lesquels ils entrent en contact par l'intermédiaire de Henri Molinier, membre du C.C.I. (1). Celui-ci assume très vite une responsabilité dirigeante dans le groupe, dont les textes sont rédigés en accord avec le C.C.I. Le groupe «Octobre» est invité à participer à la pré-conférence du C.C.I. de mars 1943, mais à la suite d'un contre temps, le rendez-vous est manqué (2). Leur manifeste publié dans le bulletin intérieur du C.C.I. tente d'amorcer à l'intérieur du groupe trotskiste la discussion qui n'a pu avoir lieu.

Pour les militants d'*Octobre*, la responsabilité de la guerre incombe au système capitaliste. Chaque puissance capitaliste a besoin d'une expansion mondiale, celle-ci se trouvant même insuffisante à ce stade avancé de l'impérialisme des années quarante. Les tentatives de réformes du capitalisme, que ce soit le dirigisme nazi ou le *New Deal* de Roosevelt, ne réussissent qu'à aggraver le mal. Seule l'organisation planifiée et socialiste de l'économie mondiale permettra de distribuer à chacun selon ses besoins les «richesses que la machine met au service de l'homme». L'unique voie pour parvenir au socialisme passe par la révolution prolétarienne. Pour les militants d'*Octobre*, «la seconde guerre mondiale par son déchaînement de misères et d'horreurs doit créer des mouvements populaires d'une ampleur et d'une violence telles que les mouvements de *Juin 36* paraîtront à côté des colères d'enfants» (3). Et le nouveau *Juin 36* sera cette fois à l'échelle européenne et mondiale.

Comme pour les partisans de Trotski, la Révolution de 1917 reste pour *Octobre* la principale source d'inspiration, le modèle auquel la guerre est censée apporter une nouvelle confirmation. De même que l'intervention des occidentaux

(1) D'après l'entretien que nous avons eu avec Henri Claude le 5 mars 1971.

(2) D'après le *bulletin intérieur du C.C.I.*, n. 11, mars 1943.

(3) *Qu'est-ce que le groupe Octobre*, non daté, 1 p., texte sur deux colonnes [archives Scheuer, am IISG].

pendant la guerre civile en Russie était destinée à écraser la révolution, de même l'arrivée des troupes anglo-américaines en Europe marquera la volonté du capitalisme de «mâter» la révolution prolétarienne qui va surgir et de venir à bout de l'URSS.

Selon *Octobre*, si l'on assiste déjà depuis la guerre et depuis la défaite de l'impérialisme français à une pénétration accentuée du capital américain dans le monde — l'Afrique du nord française n'est-elle pas en train de devenir un «fief» américain ? — on peut penser que les États-Unis ne se contenteront pas des avantages acquis ni de ceux qu'ils tireront de leur victoire sur l'Allemagne et le Japon. Leurs propres contradictions les poussant à coloniser le monde entier, ils entreront alors en conflit ouvert avec l'URSS, dont le régime économique échappe au contrôle du capitalisme international. Malgré ses imperfections et ses contradictions, l'URSS, «corps étranger au capitalisme», demeure le pays de l'étatisation des moyens de production et d'échange. Mais, reconnaît *Octobre*, les différences de revenus aussi importantes que dans les pays capitalistes, la formation d'une nouvelle catégorie sociale privilégiée, l'administration, montrent que l'URSS n'a pas encore réalisé le socialisme. Le retard de la révolution bolchevique mondiale ou tout au moins européenne, provoqua l'isolement de l'URSS, contrainte de dépendre pour son industrialisation de l'économie capitaliste. Cela, joint à la fatigue du peuple et au poids de la paysannerie encore peu évoluée, fit naître un régime où «mille compromis, crises multiples économiques, sociales, politiques [...] maintiennent en URSS à travers d'énormes progrès économiques réalisés, des déséquilibres permanents» (1). Néanmoins, l'URSS reste le premier noyau de la révolution mondiale qu'il faut défendre contre ses ennemis extérieurs et intérieurs. Pour *Octobre* la lutte que devra mener l'Europe contre l'Amérique pour venir en aide à l'Union soviétique, sera la lutte révolutionnaire des États-Unis soviétiques d'Europe pour le renversement du régime capitaliste aux États-Unis.

(1) «Manifeste», *Bulletin intérieur du C.C.I.*, n. 11, mars 1943.

Car la coexistence pacifique du socialisme avec l'impérialisme étant impossible, il n'y aura aucun compromis durable (1).

Octobre se propose donc de «mobiliser dans un esprit de lutte de classes internationaliste, les travailleurs des villes et des champs pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire» (2). Cette lutte, il conviendra de la développer «sans pause» à l'échelle de l'Europe et du monde «jusqu'à l'expropriation complète du capitalisme, c'est-à-dire jusqu'à la collectivisation des moyens de production et d'échange en commençant par la nationalisation sans indemnité des grandes entreprises et propriétés foncières» (3). Les comités ouvriers et paysans devront élire et contrôler leur propre gouvernement et par la suppression des droits politiques de tous les bourgeois, instaurer la dictature du prolétariat. Celle-ci sera nécessaire pour préparer l'avènement de la société sans classe qui verra le règne de la véritable démocratie. Car il n'y a pas, pour *Octobre*, de démocratie possible entre patrons et exploités, propriétaires et paysans pauvres et la «démocratie» dont se réclame la bourgeoisie n'est en réalité qu'un leurre.

Ces objectifs à long terme, *Octobre* entend les atteindre en défendant dans l'immédiat la fraternisation avec les «soldats occupants» et en combattant le nationalisme qui n'a pour résultat que de «soudier» les classes opposées. L'impérialisme dissimule en effet les vraies causes de la guerre et pour éloigner les peuples de leurs revendications économiques fondamentales, les excite au moyen de «passions nationales et raciales». C'est pourquoi *Octobre* refuse de suivre De Gaulle et Churchill qui ne font chacun qu'obéir à leur capitalisme respectif, et combat les alliances de type nationaliste. Pour *Octobre* il faut dès à présent créer dans les usines des groupes ouvriers clandestins pour organiser la résistance au patronat, mettre sur pied tous les organes de contrôle ouvrier afin de préparer les soviets de demain, dont le développement favorisera la révolution allemande (4).

(1) *Ibid.*, p. 21.

(2) *Qu'est-ce que le groupe Octobre ? op. cit.*

(3) *Ibid.*

(4) *Manifeste, op. cit.*

Pour réaliser ces tâches, *Octobre* estime qu'un parti et qu'une Internationale révolutionnaires sont absolument indispensables, mais qu'ils n'existent actuellement pas (1). Le parti socialiste a suffisamment montré aux yeux d'*Octobre* que ses chefs n'étaient capables que de «se vendre» à l'impérialisme, qu'il soit anglo-saxon ou allemand ; le PSOP centriste et sans perspective a été dissocié par la guerre et ses membres n'ont pas été capables de se regrouper sur une plate-forme précise. Quant au parti communiste «malgré le courage et le dévouement magnifiques de ses militants», il ne peut pas davantage prétendre être le parti de la révolution prolétarienne. Sous prétexte de «manœuvres» et de «tactiques», il a abandonné les principes du communisme qui sont la lutte de classes et l'internationalisme pour pratiquer une collaboration de classes permanente et répandre dans les masses une idéologie nationale. L'un des reproches et non des moindres, adressé par *Octobre* au parti communiste est d'avoir abandonné au nom de la «discipline» les principes bolcheviques d'organisation du parti révolutionnaire :

« les membres ne reçoivent aucune éducation marxiste sérieuse, ne discutent plus ; les tendances n'ont pas le droit d'exister ; chacun est tenu à une obéissance aveugle à la ' ligne générale ', aux ' directives ' qui finalement se confondent avec les ordres que donne la direction incontrôlée du parti russe pour servir ce qu'elle déclare être les intérêts de l'URSS » (2).

Restent les groupes trotskistes : pour *Octobre* aucun d'entre eux «ne saurait prétendre constituer dès maintenant à lui seul le parti et l'Internationale de demain. Des divergences politiques quelquefois sérieuses les séparent encore et leur interdisent d'être aujourd'hui un pôle de rassemblement décisif» (3).

Le parti et l'Internationale restent donc encore à bâtir mais ne «se construiront que dans la lutte qui au cours de cette guerre, doit mettre aux prises le capitalisme mondial, conduit par le capitalisme américain et la révolution

(1) *Qu'est-ce que le groupe Octobre*, op. cit.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

socialiste appuyée par les forces prolétariennes de l'URSS». Le but de la future Internationale doit être de rassembler, d'organiser dans l'action, à la fois les révolutionnaires membres de groupes qui se réclament du communisme, et ceux qui sont encore «inorganisés», faute d'avoir une confiance suffisante dans les organisations actuelles. La tâche que se fixe *Octobre* est d'aider à ce regroupement par un travail «d'éducation, de propagande, de liaison et d'action».

II. LA CONFÉRENCE EUROPÉENNE DE FÉVRIER 1944 ET L'UNIFICATION.

Lorsque la Conférence européenne de la IV^{ème} Internationale se réunit en février 1944, son objectif est de définir, face à la crise révolutionnaire jugée imminente, les tâches de la IV^{ème} Internationale en Europe. La conférence rappelle d'abord le caractère impérialiste de la guerre :

« Comme pendant la première guerre impérialiste, la bourgeoisie aidée par la propagande trompeuse des partis ouvriers dégénérés de la II^{ème} et de l'ex-III^{ème} Internationale, chercha dès le début du conflit actuel, à camoufler son caractère impérialiste derrière des principes politiques abstraits, tels que l'opposition inconciliable des «démocraties» et du «fascisme». En réalité, ces deux formes politiques correspondent au niveau économique différent des blocs impérialistes privilégiés : Angleterre, France, États-Unis et des blocs impérialistes désavantagés : Allemagne, Italie, Japon et constituent deux gammes de la réaction politique générale qui est inhérente à l'ensemble du capitalisme à sa phase impérialiste» (1).

Si la conférence estime «inexorable» la transformation de la seconde guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire, et souligne le rôle charnière que doit y remplir la révolution allemande, elle reconnaît que le mouvement sera différent selon les pays, confus, réactionnaire même, mais gardera un caractère profondément révolutionnaire et ne s'arrêtera pas avant d'avoir accompli sa mission historique.

(1) «Thèses sur la liquidation de la seconde guerre mondiale impérialiste et la montée révolutionnaire», in *Quatrième internationale*, n.s., n. 4-5, février-mars 1944, p. 4.

Considérant la lutte pour la paix comme le levier le plus puissant pour mobiliser les masses dans la voie révolutionnaire, la conférence juge indispensable de lier ce mot d'ordre à la fraternisation internationale des travailleurs, pour préparer la lutte contre un «nouveau Versailles» et pour les États-Unis socialistes d'Europe. En ce qui concerne la tactique dans les pays occupés, la Conférence affirme la nécessité pour le prolétariat de repousser toute alliance avec la bourgeoisie, dont la lutte «nationale» ne perd point pour autant son contenu impérialiste. Cependant la IVème Internationale ne peut se désintéresser de la lutte des masses contre l'oppression de l'impérialisme allemand, lutte qu'elle doit soutenir afin de la transformer en offensive générale contre le capitalisme. Elle doit aider le prolétariat à développer des embryons de pouvoir ouvrier (milices, comités), et combattre toute forme de nationalisme. En cas de soulèvement des masses populaires dans le cadre d'un débarquement «allié», le prolétariat s'efforcera de lui donner une ferme orientation de classe. La conférence insiste aussi sur l'utilité qu'il y a pour les bolcheviks-léninistes à entrer dans les rangs des partisans afin d'y défendre un programme de classe et d'y jouer le rôle de «détachements armés au service de la révolution prolétarienne» (1).

Quant à l'URSS, la conférence considère que la course de vitesse qu'elle engage dans le domaine territorial et militaire ne peut que précipiter le règlement de compte entre elle et la bourgeoisie, et briser l'élan du prolétariat révolutionnaire. L'avant-garde se doit de critiquer et de combattre cette politique de Staline, comme d'ailleurs sa politique intérieure ; mais sachant que la bourgeoisie internationale n'a d'autre but que la destruction du régime installé par Octobre, elle se prononce pour la défense inconditionnelle de l'URSS, en précisant toutefois que la lutte qu'elle mène pour la défense de l'État ouvrier, fait partie intégrante de la lutte internationale pour le renversement

* (1) Les thèses rappellent la Résolution du Secrétariat provisoire européen sur le mouvement des partisans de décembre 1943. Voir *Quatrième internationale*, n. 3, janvier 1944.

de l'impérialisme. La nécessité du front unique avec la bureaucratie stalinienne contre l'impérialisme, ne justifie à aucun moment le moindre «renoncement» car c'est «seulement le prolétariat au pouvoir qui pourra défendre efficacement l'URSS, restaurer son économie et donner aux masses le prix de tous les sacrifices accomplis».

Pour lutter contre l'Etat bourgeois, l'avant-garde révolutionnaire doit mettre en avant un programme de revendications transitoires : revendications démocratiques, revendications économiques (échelle mobile des salaires, plan de reconstruction de l'économie, nationalisations sans indemnité ni rachat, remise en marche des usines sous gestion ouvrière), contrôle ouvrier, milices ouvrières, comités d'ouvriers, de paysans et de soldats. En résumé, la IVème Internationale doit pousser les masses à «mettre elles-mêmes sur pied leur propre réseau d'organisations démocratiques [...], à arracher à la bourgeoisie une part de plus en plus large de son pouvoir, jusqu'au moment de son renversement et de sa liquidation définitive» (1).

En ce qui concerne le front ouvrier, la conférence se prononce pour la poursuite active de cette *politique* : la IVème doit défendre des positions de classe face à la politique jugée chauvine et d'union sacrée des partis ouvriers : en matière de tactique et d'organisation, il est recommandé aux différentes sections de chercher dans les expériences propres à chaque pays, les formes concrètes, souvent spontanées, qui conviennent le mieux à cette politique.

Dans la perspective d'un «second front», c'est-à-dire d'un débarquement allié en Europe, la IVème Internationale doit appeler les masses à tirer profit de la nouvelle situation, «non pour faciliter le jeu de l'impérialisme américain, mais pour se libérer de l'exploitation capitaliste» (2). Pour la Conférence européenne, il ne fait pas de doute que le débarquement allié en Europe est destiné à gagner de vitesse la révolution prolétarienne et à empêcher toute nou-

(1) «Thèses sur la liquidation de la seconde guerre mondiale... », *op. cit.*, p. 13.

(2) «Résolution sur la montée révolutionnaire et le deuxième front», *Quatrième internationale*, n.s., n. 4-5, février-mars 1944, pp. 21-22.

velle avance de l'Armée rouge. Si, comme il est probable, le débarquement provoque une explosion de masse, celle-ci n'en sera pas cependant la conséquence directe, mais sera produite par la «dynamique des rapports de force entre les classes». En dépit de quelques aspects nationalistes ou démocratiques, le mouvement qui se déclenchera sera profondément *prolétarien*. Mais c'est seulement si les explosions révolutionnaires dans les pays occupés — «provoquées ou non par les opérations militaires» — déclenchent la révolution allemande, que pourra s'ouvrir la période révolutionnaire en Europe. C'est pourquoi la tâche politique et organisationnelle de la IVème est extrêmement importante : elle doit avoir une appréciation claire de l'ampleur et de l'enjeu de la lutte, lier les mouvements épars, «donner par des mots d'ordre appropriés une expression conséquente aux aspirations révolutionnaires du mouvement autonome des masses et [...] l'orienter résolument vers la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile» (1).

La IVème Internationale doit faire en sorte que la grève générale soit *organisée* et *dirigée*, et aider à la création, s'ils n'apparaissent point spontanément, d'organes de pouvoir prolétarien coordonnés dans leur action. Elle doit appeler à l'armement du prolétariat organisé en milices et intensifier sa propagande en faveur de la fraternisation avec les «ouvriers allemands en uniforme» ainsi qu'avec les «soldats prolétariens américains et anglais». Elle devra, dès le commencement de la révolution allemande, lier le mouvement des conseils de soldats allemands à celui des comités ouvriers en Allemagne. Mobilisant les masses autour des organes de pouvoir prolétarien, les sections de la IVème ne pourront en aucun cas, participer à des «fronts populaires», commissions et conseils économiques ou de socialisation à côté de représentants de la bourgeoisie, ni siéger dans des gouvernements de coalition, à côté de représentants même exclusivement ouvriers. La Conférence toutefois, craint que l'impérialisme américain n'essaie d'utiliser le mouvement de masse

(1) *Ibid.*, p. 21.

pour ses buts militaires et à des fins contre-révolutionnaires, en l'embrigadant dans des organisations nationalistes, et n'empêche ainsi la jonction entre l'explosion révolutionnaire dans les pays occupés et la révolution allemande. Pour la Conférence, cette éventualité dépend en dernier ressort de l'ampleur de la montée révolutionnaire. Au cas où néanmoins, un mouvement ouvrier *limité* se déclencherait, les sections de la IVème Internationale devraient adapter leurs mots d'ordre à l'importance de l'action révolutionnaire, en particulier les mots d'ordre de grève générale ou d'armement général du prolétariat, ne pourraient être lancés que dans l'hypothèse où des mouvements larges se dessineraient dans plusieurs centres industriels.

D'autre part, les sections de la IVème ne pourront appeler les masses à participer à l'action militaire dans les organisations nationalistes. D'une manière générale, la IVème doit s'efforcer de dissiper les illusions démocratiques que la bourgeoisie sème dans les masses «afin de les soumettre aux visées de l'impérialisme américain», et de dévoiler le caractère contre-révolutionnaire du débarquement en dénonçant le mot d'ordre trompeur «d'insurrection nationale» (1). Considérant que les alliés font durer la guerre pour imposer à l'Allemagne une capitulation sans conditions, afin de permettre la main-mise du capital anglo-américain sur l'appareil industriel et bancaire de l'Allemagne, la disparition d'industries concurrentes et le démembrement du pays, la IVème défend les mots d'ordre de *paix immédiate* et de fraternisation : elle entend ainsi expliquer que seule la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, c'est-à-dire la révolution prolétarienne, peut amener une paix durable. Pour la Conférence en effet, il n'y a d'autre alternative qu'entre le socialisme et la barbarie : si cependant, «malgré la crise profonde du régime et la révolte des couches de plus en plus larges de la population qui gagne les rangs de la bourgeoisie elle-même, le prolétariat s'avérait incapable de prendre en mains le sort de l'humanité, et au travers de sa dictature de la conduire vers le socialisme

(1) *Ibid.*, p. 22.

et le progrès, alors le monde continuerait à s'enfoncer de plus en plus dans la barbarie à laquelle l'impérialisme l'a voué depuis trente ans. Le cycle infernal des guerres, des crises et du chômage, s'abattrait de nouveau sur le monde. La réaction et le fascisme triompheraient de nouveau».

«Socialisme ou barbarie, tel est le choix devant lequel se trouve placée l'humanité. Il dépend entièrement du prolétariat avancé, de sa confiance, de son audace, de sa combativité, que les années et les mois qui viennent apportent l'une ou l'autre solution. Tel est l'enjeu de la lutte révolutionnaire. Il n'y va de rien d'autre que du sort de l'humanité toute entière. Seul le triomphe de la révolution mondiale peut ouvrir la voie au progrès. Sa défaite au contraire, signifierait, quelle que soit l'issue du conflit, la victoire de la pire réaction, avec tout ce qu'elle entraîne d'horreur et de décadence» (1).

Si la Conférence estime, en ce début de 1944, les conditions objectives exceptionnellement favorables à un bouleversement social, elle n'en considère pas moins que celui-ci ne sera pas automatique et que le prolétariat aura besoin pour accomplir ses buts historiques d'une avant-garde organisée et décidée à combattre jusqu'à la victoire. Les militants de la IV^{ème} Internationale ne sauraient oublier, que depuis la première guerre mondiale, «la crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire» (*Programme de transition*). Or qu'en est-il précisément de cette direction, dont la Conférence dresse le bilan ? (2) Se tournant vers la direction «réformiste», la Conférence observe que celle-ci, considérée comme un luxe inutile, a été supprimée par la bourgeoisie dans les pays fascistes. Dans les démocraties au contraire, elle s'est consolidée du fait des déceptions engendrées par la III^{ème} Internationale et a renforcé son rôle «au service de la bourgeoisie démocra-

(1) «Thèses sur la liquidation de la seconde guerre mondiale... », *op. cit.*, p. 15.

(2) «Thèses sur la situation dans le mouvement ouvrier et les perspectives du développement de la IV^{ème} Internationale», in *Quatrième Internationale*, n.s., n. 6-7, avril-mai 1944, pp. 3-11.

tique impérialiste», ce qui l'a conduite pendant la guerre à l'Union sacrée, où elle a retrouvé les communistes. Selon la Conférence, les partis communistes se sont aussi assez bien développés dans les démocraties capitalistes, où ils ont profité, comme les réformistes, des surprofits de l'impérialisme et surtout des subventions du Kremlin. En tant «qu'accessoires de la bureaucratie soviétique», ils ont perdu «toute autonomie politique et par la bureaucratisation totale, toute capacité de réaction progressive» (1). La dissolution de l'Internationale communiste a vu l'incorporation totale des partis communistes dans le jeu des bourgeoisies nationales et au moment où se prépare la plus immense crise révolutionnaire, on assiste à une soumission totale des partis communistes à la politique bourgeoise. La Conférence est d'ailleurs bien persuadée que les vieilles organisations ouvrières «financées et protégées par les bourgeoisies indigènes et surtout par l'impérialisme américain», tenteront encore une fois de sauver le capitalisme, mais elle pense qu'elles n'y réussiront pas «devant l'incapacité absolue du capitalisme d'accorder la moindre réforme apaisante et devant l'élan irrésistible des masses». La Conférence est d'autant plus certaine de cet échec, qu'elle garde fermement l'espoir que la IVème Internationale saura «rallier à son drapeau les meilleures couches combattantes du prolétariat» et que ses idées deviendront «le seul guide idéologique des masses dans leur lutte pour le socialisme». La proximité de cette perspective pousse la IVème Internationale à réfléchir sur son avenir et à se livrer à une autocritique où elle souligne les causes historiques de ses erreurs et de ses faiblesses.

Autocritique.

Comment six ans après sa fondation, la IVème analyse-t-elle son activité passée et les résultats obtenus ? Elle constate d'abord que la stagnation réelle de son audience est le reflet

(1) *Ibid.*, p. 5.

de la stagnation générale du mouvement prolétarien. S'interrogeant ensuite sur l'emprise qu'exerce le parti communiste sur les masses ouvrières, elle l'explique par la force d'un appareil qui se camoufle derrière le prestige révolutionnaire de l'U.R.S.S. ; elle l'explique aussi par le manque d'expérience des masses, par leur affaiblissement moral et idéologique, eux-mêmes produits par la dégénérescence de l'Internationale communiste. Créée dans une période de recul ouvrier, la IVème fut inévitablement handicapée dans son développement immédiat : elle recruta « d'authentiques éléments révolutionnaires marxistes, mais aussi des anti-staliniens petits-bourgeois, des intellectuels dilettantes et d'autres éléments disparates épisodiquement attachés à la cause révolutionnaire » (1). Il en résulta un manque d'activité régulière auprès des masses, de méthodes organisationnelles saines, toutes choses qui donnèrent au mouvement de la IVème un « caractère de dilettantisme et de verbalisme petit-bourgeois opportuniste ou sectaire ». Les crises fréquentes, l'intellectualisme, le « fractionnisme » furent les conséquences de cette composition sociale et politique défectueuse. « Regardant toujours le côté purement politique de son travail critique envers le stalinisme et les autres tendances opportunistes et centristes dans le mouvement ouvrier, notre mouvement a perdu souvent de vue les problèmes qui se rattachent à notre propre organisation, à sa composition sociale, à son travail pratique constant, contrôlé parmi les masses, au recrutement, à la sélection et à l'éducation des membres, aux méthodes précises d'organisation et de fonctionnement » (2). Des tendances opportunistes ou sectaires se firent jour, ainsi que des déviations exprimant l'influence petite-bourgeoise. L'organisation fut incapable de former une équipe de dirigeants stable, homogène et « dotée d'une personnalité propre autre que celle de Trotski », d'où l'impuissance du mouvement à s'affirmer comme une force convaincante à l'intérieur de la classe ouvrière.

(1) *Ibid.*, p. 8.

(2) *Ibid.*, p. 8.

Au-delà des critiques qu'elle adresse à la IVème Internationale, la Conférence européenne affirme néanmoins que seule l'organisation fondée par Trotski défend les intérêts historiques du prolétariat et du socialisme. C'est pourquoi l'afflux révolutionnaire qui commence passera, selon elle, «inévitavelmente en dehors des cadres des vieilles organisations». Elle prévoit que «la IVème Internationale qui vit aujourd'hui dans la conscience et la pratique d'un nombre restreint de militants d'avant-garde, sera demain le confluent de tous les processus révolutionnaires qui s'accompliront dans les masses et qui, par des voies diverses, selon leur origine, l'expérience acquise, le moment venu feront en définitive leurs idées et le programme de la IVème Internationale».

Même si la Conférence envisage pourtant un *développement passager* des vieilles organisations, elle reste persuadée que l'élan révolutionnaire des masses ne pourra se contenter longtemps de l'opportunisme et du bureaucratisme propres à ces organisations et que les «nouveaux partis de la IVème recruteront leur plus fort contingent dans les jeunes forces révolutionnaires qui jailliront de sources nouvelles en dehors des anciennes organisations». Mais pour que ces éléments nouveaux, isolés ou groupés, évoluent «en l'absence de tout autre pôle d'attraction» vers le programme de la IVème, il est du devoir de celle-ci de faire un effort de préparation idéologique et organisationnelle, «d'extirper de ses rangs les éléments dilettantes et verbalistes qui altèrent par leur mentalité et leur pratique petite-bourgeoise, le caractère révolutionnaire de l'organisation et compromettent son prestige politique parmi les masses».

Jusque là préoccupée par les problèmes de politique générale du mouvement ouvrier et soucieuse avant tout de se délimiter en tant que tendance distincte des autres courants ouvriers, la IVème doit cesser d'être «l'avant-garde de l'avant-garde» et se transformer en organisation de masse, ce qui signifie que sa politique doit prendre avant tout un *contenu concret*. Le travail de masse des militants doit être dirigé pour l'essentiel vers les usines, où sont les principaux leviers de l'économie, sans négliger pour au-

tant les autres couches laborieuses. Chaque organisation de la IVème devra être construite suivant les principes bolcheviques et sur une base *illégal*e, sans perdre de vue qu'elle devra rester une organisation de l'*avant-garde de la classe ouvrière*, une *élite* :

« l'organisation restreinte de membres capables d'élaborer en commun la politique du parti » est jugée préférable à une « organisation numériquement beaucoup plus forte, mais au détriment du niveau idéologique et politique de ses membres » (1).

Ces thèses, la Conférence en recommande la discussion dans les sections européennes, et en particulier dans le mouvement français dont elle vient de réaliser l'unification, à l'exclusion de *La Lutte des classes*. Celle-ci a opposé une fin de non recevoir à l'invitation qui lui a été faite par le Secrétariat européen de participer aux pourparlers de fusion. Ce n'est pas sans de longues discussions que s'est enfin accompli ce regroupement qui donne naissance au parti communiste internationaliste, et dont les principaux protagonistes — le C.C.I. et le P.O.I. — doivent chacun subir une volée de critiques de la part de la Conférence. Certes la Conférence reconnaît l'extrême difficulté de l'épreuve à laquelle le mouvement de la IVème Internationale a été soumis et se trouve encore soumis, du fait de la guerre. Il lui a fallu sauvegarder les principes de l'internationalisme prolétarien, dans une conjoncture où il devait à la fois lutter contre « l'épidémie nationaliste » et se battre contre la « terreur de la bourgeoisie ». Sous cette formule « orthodoxe », la Conférence désigne en réalité le fascisme allemand et français. Rappelons que selon Trotski, la bourgeoisie possède deux moyens d'exercer son pouvoir, le moyen démocratique, — parlementaire — et le moyen fasciste. Elle recourt à l'un ou à l'autre selon les conditions historiques :

« l'heure du régime fasciste arrive au moment où les moyens militaires-policiers « normaux » de la dictature bourgeoise avec leur couverture parlementaire deviennent insuffisants pour maintenir la société en équilibre » (2).

(1) *Ibid*, p. 10.

(2) L. Trotski, « Et maintenant ? » [janvier 1932] in *Écrits*, 1928-1940, tome 3, Paris, Ed. de la IVème Internationale, 1959, p. 123.

Dès lors que sa survie est menacée, la bourgeoisie fait appel aux méthodes de la guerre civile et à la terreur qu'exerce, pour elle, le parti fasciste. Cela permet à sa fraction la plus puissante, au capital financier, de concentrer entre ses mains la totalité de l'appareil d'État.

Par l'utilisation de l'expression «terreur de la bourgeoisie», la Conférence entend ainsi définir *socialement* le fascisme, définition qu'il lui paraît d'autant plus nécessaire de rappeler, que toute la propagande de Staline depuis 1934-35 a été d'opposer les *démocraties* aux *fascismes*, comme si ces deux types de gouvernement de la bourgeoisie étaient de *nature différente*. L'application concrète en fut avant la guerre la politique des «fronts populaires» et des «alliances anti-fascistes», destinée à conserver le *statu quo* en Europe occidentale, c'est-à-dire empêcher le prolétariat de se battre contre son véritable adversaire, sa bourgeoisie nationale, en le mobilisant pour la lutte anti-fasciste. Staline espérait ainsi obliger l'Allemagne nazie à détendre sa pression à l'Est sur l'Union Soviétique, pour concentrer ses menaces et ses moyens d'action à l'Ouest.

En 1944, la IVème Internationale laisse entendre qu'elle eut d'autant plus de difficultés à éviter l'écueil du nationalisme que les masses elles-mêmes furent «au commencement» largement contaminées par lui. Par cette affirmation, la Conférence semble donner raison du moins en partie, aux thèses nationales du P.O.I. en 1940, thèses que celui-ci explique par la fièvre patriotique qui s'empara des masses à cette époque. C'est précisément contre cette interprétation que s'élève avec vigueur *la Lutte de classes* qui y voit le refus manifeste de la Conférence d'examiner sérieusement le passé. Car pour *la Lutte de classes*, le prolétariat fut pendant les deux premières années de guerre particulièrement perméable à la propagande révolutionnaire. La preuve de cette *autonomie de classe* que sut préserver le prolétariat, *la Lutte de classes* la voit dès 1939 dans l'accueil qu'il réserva à la propagande alors «pacifiste» du parti communiste. C'était l'époque, rappelons-le, en octobre 1939, de la lettre des députés communistes au président Edouard Herriot demandant la

signature immédiate de la paix (1). Après la défaite de 1940 et l'occupation du territoire, le prolétariat ne «vi-ra» pas davantage au nationalisme. S'il y eut une flam-bée de chauvinisme parmi la petite bourgeoisie, recon-naît *la Lutte de classes*, il n'en fut rien dans les rangs de la classe ouvrière, où le souvenir des tromperies et des mensonges des gouvernants était encore cuisant. Le chan-gement dans l'état d'esprit de la classe ouvrière, s'il ne fut pas provoqué par la défaite militaire de 1940, se ma-nifesta seulement après 1941 lorsque commença, avec la guerre à l'Est, le tournant nationaliste du parti commu-niste. C'est selon *la Lutte de classes*, essentiellement la politique du parti communiste qui, deux ans après le com-mencement de la guerre, convertit le prolétariat à un na-tionalisme qu'il n'avait pas connu jusqu'alors (2).

Bien que la Conférence reconnaisse l'existence d'un fort mouvement patriotique, émanant d'ailleurs large-ment des milieux petits bourgeois, elle n'en reproche pas moins au P.O.I. d'avoir subi dans sa pratique quoti-dienne cette influence nationaliste et d'avoir dans ses textes officiels adopté des positions social-patriotes qui doivent être condamnées et rejetées comme «incompa-tible [s] avec le programme et l'idéologie générale de la IVème Internationale» (3). Faisant allusion aux pre-mières thèses de la section française, celles soutenues en septembre 1940 par Marcel Hic et adoptées alors à l'unanimité par le comité central des «Comités français pour la IVème», la Conférence écrit :

« Au lieu de distinguer entre le nationalisme de la bourgeoisie vaincue qui reste une expression de ses préoccupations impé-rialistes, et le ' nationalisme ' des masses qui n'est qu'une ex-pression réactionnaire de leur résistance contre l'exploitation de l'impérialisme occupant, la direction du P.O.I. considéra comme progressive la lutte de sa propre bourgeoisie, ne se dis-

(1) Cf. la reproduction de ce texte, signé par Arthur Ramette et Florimond Bonte, dans *Histoire du parti communiste français*, tome 1, Paris, Ed. Veridad UNIR, pp. 241-242.

(2) Cf. «De la guerre démocratique à la guerre pour la libération des peu-ples», *La Lutte de classes*, n. 5, 30 novembre 1942.

(3) «Thèses sur la situation dans le mouvement ouvrier et les perspectives du dé-veloppement de la IVème Internationale», *op. cit.*, p. 8.

tancia pas de prime abord du gaullisme et se contenta de lui donner une forme terminologique plus ' révolutionnaire '. En mettant la bourgeoisie française, impérialiste et vaincue, sur le même pied que la bourgeoisie des pays coloniaux, la direction du P.O.I. acquit une conception complètement fausse quant au caractère des organisations nationalistes qui, loin de pouvoir constituer des ' alliés ' hypothétiques pour le prolétariat révolutionnaire, se révélèrent comme l'avant-garde contre-révolutionnaire de l'impérialisme » (1).

A côté de la déviation «centriste droitière» du P.O.I., des critiques sévères sont aussi adressées à ce qui est considéré comme «la déviation sectaire de gauche» du C.C.I. La Conférence condamne «avec la dernière énergie», la politique du C.C.I. dans la question nationale «qui sous prétexte de garder intact le patrimoine du marxisme léninisme, se refusa obstinément à distinguer le nationalisme de la bourgeoisie, du mouvement de résistance des masses» (2). La Conférence explique :

« En condamnant la lutte des masses prolétariennes et petites-bourgeoises pour les intérêts quotidiens comme ' réactionnaire et nationaliste ' du moment que cette lutte se dirige contre l'impérialisme occupant et sous le couvert de mots d'ordre petits-bourgeois, le sectarisme paralyse précisément les efforts révolutionnaires pour combattre l'idéologie nationaliste et se coupe automatiquement de la lutte réelle des larges masses ».

Cependant la Conférence estime le bilan positif dans la mesure où «la déviation social-patriotique fut dès le commencement, énergiquement contrecarrée par la résistance saine de la base révolutionnaire de la section française ainsi que par le reste de l'organisation internationale».

De même, le Parti communiste internationaliste, dans sa déclaration d'unité parue dans le premier numéro de *la Vérité* nouvelle série, se félicite de la politique et de l'action internationalistes que surent mener au cours de la guerre les trois groupements à l'origine du nouveau parti, le P.O.I. le C.C.I. et le groupe *Octobre*. Car «malgré toutes les fautes épisodiques de tel ou tel groupement,

(1) *Ibid.*, p. 9.

(2) *Ibid.*

l'action des organisations se réclament de la plate-forme de la IVème Internationale a été menée sur la base de la lutte contre l'impérialisme mondial (américain, anglais, allemand) pour la défense de l'Union soviétique malgré sa bureaucratisation, pour la reconstruction du front de la classe ouvrière, pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile» (1).

Cette «auto-satisfaction» du P.C.I. ne peut que remplir de colère la *Lutte de classes* et renforcer sa volonté d'indépendance, indépendance qu'elle a d'ailleurs toujours considérée comme «vitale». Pour elle, la formation de militants communistes est en effet impossible dans un milieu petit-bourgeois opportuniste. Son but étant de se constituer séparément des autres, en une organisation *exemplaire* susceptible de rallier tous les éléments «réellement révolutionnaires», elle se doit d'affirmer des conceptions révolutionnaires *autres*, et de les mettre en pratique au moyen d'une sélection rigoureuse des militants et d'une politique exigeante, incompatible avec le laisser-aller idéologique et organisationnel de groupements comme le P.O.I. (2). De toutes façons, participer à la création du P.C.I. en 1944 ne peut être pour la *Lutte de classes* qu'une fausse solution, dans la mesure où elle pense que ses effectifs extrêmement réduits lui interdiraient d'y accomplir un véritable travail de redressement (3). La *Lutte de classes* va donc poursuivre sa route solitairement et, malgré les propositions que lui fera à plusieurs reprises le P.C.I., en marge de la IVème Internationale, dont elle n'abandonnera pas pour autant le programme. Elle jouera un rôle de premier plan dans le déclenchement des grèves de 1947 aux usines Renault.

L'unification et ses lendemains.

Pour préparer le nouveau parti, la conférence européenne a décidé l'entrée en fonction d'un comité central

(1) «Déclaration d'unité», *La Vérité*, n.s., n. 1, 25 mars 1944.

(2) Voir *Rapport sur l'organisation*, op. cit., p. 2.

(3) D'après *Les problèmes du parti mondial de la révolution et la reconstruction de la IVème Internationale*, op. cit., p. 16.

composé de trois membres du P.O.I., de deux membres du C.C.I., d'un membre du groupe *Octobre* et d'un représentant du Secrétariat européen chargé de départager les voix en cas d'égalité des votes. Le comité central dispose d'un délai d'un mois pour mettre en œuvre l'unification à la base et préparer la sortie du premier numéro du journal. Pendant cette période, les trois groupes conservent leur propre vie organisationnelle tout en s'efforçant d'unifier leurs formulations et d'appliquer la ligne politique déterminée par la Conférence (1). En fait, seul le P.O.I. dans sa majorité a fait siennes les thèses du Secrétariat européen. Les représentants du C.C.I. dont le projet de thèse a été repoussé, ont déclaré accepter les décisions de la Conférence en s'engageant à les défendre à l'intérieur de leur organisation, sans pour autant garantir d'avance que celle-ci les acceptera (2). Le groupe *Octobre*, sans être en désaccord profond avec les thèses du Secrétariat européen dont il estime au contraire qu'elles représentent assez bien sa pensée, a refusé néanmoins de les voter, les jugeant trop éclectiques, sans axe suffisamment défini, en particulier sur le problème de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire. La Conférence lui a donné en partie raison en décidant de remanier le texte du Secrétariat européen dans le sens qu'il a préconisé (3). La Conférence déclare en outre dans le point treize de sa résolution sur l'unification :

« Dans un but d'unité, la Conférence européenne avec le recul des dernières années, juge qu'il n'y a aucune raison ni sur le plan personnel ni sur le politique, concernant l'activité passée du camarade Raymond Molinier qui empêcherait son entrée dans le P.C.I. réuni » (4).

(1) « Résolution sur l'unification adoptée par la Conférence européenne », in *Bulletin intérieur du P.C.I.*, n. spécial, n.d. [c. avril 1944], pp. 1-2.

(2) *Ibid.*

(3) « Déclaration de l'ex-groupe *Octobre*, in *Bulletin intérieur du P.C.I.*, n. 1, n.d. [c. mai 1944], pp. 11-13.

(4) « Résolution sur l'unification adoptée par la conférence européenne », in *op. cit.*, p. 2.

Ce «revirement» n'est sans doute pas étranger, comme l'indiquent d'anciens membres du C.C.I., à l'article de Trotski *D'une égratignure au danger de gangrène*, dont les militants ont pu prendre connaissance au début de la guerre.

Jusqu'au premier congrès unifié, le droit de fraction est admis, dans les limites qu'autorise le cloisonnement nécessaire à la sécurité du parti, mais sans toutefois, précise le comité central, que la discipline de fraction l'emporte sur la discipline du parti sous peine d'exclusion. Le délai d'un mois écoulé, il est prévu la rédaction tripartite d'un bulletin intérieur commun ainsi que la suspension des organes séparés. *La Vérité* doit alors devenir l'organe central du parti avec une rédaction composée de deux représentants du P.O.I., un du C.C.I. et un du groupe «Octobre», et l'ancien organe du C.C.I. *le Soviet* passer au rang de journal régional pour Paris, avec une rédaction tripartite. En application des décisions de la Conférence européenne, le Comité central adopte une résolution sur la structure du parti, les conditions d'admission, les cotisations, les commissions, le travail des jeunes (1).

Mais les opérations ne se déroulent pas suivant le plan prévu. A la suite d'actions militaires menées par le P.O.I. (2), des arrestations ont lieu parmi ses militants, mettant en cause la direction du P.O.I. Le Secrétariat européen, estimant que la tâche d'unification doit être confiée à un organisme jouissant de la confiance de tous et disposant d'une autorité suffisante pour faire appliquer les mesures nécessaires — ce qui n'est pas le cas de l'actuel comité central — décide de prendre en charge provisoirement la tâche d'unification du P.C.I. Le comité central et le bureau politique sont suspendus ainsi que le comité régional de la Région parisienne et toutes les commissions. Le Secrétariat européen assume l'organisation du parti français en s'adjoignant à titre consultatif un représentant de chaque groupe (3). Au bout de trois semaines,

(1) «Résolutions adoptées par le Comité central», *Bulletin intérieur du P.C.I.*, n. spécial, n.d. [c. avril 1944], pp. 3-8.

(2) D'après Yvan Craipeau, *Chronologie...*, op. cit., p. 27.

(3) «Déclaration du Secrétariat européen», in *Bulletin intérieur du P.C.I.*, n. 1, n.d. [c. mai 1944].

le contrôle de l'ensemble des membres des trois organisations a été effectué et le 10 avril le Secrétariat européen peut de nouveau céder sa place au comité central du parti.

Cette crise intervient à un moment d'autant plus inopportun dans la vie du parti, que celui-ci n'a pas encore réussi à construire une réelle cohérence organisationnelle. La fusion si elle a eu lieu en théorie, n'est pas réalisée à la base où la persistance des antagonismes anciens laisse régner une confusion extrême. *Octobre* se plaint que la répression à l'intérieur du P.O.I. ait modifié le rapport des forces dans la région parisienne, où le C.C.I. semble l'emporter aux dépens du P.O.I. *Octobre* craint en effet que la crise actuelle ne modifie, avant le premier congrès, la composition et la structure des organes dirigeants, dont les positions lui apparaissent, somme toute, comme les moins mauvaises. Ce n'est pas qu'*Octobre* se situe aux côtés du P.O.I. : il a critiqué au contraire très fortement l'opportunisme du P.O.I. qui l'a conduit à une déviation nationaliste grave, à un manque d'organisation dont il paye les conséquences aujourd'hui. Mais *Octobre* ne se place pas davantage dans le sillage du C.C.I. à qui il reproche un schématisme et un sectarisme qui n'ont pu donner naissance qu'à l'absurde théorie de la « chute de Staline ». Surtout, il s'élève contre le fait que le C.C.I. tente, selon lui, de profiter de la crise dans les rangs du P.O.I. pour prendre la direction du parti et suivant des méthodes qualifiées par *Octobre* de « staliniennes », imposer sa ligne politique. Se défendant au demeurant de toute animosité à l'égard du C.C.I., *Octobre* accuse néanmoins celui-ci de résoudre par l'exclusion, les désaccords politiques, de pratiquer un centralisme excessif et forcément inefficace, de défendre des conceptions infantiles, sectaires, messianiques, ces dernières étant une « défiguration grossière du marxisme ». Bien qu'il n'ait pas voulu après la conférence, faire usage de son droit de fraction estimant que la vie du parti allait renaître et permettre aux *tendances* de s'exprimer et ainsi à son groupe de se fondre dans le parti, *Octobre* considère que la crise le contraint à réviser ses positions. Il

annonce qu'il vient d'accepter de constituer une fraction jusqu'au premier congrès avec l'ancienne minorité du C.C.I., sur la base précisément de la lutte contre le sectarisme et ses méthodes bureaucratiques, et contre l'opportunisme (1). La majorité du C.C.I. ne manque pas de polémiquer avec ardeur contre la nouvelle fraction, «rencontre riche d'avenir [...] entre l'ex-groupe *Octobre* à la recherche d'une politique, et l'ex-minorité du C.C.I. — qui n'est pas encore arrivée à en avoir une — à la recherche d'adhérents» (2). Elle se demande en outre quel peut bien être l'avenir *politique* d'une fraction fondée sur «la lutte contre l'opportunisme et le sectarisme». Pourtant la minorité n'est pas aussi démunie que veut bien le laisser entendre la majorité : n'a-t-elle pas su en effet, mettre en doute comme on l'a vu le bien-fondé des thèses de la majorité sur la «chute de Staline» ? Les correctifs que la majorité apporta d'ailleurs à ses formulations initiales — tout aussi «anti-dialectiques» selon la minorité — prouvèrent bien que celle-ci avait vu juste. Sévères encore sont les critiques qu'adresse la minorité du C.C.I. à la majorité en ce qui concerne ses méthodes d'organisation, qu'elle juge sectaires et infantiles, et ses perspectives théoriques dont «l'académisme» n'a plus rien à faire avec une pratique bolchevique (3).

Répondant aux accusations lancées par *Octobre*, la majorité du C.C.I. explique que ces accusations reposent sur des ragots et des calomnies qui sont le fait «d'éléments qui se sont placés en dehors du C.C.I. par leur irresponsabilité, leur incapacité de se soumettre à la discipline et aux règles de travail d'une organisation prolétarienne ou par leur complet désarroi politique» (4). En fait toutes

(1) «Déclaration de l'ex-groupe *Octobre*», *op. cit.*

(2) «Mise au point sur la déclaration du groupe *Octobre* par la minorité du Comité central», *Bulletin intérieur du P.C.I.*, n. 1, n.d. [c. mai 1944], pp. 13-17. L'ex C.C.I., dont les thèses ont été repoussées à la Conférence européenne, est considéré comme groupe minoritaire.

(3) «Le P.C.I. est l'embryon du parti de la révolution (ex-minorité du C.C.I.)», in *Bulletin intérieur du P.C.I.*, n. 1, n.d. [c. mai 1944], pp. 4-10.

(4) «Mise au point sur la déclaration du groupe *Octobre* par la minorité du Comité central», *op. cit.*, p. 15.

les exclusions ont été prononcées régulièrement et n'ont jamais eu lieu, affirme la majorité, à cause de désaccords politiques, mais en raison d'attitudes irresponsables et d'atteintes à la discipline (1). De même, il est faux que la répression ait renversé la majorité au sein de la région parisienne et «l'épuration» qui s'est faite sous le contrôle du Secrétariat européen et avec des représentants des trois organisations n'a pas eu pour résultat de décapiter le P.O.I., mais d'écarter provisoirement quelques militants, avec l'accord le plus souvent des responsables de leurs organisations respectives. Yvan Craipeau plus tard estimera pourtant que l'éviction provisoire — pour des raisons de sécurité — de membres influents du P.O.I. — dont lui-même — aura eu pour conséquence de faciliter ce qu'il appelle la «main-mise» du C.C.I. sur le P.O.I., «main-mise» qu'il semble assez bien admettre en ce qui concerne l'organisation du parti qui y gagne selon lui, en efficacité, mais qu'il regrette sur le plan de l'orientation générale (2).

Que ce soit sous l'influence du C.C.I. ou grâce aux progrès de sa propre minorité —, l'Opposition internationaliste — ou encore par l'effet conjugué de ces deux causes, il reste que le P.O.I. s'est rallié dans sa majorité aux thèses de la Conférence européenne et qu'il ne se trouve plus qu'une minorité au Congrès de la région parisienne réuni depuis l'unification, pour affirmer sa fidélité aux thèses de 1942 (3).

Tout en exprimant son accord avec la majorité du Comité central sur le caractère impérialiste de la guerre et sur le caractère impérialiste des États européens occupés, la résolution minoritaire tient à affirmer que le mouvement des masses reste fondamentalement un mouvement *anti-impérialiste*, malgré les tentatives de la bour-

(1) Le C.C.I. fait allusion au militant Pierre Lambert qui a rallié le P.O.I. peu avant l'unification. Privas membre de la majorité du C.C.I., insistera plus tard sur l'existence au-delà des désaccords politiques de divergences personnelles (entretien du 7 décembre 1974).

(2) Yvan Craipeau, *Chronologie...*, op. cit., p. 27.

(3) «Conférence régionale du P.O.I. Résolution de la majorité. Résolution de la minorité». *Bulletin intérieur du P.C.I.*, n. 1, n.d. [c. mai 1944].

geoisie de l'exploiter à son profit, qui s'oppose aussi bien à l'impérialisme traditionnel qu'à l'impérialisme allemand. C'est pourquoi elle soutient le *mouvement national des masses* contre ses deux oppresseurs ainsi que le mouvement des minorités opprimées. Elle estime que c'est seulement dans la mesure où le parti saura se mettre à la tête des masses pour se battre avec elles dans les luttes qu'elles mènent aujourd'hui contre l'oppression, qu'il aura quelque chance de faire pénétrer ses mots d'ordre prolétariens. Le sectarisme du C.C.I. ou l'imprécision du comité central ne peuvent que contribuer à couper le parti des masses, c'est-à-dire à l'engager dans la voie de la défaite de la révolution prolétarienne.

Mais il ne s'agit là que d'une position minoritaire dans le P.C.I. : celui-ci va surtout s'attacher durant l'année 1944 à combattre les « illusions nationales » et à tenter de mobiliser le prolétariat sur ses « objectifs de classe ». Sous la pression des forces en présence, il sera amené à atténuer quelquefois la rigueur de sa doctrine, sans pour autant y renoncer jamais. Et lors de son premier congrès en novembre 1944, il ne pourra que constater avec amertume, malgré l'optimisme déclaré, l'étendue de son isolement.



Chapitre III

VERS LES SOVIETS

I. UN PROGRAMME DE CLASSE

Le P.C.I. tient d'abord à marquer ses distances avec l'ancien P.O.I. en attribuant à *la Vérité* une nouvelle série et une nouvelle numérotation. C'est Yvan Craipeau à son retour dans le parti qui obtiendra, écrit-il, avec l'appui de Michel Pablo, que l'ancienne numérotation soit inscrite à côté de la nouvelle (1). Pour *la Vérité*, nouvelle série, qui paraît le 25 mars, «l'heure des combats décisifs approche». Tandis qu'elle constate l'épuisement de l'impérialisme allemand, harcelé par l'avance de l'Armée rouge et le réveil des masses laborieuses, elle met en garde contre les tentatives de l'impérialisme mondial pour prévenir cette montée révolutionnaire. Elle en voit la preuve dans l'intervention des milices de Darnand et de l'Organisation civile et militaire (O.C.M) contre les maquis du Centre, dans les bombardements alliés sur les usines

(1) Yvan Craipeau, *Chronologie et questions concernant les trotskystes pendant la guerre*, op. cit., p. 27.

en grève de Turin et Milan. De même elle dénonce les livraisons par les alliés de pétrole à l'Allemagne et les pressions exercées sur la Finlande, la Bulgarie, la Roumanie, pour les inciter à s'opposer à l'avance de l'Armée rouge. *La Vérité* souligne la lenteur des interventions alliées contre l'Allemagne, depuis le début des hostilités et la «duperie» du second front : pour elle «le seul front que les impérialismes américains et anglais sont résolus à établir c'est le front contre la classe ouvrière et contre l'URSS». Or sous le prétexte de défendre l'URSS et la démocratie, les organisations ouvrières «masquent» le rôle véritable des alliés. Elles s'enfoncent dans l'Union sacrée aux côtés des responsables de la guerre et des «pires bourreaux de la classe ouvrière, les De Gaulle et les Giraud» (1).

L'insurrection nationale.

L'entrée des communistes François Billoux et Fernand Grenier dans le gouvernement provisoire du général De Gaulle le 4 avril 1944 est d'ailleurs l'occasion pour *la Vérité* de s'en prendre violemment à ce qu'elle appelle «les traîtres de la classe ouvrière» (2). On connaît la manière dont s'est effectué le «rapprochement» entre le général De Gaulle et le parti communiste à partir de novembre 1942, par l'intermédiaire du colonel Rémy et de Fernand Grenier, délégué du comité central clandestin du parti communiste. Après qu'un accord ait été conclu, prévoyant une entente entre les «Forces françaises combattantes» et les «Francs-Tireurs et partisans» pour préparer en commun l'insurrection nationale, Fernand Grenier arrive à Londres en janvier 1943 pour représenter le parti communiste et les F.T.P.F. auprès du Comité français de libération nationale.

(1) «L'Heure des combats décisifs approche», *La Vérité* n.s., n.1, 25 mars 1944.

(2) «Les Premiers ministres communistes», *La Vérité*, n.s., n. 2, 29 avril 1944.

Cette «association» des communistes avec le gaullisme est loin d'être un «ralliement», comme le souligne Henri Michel (1), et de part et d'autre les méfiances subsistent, avivées par les intrigues, les rivalités à l'intérieur des mouvements de résistance. Ainsi ce n'est qu'en juin 1943, que le Comité français de libération nationale, siégeant à Alger, rapporte le décret d'interdiction du parti communiste signé en 1939 par Edouard Daladier, et lorsque le C.F.L.N. présidé par le général De Gaulle (2), se transforme en novembre 1943 en gouvernement provisoire, la participation des communistes, telle que la conçoit le parti communiste, ne va pas de soi. Le général De Gaulle qui entend que «servent» les communistes dans la défense de la patrie, est prêt à les faire rentrer dans «l'unité nationale» en les accueillant au sein de son gouvernement, mais à condition que le choix des représentants communistes et l'attribution des portefeuilles soient effectués par lui. Ce que conteste précisément le parti communiste. Tout en ne se faisant aucune illusion sur le «pouvoir» effectif du gouvernement, le parti communiste veut nommer les représentants qu'il aura délégués lui-même afin de pouvoir exercer sur eux un contrôle démocratique (3). De plus il estime avoir droit à des postes dont l'importance lui paraît conforme à ce qu'il juge être son rôle et son audience dans la Résistance. Il s'agit pour lui d'être reconnu sans contestation et de prendre date dans la libération du pays pour en tirer les droits pour l'avenir.

Ce n'est qu'après de nombreuses interventions du P.C. qui peut se prévaloir d'une intense activité des F.T.P.F. dans les maquis, que les délégués du parti communiste François Billoux et Fernand Grenier entrent le 4 avril 1944 dans le Comité français de libération nationale, le

(1) Henri Michel, *Les courants de pensée de la Résistance*, Paris, Presses universitaires de France, 1962, p. 615.

(2) Le général Giraud a quitté la co-présidence du C.F.L.N. et reste commandant en chef de l'Armée.

(3) C'est dans ce sens qu'est rédigé l'article de Jacques Duclos, «La Participation des communistes au C.F.L.N.», *L'Humanité*, n. spécial, 1943, reproduit dans *Histoire du parti communiste français*, [Univ.], op. cit., tome 2, p. 165.

premier comme ministre d'État, le second comme ministre de l'Air. De l'avis même des intéressés, la participation des communistes au C.F.L.N. puis au Gouvernement provisoire formé le 5 septembre 1944, n'apportera aucun changement politique dans l'orientation du gouvernement (1). Cette participation était pourtant concevable — affirmera le groupe oppositionnel « Unir » — dans la mesure où elle créait des conditions favorables à une prise du pouvoir. Mais cette prise du pouvoir était-elle alors envisagée par la direction du parti, interroge « Unir » ?

Pour *la Vérité*, la question ne se pose pas : le parti communiste a depuis fort longtemps fait la preuve qu'il ne désire aucun changement social et sa participation au Comité d'Alger n'est que l'aboutissement logique d'un vieux renoncement à la révolution. Car ce gouvernement provisoire que représente-t-il pour *la Vérité* ? Il a le même rôle que celui de Vichy : celui de « commis de l'impérialisme français qui s'appuie ici sur les baïonnettes allemandes, là-bas sur les baïonnettes anglaises et américaines » (2). L'État, c'est-à-dire l'appareil bureaucratique policier et militaire est dans les deux cas, l'État bourgeois. La participation des communistes à ce Comité marque la volonté de la bureaucratie stalinienne de donner des garanties à la bourgeoisie internationale et de maintenir le capitalisme :

« Les nouveaux laquais en livrée de ministre, les Billoux et les Grenier, agents de l'impérialisme français, ne représentent que les intérêts d'une bureaucratie restreinte, et non ceux de la classe ouvrière. Ils se dirigent désormais vers une fusion complète avec la politique nationalo-libérale de l'impérialisme » (3).

Selon *la Vérité*, les communistes jouent le rôle de la social-démocratie à laquelle la bourgeoisie fait appel lorsque la crise révolutionnaire menace. C'est ainsi qu'il en fut du gouvernement Blum en 1936, destiné à rétablir l'ordre

(1) D'après le rapport de François Billoux à la délégation du Comité central en Afrique du nord, en août 1944. Cité dans *Histoire du parti communiste français*, [Unir], op. cit., p. 240.

(2) « Les premiers ministres communistes », op. cit.

(3) *Ibid.*

capitaliste. Aujourd'hui pour «endormir le prolétariat» ce n'est plus seulement aux sociaux-démocrates trop dépréciés, que s'adresse la bourgeoisie, par l'intermédiaire du général De Gaulle, mais aux communistes qui jouissent encore de la confiance de la classe ouvrière (1).

Lorsqu'au mois de mai, la perspective d'un débarquement anglo-américain en France se précise, *la Vérité* explique pourquoi ce débarquement a tant tardé à s'effectuer :

« Leur intérêt, l'intérêt des marchands de canons, des trafiquants et des politiciens réactionnaires, était précisément de laisser l'URSS s'épuiser dans le combat, perdre ses richesses et sa jeunesse, afin qu'elle sorte de la guerre appauvrie, exsangue et toute prête, sous la pression, le chantage et les menaces de la bourgeoisie, à abandonner sa structure sociale et à ouvrir son marché à l'impérialisme » (2).

Si les alliés aujourd'hui renversent leur stratégie, ce n'est pas pour lutter contre le nazisme, comme ils le proclament abondamment, mais pour empêcher — ce qu'ils ne disent pas — l'avance de l'Armée rouge vers l'Occident et la «vague révolutionnaire en Europe qui menace de tout emporter». *La Vérité* rappelle qu'il ne faut pas attendre des alliés le «pain et la liberté» car «le capitalisme est trop malade pour ne pas faire appel aux dictateurs» ; quant à la paix, il ne faut pas non plus l'espérer du débarquement qui doit au contraire déclencher la mobilisation, d'après ce que laissent entendre les alliés (3).

L'arrivée des troupes anglo-américaines sur le sol français le 6 juin 1944 ne manque pas de confirmer pour *la Vérité* la justesse de ses prévisions : certes des travailleurs ont mis tout leur espoir dans la «libération», mais les alliés ne ravitaillent-ils pas toujours l'Allemagne en pétrole ? N'écrasent-ils pas de leurs bombes les foyers ouvriers ? Ne désarment-ils pas les partisans ? A ceux qui auraient encore des doutes, *la Vérité* explique qu'en fait, les alliés

(1) *Ibid.*

(2) «La classe ouvrière devant le second front. Comment en finir avec le fascisme et la guerre ?» [*Manifeste*], *La Vérité*, n.s., n. spécial, mai 1944.

(3) *Ibid.*

projettent d'établir une administration militaire sur la France, ceci afin d'évincer le général De Gaulle, partisan d'un simulacre de parlement, au profit du général Giraud. «En réalité — conclut *la Vérité* — la libération de Roosevelt vaut tout autant que le socialisme de Hitler» (1).

Dans le cadre de ses travaux préparatoires pour le 1er congrès, le P.C.I. reviendra en octobre 1944 de manière critique sur ces analyses. Sans doute considèrera-t-il les américains comme les pires ennemis de la révolution et à ce titre les «successeurs de Hitler», mais il avouera avoir négligé une donnée importante du problème : la perception du rôle des américains par les populations, le fait que celles-ci aient ressenti l'arrivée des troupes américaines comme une «libération». Le P.C.I. verra là le point de départ d'une réflexion nécessaire pour expliquer le rôle de l'impérialisme américain et sa «différence» avec l'impérialisme de Hitler. Persuadé que les américains seront à longue échéance incapables de résoudre les problèmes économiques et sociaux de l'Europe, le P.C.I. ira pourtant jusqu'à envisager que leur immense popularité, gagnée en chassant le nazisme, leur permettra d'installer des régimes politiques «démocratiques» qui obtiendront pour un temps la confiance des masses (2).

C'est pourquoi tant que le débarquement sur les plages de Normandie n'a pas eu lieu, le P.C.I. croit utile de multiplier les mises en garde contre l'enthousiasme que pourra susciter l'arrivée des troupes libératrices. Les directives lancées en mai 1944 par le parti communiste pour la préparation de l'insurrection nationale font l'objet de critiques sévères de la part du P.C.I., qui affirme que les travailleurs ne peuvent s'insurger pour la même cause que les capitalistes qui les exploitent, qu'ils soient gaullistes ou collaborateurs (3). Il s'agit là d'une rupture

(1) «Ils se valent», *La Vérité*, n.s., n.7, 22 juin.

(2) «Stratégie et tactique dans la crise révolutionnaire». Postface aux thèses de la majorité, 30 octobre 1944, in *Bulletin intérieur du P.C.I.*, n. 8, novembre 1944.

(3) «La Classe ouvrière devant le second front...», *op. cit.*

considérable avec les positions du P.O.I., qui estimait qu'il fallait se rallier au mot d'ordre d'insurrection nationale pour le pousser dans la voie de l'insurrection prolétarienne. Alors que sa minorité, l'Opposition internationaliste, manifestait son hostilité à ce mot d'ordre en disant que les masses seraient totalement enrôlées «sous les drapeaux impérialistes» (1), le P.O.I. estimait que d'une part l'insurrection nationale ne serait pas limitée à la France, mais à l'Europe entière et que d'autre part, ce n'était pas de *l'extérieur*, c'est-à-dire de l'impérialisme allié que viendrait le danger contre-révolutionnaire mais de *l'intérieur*, dans les masses elles-mêmes, où existait un large courant gaulliste. «Il faut être aveugle — écrivait-il — pour prétendre que l'insurrection nationale des masses prendrait nécessairement au départ un caractère réactionnaire dans la mesure où elle se ferait en coopération avec un débarquement anglo-saxon» (2). Le P.O.I. en voyait la preuve dans la méfiance des impérialismes à l'égard de l'insurrection nationale, dont ils craignaient les risques sociaux, et dans la préférence qu'ils marquaient pour l'intervention militaire d'une armée bourgeoise reconstituée. Il concluait :

« Et si malgré l'impérialisme, l'insurrection se déchaîne, nous nous efforcerons d'en prendre la tête, d'en disputer la direction à la bourgeoisie et de l'orienter vers les solutions de classe, vers le pouvoir prolétarien » (3).

Le P.C.I. en 1944 tient au contraire à mettre en garde les ouvriers contre un soulèvement précipité. *La Vérité* rappelle que l'insurrection nationale n'est nullement «une nouvelle révolution française, comme en 1789 ou comme la Commune. C'est simplement l'aide bénévole qu'on attend des braves bougres de prolétaires. On compte sur eux

(1) «Être avec les masses (une fois de plus sur la question nationale)», in *Bulletin intérieur du P.O.I.*, n. 18, mai 1943.

— cf. aussi : «S. ou à la recherche du temps perdu», in *Bulletin intérieur du P.O.I.*, n. 18, mai 1943.

(2) «Réponse du camarade S. (majorité) : De R. Luxembourg à Paul Faure ou de minces personnages en quête d'auteurs», in *Bulletin intérieur du P.O.I.* n. 18, mai 1943, p. 29.

(3) *Ibid.*

pour donner un coup de main à l'État major américain, pour compléter le travail des bombardiers, pour éventrer le plus possible de troupes allemands» (1). Le but assigné à l'insurrection nationale est clair : il s'agit pour la *Vérité* d'empêcher le soulèvement des soldats allemands contre leurs officiers ainsi que leur fraternisation avec les ouvriers des pays occupés. Le fait pour la classe ouvrière française de servir de «domestique» à Eisenhower représente pour les bourgeoisies allemandes et alliées un double avantage : celui de fragmenter la lutte des ouvriers européens en groupes hostiles et celui de donner des occupations suffisantes à la classe ouvrière pour l'empêcher de s'intéresser à ses propres affaires.

Quelle que soit dans la perspective prolétarienne, l'équivoque de l'appel à l'insurrection nationale, reconnaissons qu'il répond aux aspirations profondes de l'époque et le P.C.I. lui-même sera obligé d'admettre que la «première vague révolutionnaire en France» a eu lieu grâce à ce mot d'ordre (2) ; pour lui d'ailleurs le fait que l'entrée des masses en action ait pris pour prétexte la lutte contre l'occupant allemand ; ne lui enlèvera rien de son caractère fondamentalement révolutionnaire. Ce ne sera point pourtant l'opinion de l'ensemble du P.C.I. : dans la minorité, l'ex-C.C.I. se déclarera toujours hostile au mot d'ordre d'insurrection nationale. L'espoir de certains bolcheviks-léninistes, écrira-t-il, de transformer l'insurrection nationale des bourgeois d'Alger, en insurrection ouvrière, n'empêche pas ce mot d'ordre d'être un obstacle à toute véritable action révolutionnaire, comme toutes les revendications nationales :

« celles-ci ne sont pas l'expression de la montée révolutionnaire du prolétariat, mais l'importation au sein de celui-ci de l'idéologie bourgeoise, afin de le démoraliser et de lui cacher ses véritables ennemis comme ses véritables objectifs de classe, de la même fa-

(1) «La Classe ouvrière devant le second front... », *op. cit.*

(2) «Stratégie et tactique dans la crise révolutionnaire». Postface aux thèses de la majorité, *op. cit.*

çon que les revendications du Front populaire avaient pour but de dévoyer la montée des masses » (1).

Ce n'est que dans la lutte à contre-courant, affirmera le C.C.I., c'est-à-dire par un nouveau juin 36 et la fraternisation, que la «IVème formera les cadres de la révolution en même temps qu'elle aidera le prolétariat à prendre conscience des objectifs réels de sa lutte» (2).

Nécessité de la fraternisation.

Si le déroulement de l'Histoire contraint le P.C.I. à la fin de 1944, à nuancer ses affirmations, pendant la première partie de l'année, il reste encore persuadé que les événements révolutionnaires vont prendre un rythme accéléré. C'est pourquoi l'essentiel de sa propagande est alors d'appeler les travailleurs à se battre sur leur propre front, plutôt que d'attendre le salut d'une illusoire «libération». Lutter pour le «pain, la paix, la liberté», ne se lasse pas de répéter *la Vérité*, c'est lutter pour l'organisation planifiée et socialiste de la production, pour le pouvoir des comités ouvriers et paysans, pour les États-Unis socialistes d'Europe et du monde. Certes, reconnaît *la Vérité*, il faut mettre fin aussi à la «dictature sanglante des S.S.», mais en prenant garde de ne pas exciter à la haine contre l'allemand, comme s'efforcent de le faire les bourgeois et les chauvins, afin d'empêcher les travailleurs de s'en prendre aux vrais responsables de la guerre et de la misère. Le chauvinisme renforce Hitler et prolonge la guerre, car les travailleurs allemands désespérés par l'absence de perspectives, se resserrent autour de leur Führer. Or, une Europe pacifique est possible, affirme *la Vérité*, si les «travailleurs allemands chassent eux-mêmes leurs bourreaux nazis et construisent la socié-

(1) «L'heure de la IVème Internationale». Thèse adoptée par la majorité de l'ex-C.C.I. in *Bulletin intérieur du P.C.I.*, n. [7], octobre 1944, p. 26. Ces thèses sont en réalité antérieures au débarquement allié en Normandie et datent sans doute de la fin de 1943 ou du début de 1944. Cf. à ce sujet les résolutions du P.C.I. sur l'organisation in *Bulletin intérieur du P.C.I.*, n. spécial, [mars-avril 1944]. La réédition de ce texte en octobre 1944 prouverait qu'il représente toujours les positions de la majorité de l'ex-C.C.I.

(2) *Ibid.*

té socialiste la main dans la main avec les travailleurs des autres pays [...]. Séparer le prolétariat allemand comme un chien galeux des ouvriers des autres pays, c'est la tactique de la bourgeoisie pour écraser séparément les uns des autres. Les unir dans la lutte commune, telle est la voie du communisme» (1).

La fraternisation des peuples paraît à *la Vérité* d'autant plus nécessaire que ceux-ci vont devoir affronter une offensive puissante de la part des alliés, chez qui l'avance de l'Armée rouge et divers mouvements de grève semblent susciter une inquiétude croissante. Les alliés, selon *la Vérité*, ont en effet intérêt à conclure une paix rapide avec l'Allemagne, avant la victoire décisive de l'Armée rouge et avant l'effondrement de la Wehrmacht. Ils espèrent ainsi prévenir la révolte des soldats contre leurs officiers et éviter, avec l'effondrement de la machine d'Etat allemande, la révolution prolétarienne. Il n'est pas exclu d'envisager, estime *la Vérité*, que malgré le compromis, une explosion violente puisse néanmoins éclater, «comme un orage d'été». «C'est ainsi que les choses se sont passées en novembre 1918» (2). La perspective la plus vraisemblable reste pour *la Vérité* celle d'une révolution qui traînera sans doute en longueur, freinée par les social-patriotes. De toutes façons l'effondrement de la bourgeoisie allemande sera l'élément décisif d'où partira une longue période de guerre civile à l'échelle européenne.

Cette perspective se dessine avec d'autant plus de certitude pour le P.C.I. que celui-ci garde une «confiance intacte» dans le prolétariat allemand. Citant Liebknecht, *la Vérité* écrit «l'heure de la délivrance approche» (3). Les prémices de la révolution sont là, dans la révolte qui gagne de jour en jour l'armée du Reich : d'après *la Vérité*, des soldats allemands refusent de combattre sur le front de l'Est, à Vilna et à Brest-Litovsk ; on assiste à l'Ouest à des

(1) «La Classe ouvrière devant le second front... », *op. cit.*

(2) «Paix entre nous, guerre aux tyrans», *La Vérité*, n. 69, n.s., n. 9, 15 juillet 1944.

(3) «Le Drapeau rouge sur Berlin», *La Vérité*, n. 69, n.s., n. 9, 15 juillet 1944.

sabotages de transport dans la région d'Angers ; en Corrèze, une compagnie refuse de marcher contre des maquis et fraternise (1) ; dans le Lot, à Gramat, des soldats allemands désertent et rejoignent les maquis ; à Béziers, des soldats refusent de fusiller des maquisards prisonniers (2) ; à Dijon un détachement qui refuse de fusiller des otages est incarcéré dans la prison centrale (3). Tout cela, estime *la Vérité*, concourt à inquiéter les alliés qui, une fois l'Allemagne vaincue, pourraient bien songer à retourner leurs armes contre l'URSS. Malgré les concessions faites par Staline, l'URSS demeure un corps étranger parmi les impérialismes et ceux-ci ont intérêt à la faire disparaître de crainte de voir l'Armée rouge susciter des soulèvements dans les pays qu'elle traverse.

Il est exact qu'après la victoire de Stalingrad en février 1943, l'avance de l'Armée rouge a provoqué l'inquiétude de l'Angleterre et des États-Unis, qui se sont demandés jusqu'où l'URSS en cas de victoire, étendrait ses conquêtes. D'autre part l'URSS qui réclamait la formation d'un second front en Europe ou en Méditerranée afin de ne pas être seule à porter le poids des opérations terrestres,

(1) D'après Georges Guingouin, chef départemental F.F.I. de la Haute-Vienne et très au courant des maquis corréziens, 87 hommes dont un lieutenant appartenant à la brigade du général Von Sesser, désertèrent en Haute-Corrèze en juillet 1944. Mais ces déserteurs qui n'étaient point de nationalité allemande provenaient d'une légion «tartare», ce qui n'est pas étonnant si l'on sait, comme le rappelle Georges Guingouin, que sous l'uniforme allemand combattait une «myriade de nationalités». Il en fut de même selon Georges Guingouin, dans le Lot, la Dordogne, la Haute-Garonne, où un certain nombre de soldats de Vlassov rejoignirent les maquis (*Lettre du 25 janvier 1975*). Cette information de G. Guingouin se trouve corroborée par le témoignage oral d'un responsable d'état major F.F.I. de la Corrèze. Selon cette personnalité, qui a confirmé ses souvenirs auprès de quelques témoins, une compagnie portant l'uniforme allemand rallia effectivement le maquis et le ralliement se fit par l'intermédiaire d'un officier nommé Guédin, aujourd'hui général en retraite. Il s'agissait de russes ou plus précisément de géorgiens, dont il fut difficile de savoir, faute d'interprètes compétents, sur quelles bases ils avaient quitté les unités allemandes. Selon le même témoignage, cette compagnie créa en réalité plus de difficultés au maquis qu'elle ne lui rendit de services, d'abord à cause des difficultés de communication, puis en raison de l'inertie de ses combattants et du pillage auquel ceux-ci se livrèrent auprès des paysans.

(2) «Paix entre nous, guerre aux tyrans», *op. cit.*

(3) Voir la rubrique intitulée «Les allemands fraternisent» in *La Vérité*, n.s., n. 5, 26 mai 1944. *La Vérité* cite comme source d'information une émission de Radio-Londres du 16 mai.

s'inquiétait à juste titre du retard mis par les américains à lancer un second front. L'URSS a donc pu se demander, comme le soulignent d'ailleurs les organisations trotskistes, si les démocraties avaient vraiment l'intention d'écraser l'Allemagne. Roosevelt et Churchill à leur tour ont manifesté la crainte de voir l'URSS conclure avec l'Allemagne une paix séparée.

Les conférences interalliées destinées à rassurer le partenaire soviétique et à établir des buts de guerre communs, ainsi que la réalisation du second front, ne signifient pas pour autant aux yeux du P.C.I. une stabilisation des rapports entre l'Est et l'Ouest, stabilisation à laquelle il ne croit pas, en dépit des efforts de Staline pour rassurer l'impérialisme. Selon *la Vérité*, la politique «chauvine» dictée par Staline aux partis communistes, si elle a pour but d'empêcher la solidarité internationale du prolétariat et son action révolutionnaire, ne sauvera pas longtemps la caste privilégiée qui détient le pouvoir en URSS ; mais risquera au contraire de favoriser une intervention armée contre l'État ouvrier. Pour repousser cette menace, le prolétariat soviétique a besoin d'un allié qui est le prolétariat international. C'est pourquoi *la Vérité* défend avec la plus grande insistance l'alliance des soldats des pays impérialistes avec les soldats de l'Armée rouge contre les états majors anti-soviétiques. Pour *la Vérité*, les travailleurs ne doivent pas s'en prendre aux «victimes», mais aux capitalistes français, allemands et américains. Aux mots d'ordre chauvins qui ne peuvent pas apporter «le pain, la paix, la liberté», le P.C.I. oppose la «fraternisation de tous les opprimés», la «main tendue» aux soldats allemands, anglais et américains, pour abattre les «tyrans», bâtir des «comités» et «comme en 1917» conquérir le pouvoir des travailleurs (1).

La grève générale contre la «relève».

En janvier 1944, Hitler, pour remplacer la main d'œuvre allemande mobilisée, décide qu'un million d'ouvriers

(1) «Paix entre nous, guerre aux tyrans», *op. cit.*

et de paysans français doivent aller travailler en Allemagne. Comme en 1942 la «relève» provoque une vague de protestations dans les usines et les administrations ; les maquis voient affluer de nombreux jeunes, fuyant l'ordre de réquisition ; les bureaux de placement allemands sont attaqués par les F.T.P.F., cependant que les milices de Darnand multiplient la terreur. Le P.C.I. adopte d'emblée une position très nette : les ouvriers doivent refuser d'aller remplacer leurs frères de classe allemands que Hitler destine à la «boucherie» (1). Il est intéressant de comparer cette position du P.C.I. en 1944 avec la politique préconisée en 1942-1943 par le P.O.I., et d'expliquer les raisons qui ont motivé l'évolution du P.C.I.

Ce n'est pas sans hésitation que «Les Comités français pour la IVème» abordent la question du S.T.O. en Allemagne. *La Vérité* déclare d'abord : cette «razzia d'esclaves en Europe occupée coûtera cher aux nazis et à leurs maîtres, les magnats allemands de la finance et de l'industrie. Le plus formidable foyer révolutionnaire va être ainsi créé à l'intérieur même de l'Allemagne» (2). En conséquence, elle recommande à ceux qui partent de ne pas oublier que leurs intérêts sont identiques à ceux de tous leurs «frères» européens. Elle conseille aux français requis d'entrer en contact avec les ouvriers allemands : «Ouvrez-leur les yeux sur les beautés de l'occupation nazie en Europe. Montrez-leur que pour lutter contre leurs exploiters, ils ne sont plus les seuls, qu'ils auront dès qu'ils la réclameront l'aide de tout le prolétariat européen» (3).

Les mouvements spontanés contre le travail en Allemagne qui éclatent en octobre 1942 dans les usines de la région parisienne ébranlent les militants qui se disent que leurs mots d'ordre sont peut-être mal adaptés aux aspirations de la population et qu'il convient de les modifier. Tout en envisageant encore l'éventualité du départ en Allemagne — «Souviens-toi que tu seras là-bas le repré-

(1) «Premier Mai de préparation à la grève générale contre la relève», *La Vérité*, n. spécial, 1er mai 1944.

(2) «Razzia d'esclaves en Europe occupée», *La Vérité*, n. 29, 15 mars 1942.

(3) *Ibid.*

sentant de Juin 36» — et en donnant des consignes de sabotage, de ralentissement de la production, etc... *La Vérité* appelle alors les travailleurs à refuser de signer les feuilles de relève obligatoire : «Refus de signer ' volontaire ' contre l'Union soviétique, contre les admirables défenseurs de Stalingrad [...]. Refus de signer ' volontaire ' pour forger nos propres chaînes, refus de signer pour prolonger le massacre impérialiste, refus de signer pour la victoire des assassins du peuple allemand, des assassins des meilleurs militants ouvriers, refus de signer pour permettre aux trusts français de s'entendre avec leurs compères d'Outre-Rhin sur le dos des classes moyennes et de la classe ouvrière. Partout résistance. Tant que la résistance est possible, il faut l'organiser, au syndicat et à travers la création des groupes ouvriers clandestins» (1).

Au début de 1943, le P.O.I. commence à se rendre compte que la défense du mot d'ordre de «résistance à la relève», va l'amener, s'il n'y prend garde, à cautionner la Résistance à l'égard de laquelle il est des plus réticents, ainsi que le chauvinisme «anti-boche» du P.C.F. qu'il désapprouve violemment. Il préfère donc revenir à sa position initiale en expliquant qu'en définitive, tous les travailleurs en France travaillent peu ou prou pour l'Allemagne. S'en prenant à un article paru dans *la Voix du peuple*, organe du parti communiste et intitulé «Partir, c'est trahir», *la Vérité* voit dans ce mot d'ordre toute la politique chauvine du parti, alliée à la «réaction militaire». Selon elle d'ailleurs, s'agissant de l'opposition ouvrière au travail en Allemagne, la politique gauchiste se révèle «entièrement utopique, à courte vue, incapable de soutenir et de guider la résistance». Pour *la Vérité*, ce mot même de «trahison» pourrait bien être utilisé après la guerre par De Gaulle et la bourgeoisie pour dénier à la classe ouvrière le droit à la parole (2).

En 1944, le P.C.I. appelle au contraire à boycotter la relève. Pour lui, cette opération qui consiste à remplacer les ouvriers allemands partis sur le front de l'Est, par

(1) «Refus de signer, résistance», *La Vérité*, n. 38 spécial, octobre 1942.

(2) «Partir, est-ce trahir ?», *La Vérité*, n. 43, 31 mars 1943.

des ouvriers français, révèle s'il en était besoin, la grande solidarité de classe du capitalisme international contre le régime issu d'Octobre. La bourgeoisie confie ainsi à Hitler le soin de freiner l'avance de l'Armée rouge. Sur le plan français, la relève est un moyen de chantage commode pour le patronat, qui lui permet d'accroître la durée de travail sans augmenter les salaires. Quant au gouvernement de Vichy, il espère par ce procédé, démoraliser la classe ouvrière, briser sa combativité et ainsi empêcher tout soulèvement populaire (1). Sans doute, le P.C.I. reconnaît-il le caractère de masse du mouvement contre la relève. Mais il constate en outre que ce mouvement, tel qu'il se manifeste en 1944, contient une volonté de lutte, un potentiel révolutionnaire, qu'il s'agit non pas d'endormir par des mots d'ordre marginaux, mais au contraire de radicaliser par une mobilisation de classe. Dans la fièvre que provoque la proximité du débarquement, il importe en effet pour le P.C.I. de ne pas disperser la classe ouvrière, comme tente de le faire Vichy, mais de la rassembler sur ses lieux de travail et de l'appeler à résister à la relève par la grève générale.

Le mot d'ordre de grève générale mis en avant par le P.C.I. n'est pas seulement destiné à mettre en échec la relève, mais a aussi pour fonction de s'opposer aux directives d'insurrection nationale telles que les lance à la même époque le Comité central du parti communiste et qui ne peuvent avoir pour résultat, selon le P.C.I., que de noyer les aspirations propres de la classe ouvrière dans le marais démocratique. Aussi bien s'agit-il pour le P.C.I. de ressouder le front de la classe ouvrière et de renforcer sa cohésion. La grève générale, à condition qu'elle soit minutieusement organisée est ce moyen de rétablir la solidarité de tous les exploités. Concrètement, *la Vérité* prévoit que la première tentative de relève dans une usine, doit aussitôt jeter l'alarme dans la région et à travers les régions, se développer jusqu'au niveau national. C'est au groupes ouvriers constitués dans la clandestinité qu'il

(1) «Vichy redoute un premier Mai de lutte contre la relève», *La Vérité*, n. 2, 29 avril 1944.

appartient d'organiser la lutte sur le terrain des revendications immédiates ainsi que pour les combats décisifs, et de coordonner leur action en un *Front ouvrier*, véritable « armature d'acier », qui permettra de faire reculer le patronat et de briser la machine de guerre impérialiste (1). Pour lutter contre la répression qu'il faut bien envisager, le P.C.I. recommande d'étendre le mouvement aux ouvriers allemands sous l'uniforme. Si ceux-ci hésitent à se retourner contre leurs propres exploiters, c'est parce qu'ils manquent de confiance, ne voyant que haine autour d'eux (2).

Si la grève générale est préconisée contre la relève, sa mise en œuvre ne paraît pas des plus faciles, avec la Gestapo aux portes des usines et les menaces de déportation dans les camps de concentration nazis. C'est pourquoi, le P.C.I. semble repousser l'application de son mot d'ordre de grève générale à une période postérieure au débarquement, lorsque la domination hitlérienne commencera à craquer. L'important sera alors d'utiliser « l'ébranlement de l'appareil nazi et vichyssois pour les seuls intérêts de la classe ouvrière, de l'URSS et de la révolution socialiste » (3).

Que faire lors du débarquement ?

La majorité du Comité central du P.C.I. estimant le moment favorable pour lancer un programme de lutte contre le capitalisme, élabore un projet qui doit être soumis au premier congrès d'unification (4). Ce programme qui n'est encore qu'en discussion à l'intérieur du parti, nous intéresse particulièrement dans la mesure où il met en évidence la certitude qu'éprouve alors le P.C.I. quant

(1) « Vichy redoute un premier Mai de lutte contre la guerre », *op. cit.*

(2) « Premier Mai de préparation à la grève générale contre la relève », *op. cit.*

(3) « Que faire lors du débarquement ? » *La Vérité*, n.s., n. spécial, mai 1944.

(4) « La France devant la montée révolutionnaire et les tâches du P.C.I. » Projet de thèse amendé par la majorité du Comité central (5 voix contre 2), soumis à la discussion du parti en vue du 1er congrès. *Bulletin intérieur du P.C.I.*, n. 4, mai 1944.

à la proximité d'une crise révolutionnaire et dans la mesure aussi où à travers les modifications qui lui seront apportées à l'automne, il permet de mieux éclairer ce qui sera l'évolution du P.C.I.

Reconnaissant que la paix immédiate répond aux aspirations de tous, le projet du Comité central tient à rappeler qu'une paix durable ne peut être instaurée que par le socialisme. Dans cette perspective, quelques objectifs généraux sont soulignés : élection d'un gouvernement ouvrier et paysan appuyé sur les conseils d'ouvriers et de paysans, nationalisations, reconnaissance de l'indépendance des peuples coloniaux, opposition à des mesures d'exploitation économique ou d'occupation militaire qui viseraient les nations vaincues. Des revendications transitoires, jointes à des revendications démocratiques et destinées à faire la liaison avec le programme socialiste, prévoient : auto-organisation des masses pour le ravitaillement, réouverture des usines et réorganisation de l'économie selon un plan établi et appliqué sous contrôle ouvrier, développement des coopératives, suppression de la grande propriété foncière et attribution des terres à ceux qui les travaillent, crédit agricole bon marché, équipement rural et à longue échéance nationalisation des trusts d'engrais et de machines, monopole du commerce extérieur sous contrôle de délégués élus par les ouvriers, les paysans, les cheminots et les marins, réquisition immédiate des grands appartements bourgeois pour les sinistrés sous le contrôle de comités de sinistrés, égalité des salaires et des conditions de travail pour les ouvriers des colonies, mobilisation des travailleurs français contre toute mesure d'oppression politique dans les colonies et appel aux masses coloniales à se servir de leurs armes pour abolir la domination de l'impérialisme français. En ce qui concerne la lutte pour la démocratie, le projet de programme entend défendre la concentration de tous les pouvoirs dans les mains des comités, mandataires des masses, c'est-à-dire l'exercice du pouvoir exercé actuellement par les organes municipaux, préfectoraux, législatifs, exécutifs, judiciaires, par des assemblées locales, régionales, nationales de délégués des conseils d'usine, des comités de milices ouvrières, des comités de paysans travailleurs ou par leurs représentants élus. Les délégués élus sont

responsables et révocables à chaque instant devant leurs électeurs. Sont éligibles les jeunes à partir de 18 ans, les femmes, les ouvriers coloniaux. Le projet envisage aussi la mise à la disposition de groupements ouvriers, des organes de presse, de la radio et de tous les moyens de communication, la création de tribunaux populaires, ainsi que le remplacement des forces de police par des milices ouvrières. Mais le projet précise bien que la véritable démocratie ne peut être réalisée que dans le cadre de l'État ouvrier issu de la révolution prolétarienne.

En attendant que le niveau des luttes puisse permettre de poser les revendications transitoires, le P.C.I. déclare défendre les « formes élémentaires de la démocratie » que sont le droit de grève, la liberté syndicale, d'association, de réunion, de la presse, l'amnistie de toutes les victimes de la terreur fasciste et bourgeoisie, la libération des prisons et des camps. Le P.C.I. se prononce pour l'armement du prolétariat et des milices ouvrières, dont les armes doivent servir non pas à « seconder les opérations militaires des impérialistes ' alliés ' contre l'impérialisme allemand » mais « exclusivement aux luttes de classe contre le régime capitaliste » (1). Pour s'opposer à la politique d'union sacrée du parti communiste et du parti socialiste, le P.C.I. appelle les ouvriers à former un *Front ouvrier*, constitué des éléments les plus combattifs, sans distinction de tendances. La création de groupes ouvriers clandestins semble la forme la mieux adaptée à la lutte illégale, encore que d'autres formes d'organisation comme les syndicats légaux et illégaux, ne soient pas exclues. Il est visible que le comité central du P.C.I. se montre déjà sensible au mouvement de regroupement qui s'esquisse dans les syndicats, que ce soit les syndicats vichystes, auxquels le parti communiste conseille de participer depuis 1940 (2) ou la C.G.T. illégale (3). L'afflux

(1) *Ibid.*

(2) *La vie ouvrière*, 7 septembre 1940 appelle les ouvriers à entrer dans les syndicats créés par Vichy, pour y susciter une action revendicative. A ceux qui s'en étonnent, elle explique qu'il faut utiliser cette forme légale pour en faire une organisation de lutte. Cité dans *Histoire du parti communiste français* [Unir] op. cit., pp. 111-112.

(3) Le 17 avril 1943, les accords du Perreux ont consacré la réunification de la C.G.T.

que connaîtront les syndicats à la fin de 1944 contraindra alors le P.C.I. à abandonner la politique de front ouvrier, à laquelle il ne ménagera pas ses critiques, *pour une action de lutte de classe à l'intérieur* des syndicats.

Dans les derniers jours de mai, alors que toute la population pressent l'imminence du débarquement, le P.C.I. lance ses consignes d'action qui s'inspirent largement du projet de thèse élaboré par le Comité central. Il faudra bien se garder, répète le P.C.I., de tomber dans les bras d'Eisenhower et de De Gaulle, dont le but est de rétablir la puissance impériale du patronat français (1). Il ne faudra pas se laisser mobiliser, embrigader, mais au contraire rester libre et n'accepter d'ordre que d'organisations élues par les ouvriers. Il faudra ouvrir les prisons et les camps. L'appel à la grève générale est destiné, selon le P.C.I., à reconquérir et à élargir les conquêtes de juin 36 : les quarante heures, congés payés, salaire vital, échelle mobile, amélioration des conditions de travail, contrôle de l'embauche et du licenciement par les délégués ouvriers, contrôle des comptes et de la gestion de l'usine. «Si les patrons essaient de s'opposer à votre contrôle, vous prendrez directement en mains la production avec la collaboration de vos camarades techniciens» (2). *La Vérité* prévoit l'occupation des usines, des mines et la constitution de «comités d'entreprise» afin d'organiser la lutte jusqu'à la «victoire finale» (3). Le rôle des «comités d'entreprise» est d'assurer la protection de l'usine et des travailleurs, le ravitaillement et la propagande. Ils doivent contrôler l'application des conquêtes sociales, l'embauche et la gestion. Le «comité d'entreprise», dont les membres sont révocables à chaque instant devant l'assemblée des ouvriers, doit entrer en rapport avec les autres usines de la localité, puis de la région pour constituer des comités ouvriers locaux et régionaux. Ceux-ci, alliés avec les conseils de quartiers

(1) «Que faire lors du débarquement», *op. cit.*

(2) *Ibid.*

(3) Le terme «comité d'entreprise» utilisé par le P.C.I. ne doit pas créer de confusion avec l'institution légale du même nom, créée en 1945. Il s'agit plutôt de «conseils d'usine».

et de village sont appelés à devenir les organes du pouvoir ouvrier, qui auront à s'occuper du ravitaillement, du logement et de mettre en œuvre une justice populaire.

Mais il est clair que ce front de classe est terriblement menacé et qu'il doit être défendu par la classe ouvrière organisée en *milices armées*. L'organisation de milices ouvrières armées, si celles-ci n'existent pas encore, est même la première tâche des «comités d'entreprise». Mais «malheureusement» pour le P.C.I., les milices ouvrières existent déjà et ce sont des «milices patriotiques».

II. ETRE AVEC LES MASSES.

Dans la stratégie du P.C.I., les milices ouvrières constituent en effet une pièce-clé : elles sont destinées à mobiliser la classe ouvrière sur ses lieux de travail parce que c'est là, dans les usines, que se joue en priorité, l'action. La création de ces milices et leur armement sont ainsi pour le P.C.I. autant de garanties que le mouvement ne sera pas dévoyé vers des buts étrangers à la classe ouvrière, ce qu'il reproche précisément aux groupes de partisans, qu'il considère comme entièrement guidés par des intérêts militaires nationalistes. Or l'importance grandissante prise durant l'année 1944, par la lutte des partisans et l'écho que celle-ci rencontre dans la population poussent le P.C.I. à modifier non pas son opinion, mais du moins sa tactique et à retourner en quelque sorte aux positions défendues par le P.O.I. et en tous les cas à celles préconisées par le Secrétariat européen, c'est-à-dire entrer dans les maquis pour y défendre un programme de classe. On retrouve un cheminement parallèle en ce qui concerne les relations avec les «milices patriotiques».

Milices ouvrières et milices patriotiques.

Le P.C.I. ne manque pas de voir que l'action patriotique du parti communiste a réussi à lui gagner une partie importante de l'opinion et que c'est la plupart du temps par l'intermédiaire de ses militants ou de ses sympathisants que se mobilisent les usines. Le P.C.I. est aussi obli-

gé de constater que sa propre implantation dans les usines, même si elle a progressé, est excessivement faible par rapport aux effectifs qu'influencent le parti communiste et à un niveau moindre, le parti socialiste. Le P.C.I. avouera même que les «groupes ouvriers» ont constitué une fraction «infime» de l'avant-garde (1). Un ancien militant du P.C.I., Albert Demazière, qui avec Michelle Mestre et André Essel fut responsable de la région parisienne en 1943-1944, dira des «milices ouvrières» telles que les «rêvait» le P.C.I. qu'elles «n'existent que dans la discussion», et que de toutes façons, contrairement à ce qu'espérait le P.C.I., elles ne pouvaient constituer le centre déterminant de l'action. Car selon lui, le problème dominant de l'époque étant la guerre et l'occupation hitlérienne, la population se divisait en deux catégories : les éléments les plus jeunes et les plus combatifs qui se trouvaient dans les camps, dans les prisons ou dans les maquis et la population qui se trouvait composée dans sa majorité des gens plus âgés et de tous ceux qui subissaient «passivement» la situation. Donner la priorité aux usines, comme le préconisait le P.C.I. et en cela il était fidèle à son programme, ne pouvait pour Albert Demazière qu'être perdant, ce qu'avait compris le parti communiste qui lui avait choisi la lutte armée (2). En réalité ce «choix» du parti communiste s'inscrivait dans une politique d'ensemble. S'engager avec toutes ses forces dans la guerre patriotique en rejetant à l'arrière plan l'action de classe, s'expliquait par les perspectives exclusivement démocratiques qui étaient alors celles du parti, soucieux avant tout d'abattre le fascisme.

Selon ce que le parti communiste affirme lui-même, il n'a pas été question pour lui de «subordonner» l'action dans les usines à la lutte armée dans les maquis. En fait il s'est agi pour lui d'un problème de tactique. Dans un premier temps, il préconise l'action de *guerrilla* dans les campagnes et dans les villes, parce qu'elle permet d'attaquer

(1) «Stratégie et tactique dans la crise révolutionnaire». Postface aux thèses de la majorité, *op. cit.*, p. 7.

(2) D'après l'entretien que nous avons eu avec lui, les 12 et 19 juin 1969.

par surprise les forces nazies et vichystes toutes puissantes ; il considère que les travailleurs rassemblés dans les usines représentent des proies trop faciles pour la répression. Ce n'est que lorsque la perspective du débarquement se rapproche et qu'un certain désarroi se fait jour dans les armées d'occupation et au sein du gouvernement de Vichy — désarroi qui s'accompagne d'ailleurs d'une recrudescence de la terreur — que le P.C.F. appelle à la mobilisation de chacun à son poste de combat, c'est-à-dire sur son lieu de travail, pour préparer l'insurrection nationale. Il appartient aux ouvriers de prendre l'offensive au moyen de la grève générale. Celle-ci n'est pas un simple arrêt de travail. Elle consiste à occuper les entreprises, organiser la défense de ceux qui les occupent, s'assurer la possession des principaux nœuds ferroviaires et des centraux télégraphiques. En tant que grève insurrectionnelle, déclenchée et conduite par la C.G.T., elle doit être menée jusqu'au bout, ce qui pour le parti communiste signifie jusqu'à la libération et au retour à l'ordre démocratique. Ainsi s'éclaire la différence des mots d'ordre, mis en avant par le parti communiste et par le P.C.I. Certes la grève générale est aussi pour le P.C.I. le moyen de rétablir les conquêtes démocratiques — celles de Juin 36 précise-t-il — mais elle est avant tout destinée à les déborder, pour instaurer à travers le contrôle ouvrier, le pouvoir des conseils.

Dans les usines occupées, prévoit le parti communiste, les grévistes organisés en milices ouvrières patriotiques ont pour tâche de préserver l'outil national et de s'armer afin de résister aux attaques ennemies. Pour mener à bien l'insurrection nationale qui doit embraser l'ensemble du pays, le parti communiste a organisé en effet à côté des F.T.P.F. trop peu nombreux des milices de six à sept personnes, réunies autour d'un « patriote » et destinées à « affronter l'ennemi » dans les quartiers, les rues, les blocs de maisons, les usines, les villages, les ateliers. Alors que les F.T.P.F. relèvent en principe du gouvernement d'Alger les « milices patriotiques » bien que constituées et dirigées par le parti, sont sous la dépendance théorique du Conseil national de la Résistance (C.N.R.). Elles doivent « résister aux mesures d'internement, libérer les personnes déjà

internées, occuper les bâtiments publics, abattre ou faire prisonniers les miliciens de Darnand, désarmer les gendarmes, gardes mobiles et policiers». Il leur revient aussi «d'assurer la police, de surveiller les suspects, d'éliminer les traîtres, de protéger la propriété paysanne contre le pillage» (1).

Pour le P.C.I. le mot d'ordre de milice patriotique n'est d'abord «qu'un piège nationaliste, un mot d'ordre de collaboration de classes qui doit être dénoncé, comme tel par tous les travailleurs conscients» (2). Citant un article de l'organe communiste *Le Métallo* qui écrit que les métallos ne doivent pas rester à l'écart du combat qui se mène entre les alliés et l'Allemagne et qu'ils doivent y apporter leur «contribution active et efficace», *la Vérité* répond : non, les travailleurs n'ont pas à prendre parti dans cette guerre impérialiste pour l'un ou l'autre «bandit». Ils n'ont pas davantage à se former en milices patriotiques, embryons d'une nouvelle «armée nationale qui sera aussi réactionnaire que l'ancienne». Ils n'ont pas à «servir de masse de manœuvre pour des culottes de peau en mal de commandement» (3). *La Vérité* reproche au parti communiste de freiner les luttes revendicatives à l'usine et de forcer les ouvriers à se battre pour des intérêts qui ne sont pas les leurs. Certes il faut que les ouvriers se préparent au combat armé et luttent pour se procurer des armes, mais l'essentiel consiste dans l'orientation qui sera donnée à ce combat. Si la puissance du prolétariat réside dans son unité et sa cohésion, cette lutte armée ne prendra toute son efficacité que dans le mouvement de masse du prolétariat. Il incombe donc aux groupes ouvriers et non à des groupes spéciaux vite coupés des prolétaires de prendre en charge la lutte revendicative à l'usine et la préparation de la lutte armée.

(1) D'après Henri Michel, *les Courants de pensée de la Résistance*, op. cit., p. 673.

(2) «De la lutte revendicative à la lutte armée», *la Vérité*, n.s., n. 2, 29 avril 1944.

(3) *Ibid.*

Marquant une évolution, le *Manifeste* de mai considère qu'il existe, sous le nom de milices patriotiques, des milices ouvrières et qu'il est possible, malgré l'influence chauvine qu'exerce sur elles le parti communiste de les amener à servir «non un impérialisme contre un autre, mais la classe ouvrière et le socialisme» (1). Il faut pour cela parfaire l'instruction et l'entraînement militaires de leurs membres, leur éducation politique, compléter leur armement. C'est là une attitude tout à fait nouvelle dans le P.C.I., si l'on se souvient de la réticence manifestée par les adversaires du *Front ouvrier*, — que ce soit le C.C.I. ou la minorité du P.O.I. —, à l'égard de toute action commune avec le parti communiste : pour eux, entrer dans les «comités populaires» animés par les communistes, c'était accepter d'avance d'être «minorisé», de véhiculer la littérature et les mots d'ordre «revanchards» (2).

En réalité le P.C.I. se rend compte en 1944 que le rapport des forces à l'intérieur des usines est la plupart du temps en sa défaveur et qu'il sera difficile de faire prévaloir ses propres milices ouvrières, à condition déjà qu'elles puissent être créées. Comme d'autre part, il juge dangereux de laisser le prolétariat sans défense face à l'offensive aggravée de la bourgeoisie, il décide d'appeler les ouvriers à rejoindre les milices patriotiques. Mais il précise :

« Nous ne pensons pas que la classe ouvrière doit s'armer afin d'aider le travail des forteresses volantes, et de servir de chair à canon pour Eisenhower. Nous pensons qu'elle doit s'armer pour se défendre contre les fascistes et les bourgeois de toutes couleurs, pour assurer la liberté, dès que faiblira la poigne de la Gestapo, en désarmant les flics, en fusillant les miliciens, les S.S., les officiers contre-révolutionnaires ; pour conquérir le pain en s'emparant des usines, pour imposer la paix en abattant le capitalisme fauteur de guerre » (3).

De toutes manières le P.C.I. «fait confiance» à la classe ouvrière parce qu'il sait «qu'on réussira difficilement à

(1) «La classe ouvrière devant le second front... », *op. cit.*

(2) Voir en particulier une lettre émanant de l'«Opposition internationaliste» et dirigée contre la tactique du *Front ouvrier* préconisée par la majorité du P.O.I. [copie dactylographiée, n.d.,] [mai 1943], Archives de la B.D.I.C.

(3) «La Bourgeoisie prépare la guerre civile : formons nos milices ouvrières», *La Vérité*, n.s., n. 5, 26 mai 1944.

l'embrigader pour une cause capitaliste» (1). Il conseille alors aux ouvriers d'entrer dans les milices des usines «quel-qu'en soit leur étiquette» et d'en faire d'authentiques milices ouvrières. Comment ? «La milice ne doit être mise au service d'aucun des camps impérialistes, elle doit servir uniquement la cause du prolétariat, de son allié soviétique et de la révolution socialiste». Elle suppose l'élection démocratique des chefs et la décision collective au moyen de réunions de l'ensemble des miliciens ouvriers. Le problème de son armement demeure primordial. Or, les militants se plaignent précisément de manquer d'armes, les communistes mêmes «s'étonnent», ajoute *la Vérité* (2). Il est vrai que les parachutages d'armes vont moins aux F.T.P.F. qu'à l'Armée secrète, — ce que dénonce le parti communiste —, et qu'en conséquence, celui-ci a davantage tendance à réserver les armes qu'il obtient aux F.T.P.F., dont la vocation principale est la lutte armée. Ce qui fait dire à *la Vérité* que les dirigeants communistes ne veulent pas armer les ouvriers dans leurs usines, parce qu'ils ont «peur». Et ils ont peur, parce qu'ils ne veulent pas d'une révolution qui «balayerait en URSS la bureaucratie usurpatrice et redonnerait aux prolétaires soviétiques le pouvoir politique dont elle les a spoliés» (3). C'est pourquoi, ils «s'appuient sur l'État-major de leur bourgeoisie, comme [elle] ils nagent dans les eaux sales du chauvinisme. Comme [elle], ils sont prêts à diriger contre la classe ouvrière, les mitrailleuses de l'État-major capitaliste» (4). Pourtant au sein du parti communiste, de nombreux militants réclament des armes pour défendre leurs droits, ce que reconnaît le P.C.I. qui appelle les ouvriers à se battre avec eux pour prendre les armes là où elles se trouvent, dans les stocks des arsenaux, en désarmant les fascistes et la police, en fraternisant avec les soldats allemands.

(1) *Ibid.*

(2) «Les ouvriers des milices ouvrières réclament des armes», *La Vérité*, n.s., n. 7, 22 juin 1944.

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*

La libération de Paris : appel au front unique.

Alors que la bataille de Normandie s'achève et que les troupes alliées progressent vers Paris, le 10 août commence la grève générale, déclenchée par les cheminots ; elle sera effective le 18. *La Vérité* appelle les travailleurs à se rendre sur leurs lieux de travail pour se joindre à la grève générale lancée par la C.G.T. illégale (1). C'est le moment pour la classe ouvrière, écrit l'organe du P.C.I. de «mettre à profit la situation et [de] passer à l'action pour assurer elle-même sa libération contre le fascisme et la réaction, contre la terreur et la dictature, contre ses exploiters capitalistes» (2). Les revendications habituelles sont mises en avant : retour aux conquêtes de 36, salaire vital, augmentation des rémunérations de 50%, contrôle des cantines et du ravitaillement par des délégués élus, contrôle de la production afin que celle-ci «ne serve plus la guerre impérialiste, mais les besoins du peuple», libération des prisonniers politiques, élection des comités d'entreprises et liaisons avec les usines voisines, libertés ouvrières. Les milices ouvrières doivent occuper les points vitaux des usines, veiller au ravitaillement, établir la liaison avec les autres usines, les milices de quartiers, les paysans pauvres, les éléments révolutionnaires de l'armée allemande, défendre les grévistes contre la police, les S.S., la Gestapo, les milices de Darnand. Leur armement indispensable doit faire d'elles une véritable armée chargée de renverser le rapport de forces en faveur du prolétariat. Dès qu'il le peut, celui-ci doit ouvrir les prisons, occuper les mairies et y installer ses délégués démocratiquement élus par les assemblées d'entreprises et de quartiers. Pour réaliser ce programme, le P.C.I. qui mesure ses forces, fait appel au parti communiste et au parti socialiste, auxquels il propose un front unique. C'est un tournant important dans la politique du P.C.I., qui

(1) Selon le témoignage de Raoul, ancien militant du C.C.I., le parti communiste, malgré les consignes officielles, avait donné en pratique, l'ordre de vider les usines et s'il y eut des occupations d'usines, ce fut le plus souvent à l'initiative des trotskistes (entretien déjà cité du 22 janvier 1975).

(2) «Hitler s'effondre», *La Vérité*, n. 71, n.s., n. 11 spécial, 11 août 1944.

depuis la réunification n'a effectué aucune démarche en direction des deux grands partis : il convient ici de rappeler que le C.C.I. et la minorité du P.O.I. ont toujours vivement critiqué les tentatives de dialogue du P.O.I. avec le parti communiste et le parti socialiste, qu'ils considéraient comme des gestes opportunistes, au demeurant dépourvus de toute efficacité et ne contribuant qu'à renforcer les vieilles bureaucraties.

Alors que fait rage la bataille pour la libération de Paris, le P.C.I. conscient de son isolement, ressent la nécessité de l'unité d'action avec les organisations ouvrières. Il ne perd pas de vue pourtant que ni sa faiblesse numérique, ni ses positions politiques ne sont susceptibles de lui attirer une réponse positive des deux partis. Aussi bien sa proposition de front unique vise-t-elle surtout à convaincre les ouvriers que le refus de l'action commune ne vient pas du P.C.I., mais des directions traditionnelles. Le P.C.I. espère ainsi, suivant une tactique de longue date, qu'une partie des ouvriers qu'il aura persuadés de la validité de son programme, feront pression sur leurs organisations afin qu'elles modifient leur politique.

Si le P.C.I. recourt en août 1944 au front unique, c'est aussi parce que certaines réactions du parti communiste peuvent lui laisser espérer que celui-ci est en train de prendre quelques distances vis-à-vis de la bourgeoisie. Le parti communiste vient en effet de dénoncer les tendances qui à l'intérieur de la Résistance, voudraient faire de celle-ci une « armée de guerre civile contre le peuple » ? (1). C'est pourquoi, alors que les barricades se dressent dans les rues de Paris, le P.C.I. n'hésite pas à adresser une lettre ouverte au parti communiste et au parti socialiste, dans laquelle il demande instamment d'empêcher que la réaction bourgeoise ne profite des forces d'occupation américaines pour imposer ses solutions. Il propose d'organiser en commun les luttes ouvrières afin de coordonner les mouvements et généraliser les grèves avec occupation. Il suggère que les travailleurs élisent eux-mêmes leurs délégués aux

(1) « Lettre ouverte au P.C.F. et au P.S. pour l'unité d'action ouvrière », *La Vérité*, n. 73, n.s., n. 13, 21 août 1944.

comités de grève, qui se transformeront ensuite «comme en Italie» en conseils d'entreprise contrôlant la production et coordonnant l'action des travailleurs entre les régions. Il insiste ensuite sur la nécessité de constituer des milices ouvrières armées afin de défendre la classe ouvrière contre les fascistes et les «ennemis du peuple à l'intérieur du mouvement de Résistance». Le P.C.I. fait remarquer qu'il a donné l'ordre à ses militants d'aider les milices d'entreprises et de quartiers. Mais celles-ci se sont heurtées, écrit-il, à l'hostilité des mouvements de résistance qui ont tout fait pour les priver d'armement et pour paralyser leur développement. L'unité d'action ouvrière est la seule réponse à opposer au sabotage par la bourgeoisie d'un mouvement qui l'inquiète. Il faut organiser systématiquement des milices ouvrières, en liaison avec les syndicats illégaux, et en faire de vrais organes de lutte contre la répression, pour la conquête des objectifs ouvriers. Quant aux comités de quartiers élus, ils doivent avec les représentants des usines, organiser le ravitaillement, la protection contre les bombardements, la défense contre les attentats nazis et vichystes, la réquisition des «vastes maisons des riches» pour le logement des sinistrés (1).

Il est inutile d'ajouter que le P.C.I. ne reçoit aucune réponse ni du parti communiste ni du parti socialiste. Le parti communiste, pour parler surtout de lui, est alors principalement préoccupé dans un Paris enfiévré, de mobiliser l'ensemble de la population sur le mot d'ordre d'insurrection nationale décidé le 18 août par le «Comité parisien de libération». Il lance aussitôt un appel affiché dans la nuit sur tous les murs de Paris, à tous les parisiens «hommes et femmes, jeunes et vieux» à faire leur devoir «avec discipline, énergie et esprit de sacrifice» dans l'insurrection libératrice (2). La bataille commence sous le commandement régional des F.F.I. dirigés par le communiste Rol-Tanguy. Mais l'intervention du peuple parisien «contrecarre — selon le P.C.F. — les plans de certains cercles

(1) *Ibid.*

(2) Voir *Histoire du parti communiste français*. Manuel, Paris, Ed. Sociales, 1964, p. 436 et sq.

gaullistes et inquiète la bourgeoisie». C'est ainsi qu'il faut comprendre, ajoute-t-il, la décision de «faire de la police parisienne une troupe de réserve et le refus de l'engager à fond dans la bataille de la libération, malgré l'armement dont elle dispose» (1). De même la trêve signée le 19 août «sans consulter les combattants» entre le délégué général du gouvernement provisoire Alexandre Parodi et le gouverneur militaire de Paris Von Choltitz, sous le prétexte d'éviter la destruction de Paris —, n'a d'autre but aux yeux du parti communiste que de «désorganiser, voire [d'] arrêter l'insurrection». Le Comité central du parti dénonce alors auprès du Conseil national de la Résistance, ce qu'il appelle une «trahison envers le peuple de Paris» qui n'est pas d'ailleurs la première, estime-t-il, si l'on compte le refus persistant d'envois d'armes à la région parisienne. Les militants du parti communiste «soutenus par les patriotes» s'opposent sur le terrain à la réalisation de la trêve et luttent dans le Comité national de la Résistance «afin de faire condamner toute négociation avec l'ennemi qui n'aurait pas pour objet sa capitulation sans condition» (2). Cette position finit par l'emporter, et la population est désormais aux côtés des organisations armées de la Résistance. Le 24 août au soir les premiers chars de la division Leclerc entrent dans une ville largement libérée par ses habitants, malgré encore quelques points fortifiés allemands. Pour le parti communiste, le but est atteint : la préparation longue et méthodique à laquelle se sont livrés ses militants a permis au peuple français d'accomplir lui-même sa propre libération en délivrant Paris.

Dès le mot d'ordre d'insurrection nationale, lancé le 18 août, les combats se sont multipliés dans les rues de Paris, causant de sérieux dommages à l'armée allemande. Très vite les F.F.I. s'emparent de différents points clés de la capitale comme les centraux téléphoniques et grâce aux ouvriers du Livre, des imprimeries de la presse vichyste. C'est là un résultat appréciable pour les journaux de la

(1) *Ibid.*, p. 437.

(2) *Ibid.*

Résistance qui peuvent ainsi être imprimés et diffusés largement. Mais alors que le premier numéro légal de *l'Humanité* peut sortir le 21 août, le P.C.I., qui n'est pas intervenu dans l'occupation des entreprises de presse en est toujours réduit à fabriquer *la Vérité* dans la clandestinité. C'est là un handicap certain pour le journal qui se trouve privé des possibilités de tirage et de diffusion dont disposent alors les organes «libérés». Le P.C.I. lors de son premier congrès, verra dans cette absence de réaction, une faute politique grave (1), qui privera le P.C.I. d'un organe légal, et cela jusqu'en 1946. Car ce ne sera pas avant cette date que le P.C.I. obtiendra la légalisation de son journal, malgré les démarches répétées qu'il entreprendra auprès des organismes officiels de la presse.

Mais l'erreur des trotskistes, qui n'ont pas su tirer profit *politiquement* des événements, comme ils le diront eux-mêmes, en est-elle en réalité une ? Car l'essentiel de leur stratégie au moment de la Libération, est centrée sur les usines, où la grève générale appuyée par les milices ouvrières doit donner le départ du grand mouvement prolétarien. C'est ainsi qu'un organe du P.C.I., *Front ouvrier* de la région toulousaine (2), qui annonce le début de la grève générale, appelle les ouvriers à élire dans chaque usine un «comité ouvrier» chargé de *diriger* l'insurrection. Or dans la région parisienne par exemple, les usines sont dans leur majorité abandonnées par les ouvriers qui n'y ont laissé pour empêcher le pillage que quelques dizaines d'ouvriers mal armés et organisés en milices patriotiques (3). A la tête d'entre elles parfois, se trouvent des militants du P.C.I. comme chez Jumo et B.M.W. à Argenteuil, qui vont favoriser la constitution de comités d'usines. Mais les militants du P.C.I. jouent à Jumo un rôle de «responsables», parce qu'ils ont «personnellement la confiance de leurs camarades» et non pas en tant que membres du P.C.I. Les contacts politiques avec eux se

(1) Cf. les résolutions votées par le 1er congrès du P.C.I., en ce qui concerne son «bilan organisationnel», in *Bulletin intérieur du P.C.I.*, n. 9, novembre 1944.

(2) N. spécial, n.d. [19 août].

(3) D'après Yvan Craipeau, *chronologie...*, op. cit., p. 36.

font clandestinement et il n'est pas question que le représentant du P.C.I. en tant que tel aille parler aux ouvriers. Dans les usines de Puteaux-Suresnes au contraire, et à la SACAM en particulier, les trotskistes militent «à découvert», ce qui ne les empêche pas à la Libération, de prendre la tête du Comité inter-usines et d'être désignés par les communistes eux-mêmes à l'Union locale C.G.T. (1). Le rôle alors dévolu par le P.C.I. aux milices ouvrières, qui consiste à se lier aux milices de quartiers et à se coordonner par régions pour occuper les points vitaux et les mairies, leur échappe complètement, même si elles sont armées et solidement organisées comme à Puteaux-Suresnes (2). C'est aux F.F.I. armés, qu'il revient de prendre d'assaut les bâtiments publics pour y installer... le drapeau tricolore.

Du fait de l'immobilisation de la plupart de ses militants dans les usines, le P.C.I. mène une action militaire des plus réduites (3). Il est vrai que son responsable militaire Henri Molinier est tué par un obus dès le début de l'insurrection. Un groupe de militants participe à l'assaut contre le Sénat, d'autres à l'action des F.T.P.F. Ainsi l'ancien responsable breton pour le maquis, André Calvès, qui avec une équipe de la compagnie F.T.P.F. Saint-Just a exécuté en juillet le maire collaborateur de Puteaux Barthélémy (4), est nommé commissaire technique de sa compagnie au cours de l'insurrection (5). D'autres militants comme l'ouvrier Van Hulst, après avoir participé aux combats de banlieue, est tué par la milice à Neuilly. A Lyon, un militant responsable des auberges de jeunesse, Henri Roger est fusillé par les SS, au moment où il vient de prendre la direction de la «zone libre» du P.C.I. Dans plusieurs régions, des militants interviennent dans les combats, mais le plus souvent, à titre personnel (6).

(1) D'après Raoul, entretien cité.

(2) *Ibid.*

(3) D'après Yvan Craipeau, *chronologie...*, op. cit., p. 37.

(4) Les attaques de la *Vérité* en 1935 contre Barthélémy, déjà maire de Puteaux, avaient été l'un des motifs avancés par la direction du Parti socialiste pour exclure 13 militants bolcheviks-léninistes.

(5) Y. Craipeau, *Ibid.*

(6) *Ibid.*

Maquis et résistance.

Car le P.C.I. dès sa constitution en février 1944 se tient résolument à l'écart du mouvement de la Résistance officielle, dont l'aspect «collaboration de classes» lui paraît dangereux pour l'autonomie ouvrière, et les objectifs nationalistes nuisibles à la préparation de la révolution européenne. Combattant les thèses sur la «France, pays opprimé», le P.C.I. rappelle, dans son projet de texte pour le 1er congrès, que la guerre a laissé l'appareil bureaucratique et policier entre les mains de la bourgeoisie française. «Le fait que la bourgeoisie française ne soit plus capable d'une vie politique indépendante, traduit non pas une disparition de son caractère impérialiste, mais son affaiblissement par rapport à des impérialismes plus forts, auxquels elle cherche désormais à lier ses intérêts (impérialisme allemand d'une part, impérialisme anglo-américain d'autre part)» (1). Le prolétariat n'a pas, d'après le P.C.I., à chercher «comment rendre à la bourgeoisie l'indépendance politique qu'elle a perdue», indépendance toute relative d'ailleurs, dans la mesure où l'impérialisme suppose la hiérarchie des nations. Le prolétariat doit au contraire mener une politique indépendante de celle de sa bourgeoisie. Certes, reconnaît le P.C.I., il faut conformément au *Programme de transition*, utiliser «ce qu'il y a de progressif dans le patriotisme des opprimés», à la condition toutefois de se délimiter des illusions petites-bourgeoises, en «opposant violemment le sentiment national de la blanchisseuse à celui du patron» et en soulignant à côté de l'opprimeur impérialiste allemand, la présence de l'opprimeur impérialiste français. Mais le P.C.I. estime aussi que le parti doit s'efforcer d'être attentif aux changements qui s'opèrent dans la conscience des masses pour essayer de renforcer parallèlement sa propagande. C'est ainsi que le parti doit savoir insérer sa politique dans l'évolution du mouvement des partisans et des réfractaires. Le combat des partisans qui révèle pour le P.C.I. la radicalisation

(1) «La France devant la montée révolutionnaire et les tâches du P.C.I.», *op. cit.*, p. 11.

de la petite-bourgeoisie, est en train d'essayer de déborder ses origines, malgré les efforts de la bourgeoisie pour le canaliser à son profit. Il faut donc briser l'influence de la bourgeoisie, en développant à l'intérieur de ces mouvements ce que le P.C.I. appelle une politique de «dissociation». Celle-ci consiste à «amener les éléments les plus progressifs à s'intégrer à l'action de la classe ouvrière dont les bastions restent les usines», à mener une «lutte impitoyable contre l'influence des impérialistes anglais et américains sur le mouvement partisan», à «rompre la discipline de l'armée et à constituer des formations de partisans sur la base d'une véritable démocratie» (élection des chefs révocables à tout moment, liberté de discussion politique, etc...). Le P.C.I. reste persuadé que la montée révolutionnaire «dissociera» définitivement le mouvement partisan, dont les forces révolutionnaires rejoindront la lutte ouvrière ; mais en attendant, il importe d'être présent et tout en sachant dénoncer les illusions petites-bourgeoises, de «ne pas tourner le dos à la réalité sous le prétexte qu'il faut faire rentrer les partisans dans le cycle de la production». La minorité du Comité central n'est pas pour une fois en désaccord avec les thèses de la majorité. Elle estime à son tour que le mouvement de partisans, à l'origine formé de petits-bourgeois aux ordres de la bourgeoisie, a pris un «caractère de masse» sous la «montée révolutionnaire», mais que cette volonté de lutte a été dévoyée par le parti communiste et mise au service de l'impérialisme français (1). C'est pourquoi la minorité s'affirme favorable à une propagande et à une agitation des bolcheviks-léninistes au sein des partisans pour lutter contre le nationalisme et pour la fraternisation avec les soldats allemands. Ils doivent exiger l'élection des cadres, — ceux-ci devant être pris parmi les ouvriers et les paysans pauvres —, l'éviction et le désarmement de la bourgeoisie, la liaison avec les usines. Car il faut prendre garde, ajoute la minorité que le mouvement de partisans ne détourne les ouvriers de la lutte de classe. Il

(1) «L'Heure de la IVème Internationale», *op. cit.*

convient donc que parallèlement à leur action parmi les partisans, les bolcheviks-léninistes s'efforcent de «ressouder» la classe ouvrière : devant les assauts toujours plus vigoureux du prolétariat contre ses exploiteurs, les jeunes ouvriers enrôlés dans les partisans, seront irrésistiblement poussés à se mettre à la disposition de leur classe.

Il semble donc que l'accord sur le problème des partisans soit assez large dans le P.C.I. même si toutes les réticences sont loin d'être dissipées. *La Vérité* n'écrit-elle pas le 1er mai à propos de la lutte contre la relève, que le «débrouillage individuel ou [le combat] dans le maquis ne feraient qu'affaiblir les rangs ouvriers et faciliter la rafle de ceux qui restent» ? (1). D'autre part, il est bien tard en 1944 pour le P.C.I. de défendre une politique, que son implantation des plus réduites dans les maquis, ne risque guère de lui faciliter. C'est donc avec une grande prudence, que *La Vérité* en même temps qu'elle appelle la classe ouvrière à se mobiliser dans les usines pour ses propres revendications, lui demande de soutenir la «lutte des partisans contre la répression» (2). Un peu plus tard, elle concède que la milice ouvrière, qui reste l'organe essentiel de la lutte, ne doit pas borner son activité à l'usine. De même qu'elle prévoit que la milice ouvrière établisse des liaisons avec les milices d'autres usines et d'autres régions, avec les paysans pauvres et les révolutionnaires de l'armée allemande, elle recommande la coordination avec les «partisans rouges» (3). Pourtant dans la rubrique consacrée aux «lettres des usines», où *la Vérité* rassemble des informations sur les milices ouvrières, il lui arrive encore de titrer en même temps que «des armes aux usines», «pas de dispersion dans le maquis» (4). Mais pour *la Vérité*, la lutte de classe passe aussi à travers le maquis (5). Devant les efforts de l'*Armée secrète* gaulliste pour unifier sous son contrôle les F.F.I., elle juge utile

(1) «Premier Mai de préparation à la grève générale contre la relève», *op. cit.*

(2) «La Classe ouvrière devant le second front», *op. cit.*

(3) «Formons nos milices ouvrières», *La Vérité*, n.s., n. 5, 26 mai 1944.

(4) *La Vérité*, n. 68, n.s., n. 8, 1er juillet.

(5) «L'Exemple à suivre», *La Vérité*, n. 69, n.s., n. 9, 15 juillet 1944.

d'expliquer à l'ouvrier résistant qu'il a désormais à choisir : servir la bourgeoisie et *l'Armée secrète*, ou servir la classe ouvrière. L'ouvrier fidèle à sa classe doit s'efforcer d'agir dans son maquis pour que celui-ci s'écarte de la voie nationaliste dans laquelle tente de le maintenir la bourgeoisie, en accueillant notamment les déserteurs allemands. L'ouvrier doit aussi pousser l'organisation armée à laquelle il appartient, à aider les milices ouvrières : aux maquisards et F.T.P.F. *la Vérité* conseille « d'entrer en contact avec les gars des milices ouvrières, [de] leur donner des armes, [de] les aider à s'en procurer, [de] les faire bénéficier de l'entraînement et de l'expérience des armes acquis dans le maquis, [de] leur servir de ' conseillers militaires ', [de] combiner avec eux des actions et se mettre à leur disposition pour les opérations décisives dans lesquelles s'engagera la classe ouvrière encadrée par ses milices ouvrières» (1).

Si le P.C.I. reconnaît que la lutte dans les maquis revêt un caractère de masse tel que les révolutionnaires doivent y participer en essayant de lui donner un contenu de classe, il n'est pas question pour lui d'adhérer à la Résistance. A aucun moment en effet, le P.C.I. n'envisage de se faire représenter au C.N.R., et dans les propositions de front unique qu'il adresse le 21 août 1944 au parti communiste et au parti socialiste, il ne manque pas de reprocher aux deux directions ouvrières d'avoir pris à leur compte les buts de guerre de la bourgeoisie, en se liant à ses partis dans cet organisme d'union sacrée qu'est la Résistance officielle. Cette politique ne peut aux yeux du P.C.I. que « creuser le fossé entre les ouvriers français et allemands », « souder les travailleurs allemands autour de leur propre bourgeoisie, prolonger par là l'existence de Hitler, paralyser la révolution en Allemagne et en Europe » (2).

Il ne semble pas toutefois que la position adoptée à l'égard du C.N.R. fasse l'unanimité dans le P.C.I. Le fait

(1) *Ibid.*

(2) « Lettre ouverte au P.C.F. et au P.S. pour l'unité d'action ouvrière », *op. cit.*

d'être absent des Comités de libération ne risque-t-il pas de priver l'organisation de certains moyens d'intervention ? Yvan Craipeau, entré en contact avec Albert Bayet, alors président de la Fédération nationale de la presse française, pour la légalisation de *la Vérité*, étudie avec lui, la possibilité d'une adhésion au C.N.R. (1) ; Albert Bayet s'y montre favorable, puisqu'il accorde spontanément l'autorisation de paraître à *la Vérité*, dès août 1944 avec des fonds gouvernementaux (2). Selon *la Vérité*, c'est le parti communiste qui fait alors pression sur A. Bayet, pour que celui-ci demande à Yvan Craipeau : «Etes-vous organe résistant ?» Certes *la Vérité* peut se prévaloir d'avoir «résisté» à Hitler et à Pétain, d'avoir lutté contre la guerre impérialiste, contre le fascisme, le racisme, pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, pour le soutien des maquis «par les grèves ouvrières et la solidarité des populations», mais elle n'est pas *un organe de la Résistance* (3). Des militants regretteront cette décision, car ils considéreront que l'adhésion à la Résistance aurait été à la Libération un atout considérable pour le P.C.I., qui aurait pu sortir de son isolement et profiter du bouillonnement social de l'époque pour diffuser largement ses idées au moyen d'une presse légale (4).

Mais en demandant son affiliation au C.N.R., le P.C.I. ne devait-il pas inévitablement, comme on l'a vu pour la légalisation de *la Vérité*, se heurter au *veto* du parti communiste qui engage dès cette époque une campagne extrêmement violente contre «l'hitléro-trotskisme» ? De toute évidence, l'assentiment donné par le parti communiste à l'entrée des trotskistes dans le C.N.R., à condition qu'il ait été possible, aurait vraisemblablement impliqué un alignement complet du P.C.I., ce à quoi celui-ci ne pouvait naturellement consentir. C'est ce qui *a posteriori* peut justifier l'abstention du P.C.I. lors des occupations d'impri-

(1) Le P.O.I. a d'ailleurs mis plusieurs de ses militants à la disposition du C.N.R. (d'après R. Prager).

(2) D'après Albert Demazière (entretiens des 12 et 19 juin 1969).

(3) «Liberté de la presse» Lettre adressée à Albert Bayet. *La Vérité*, n. 74, n.s., n. 14, 20 septembre 1944.

(4) En particulier, Albert Demazière.

meries : l'obstacle politique mis à la légalisation de *la Vérité* aurait probablement rendu dérisoire l'occupation d'une entreprise de presse par le P.C.I. dans la mesure où les rapports de force n'étaient pas à l'avantage de ce dernier. De plus ne fallait-il pas craindre la réaction des ouvriers typographes, largement liés au parti communiste, ainsi que l'épuisement rapide des matières premières, c'est-à-dire le papier, dont l'approvisionnement et la répartition entre les différentes imprimeries étaient sous le contrôle du C.N.R. ?

«Le bilan» de la Résistance, le P.C.I. en dresse le tableau à l'automne 1944. Partout, selon lui, «l'élan des classes laborieuses vers les véritables solutions révolutionnaires» a été brisé par la Résistance et le parti communiste. Celui-ci, au lieu de faire appel au mouvement populaire, a fait entrer ses militants ou ceux de la Résistance dans le gouvernement, l'Assemblée consultative, les mairies, la police. Ainsi, espérait-il, remarque *la Vérité*, transformer le régime, affaiblir la bourgeoisie, «susciter [...] l'esprit d'offensive et d'initiative des masses populaires». En réalité ses efforts n'ont contribué qu'à assagir un mouvement qui ne demandait qu'à se développer (1).

Essais de gestion ouvrière.

En effet, un certain nombre de comités d'usines se sont constitués dès fin août, dans la région parisienne et dans les provinces, comme chez Berliet à Lyon, Dunlop à Montluçon, où l'on assiste à des tentatives de gestion par les travailleurs (2). Ainsi parmi les échos qu'elle rapporte des usines, *la Vérité* signale de multiples initiatives ouvrières, dont il est cependant difficile de suivre l'évolution et qui semblent rarement aller dans le sens d'une véritable prise en mains de l'usine par les travailleurs. Les journaux d'entreprise ou les feuilles locales que publie à cette époque le P.C.I.

(1) «Offensive réactionnaire, riposte ouvrière», *La Vérité*, n. 75, n.s., n. 15, 25 octobre 1944.

(2) *Ibid.*

paraissent plutôt *appeler* les travailleurs à former des comités, que faire état d'expériences de gestion ouvrière ; ou bien les comités se trouvent-ils réduits à la gestion de la cantine. *Le Soviet de l'I.T.* [Industrielle du téléphone] appelle à la formation d'une milice ouvrière « capable d'aider à la bonne marche de l'usine » afin de « démontrer que les ouvriers savent eux-aussi organiser le travail » (1). *Le Front ouvrier de l'Albigeois* esquisse un schéma d'organisation de la direction de l'entreprise qui doit être prise en main par les délégués ouvriers : élection des chefs par les ouvriers, direction générale confiée à un cadre technique assisté d'un groupe d'ouvriers élus par leurs camarades et responsables auprès d'eux (2). *Le Front ouvrier de Castres* recommande aux ouvriers d'organiser le ravitaillement à l'usine ainsi que l'épuration des patrons « kollabos » (3). Chez Amiot à Colombes, *le Soviet* manifeste son opposition aux tentatives des patrons d'installer des milices ouvrières permanentes, qui seraient coupées des ouvriers (4).

Tout en reconnaissant les lacunes de notre documentation et en rappelant que ce n'est pas dans la presse elle-même que résident la totalité et parfois le meilleur de l'information, on ne peut pas manquer d'observer que ces documents signalent en général, plutôt qu'une expérience concrète en cours, un appel à l'action. Ainsi, *le Soviet du XIIIème*, — arrondissement parisien où les usines organisent des contacts entre elles —, se contente de prédire un prochain soviet dans le XIIIème (5), et *le Soviet du XVème* d'appeler à la formation de comités d'usines et de milices ouvrières armées (6). Ce n'est que dans *le Soviet de Boulogne-Billancourt* que l'on découvre un écho précis sur l'existence d'un comité inter-usines et sur les difficultés que celui-ci rencontre dans l'accomplissement de ses tâches : les syndicalistes tentent de lui substituer l'Union locale du

(1) N. non chiffré, 9 octobre 1944.

(2) N. non chiffré, septembre 1944.

(3) N. non chiffré, septembre 1944.

(4) N. 1, 12 octobre 1944.

(5) N. 1, 25 octobre 1944.

(6) N. 2, octobre 1944.

syndicat — corporatiste — cependant que les commandants F.F.I. font tous leurs efforts pour empêcher les ouvriers d'occuper les usines et de «porter atteinte à la propriété privée» (1). On trouve d'ailleurs la confirmation de ce comité dans un tract du 22 août 1944 signé par le «Comité provisoire Renault» qui énonce les buts du comité ouvrier : regrouper les travailleurs des différentes usines afin de défendre leurs intérêts, qui sont dans l'immédiat : avance d'un mois de salaire et réouverture des cantines. Dans l'avenir, réouverture des usines sous le contrôle des comités ouvriers, réévaluation et échelle mobile des salaires, paiement intégral des jours chômés, contrôle du ravitaillement et des cantines par le comité ouvrier, contrôle de l'embauche et du licenciement par les délégués, réintégration immédiate de tous les réfractaires (2).

C'est à l'initiative de militants du P.C.I. que plus d'une dizaine d'usines sont occupées dans la région parisienne. Le mouvement prend naissance chez Jumo à Argenteuil, où la direction allemande s'est enfuie, laissant les ouvriers non payés. Les ouvriers constituent un comité provisoire qui convoque une assemblée de l'usine. Celle-ci élit un comité d'usine qui organise la cantine, obtient la restitution des outils pillés, veille à l'entretien de l'usine et effectue la paye, avec le concours de la comptabilité. C'est seulement à la B.M.W. d'Argenteuil que le comité semble vouloir entreprendre une véritable gestion, en mettant à l'étude en accord avec les techniciens, un plan de remise en marche de l'usine. Partout ailleurs, le comité, lorsqu'il existe, paraît surtout s'occuper de l'entretien de l'usine, de la cantine, de la paye ; parfois, comme chez Blériot à Suresnes, il nomme une commission d'épuration chargée de mettre à la porte «les ennemis de la classe ouvrière» ; souvent, il envisage un travail en commun avec d'autres comités, avec lesquels il s'organise en comité inter-usines, comme à Boulogne-Billancourt, à Argenteuil ou dans le XIIIème (3).

(1) N. non chiffré, 18 septembre 1944.

(2) Tract reproduit dans *les Enseignements de notre histoire*, op. cit., pp. 46-47.

(3) *Ibid.*, pp. 45-47.

III. DÉCEPTION ET OPTIMISME : LE 1er CONGRES DU P.C.I.

Toutes ces initiatives, dont il faudrait faire un inventaire évidemment plus large et plus précis, sont cependant rapidement mises sous le contrôle des *comités de libération*, «organismes non élus», précise *la Vérité*, qui ajoute que ces partisans de la «collaboration de classes» n'ont pas de tâche plus urgente que de «liquider» tous les essais de gestion ouvrière (1).

D'abord, qui sont-ils pour *la Vérité*, ces comités de libération ? Face au pouvoir bourgeois représenté par le gouvernement du général De Gaulle, les comités de libération sont censés être les organismes d'un «pouvoir populaire». Mais ils ne disposent d'aucun mandat électif et ils se sont emparés des mairies «sans faire appel au combat des opprimés pour détruire de fond en comble l'ancien état de choses, limitant la lutte à des opérations militaires contre les troupes allemandes» (2). Certes *la Vérité* reconnaît qu'ils ont agi avec efficacité dans le domaine de l'épuration, mais ce fut toujours sans aucun contrôle des masses et la plupart du temps en accord avec les cadres bourgeois de l'administration. Quant aux milices populaires surgies lors des journées d'août, la Résistance et le parti communiste essaient de les intégrer dans l'armée et la police. Inquiet devant cette agitation des masses, le capitalisme commence à se rendre compte que rien n'a finalement changé pour lui et reprend de «l'énergie», d'autant plus facilement que les mouvements de Résistance, le parti communiste et la CGT font tout leur possible pour le rassurer : sous prétexte de ne pas rompre l'unité nationale, ils s'opposent à «toute manifestation d'indépendance de la classe ouvrière» (3).

Or la classe ouvrière, si elle veut défendre ses conquêtes doit se mobiliser sur ses objectifs propres : «Sur la base de plans de travail, [les ouvriers] exigeront la remise en marche des usines, sous le contrôle exercé par les comités ouvriers

(1) «Offensive réactionnaire, riposte ouvrière», *op. cit.*

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

démocratiquement élus, la nationalisation sans rachat ni indemnité des industries-clés et des banques, la gestion ouvrière dans les usines où la direction a fui ou a été emprisonnée» (1). Ils devront aussi obtenir que les jugements d'épuration soient prononcés par des tribunaux populaires élus, que les milices ouvrières maintenues et élargies bénéficient d'un entraînement militaire sérieux, que les FFI intégrés dans l'armée puissent obtenir un statut spécial avec l'élection des officiers et création d'écoles militaires pour officiers prolétaires.

Mais ces appels du P.C.I. vont rester sans écho. Soucieux de rétablir la légalité républicaine et l'ordre public, le gouvernement du général De Gaulle prononce la dissolution des milices patriotiques le 28 octobre 1944, malgré l'opposition des ministres communistes. Le C.N.R. proteste faiblement. Le parti communiste qui, dans un premier temps, se bat pour le maintien et le renforcement des milices, s'incline et reconnaît que la sécurité publique doit être assurée par des forces de police régulières. Les circonstances ont changé, dira-t-il, et c'est dans les groupements et partis de la Résistance ainsi que dans les cadres fixés par la loi, que les «patriotes» doivent dorénavant exercer leur activité. Le parti communiste, qui dès septembre a lancé le slogan «S'unir, combattre, travailler», est en effet particulièrement désireux de préserver le front des forces nationales. Aller au-delà de ce qui est «possible», serait pour lui faire le jeu de la grande bourgeoisie, aller à l'aventure, alors qu'il s'agit encore d'écraser le fascisme (2).

Mais pour *la Vérité*, c'est précisément le sacrifice des milices par le parti communiste qui fait le jeu des «trusts, des banques et des hobereaux qui n'ont pas vu sans inquiétude les ouvriers et les paysans s'armer» (3). Si la politique chauvine et d'union sacrée du parti le conduit aujourd'hui à renoncer aux milices, il ne faut pas oublier, écrit *la Vérité*,

(1) *Ibid.*

(2) Voir *Histoire du parti communiste français*, Manuel, *op. cit.*, pp. 45-47.

(3) «Que veut l'ouvrier parisien : du fer pour travailler, du plomb pour se venger et du pain pour ses frères». (Carmagnole de la commune de Paris). *La Vérité*, n. 76, n.s., n. 16 novembre 1944.

que dès leur origine, celles-ci ont été jetées dans l'union sacrée, sous le contrôle du C.N.R., et non pas sous celui des syndicats ou des comités d'usines. Dès leur création, elles ont subi l'offensive combinée du parti communiste et de la bourgeoisie et ont été totalement bureaucratisées, transformées en gardiens bénévoles et l'usine ou pour les milices de quartiers, en annexes de la police. Malgré ce constat alarmant, le P.C.I. croit encore utile de défendre le mot d'ordre de milices parce qu'elles ont selon lui un rôle essentiel à jouer dans la défense des libertés, à condition bien entendu qu'elles se transforment en véritables milices ouvrières. Le P.C.I. appelle donc les travailleurs à refuser de rendre leurs armes. Puis il leur conseille de se livrer fréquemment à des exercices de maniement armé. Les milices doivent être ouvertes à tous ceux qui «veulent lutter pour leur classe» et fonctionner suivant des principes démocratiques. Elles doivent se coordonner avec les milices des usines voisines au sein d'organismes permanents et se lier aux milices de quartiers. Il n'est plus question d'en confier le contrôle au C.N.R., «où se sont infiltrés les ennemis du peuple», mais aux syndicats ou aux comités d'usines (1).

Alors que la décision prise par le gouvernement de dissoudre les milices n'a rencontré aucune véritable opposition des partis et des mouvements de résistance, n'est-ce pas là une bataille d'arrière garde que mène le P.C.I., comme pour se convaincre lui-même que le flux révolutionnaire n'a pas baissé ?

Pourtant dans les thèses qu'élabore en octobre le Comité central, en «postface» à celles de mai, le P.C.I. a envisagé l'échec possible des milices. Même s'il appelle à lutter contre les directives gouvernementales et contre les manœuvres locales visant à transformer les milices en dépendance de la police ou en gardiens d'usines payés par le patron, il semble reconnaître que cette évolution est inévitable, compte-tenu surtout de la réaction de la direction communiste. L'intégration des milices dans les forces auxiliaires de police, risque-t-elle de signifier la fin de la crise révolutionnaire, s'in-

(1) *Ibid.*

terroge le P.C.I. ? Sa réponse est plutôt qu'elle en marque seulement la «courbe descendante» (1). C'est alors pour le P.C.I. l'occasion de se demander si le mot d'ordre de milice ouvrière répond encore à une véritable préoccupation des masses ou bien, s'il n'a plus qu'un intérêt purement propagandiste. Car l'agitation à laquelle entend à présent se livrer le P.C.I. se situe sur un autre plan.

En effet le P.C.I. aborde son premier congrès avec un certain désappointement, qu'il tempère par un optimisme fervent quant à l'avenir immédiat de la révolution. Le congrès qui se réunit du 1er au 5 novembre 1944, dresse un bilan de l'organisation. Il constate une faiblesse du recrutement qui tient aux «conditions objectives» mais aussi au fait que le parti ne sait pas «capitaliser» les militants nouveaux, qui ne sont pas suffisamment suivis ni aidés ; que la province est trop isolée et que l'organisation fait encore cruellement défaut (2). L'unité qui s'est assez bien réalisée, est somme toute bénéfique et les différences entre le C.C.I. et le P.O.I. ont été en réalité moins profondes qu'on pouvait le craindre. Le fédéralisme de la direction tel qu'il avait été conçu au départ par la Conférence européenne, et le droit de fraction évidemment néfaste à la discipline du parti, ont retardé la cohésion du parti et donc sa force d'intervention. C'est pourquoi, conformément à la Conférence européenne, le congrès met fin à l'exercice qui n'était jusque là que provisoire, du droit de fraction, mais garantit la liberté d'expression des tendances. Une nouvelle direction est élue — dont sept membres sur neuf à l'unanimité — représentant l'ensemble des tendances qui se sont exprimées.

Mais le P.C.I. ne se contente pas de ce bilan assez anodin et tente d'expliquer pourquoi il n'a pas réussi à se développer comme il l'espérait et pourquoi contrairement à ses pronostics, ce sont les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis et syndicats, qui ont bénéficié d'un afflux d'adhésions nouvelles. Pour comprendre le débat

(1) «Stratégie et tactique dans la crise révolutionnaire», *op. cit.*

(2) Voir les résolutions votées par le 1er Congrès in *Bulletin intérieur du P.C.I.*, n. 9, novembre 1944.

auquel se livre le P.C.I. et mieux saisir son évolution, il faut revenir aux perspectives qu'il développe durant le mois de mai, c'est-à-dire le projet de thèses présenté alors par la majorité du Comité central.

Le renouveau des organisations traditionnelles.

En mai 1944, le P.C.I. manifeste un espoir très vif dans la rapidité de la montée révolutionnaire. Il donne une durée de vie brève au gaullisme, mais s'inquiète du rôle contre-révolutionnaire que ne peuvent manquer de jouer les partis ouvriers. Cependant il pense que la crise révolutionnaire, c'est-à-dire la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ébranlera la cohésion et le monolithisme du parti communiste. Si le P.C.I. s'attend au début à un gonflement des effectifs du parti communiste, comme l'a déjà prévu la Conférence européenne, il a la certitude que les événements révolutionnaires ainsi que l'évolution de la situation en URSS entraîneront une *rupture* entre le parti et les masses «Les forces déchaînées déborderont le carcan du parti, replongeront certains cadres moyens dans le combat des revendications quotidiennes et déchireront le filet nationaliste dans lequel on veut les envelopper de Moscou et d'Alger» (1). De plus, estime le P.C.I., les militants du parti communiste ont, dans leur grande majorité, réalisé la «trahison» de 1936, sans identifier cependant cette trahison à la direction stalinienne qui en est responsable. Pour qu'ils prennent conscience de cette trahison, il leur faut en faire directement l'expérience. A cet égard, le P.C.I. considère que l'entrée des communistes dans le Comité français de libération nationale va provoquer un tournant décisif dans la «dislocation» du parti communiste, car celui-ci, pour réaliser sa politique de collaboration avec la bourgeoisie se heurtera inévitablement aux masses «animées par un élan révolutionnaire irrésistible». De la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile naîtront nécessairement des comités ouvriers qui «s'opposeront dans

(1) «La France devant la montée révolutionnaire et les tâches du P.C.I.», *op. cit.*, pp. 18-19.

une période de dualité de pouvoir, au pouvoir exercé en commun par la bourgeoisie et la bureaucratie stalinienne. La rupture brusque entre cette dernière et sa base prolétarienne se réalisera pendant cette période de dualité de pouvoir grâce à son opposition inévitable et même à son intervention énergique réactionnaire contre l'activité révolutionnaire spontanée de ses militants, des masses et le pouvoir grandissant des soviets» (1).

Mais l'existence de soviets si décisive soit-elle, n'implique pas automatiquement le passage du pouvoir aux mains de la classe ouvrière, ni l'écroulement du fascisme, et le prolétariat devra recourir à l'insurrection armée pour briser l'appareil d'État qui reste encore à la disposition de la bourgeoisie. Bien que celui-ci soit déjà «presque mort» aux yeux du P.C.I., il est possible selon lui, de voir les partis ouvriers, contrôlés par Staline et les armées alliées, voler au secours du capitalisme et redonner vie au pouvoir défaillant. On pourrait alors assister en même temps qu'à l'extension des soviets, à un accroissement considérable des partis «traîtres», «épaulés par l'État», ainsi qu'à la renaissance d'une République de Weimar, mais éphémère, ajoute le P.C.I. Cette perspective est d'autant plus à craindre que la révolution malgré sa force, ne peut se transformer en insurrection armée victorieuse si elle n'a pas à sa tête un parti révolutionnaire puissant. Or celui-ci, reconnaît le P.C.I., n'existe pas encore. Il est donc indispensable de profiter de cette période qui sera longue, pour construire le parti mondial de la révolution, dont les «principales forces [...] — souligne le P.C.I. — viendront dans la période prochaine de la dislocation inévitable du parti communiste». Mais pour que s'effectue cette convergence dans le parti révolutionnaire, il faut que celui-ci sache se montrer un facteur «agissant» dans les événements, participer à l'expérience des masses, établir des points d'appui solides dans les usines et surtout, se comporter, malgré sa faiblesse numérique, comme un *parti de masses*, en rompant avec la «mentalité et les méthodes d'organisation et d'action des petits groupes isolés» (2). Il faut aller vers les

(1) *Ibid.*, p. 19.

(2) *Ibid.*, p. 21.

masses, écrit le P.C.I., «avec la conviction ferme que leur mouvement spontané se développe selon la ligne générale de notre programme». Sous cette formulation apparemment paradoxale — comment peut-il y avoir mouvement spontané si celui-ci se développe suivant un schéma préétabli ? — le P.C.I. entend mettre en garde ceux qui auraient tendance à *projeter* dans le prolétariat leurs propres déformations petites-bourgeoises, afin de justifier leur pratique opportuniste. Par cette allusion aux premières thèses du P.O.I. et à la «rhétorique» des droitiers, le P.C.I. tient à réaffirmer le caractère *spontanément révolutionnaire de la pratique prolétarienne*.

Si beaucoup d'éléments contenus dans les thèses de mai sont toujours considérés comme valables en octobre, certaines prévisions jugées un peu trop optimistes, font l'objet par le Comité central, d'une révision sérieuse (1). Le Comité central constate d'abord, comme il l'avait annoncé en mai, que les partis ouvriers ont permis à la bourgeoisie de raffermir son pouvoir. Le P.C.I. a bien réussi à fixer une partie des ouvriers dans les usines et à favoriser la création de comités ouvriers, mais il se trouve que ces tentatives «avancées» n'ont pas pris malgré les efforts du P.C.I., un caractère généralisé dans la mesure où celui-ci n'a pas su trouver dès le premier choc «la voie des masses». D'autre part les conquêtes de l'avant-garde ont pu être d'autant plus facilement détruites par la bourgeoisie, que les partis ouvriers n'ont pas fait beaucoup d'efforts pour les protéger. Sous leur influence, au contraire, les comités d'usines ont été rapidement dissous, bureaucratisés ou «ignorés par la classe», les tentatives de gestion ouvrière transformées en coopératives ou en contrôle symbolique sur la production, les comités d'épuration eux-aussi bureaucratisés et réduits à l'impuissance ; quant aux milices, les partis ne se sont guère battus contre leur dissolution. Le phénomène qu'avait envisagé en mai le P.C.I., c'est-à-dire, la «cassure» du parti communiste et le «débordement» de la bureaucratie par les masses «en fusion» ne s'est pas produit. Mais

(1) Voir «Stratégie et tactique dans la crise révolutionnaire», *op. cit.*

s'il ne s'est pas produit, ce n'est pas, assure le P.C.I., parce que le pronostic était erroné en soi, mais parce qu'il était mal posé historiquement : en fait le processus de rupture au sein du parti n'a pas eu lieu, parce qu'il constitue *l'aboutissement* de la crise révolutionnaire, et non son *début*, comme le croyait en mai le P.C.I. Pour celui-ci, l'erreur a été d'envisager la *faiblesse future* du parti communiste, alors que ce dont il faut tenir compte dans l'immédiat, c'est sa *puissance actuelle*. Le P.C.I. reconnaît que les victoires de l'Armée rouge ont renforcé l'URSS et la bureaucratie de Staline, qui va se trouver peser de tout son poids contre la révolution. C'est pourquoi le P.C.I. juge «absurde» sa thèse formulée en mai, selon laquelle la Révolution atteindrait dès le début un niveau tel qu'elle briserait le stalinisme. Celui-ci au contraire, bénéficiant d'une forte combativité ouvrière, possède dans le pays, une assise telle qu'il a réussi à détourner la plus grosse partie du courant populaire vers les objectifs de la bourgeoisie. Le P.C.I. juge aussi que son erreur fondamentale a été de croire que la «rupture» du parti communiste dans la crise qui était censée le submerger — mais c'était compter sans sa force ni son habileté — profiterait «surtout» au P.C.I., dont le parti communiste devait ainsi assurer la «relève». Il fallait au contraire prévoir que ce serait essentiellement le parti communiste qui attirerait à lui les couches les plus larges du prolétariat, alors que le P.C.I. connaîtrait un isolement accentué.

Si le P.C.I. estime que la classe ouvrière a subi un «recul», non pas tellement d'ailleurs dans ses conquêtes de classe, que dans ses tentatives «avancées», il n'en réussit pas moins à affirmer que ce «recul» se situe en réalité dans une «courbe ascendante de la classe ouvrière», car en même temps qu'il y a recul de la classe ouvrière, il y a croissance de sa combativité (1). De plus le P.C.I. pense que la bourgeoisie française aidée par les alliés sera dans l'incapacité de redresser la situation économique et sociale ; cela entraî-

(1) Rappelons que selon la *Postface*, l'échec des milices ouvrières s'inscrit dans une «courbe descendante» de la crise révolutionnaire. Il n'y a pas, malgré les apparences, de contradiction entre les deux formules dans la mesure où la combativité ouvrière n'est qu'une des composantes de la crise révolutionnaire.

nera une seconde vague de la crise révolutionnaire, dont le P.C.I. n'est pas certain qu'elle se conjuguera avec les débuts de la crise allemande. Car bien qu'il soit peu explicite sur la révolution en Allemagne et sur les conditions de son déclenchement, le P.C.I. reste dans sa majorité persuadé que l'écroulement du nazisme suscitera de vastes remous prolétariens. Il envisage toutefois que, de même que la première explosion révolutionnaire a eu lieu en France, grâce aux mot d'ordre d'insurrection nationale, de même les premiers soubresauts en Allemagne pourront prendre le prétexte de la démocratie. Sur le problème de la révolution allemande il n'y a pas cependant unanimité dans le P.C.I. : pour certains, elle a toujours été considérée comme «utopique», alors qu'elle était possible en 1918 (1) ; d'autres militants estiment qu'à la fin de 1944 elle est déjà condamnée (2) ; mais ce sont là pour le P.C.I. des «droitiers» que les événements se chargeront de démentir.

Car il n'y a pas à discuter du caractère explosif des contradictions accumulées et approfondies par la guerre. Si une réflexion s'impose, c'est sur le *rythme* de la révolution. Et là, le P.C.I. admet qu'il a probablement négligé la longueur du processus révolutionnaire, qui tient à trois éléments principaux : l'affermissement — provisoire — de la bureaucratie soviétique, la présence en Europe d'une puissance armée anglo-américaine, et le retard du parti révolutionnaire. Le P.C.I. reconnaît qu'il a «simplifié l'image des événements qui allaient venir» parce qu'il était «peut-être nécessaire de 1939 à 1944 de maintenir l'espoir de la révolution prolétarienne» et il ajoute : «Nous avons laissé dans nos thèses l'impression que la guerre approchant de sa fin, les masses vont se lever dans tous les pays, leurs efforts vont être couronnés de succès par l'établissement du pouvoir des soviets et tout ceci dans un temps record» (3). Le P.C.I. rappelle à cette occasion que si la stratégie du parti s'inscrit dans le caractère *inélucltable* de la révolution, sa tactique doit dépendre du *rythme* de la révolution. Or le P.C.I. ne peut que constater le ralentissement de ce rythme dont il voit la source dans la

(1) Selon Albert Demazière (Entretiens des 12 et 19 juin 1969).

(2) Yvan Craipeau, *Chronologie...*, *op. cit.*, p. 40.

(3) «Stratégie et tactique dans la crise révolutionnaire», *op. cit.*, p. 6.

puissance démobilisatrice du stalinisme, dans le poids de l'impérialisme américain et aussi dans la renaissance des illusions démocratiques.

Un plan ouvrier de reconstruction économique.

Il est donc amené à apporter des modifications à son programme dont le mot d'ordre central n'est plus la formation de « milices ouvrières », mais la mise en œuvre d'un plan de reconstruction de l'économie du pays. Reconnaisant que les préoccupations essentielles des travailleurs concernent les conditions de vie et de travail, le P.C.I. propose des revendications capables de répondre aux aspirations quotidiennes de la classe ouvrière : « Car les masses ne donnent pas leur adhésion au ' capitalisme ' ou au ' socialisme ' qui restent pour elles de simples abstractions. Les masses donnent leur énergie, leur sang et leur lutte pour des mots d'ordre précis, concrets dont elles aperçoivent *directement et immédiatement* la portée » (1). Du travail et du pain pour tous, voilà, estime le P.C.I., ce qui doit être au centre de ses mots d'ordre, et s'il entend lutter pour la révolution il n'en défend pas moins la nécessité de remettre en marche l'économie française sur la base d'un plan élaboré par la CGT et contrôlé par elle. A ceux qui lui reprocheraient de vouloir relever l'appareil de production capitaliste, le P.C.I. répond par une citation de Trotski, extraite du *Programme de transition* :

« Sous peine de se vouer lui-même à la dégénérescence, le prolétariat ne peut tolérer la transformation d'une partie croissante des ouvriers en chômeurs chroniques vivant des miettes d'une société en décomposition » (2).

Si le P.C.I. envisage ainsi de participer, dans le sillage du parti communiste et de la CGT à la « bataille de la production », il entend néanmoins le faire avec certaines exigences, en liant le problème du plan au contrôle ouvrier

(1) *Ibid.*, p. 9.

(2) *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV^{ème} Internationale*. Programme de transition, *op. cit.*, p. 21.

et c'est parce que les conditions révolutionnaires sont particulièrement favorables à ses yeux, qu'il estime que cette revendication a le plus de chance d'aboutir. Il propose : retour aux conquêtes de 36, échelle mobile des salaires et des heures de travail, salaire minimum, expropriations sans indemnité ni rachat de toutes les industries-clés, abolition du secret commercial, contrôle ouvrier. En même temps le P.C.I. s'affirme partisan d'une «épuration à fond» contre le patronat collaborateur, position curieuse pour un parti qui, dans une perspective de renversement de la bourgeoisie, ne veut pas faire de distinction entre les bons et les mauvais patrons. Le P.C.I. considère pourtant que ce mot d'ordre tout ambigu qu'il soit, peut être un tremplin pour la lutte de classe, à condition que l'accent soit mis sur les profits de guerre plutôt que sur «l'alliance avec l'ennemi» et qu'il soit pris en charge par des comités élus et des tribunaux populaires. Enfin le P.C.I. ne craint pas de mettre en avant parmi des revendications démocratiques, l'élection d'une assemblée constituante. Cette proposition fait l'objet de vives critiques dans la minorité, qui estime que le rôle du parti est avant tout de dissiper les illusions sur la démocratie bourgeoise. Pour elle, le mot d'ordre d'assemblée constituante «loin de rassembler des couches encore passives pour les entraîner dans la révolution, sera immédiatement celui de la contre-révolution, destiné à briser l'élan des masses révoltées» (1). La majorité du Comité central estime quant à elle, qu'il est surtout important d'amener les organisations traditionnelles qui bénéficient d'un vaste appui populaire, à rompre leur coalition avec la bourgeoisie. La campagne pour une assemblée constituante doit ainsi favoriser la création d'un front unique des organisations ouvrières, notamment par la constitution de listes électorales *ouvrières* excluant les partis bourgeois de la Résistance. De même le mot d'ordre de gouvernement ouvrier et paysan lui paraît le meilleur moyen d'inviter les directions ouvrières à se retirer de ce néo-front populaire et à prendre le pouvoir. Leur refus

(1) «L'Heure de la IVème Internationale», *op. cit.*, p. 28.

ne peut que servir à «démasker» aux yeux des masses, la «véritable nature du stalinisme et du réformisme».

C'est surtout dans l'abandon de la politique du *front ouvrier* que se confirme le plus clairement le tournant du P.C.I. (1). Si celui-ci reste fermement convaincu de la proximité d'une seconde vague révolutionnaire, il a désormais la preuve que le renouveau ouvrier passe par les organisations traditionnelles, auxquelles le prolétariat demeure encore attaché (2). Le P.C.I. qui constate ainsi le peu d'emprise du programme de la IVème Internationale sur les masses et la persistance de son isolement, ne peut qu'en tirer les conséquences tactiques, et mettre fin à ce qu'il considère comme une politique «périmée», celle du *Front ouvrier*. Lorsqu'il se réfère d'ailleurs au *Front ouvrier*, le P.C.I. précise qu'il n'entend pas le front uni que le prolétariat doit opposer à la bourgeoisie jusqu'à l'avènement de la société communiste, mais le contenu particulier que ce front unique a pris durant la période précédente. La force de la répression et la dispersion des organisations de la classe ouvrière ont alors imposé à la IVème Internationale la formation de groupes clandestins pouvant servir de pôle de regroupement révolutionnaire. Durant cette période qualifiée de *pré-révolutionnaire*, les organisations de la IVème Internationale se sont efforcées, au moyen d'une politique de classe dénuée de chauvinisme, de poser devant le prolétariat le problème du pouvoir et par conséquent des *soviets*, ce qui a exigé des groupes ouvriers qui ont pu se constituer, qu'ils débordent le cadre corporatif syndical et revendicatif.

L'ouverture de la période révolutionnaire telle que l'annonce la fin de l'occupation allemande, transforme radicalement la situation pour le P.C.I. La fermentation révolutionnaire qui se manifeste déjà par l'afflux de mili-

(1) Voir la «résolution sur l'abandon du Front ouvrier», in *Bulletin intérieur du P.C.I.*, n. 9, novembre 1944.

(2) D'après Annie Kriegel, il semble que cela soit surtout dans le milieu de l'année 1945 que le parti communiste enregistre un «saut» de ses effectifs, qui passent à 544.989 cartes. Les chiffres pour août 1939 et janvier 1945 sont respectivement de moins de 300.000 et 387.098*cartes. Cf. *Les Communistes français*, Paris, Le Seuil, 1968, p. 31.

tants et de sympathisants auprès des grandes organisations traditionnelles exige en effet de sortir du cadre forcément restreint des petits groupes illégaux, pour se rassembler sur une large base de masse, celle qu'offrent précisément les grands partis et les syndicats. C'est donc dorénavant à travers ces organisations de masse et «nulle part ailleurs» que va s'effectuer le regroupement révolutionnaire. Dans la mesure où les bouleversements sociaux qui apparaissent vont durcir le front de classe, la tâche du P.C.I. doit consister à «faire prendre clairement conscience aux masses de la voie dans laquelle elles se sont d'elles-mêmes engagées et dans laquelle elles ont été freinées par les bureaucraties» (1). Le P.C.I. reconnaît que ses forces ne lui permettant pas de prendre la direction du mouvement, il doit cependant être présent comme organe d'explication, destiné à éclairer l'esprit des masses pour leur propre pratique, et à dégager à leur intention la *théorie* de leur lutte, *spontanément révolutionnaire*. Alors que dans la période précédente, le P.C.I. ouvrait par le mot d'ordre de front ouvrier la route aux soviets, aujourd'hui il lui faut en «parler clairement», car la tendance des masses à créer des comités, telle que l'aperçoit le P.C.I., ne permet plus à celui-ci d'éluder la question de la dictature du prolétariat. De plus, le programme souple et fragmentaire préconisé par le Front ouvrier ne pourrait plus dans les conditions actuelles que préparer la voie au «centrisme».

Mais, répliquent quelques militants, il ne s'agit pas de craindre pour les organisations de la IV^{ème} une évolution vers le «centrisme», elles y sont déjà, le «centrisme» leur est un trait constitutif. Pour cette «fraction communiste-révolutionnaire» qui annonce sa rupture avec le P.C.I. et avec le trotskisme, le problème dominant du mouvement ouvrier est celui de la structure sociale de l'URSS (2). Selon

(1) «Résolution sur l'abandon du Front ouvrier», *op. cit.*, p. 11.

(2) «Lettre de démission de la fraction communiste révolutionnaire lue par elle au 1^{er} congrès du P.C.I. avant d'en sortir» (Amsterdam, I.I.S.G., archives Scheuer). Sous le titre «Déclaration des camarades de T.» la lettre est présentée avec le *Bulletin intérieur du P.C.I.*, n. 9, novembre 1944, sous une pagination spéciale (pp. 1-3). Il s'agit d'un groupe de Toulouse, dont les positions ont été présentées à deux reprises dans le bulletin intérieur du P.C.I. (n. 6 et 7).

elle, la «révolution prolétarienne victorieuse en 1917 a été finalement battue par suite de l'isolement de l'État ouvrier et de l'arriération de l'économie russe» et la Russie d'aujourd'hui est un «État capitaliste impérialiste», qui se situe à «l'avant-garde de la contre-révolution mondiale». L'opposition trotskiste n'a rompu avec le stalinisme que pour exprimer les intérêts d'une fraction de la bureaucratie, de sorte que le trotskisme est toujours resté attaché au stalinisme, dont il ne constitue en réalité que «l'aîle gauche». Ayant mis au premier plan de leur programme la défense de l'État «soi-disant ouvrier», les directions trotskistes sont des agents directs de l'impérialisme russe.

Le congrès du P.C.I. vient pourtant de décider de mettre fin à la défense inconditionnelle de l'URSS, estimant qu'elle n'est plus menacée militairement par l'Allemagne, et de reprendre sa propagande pour le renversement révolutionnaire de Staline (1). Si, selon le P.C.I., les conquêtes d'Octobre ne se réduisent plus qu'à l'économie étatisée et planifiée, il admet qu'il lui faut renoncer aux formules utilisées jusqu'à présent pour la défense de l'URSS, comme «l'État ouvrier», «l'État soviétique» le «bastion avancé de la révolution», toutes locutions qui ne font que dissimuler la «liquidation en URSS de la gestion et du contrôle des masses», élément somme toute «inséparable de la notion d'État ouvrier» (2). Sans se hasarder à donner une définition sociale de l'URSS, le P.C.I. implicitement, refuse la thèse du «capitalisme d'État» et s'en tient aux analyses de Trotski. La question de l'URSS n'a pas fini d'être posée dans le mouvement trotskiste, où elle suscitera de nombreux débats et des ruptures bruyantes.

Pour la fraction communiste-révolutionnaire, le refus du trotskisme de mettre en cause la structure sociale de l'URSS prouve son incapacité *centriste* à se détacher de *l'impérialisme*. Elle en voit la preuve dans la longue hésitation du trotskisme à constituer une organisation autonome du prolétariat, dans ses entrées «liquidatrices» au sein

(1) «Résolution sur l'URSS» in *Bulletin intérieur du P.C.I.*, n. 9, novembre 1944.

(2) *Ibid.*, p. 13.

de la IIème Internationale et de ses «appendices» comme le PSOP, dans son social-patriotisme de la guerre, dans le «réformisme» du *Programme de transition* (1). D'après elle, il n'y a pas d'autre solution pour construire le parti prolétarien révolutionnaire, que de rompre avec le «virus» centriste et donc de rompre avec le «principal représentant du principal courant centriste contemporain», Trotski et le trotskisme.

La démission de la fraction communiste-révolutionnaire qui se rallie à la plate-forme des Revolutionären Kommunisten Deutschlands (R.K.D.), ne décourage pas pour autant le P.C.I. d'éviter la «cristallisation centriste». En *affirmant nettement son programme*, — ce que réclamaient en leur temps le C.C.I. et l'Opposition internationaliste —, le P.C.I. espère instituer entre les masses et lui un dialogue direct et fructueux. Pour cela, il lui paraît nécessaire de combiner sur le plan de l'organisation les méthodes légales avec les méthodes illégales. S'il décide de maintenir la structure illégale du parti avec un cloisonnement rigide, il estime que celle-ci n'est pas en contradiction avec la lutte pour la légalisation du parti et de sa presse. Il lui faut en effet des «couvertures» légales, tout en maintenant en profondeur l'ossature clandestine (2). Dans cette nouvelle période qui commence où l'organisation syndicale connaît un développement considérable, il n'est pas question pour les militants du P.C.I. de rester en marge de ce mouvement. Ils doivent entrer dans les syndicats pour y défendre une politique *de classe* et transformer les groupes ouvriers lorsqu'ils existent, en tendances *lutte de classe* à l'intérieur des syndicats. En même temps il leur faut lutter pour le front unique et ne pas négliger la propagande pour les comités ouvriers.

Le projet de programme compte tenu de la *Postface* d'octobre recueille dans ses grandes lignes l'approbation du

(1) En particulier, elle reproche au *Programme de transition* de ne pas lier les *nationalisations au contrôle ouvrier*.

(2) On voit ainsi que les thèses de Mai, préconisant la transformation en parti de masses n'ont pas été adoptées par le Congrès. Le Comité central avait d'ailleurs fait marche arrière en octobre, en proposant la combinaison des méthodes légales et illégales.

congrès qui insiste sur l'importance à accorder à la reconstruction économique du pays selon un *plan ouvrier*. Sur les dix-sept mandats qui approuvent cette orientation, se retrouvent la majorité de l'ex-P.O.I. (sur ses positions de 1944) et sa minorité l'Opposition internationaliste avec Marcoux, auxquelles se rallient certains membres de l'ex-C.C.I. comme Pierre Lambert et le groupe *Octobre*. Dix mandats représentant l'ex-C.C.I. soutiennent les thèses de la minorité du Comité central, c'est-à-dire de l'ex-C.C.I. Quant à la minorité de l'ex-P.O.I. née en 1944 — celle qui lors de la conférence européenne s'était déclarée fidèle aux thèses de 1942, avec Paul Parisot et Albert Demazière — elle obtient six mandats. On compte aussi une abstention. La décision est prise à l'unanimité de publier dans les dix jours qui suivront le congrès un programme d'action dont l'orientation «vers les masses» doit s'inspirer du projet qui a obtenu la majorité des voix au congrès (1).

(1) D'après le *Bulletin intérieur* du P.C.I., n. 9, novembre 1944 et R. Praeger.

LA FIN DE LA GUERRE : EXAMEN CRITIQUE

Malgré les inquiétudes que suscite l'occupation alliée dans les différents pays, l'espoir en un soulèvement révolutionnaire européen va subsister pendant les premiers mois de 1945 dans les rangs du P.C.I. et de l'Internationale, et si le Comité exécutif européen envisage avec une défaite «relative» de la «première vague révolutionnaire» une victoire possible de la bourgeoisie, il prévoit que la période *démocratique* qui pourra alors s'instaurer n'aura qu'une durée très limitée (1). Pourtant les mois et les années qui vont suivre apporteront la démonstration contraire : l'absence de mouvement révolutionnaire en Allemagne s'accompagnera d'une longue période de stabilisation *démocratique*.

L'évolution de la situation politique en Europe pousse la minorité du Comité central — l'ex-C.C.I. — à entreprendre une révision radicale de son ancienne ligne politique. Convenant que les discussions au sein du parti réunifié ne sont pas étrangères à sa décision, l'ex-C.C.I. ne craint

(1) «Le mûrissement de la situation en Europe et les tâches immédiates de la IVème Internationale». Résolution adoptée par le Comité exécutif européen en janvier 1945, in *Quatrième Internationale*, n.s., n. 14-15, janvier-février 1945.

pas de se livrer à une autocritique brève mais acérée et déclare le 2 février 1945 que «les textes essentiels défendus par l'ex-C.C.I. avant et depuis la fusion doivent être rejetés à cause de leur caractère schématique non marxiste» (1). Revenant sans indulgence sur son activité théorique jusqu'à 1944, l'ex-C.C.I. reconnaît qu'il a eu tort de penser que les premières défaites de l'impérialisme allemand entraîneraient *immédiatement* et à l'échelle européenne la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Il admet aussi qu'il a cru avec rigidité dans la «réalisation immédiate et totale des tendances historiques fondamentales», c'est-à-dire que pour lui le retour à la barbarie, en cas d'écrasement de la révolution, ne pouvait que prendre la forme d'une domination américaine «absolue» et d'une «semicolonisation complète» de l'Europe. De même il a commis l'erreur de considérer la stratégie américaine comme essentiellement axée sur la lutte contre-révolutionnaire, en particulier à l'égard de l'U.R.S.S. Il était d'ailleurs d'autant plus persuadé que celle-ci courait à une défaite militaire inéluctable, qu'il voyait dans la politique des États-Unis la volonté de détruire en premier lieu l'U.R.S.S. avant même de s'en prendre à Hitler.

Il faut attendre la fin de la guerre, pour que le mouvement trotskiste constate l'échec de ses pronostics, dont il tentera alors d'expliquer les raisons en montrant pourquoi, contrairement à ce qu'il prévoyait, la guerre fut longue et se termina par la destruction militaire totale de l'Allemagne et pourquoi la réaction des masses ne fut que «faiblement efficace» (2). Les causes selon lui seront multiples : d'abord le mouvement ouvrier à la veille de la guerre se trouvait démoralisé par les organisations «staliniennes» et «réformistes». Pendant le conflit, la résistance victorieuse de l'U.R.S.S. renforça le prestige de Staline et contribua à accréditer dans les masses sa politique, ainsi que celle des partis qu'il contrôlait. C'est ainsi que la lutte nationale

(1) «Déclaration de la minorité du Comité central (ex-C.C.I.) 2 février 1945» in *Bulletin intérieur* du P.C.I., n. 14, mars 1945, p. 11.

(2) Voir «Les perspectives de la paix impérialiste et nos tâches en Europe». Résolution du Comité exécutif européen du 20 juin 1945 in *Quatrième Internationale*, n.s., n. 16-19, mars-juin 1945.

aux côtés de la bourgeoisie préconisée par les communistes et les socialistes rencontra l'adhésion massive et confiante de la classe ouvrière ; mais en excluant la fraternisation de leur politique centrée essentiellement sur l'anti-fascisme, les partis ouvriers contribuèrent à isoler le prolétariat allemand et à l'abandonner à Hitler. Leur participation à des gouvernements bourgeois, à l'exemple de la France, ainsi que leur modération à défendre les revendications de classe, renforcèrent au sein de la classe ouvrière les illusions dans la démocratie et dans les intentions des alliés et du Kremlin. De sorte que la poussée révolutionnaire qui se manifesta après le départ des troupes allemandes et qui constituait les premiers germes de la guerre civile, fut non seulement réduite à néant par la présence coercitive des armées alliées, mais par l'auto-limitation des masses, persuadées que la « libération » allait ouvrir une ère nouvelle de paix et de prospérité. Quant au silence de la classe ouvrière en Allemagne, la IV^{ème} Internationale l'expliquera par l'immensité des destructions matérielles et humaines du pays, dues tant à la politique d'extermination de l'avant-garde révolutionnaire menée par Hitler, que par la volonté concertée des « Trois Grands » de prévenir tout soulèvement populaire, en anéantissant les centres ouvriers. Les prémices de la révolution détruites pour longtemps en Allemagne, il faudra, estimera la IV^{ème} Internationale, se préparer non plus à l'immédiate irruption révolutionnaire, mais à une époque révolutionnaire toute entière pendant laquelle, le Parti aura le temps de se renforcer et de vaincre.

Si l'on s'interroge sur les causes qui ont conduit le mouvement trotskiste à établir ces prévisions, auxquelles l'Histoire apporta un démenti sévère, il faut se replacer dans la *problématique bolchevique de 1917* qui est celle du mouvement dès le commencement de la guerre. Le défaitisme révolutionnaire défendu par Lénine et appliqué avec succès en Russie, constitue pour lui l'un des fondements *théoriques* du marxisme révolutionnaire, dont Trotski a réaffirmé la validité en 1934 et à l'occasion du second conflit mondial, en 1940. Conformément au modèle russe, la guerre doit inévitablement ouvrir une période révolutionnaire qu'il appartiendra à la classe ouvrière de savoir utiliser pour ses

propres objectifs socialistes. C'est pourquoi la déclaration de guerre en 1939, loin de trouver les militants abattus, soulève en eux un véritable espoir, car ils voient dans l'horizon de la seconde guerre impérialiste se dessiner l'aube de la révolution future. Ils vont donc projeter, quoique avec des divergences tactiques, le schéma de 1917 sur la nouvelle guerre, laquelle présente d'ailleurs à leurs yeux, les mêmes caractéristiques que celle de 14-18.

«A l'école du bolchevisme», comme ils l'expliqueront plus tard, ils retracent l'itinéraire d'Octobre et c'est à Octobre explicitement qu'ils se réfèrent lorsque, voyant dans les grèves et les soulèvements patriotiques, le signe de la montée révolutionnaire des masses, ils annoncent le surgissement des soviets, premiers pas vers la prise du pouvoir. Imprégnés de l'histoire de la révolution russe, dont le déroulement a pour eux valeur théorique, les militants sont convaincus que le processus de 1917 doit nécessairement se reproduire. Car celui-ci ne fut pas un événement isolé ni le résultat de circonstances particulières, mais le précurseur conscient d'une *loi* du développement révolutionnaire. Ainsi que l'écrit le *Programme de transition*, les conditions de la révolution sont mûres en Europe et le prolétariat doit savoir utiliser les armes que la bourgeoisie a été obligée de lui confier pour se retourner contre elle et transformer la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire.

L'importance accordée à la révolution allemande, dont le déclenchement doit provoquer le début de la révolution européenne, s'inscrit dans la même figure théorique. On sait l'influence qu'exerça sur les bolcheviks la pensée socialiste allemande et l'admiration qu'ils éprouvèrent pour les traditions révolutionnaires de la classe ouvrière de ce pays. Selon eux, le sort de la révolution prolétarienne dans cet Etat économiquement arriéré qu'était la Russie dépendait étroitement de l'essor de la révolution européenne et en premier lieu de la révolution allemande. C'est en effet de ce pays capitaliste avancé, qui avait connu en 1919-20, un important mouvement de conseils ouvriers et de soldats, que pouvait venir le soutien le plus immédiat. Le jeune Etat soviétique vécut ses premières années dans la perspective prochaine d'un soulèvement en Allemagne,

qui viendrait mettre fin à son isolement et ce n'est qu'après 1921, lorsque l'espoir d'une révolution en Allemagne fût abandonné par l'Internationale communiste, que Lénine sentit qu'une pause commençait pour le mouvement révolutionnaire en Europe, et que l'U.R.S.S. se replia sur elle-même et se tourna vers la N.E.P. L'échec définitif de la révolution allemande en 1923 dans lequel l'I.C. porta selon Trotski, une lourde responsabilité, devait ajouter au sentiment d'encerclement de l'U.R.S.S. dont Staline fit la théorie sous la forme du «socialisme dans un seul pays».

Puisant son inspiration dans l'enseignement bolchevique, le mouvement trotskiste place dans l'Allemagne les mêmes promesses révolutionnaires, sur lesquelles avaient compté en vain les dirigeants bolcheviks.

La révolution en Allemagne doit selon eux donner une puissante impulsion à l'ensemble de la crise révolutionnaire en Europe. Les conditions d'une révolution ne sont-elles pas d'ailleurs réunies en France, même si la situation se trouve plus «mûre» en Italie ? A cela les communistes répondent qu'une insurrection en France serait immédiatement écrasée par les américains. Il est vrai que la conférence de Yalta, en «délimitant» entre les «Deux Grands» des sphères d'influence a placé l'Europe occidentale sous la «tutelle» américaine. Pour les militants de la IVème Internationale, l'accord de Yalta se situe naturellement dans la continuité de la ligne stalinienne : le maintien de la bureaucratie au pouvoir en Union soviétique exige la coexistence pacifique avec les bourgeoisies d'Europe et donc l'assagissement des mouvements ouvriers. Mais il appartient précisément à la révolution prolétarienne qui doit naître nécessairement de la guerre, d'apporter son aide au prolétariat soviétique pour renverser la bureaucratie et restaurer la démocratie socialiste. Comme l'avait cru et maintes fois écrit Trotski, l'immense déferlement révolutionnaire qui ne manquera pas de surgir de la guerre balaiera le stalinisme et multipliera les chances de la révolution dans le monde. Or — ainsi qu'ils l'expliqueront eux-mêmes — les militants ne mesurèrent pas les conséquences d'une décennie de nazisme sur l'Allemagne et la nécessaire

lenteur que prendrait la reconstruction du mouvement ouvrier dans ce pays. De plus, persuadés de la chute inévitable de Staline, ils ne mirent pas suffisamment l'accent, estimeront-ils plus tard, sur le rôle contre-révolutionnaire joué par le stalinisme, dès surtout qu'apparurent les premières victoires de l'U.R.S.S. S'ils eurent raison d'insister sur l'élan révolutionnaire que susciteraient les victoires de l'Armée rouge, ils eurent le tort comme ce fut le cas du P.C.I. qui n'abandonna la défense inconditionnelle de l'U.R.S.S. qu'en novembre 1944, de «ne pas avoir prévenu les masses clairement, avec insistance et simultanément que l'Armée rouge en tant qu'instrument de la bureaucratie stalinienne ferait tout ce qui serait en son pouvoir pour réprimer leurs mouvements révolutionnaires, que les réformes sociales que les staliniens installeraient, même lorsqu'elles seraient progressives en soi, seraient imposées bureaucratiquement et strictement limitées en fonction des intérêts de l'oligarchie du Kremlin». L'Internationale avait mis en garde les masses contre l'impérialisme anglo-saxon, mais elle ne les avait pas suffisamment averties du rôle que prendrait l'occupation stalinienne (1).

*

* *

Lorsqu'on jette un regard d'ensemble sur les années trente à quarante-quatre du mouvement trotskiste français pour essayer de voir comment celui-ci a posé et expérimenté la question de la révolution ouvrière et de ses moyens, on se trouve en présence d'une contradiction liée à l'un des problèmes les plus importants de l'histoire du socialisme, celui de la *direction révolutionnaire*. Le fonctionnement des organisations trotskistes durant cette période laisse en effet apparaître une rupture entre la *théorie du parti* que celles-ci professent et la *pratique* qu'elles en ont. Sur le plan théorique, le mouvement trotskiste défend une conception léniniste de l'organisation révolutionnaire,

(1) «1938-1948. Dix années de combat (Rapport d'activité du Secrétariat international adopté par le Deuxième congrès mondial)», *in op. cit.*, p. 81.

selon laquelle la direction de l'action du prolétariat appartient à une avant-garde ou parti. Trotski, s'il s'éleva en 1904 contre la conception qu'avait alors Lénine dans *Que faire*, d'un parti extérieur à la classe et formé de révolutionnaires professionnels recrutés dans l'intelligentsia, ne mettait pas en doute l'idée même de parti en tant qu'émanation du prolétariat révolutionnaire, et forme historique de la conscience de classe. Ce qu'il refusait, avec la discipline de caserne qui régnait selon lui dans la fraction bolchevique, c'était le rôle de direction attribué par Lénine aux intellectuels révolutionnaires, seuls capables d'élever le prolétariat de son trade-unionisme spontané à la conscience scientifique de ses tâches. Pour Trotski au contraire, il existait dans le prolétariat, bien qu'à des différents niveaux, une conscience de classe, que les conditions de vie ouvrières faisaient nécessairement émerger. Et la fonction de la social-démocratie telle qu'il la définissait alors, était non pas tellement de diriger la révolution que de transformer le mouvement ouvrier en un «processus d'auto-détermination du prolétariat» (1). Son ralliement au bolchevisme en 1917 consacrait chez Trotski un tournant profond dans le domaine du parti, dont il allait désormais affirmer le rôle dirigeant sur la classe et sur le développement social. Toute son action ultérieure, aussi bien sa lutte pour le redressement de l'Internationale communiste que ses efforts pour créer une nouvelle organisation révolutionnaire, devait apporter la démonstration de l'importance qu'il accordait à la *qualité* de cet outil irremplaçable qu'était pour lui le parti.

Le mouvement trotskiste de 1929 à 1944, se situe dans la même perspective et, en s'intitulant *bolchevik-léniniste*, se présente comme le seul héritier du parti vainqueur d'Octobre. Le parti, avant-garde consciente de la classe, exerce une fonction indispensable à la tête du prolétariat qui sans lui, n'a aucune chance de s'emparer du pouvoir. Lorsque les trotskistes appellent en 1936 à la création de «comités d'action» et en 1944 à la formation de *soviets*, ils estiment que ces organes, révolutionnaires en soi, ne peuvent aller jusqu'au bout de leurs tâches que si n'existe parallèlement

(1) Voir L. Trotski, *Nos tâches politiques*, Paris, P. Belfond, 1970.

la volonté révolutionnaire du parti. Le rôle des bolcheviks-léninistes est donc, à travers la critique des appareils «staliniens» et «réformistes» dépourvus de volonté révolutionnaire, de convaincre la classe ouvrière de la trahison de ses chefs et de l'amener à se débarrasser de sa direction actuelle pour se ranger sous le drapeau de la IVème Internationale, la seule capable par son programme, de conduire le prolétariat à la victoire. Puisque la crise de l'humanité comme l'écrit le *Programme de transition*, se réduit à la crise de la *direction révolutionnaire*, il faut construire une nouvelle direction. C'est à cette tâche fondamentale que s'applique sans relâche le mouvement trotskiste qui espère que la valeur de ses mots d'ordre ainsi que sa volonté révolutionnaire sauront lui rallier les masses ouvrières, lesquelles reconnaîtront en lui leur *direction historique*.

En dépit de leurs efforts, et pour des raisons qu'eux-mêmes analysèrent, les militants trotskistes ne parvinrent pas durant cette période à trouver un écho réel dans la classe ouvrière, qui resta attachée à ses organisations traditionnelles. Réduits à une fonction et à une existence marginales, ils ne purent que se livrer à une activité de propagande, d'éducation, d'élaboration théorique, sans la moindre possibilité d'exercer l'effective direction politique à laquelle ils aspiraient, suivant en cela leur modèle bolchevique. Impuissants à enraciner leurs mots d'ordre dans les masses, les militants ne purent que se résoudre à donner à la classe ouvrière des *avis éclairés* et à combattre par la théorie l'influence des appareils jugés bureaucratiques. Ainsi, ceux qui s'opposèrent avec la plus grande fermeté aux thèses de «l'ultra-gauche conseilliste», se trouvèrent condamnés par l'histoire à jouer auprès de la classe ouvrière ce rôle théorique d'étude et de discussion auquel Anton Pannekoek destinait les groupes et les partis, à l'exclusion de toute intervention de *commandement* sur le prolétariat, seul capable de conduire sa propre émancipation.

ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE

Il n'a pas paru très utile de signaler ici tous les documents qui ont servi à la préparation de ce travail et dont certains sont cités en note, en bas de page. Il s'agit plutôt à travers cette courte note bibliographique d'orienter le lecteur vers les principales sources d'information et d'esquisser une mise à jour succincte des publications récentes qui n'ont pu être utilisées dans cet ouvrage.

En ce qui concerne l'histoire de la seconde guerre mondiale, du régime de Vichy, de la Résistance, la matière écrite est si foisonnante et les approches peuvent être si diverses, qu'il est vain d'effectuer un quelconque choix bibliographique. Il suffit d'indiquer que la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, (BDIC) de Nanterre, qui a fait de l'histoire des deux guerres mondiales l'une de ses spécialités, sans posséder d'une manière exhaustive toutel'énorme littérature écrite sur le sujet, conserve néanmoins un fonds d'ouvrages et de périodiques que l'on vient consulter du monde entier. A cela, il faut ajouter la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, dont chaque numéro contient une chronique bibliographique établie par la BDIC. L'excellent ouvrage de Robert O. Paxton, *La France de Vichy, 1940-1944* (Paris, Seuil, 1973) présente une note bibliographique où sont signalés les principaux ouvrages de référence et les sources d'archives.

Pour l'étude du mouvement communiste pendant la guerre, il convient de rappeler que *l'Humanité* clandestine a fait l'objet d'une réimpression en fac-similé des numéros 1 à 317, de septembre 1939 à août 1944 (Paris, Éditions sociales, 1974) accompagnée de notes et de commentaires historiques. Signalons pour ceux que préoccupe le problème, jusqu'ici assez peu étudié, de la collaboration d'hommes

de gauche au régime de Vichy, l'article de Jacques Rancière, «De Pelloutier à Hitler : syndicalisme et collaboration», paru dans *les Révoltes logiques* (n. 4, hiver 1977, 23-61).

Sur Trotsky et le mouvement trotskiste en général, il est conseillé, pour s'orienter dans les ouvrages parus, de se reporter à l'article de Michel Dreyfus «Sur l'histoire du mouvement trotskyste en Europe de 1930 à 1952», publié dans *le Mouvement social*, n. 96, juillet-septembre 1976, 111-124. A cela, il faut ajouter, parue dans la toute jeune revue éditée par l'Institut Léon Trotsky (1), les *Cahiers Léon Trotsky*, la chronique de Michel Dreyfus et Jean-François Godchau sur Trotsky et le mouvement trotskiste jusqu'en 1940. Signalons pour la période d'avant guerre, l'édition par Pierre Broué et Michel Dreyfus, dans le cadre encore de l'Institut Léon Trotsky, des *Oeuvres* du grand révolutionnaire, dont les cinq premiers volumes parus s'échelonnent de mars 1933 à juin 1935 (Paris, Études et documentation internationales, 1978 →). Le lecteur y trouvera en particulier un appareil critique extrêmement abondant et sérieux intéressant l'ensemble du mouvement ouvrier, travail combien utile vu la rareté des sources d'information sur ce sujet. Domaine peu accessible jusqu'ici, les textes des congrès constitutifs de la IVème Internationale de 1930 à 1940, sont maintenant disponibles, notamment le procès-verbal en français de la Conférence de fondation de 1938 (que l'on trouve aussi dans le premier numéro des *Cahiers Léon Trotsky*, avec la version anglaise) ainsi que le texte de la Conférence d'Alarme de 1940. Les documents ont été rassemblés par Rodolphe Prager, avec la collaboration de Jean-François Godchau, Carlos Rossi et Hugo Véga, avec une préface de Pierre Frank, sous le titre *Les Congrès de la IVème Internationale* (manifestes, thèses, résolutions), 1 : Naissance de la IVème Internationale, 1930-1940 (Paris, La Brèche, 1978).

Pour ce qui est des périodiques publiés par le mouvement trotskiste français, ma bibliographie *La Presse trotskiste en France de 1926 à 1968* (Grenoble, Presses universitaires de Grenoble ; Paris, Maison des sciences de l'homme, 1978) pourra permettre d'orienter le chercheur dans les principales bibliothèques parisiennes et à l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam. A noter cependant que l'état des collections, déjà ancien, puisqu'il remonte à 1975, s'est probablement modifié, ne serait-ce que par la création de nouveaux centres d'archives, comme le CERMTRI (2).

(1) 29, rue Descartes, 75005 Paris.

(2) Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskystes et révolutionnaires internationaux, 88 rue Saint-Denis, 75001 Paris.

Sur le thème qui nous intéresse ici le plus directement, c'est-à-dire l'histoire du trotskisme pendant la guerre, quelques récentes publications ont modifié les données de la documentation : d'abord la réédition en fac-similé de *la Vérité* clandestine, 1940-1944 (Paris, Études et documentation internationales, 1978), accompagnée d'une présentation analytique chronologique, d'un index biographique et de la reproduction du journal *Arbeiter und Soldat* (avec sa traduction) ; on y trouve aussi les thèses et résolutions de la Conférence européenne de février 1944, extraits en fac-similé du bulletin clandestin *Quatrième internationale*. Notons ensuite avec l'article de Michel Dreyfus, «Les Trotskystes français et la question nationale pendant la seconde guerre mondiale» (*Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n. 103, juillet 1976, 13-26) les deux livres de Yvan Craipeau, qui font une large place au témoignage du militant : *Les Révolutionnaires pendant la seconde guerre mondiale*, 1 : Contre vents et marées, 1938-1945 (Paris, Syros, 1977) et le volume 2, consacré à la période 1944-1947 sous le titre *La libération confisquée* (Paris, Savelli et Syros, 1978). Mentionnons aussi le numéro 25, de novembre 1978, de la revue *Critique communiste*, intitulé «Actualité de Trotsky», qui apporte d'intéressants éléments d'information sur les trotskistes pendant la guerre, notamment le texte jusqu'ici largement inédit de la «Déclaration des communistes internationalistes de Buchenwald», avec un commentaire de Rodolphe Prager.

LISTE DES SIGLES

BDIC	Bibliothèque de documentation internationale contemporaine
BL	Bolchevik-léniniste
BN	Bibliothèque nationale
CC	Comité central
CDI	Centre de documentation internationale
CCI	Comité communiste internationaliste
CES	Centre d'études socialistes
CFLN	Comité français de libération nationale
CGT	Confédération générale du travail
CLAJ	Centre laïque des auberges de jeunesse
CNR	Conseil national de la Résistance
FFI	Forces françaises de l'intérieur
FTPF	Francs-Tireurs et partisans français
GAR	Groupes d'action révolutionnaire
GBL	Groupe bolchevik-léniniste
IC	Internationale communiste
IISG	Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis
IKD	Internationalen Kommunisten Deutschlands
JSOP	Jeunesse socialiste ouvrière et paysanne
JSR	Jeunesse socialiste révolutionnaire

LVF	Légion de volontaires français contre le bolchevisme
MNR	Mouvement national révolutionnaire français
NEP	Nouvelle politique économique
OCM	Organisation civile et militaire
PC	Parti communiste
PCF	Parti communiste français
PCI	Parti communiste internationaliste
POI	Parti ouvrier internationaliste
POUM	Partido obrero de unificacion marxista
PS	Parti socialiste
PSOP	Parti socialiste ouvrier et paysan
RKD	Revolutionären Kommunisten Deutschlands
RNP	Rassemblement national populaire
SFIC	Section française de l'Internationale communiste
SFIO	Section française de l'internationale ouvrière
STO	Service du travail obligatoire

INDEX DES NOMS CITÉS

Du fait des nombreuses citations dont il fait l'objet, le nom de Trotski n'est pas relevé dans l'index. Il en est de même des noms de Hitler et Staline. Les militants apparaissent sous leur nom le plus connu, que ce soit le nom véritable ou le pseudonyme, avec – quand cela a été possible – renvois de l'un à l'autre. Je remercie l'Institut Léon Trotsky et particulièrement Michel Dreyfus pour l'aide apportée dans la préparation de cet index.

ABRAHAM (Lucienne) voir Michèle MESTRE

ALBA (Victor) 32

ANDREI (Pierre) voir Pierre LAMBERT

ARNAUD (A.) voir Pierre NAVILLE

AUDOIN (H.) voir Henri MOLINIER

AUGER voir Yvan CRAIPEAU

AZZARONI (Alfredo) 66

BARRÉ (Henri) 60

BARTA voir David KORNER

BARTA (Louise) 32, 137

BARTHÉLÉMY (Georges) 205

BAYET (Albert) 210

BEAUFRERE (Marcel) 51, 68, 135

BELIN (René) 62

BILLOUX (François) 176-178

BLASCO voir Pietro TRESSO

BLUM (Léon) 26, 27, 178

BONTE (Florimond) 165

BOUSSEL (Pierre) voir Pierre LAMBERT

BRAG, 32

BRAUDO (Michel) 16

BRESLER (Robert) 16

BROUÉ (Pierre) 13, 32

CALVÈS (André) 67, 68, 205

CANNON (James Patrick) 21, 47, 127

CHOLTITZ (Dietrich von) 203

CHURCHILL (Winston) 72, 152, 186

CLART voir Jean ROUS

- CLAUDE (Henri **POUGET**, dit Henri) 149, 150
 CLÉMENT voir Eugen **FRIED**
 CORSET (André) 34
 CORVIN (Mathias) 16
 COSTE (Marie-Thérèse) 34
 CRAIPEAU (Maria) 16
 CRAIPEAU (Yvan) *pseud.* AUGER, 14, 16, 18, 28, 31, 36, 54, 63, 65, 99, 135, 136, 169, 172, 175, 204, 205, 210, 222
 CRUAU (Robert) *pseud.* PLETON, 67, 68

 DALADIER (Edouard) 13, 77, 177
 DARNAND (Joseph) 175, 197, 200
 DÉAT (Marcel) 8, 51, 54, 55, 62
 DE GAULLE (Charles) 9, 46, 72, 84, 85, 95, 104, 117, 152, 176, 177, 179, 180, 188, 193, 214, 215
 DÉGLISE (Maurice) 51, 56
 DELONCLE (Eugène) 54
 DEMAZIÈRE (Albert) 66, 135, 195, 210, 222, 229
 DESNOTS (Jacques) 29
 DEUTSCHER (Isaac) 22
 DORiot (Jacques) 55, 56
 DORMOY (Max) 27
 DUBOIN (Georges) 149
 DUCLOS (Jacques) 77, 79, 177
 DUNOYER (André) voir André ESSEL
 DURET (André) voir Rodolphe PRAGER
 EISENHOWER (Dwight D.) 182, 193, 198
 ENGELS (Friedrich) 145
 ERNESTO, 32

 ESSEL (André) *pseud.* André DUNOYER, 135, 195

 FABIEN (Pierre **GEORGES**, dit Colonel) 67
 FAURE (Paul) 181
 FIGUÈRES (Léo) 52
 FILIATRE (Roland) 68, 135
 FLANDIN (Pierre - Étienne) 72
 FOIRIER (Mireille) 34
 FOIRIER (Roger) 29, 30, 50, 56-59
 FOURRIER (Marcel) 8
 FRANCO BAHAMONDE (Francisco) 43, 94
 FRANK (Pierre) 12, 14-17, 19-21, 29, 32, 33, 36, 52, 128, 129
 FRIED (Eugen) *pseud.* CLÉMENT, 78
 FUGÈRE (Marie - Gabriel) 8

 GALLIENNE (Jacques) 51
 GAILLEUDRAT (André) voir MORGAT
 GÉNIA, 16
 GEORGES (Pierre) voir Colonel FABIEN
 GÉRARD (Francis) voir Gérard ROSENTHAL
 GERMAIN (E.) voir Ernest MANDEL
 GIBELIN (Marcel) 31, 135
 GIRAUD (Henri) 176, 177, 180
 GOTTLIEB, voir PERO
 GRENIER (Fernand) 176, 178
 GRIMBLAT (Jacques) voir Jacques PRIVAS
 GUÉDIN (Général) 185
 GUÉRIN (Daniel) 15, 22, 37, 145
 GUIGUET (Maurice) 34
 GUINGOUIN (Georges) 185

HERRIOT (Edouard) 85, 164
 HIC (Marcel) 49, 60, 68, 69,
 70, 71, 122, 135, 147, 165

JAMES (Cyrus Lionel Robert)
 34

JAQUIER (Maurice) 51, 55, 60
 JOUBERT (Jean-Paul) 26

KAMOUN (Elie) 13

KORNER (David) *pseud.* BAR-
 TA A. MATHIEU, 31, 32,
 136-138, 141, 143, 144,
 146-148

KRIEGEL (Annie) 225

LAGARDELLE (Hubert) 62

LAMBERT (Pierre BOUSSEL
dit Pierre), *pseud.* Pierre
 ANDREI, 30, 34, 50, 118,
 229

LAURENT (E.) voir Pierre NA-
 VILLE

LAURENT (Françoise) 62

LAURENT (Marc) voir Henri
 MOLINIER

LAVAL (Pierre) 16, 51, 72, 85,
 95

LEBRUN (Albert) 43

LECLERC (Philippe-Marie de
 HAUTECLOQUE *dit* Géné-
 ral) 203

LECOIN (Louis) 7

LÉNINE (Vladimir Illitch OU-
 LIANOV *dit*) 8, 41, 69, 93,
 104, 106, 110, 132, 134,
 144, 145, 233, 237

LÉON (Abraham) 123, 135

LEPLOW (Konrad) 68

LEQUENNE (Michel) 149

LIEBKNECHT (Karl) 8, 184

LISSANSKY (Michel) 16

LORRIS (Marc) voir Jean VAN
 HEIJENOORT

LUXEMBURG (Rosa) 8, 181

MAKHAROVSKI (Jacques) 16,
 orthographié Makarovsky
 dans *la Vérité*, n. 246, 2 août
 1935

MANDEL (Ernest) *pseud.* E.
 GERMAIN, 123

MANOUCHIAN (Missak) 140

MARCOUX (Nicolas SPOUL-
 BER *dit*) 135, 229

MARGNE (Charles) 34

MARING voir Henryk SNEEV-
 LIET

MARTINET (Gilles) 8

MARX (Karl) 145

MATHIEU (A.) voir David
 KORNER

MAURIN JULIA (Joaquim) 32

MAUROUARD (A.) 149

MESTRE (Lucienne ABRA-
 HAM *dite* Michèle) 195

MICHEL (Henri) 177, 197

MLYNARS (Jersy) 34

MOLINIER (Henri), *pseud.* H.
 AUDOIN, Marc LAURENT,
 50, 51, 55, 56, 59, 150, 205

MOLINIER (Raymond) 12, 14,
 15, 17, 19, 21, 29, 30, 32,
 33, 127-129, 168

MOLOTOV (Viatcheslav Mi-
 khailovitch SKRIABINE *dit*)
 76

MONAT (Martin) voir Paul WI-
 DELIN

MONTE voir Paul WIDELIN

MOREL (Jeanine) 64

MORGAT (André GAILLEU-
 DRAT *dit*) 29

MUSSOLINI (Benito) 41, 117,
 144

NARDINI (Bruno) 34

NAVILLE (Pierre) *pseud.* A.
 ARNAUD, E. LAURENT,
 P. VILAIN, 11, 13-16, 19,
 28, 34, 51

- NEUVILLE (Pierre) 149
 NICASIO, 123
 NICOLLE (Pierre) 79
 NIN PEREZ (Andrés) 32
 NOCHER (Jean) 149

 PABLO (Michel RAPTIS *dit* Michel) *pseud.* SPEROS, 122, 123, 135, 136, 175
 PANNEKOEK (Anton) 238
 PARISOT (Paul) 135, 229
 PARODI (Alexandre) 203
 PERO (GOTTLIEB, *dit*) 16
 PÉTAÏN (Philippe) 43-45, 48, 62, 72, 210
 PIVERT (Marceau) 15, 17, 26, 27, 30
 PLETON voir ROBERT CRUAU
 POUGET (Henri) voir Henri CLAUDE
 PRAGER (Rodolphe) *pseud.* André DURET, 29, 32, 50, 56-58, 67, 135, 210
 PRIVAS (Jacques GRIMBLAT *dit*) 30, 50, 52, 55, 112, 113, 135

 RABAUT (Jean) 51, 60, 63
 RAMETTE (Arthur) 165
 RAOUL, 50, 113, 200, 205
 RAPTIS (Michel) voir Michel PABLO
 REBOUL (Jean) 66
 REMY (Gilbert RENAULT *dit* Colonel) 176
 REYNAUD (Paul) 43
 RIGAL (Louis RIGAUDIAS *dit*) 16, 60
 RISACHIER (Jean) 36
 ROGER (Henri) 205
 ROL-TANGUY (Henri) 202
 ROOSEVELT (Franklin Delano) 117, 133, 150, 180, 186

 ROSENTHAL (Gérard) *pseud.* Francis GERARD, 11
 ROSMER (Alfred GRIOT, *dit*) 11, 19, 21, 29
 ROSSI (Angelo TASCA *dit*) 80
 ROUS (Jean) *pseud.* CLART, 14, 16, 28, 29, 31, 53, 60
 ROUSSET (David) 16, 18, 60, 68, 135
 ROUX (Marie-Noëlle) 67

 SADEK (Abraham) 66
 SALINI (Pierre) voir Maurice SEGAL
 SCHEUER (Georges) 53, 226
 SEGAL (Maurice) *pseud.* Pierre SALINI, 32, 66
 SESSER (Général von) 185
 SHACHTMAN (Max), 21, 127
 SNEEVLIET (Henryk) *pseud.* MARING, 33
 SPEROS voir Michel PABLO
 SPOULBER (Nicolas) voir MARCOUX
 STIBBE (Pierre) 8
 SYMKHOVITCH (Suzanne) 34

 TASCA (Angelo) voir A. ROSSI
 THALMANN (Pavel) 67
 THOREZ (Maurice) 15, 76, 77, 79, 80, 141
 TRENTIN (Silvio) 8
 TRESSO (Pietro) *pseud.* BLASCO, 66
 TRÉVIEN (Gérard) 68

 VAN HEIJENOORT (Jean), *pseud.* VAN, Marc LORRIS, 16, 36, 122
 VAN HULST (Henry) 205
 VARENNES (Claude) 54
 VEREEKEN (Georges) 33
 VICTOR voir Paul WIDELIN

VILAIN (P.) voir Pierre N-
VILLE

VITSORIS (Georges) 122

VLASSOV (Andrei ANDREIE-
VITCH) 185

WEITZ (Lucien) 60

WEYGAND (Maxime) 35

WIDELIN (Martin MONAT dit
Paul), *pseud.*, MONTE, VIC-
TOR, 67, 123

WILLARD (Germaine) 79, 80

ZELLER (Fred), 16, 60

TABLE DES MATIERES

Avant-propos	7
Introduction : la IVe Internationale en France jusqu'en 1939 ..	11
CHAPITRE I - La Question nationale	35
I - <i>Le Parti ouvrier internationaliste : pour une lutte révolutionnaire contre l'oppression nationale</i>	69
II - <i>Le Comité communiste internationaliste et la voie prolétarienne</i>	101
CHAPITRE II - Construire le parti	121
I - <i>Débats préliminaires entre le POI et le CCI</i>	125
II - <i>La Conférence européenne de février 1944 et l'unification</i>	154
CHAPITRE III - Vers les Soviets	175
I - <i>Un programme de classe</i>	175
II - <i>Etre avec les masses</i>	194
III - <i>Déception et optimisme : le 1er congrès du PCI</i>	214
La fin de la guerre : examen critique	231
 Orientaion bibliographique	 239
Liste des sigles	243
Index des noms cités	245

Achevé d'imprimer novembre 1980
sur les Presses des Éditions Anthropos
à Méjannes-les-Alès
Dépôt légal 4ème trimestre 1980
ISBN 2-7157-1007-0